

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE JOURNALISME ET LA REPRÉSENTATION
DES RAPPORTS SOCIAUX NUMÉRIQUES

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION,
PROFIL MÉDIAS SOCIONUMÉRIQUES

PAR
ROLAND-YVES CARIGNAN

LE 4 JUIN 2021

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*Un journal ne peut subsister qu'à la condition de reproduire
une doctrine ou un sentiment commun à un grand nombre d'hommes.*

— Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, 1840, p. 164

*Les Américains ont combattu par la liberté
l'individualisme que l'égalité faisait naître, et ils ont vaincu.
Les législateurs de l'Amérique n'ont pas cru que pour guérir une maladie
si naturelle au corps social dans les temps démocratiques et si funeste,
il suffisait d'accorder à la nation tout entière une représentation d'elle-même;
ils ont pensé que, de plus, il convenait de donner une vie politique à chaque portion du territoire,
afin de multiplier à l'infini, pour les citoyens, les occasions d'agir ensemble,
et de leur faire sentir tous les jours qu'ils dépendent les uns des autres.
C'était se conduire avec sagesse.*

— Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, 1840, p. 150

*Si la réalité était cette espèce de déchet de l'expérience, à peu près identique pour chacun,
[...] sans doute une sorte de film cinématographique de ces choses suffirait
et le « style », la « littérature » qui s'écarteraient de leur simple donnée
seraient un hors-d'œuvre artificiel. Mais est-ce bien cela la réalité ?*

— Marcel Proust, *À la recherche du temps perdu*, tome 2, 1927, p. 36-37

— AVANT-PROPOS —

Après vingt-cinq ans de journalisme actif au sein de nombreuses salles de rédaction, l'idée de retourner aux études était pour moi tout à fait naturelle. Un vieux rêve de maîtrise, déjà là à la fin du baccalauréat, réanimé par l'envie d'une seconde carrière d'enseignant. Un rêve surtout propulsé, ai-je réalisé, par l'envie de réfléchir librement à la pratique journalistique — sans les contraintes budgétaires, l'état des troupes, les conventions collectives ou la simple réalité d'un horaire beaucoup trop chargé. Réfléchir intellectuellement et jusqu'au bout, me suis-je dit.

La ligne directrice venue s'imposer à moi avait été tracée dans la pratique, lors d'un événement marquant de l'histoire récente du Québec, vécu en tant que directeur de l'information au quotidien montréalais *Le Devoir*. L'événement, c'est le « printemps érable » de 2012, lutte estudiantine contre une hausse sévère des frais de scolarité universitaires dont la mémoire collective semble avoir surtout retenu les nombreux affrontements entre manifestants, casseurs et policiers, à Montréal, à Québec, un peu partout. Il y a pourtant, évidemment, tellement plus... Pourquoi ne retenir, essentiellement, que des images d'affrontements ? Quelle est la responsabilité des journalistes dans la création de la représentation sociale d'un événement, quel qu'il soit ? Que penser de la sacro-sainte mais indéfinissable notion de « neutralité » en tant qu'indicateur de la qualité du travail journalistique — et en particulier lorsqu'aucune synthèse ne réussit à rassembler au moment des faits... comme en 2012.

Dans la salle des nouvelles de mon journal, lors de ce printemps, j'ai cherché à mettre en valeur, d'abord et avant tout, l'enjeu politique principal, celui de l'éducation, plutôt que les moyens de pression et de répression. L'équipe que je dirigeais a donc porté son attention sur toutes les formes de participation au débat public sur la place de l'enseignement supérieur dans l'unique bastion francophone d'importance en Amérique, afin que cet enjeu prime sur l'exercice comptable de financement des universités. Ensemble, nous avons choisi de regarder les revendications du « printemps érable » dans le débat plus large de redistribution des richesses qui alors soulevait les masses dans plusieurs pays

occidentaux (le mouvement des Indignés en Espagne, Occupy Wall Street aux États-Unis et ailleurs, etc.).

Or, contrairement aux étudiants et à leurs représentants, le premier ministre Jean Charest et ses ministres ont évité ce terrain. Pour plusieurs, il a alors semblé que *Le Devoir* se montrait plus enclin à relayer le propos des étudiants, qui parlaient d'éducation et de fraternité, que celui du gouvernement en place, qui rappelait l'importance de la loi et l'ordre et soulignait les dérives de la rue. Les critiques en ce sens ont été nombreuses et souvent bien argumentées, semant le doute en moi. Je ne cherche pas ici à justifier les choix rédactionnels et éditoriaux faits à ce moment, reconnaissant d'ailleurs que les écarts et les erreurs ont été nombreux, souvent injustifiables, et sachant aussi que tous les médias ont été critiqués, d'une façon ou d'une autre. En fait, ce qui motive ici toute ma démarche de recherche, c'est de comprendre le profond malaise que j'ai ressenti en 2012 face à la question de la « neutralité » journalistique, telle qu'elle est entendue et acceptée dans le milieu journalistique, c'est-à-dire comme si cette neutralité pouvait être définie et localisée. Ça me tracassait depuis, mais je n'arrivais pas à comprendre pourquoi. Qu'est-ce que cette neutralité qui, dans l'idée, serait identique pour tous ?

Les étudiants ont réussi à créer une mobilisation large sur le thème de l'éducation, de la redistribution de la richesse et même de la défense des droits démocratiques (pensons aux casseroles contre les interdits de manifester du gouvernement Charest). Mais la représentation médiatique, créée à partir des faits tangibles et visibles, a montré un lot d'affrontements entre casseurs et policiers, bien davantage qu'un débat social. En fait, les Québécois ont eu l'impression de « tout voir et tout entendre, mais sans rien comprendre »¹, pour reprendre les mots de Florian Sauvageau, qui s'est penché en tant que chercheur sur la couverture de la grève étudiante de 2012. Est-ce cela la neutralité journalistique, ou à tout le moins le résultat de cette neutralité ?

La mémoire collective de ce printemps a retenu, au final, l'image d'un Québec divisé sur ce sujet comme sur tant d'autres, de plus en plus incapable de faire émerger une com-

¹ Sauvageau, Florian. & Thibault, Simon. (2013). « Tout voir et tout entendre, mais sans comprendre ! Le conflit étudiant et les défaillances des médias ». *Recherches sociographiques*, 54 (3), 531-552.

préhension commune à partir de laquelle l'évolution est possible, comme au temps de la Révolution tranquille. Mais est-ce vraiment ce qui s'est produit, en 2012 comme dans les années 1960, ou n'est-ce qu'une représentation médiatique tenant lieu de compréhension commune des événements ?

Considérons, par exemple, les grèves étudiantes de Mai 68 en France qui ont tout autant donné lieu à une série d'affrontements entre forces de l'ordre et étudiants. Se souvient-on que c'est la police qui a eu le dernier mot dans cette histoire, en évacuant la Sorbonne et d'autres universités à la mi-juin, mettant fin à une crise que l'opinion publique française ne supportait tout simplement plus ? En rétrospective, il semble que « l'élaboration médiatique et culturelle de la représentation de ces événements historiques »² ait produit un tout autre souvenir : Mai 68 a aujourd'hui valeur de révolution sociale, de moment difficile mais en bout de ligne rassembleur ayant fait évoluer la société.

Mais est-ce vraiment ce qui s'est produit ? Est-ce que tout cela ne serait pas une construction collective issue en bonne partie de la représentation médiatique, produisant une compréhension symbolique commune à laquelle on adhère socialement ? Est-ce que tout cela ne repose pas, du moins en partie, sur les journalistes qui rapportent... les faits. Les faits ?

En y réfléchissant, j'ai l'impression que la « neutralité » journalistique repose bien sur des faits visibles et tangibles, indiscutables, comme des vitrines fracassées et des manifestants tabassés, mais que cela éloigne de plus en plus la pratique journalistique de sa capacité à produire une représentation socialement rassembleuse et forcément symbolique, qui ouvrirait la voie à l'évolution sociale. « *Accuracy, accuracy, accuracy* », disait Pulitzer en son temps : cette maxime ne mène-t-elle pas à un journalisme qui montre des actions, plutôt que le sens qu'elles ont puisque ce dernier peut être débattu ?

Exemple frappant : en juin 2018, quelques jours avant le sommet du G7 à La Malbaie, la FPJQ-Québec³ a organisé une journée de formation pour préparer les journalistes à la

2 Phrase tirée de l'exposition *Icônes de mai 68 : Les images ont une histoire* présentée à la Bibliothèque nationale de France lors du 50^e anniversaire des événements. Récupéré de <http://expositions.bnf.fr/mai68/arret/04.htm>

3 Section locale de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec. L'événement était ouvert à tous les membres.

couverture de l'événement, formation intitulée « G7 - Kit de survie ». L'objectif des organisateurs — qui, rappelons-le, sont des journalistes s'adressant à des journalistes — : « s'assurer de présenter une couverture médiatique équilibrée, tout en étant prêt à affronter les pressions venant autant des policiers que des contestataires ». Assurer une couverture équilibrée entre policiers et contestataires, idéal de neutralité ? Au programme, il n'est aucunement question du sommet lui-même, des enjeux et des acteurs politiques, etc.

Si l'on peut comprendre qu'un axe oppose les policiers aux manifestants, puisque sans manifestants la présence policière perd son sens, je ne vois pas comment justifier l'idée d'opposer, à l'inverse, les manifestants aux policiers autrement que par l'intention de ne montrer que des « faits » qui soient concrets, tangibles, « neutres ». Or, les revendications des manifestants ne concernent généralement pas le corps policier, mais les dirigeants des États. Présenter la dynamique d'opposition sur l'axe manifestants-policiers réduit le compte rendu et surtout le débat public à une joute et son analyse à celle de la pertinence des comportements des uns et des autres et d'efficacité du dispositif de sécurité. À opposer la violence des casseurs à celle de l'État, qui mandate les policiers.

Pourtant, un autre axe, reliant manifestants et dirigeants d'État, est aussi bien présent. Il est peut-être moins tangible et certainement plus glissant, mais il se conçoit tout aussi aisément, en tant que rapport discursif dont le journalisme peut témoigner, même sans images saisissantes, ce qui stimulerait un réel débat collectif, c'est-à-dire un débat politique sur le sens de la revendication et sur la société qui reste toujours à bâtir.

Voici le choix qui, apparemment, s'offre au journalisme lorsqu'un réel débat oppose le gouvernement à des citoyens : situer l'arène dans la rue et jouer le jeu des dirigeants visiblement peu enclins à justifier politiquement leurs décisions, qui d'ailleurs reposent de plus en plus sur des critères technocratiques et d'efficacité économique ; ou servir d'agora et remplir son rôle de « chien de garde de la démocratie » en se faisant d'abord et avant tout promoteur d'un réel débat public sur les enjeux sociaux, un débat social et politique qu'il faudra alors mettre en lien avec les actions du gouvernement en tant qu'institution représentative du peuple. Je n'ai pas à expliquer plus longuement où je campe...

La sacro-sainte neutralité journalistique se conçoit trop souvent comme un simple point d'équilibre sur un axe, à un point tel qu'on oublie que le choix de l'axe revêt une importance, finalement, bien plus grande. En 2012, j'avais peut-être instinctivement compris la chose avec quelques collègues au *Devoir*, mais je n'arrivais certainement pas à articuler une explication qui ne prête pas flanc à la critique, aux accusations de manque de « neutralité ». Vingt-cinq ans après mes débuts dans une salle de rédaction, le plongeon dans les études de maîtrise m'a permis de réfléchir sans contrainte à la pratique du journalisme, telle que je l'ai connue au Québec, au Canada anglais et en France. Le travail intellectuel fait en lien avec ce mémoire m'a amené très loin, bien plus loin que prévu, et m'a fait grandir et m'a permis de mieux comprendre, comme pour « me l'expliquer à moi-même », le choix que nous avons fait au *Devoir* pendant le printemps érable. Un choix qui a tout à voir avec les notions d'espace public, de compréhension commune et de débat politique, qu'il faut continuer à relier aux institutions de la démocratie moderne.

Ce choix politique que nous avons fait, je n'arriverai peut-être jamais à l'expliquer à ceux qui persistent à chercher le point d'équilibre sur un autre axe — je ne l'y trouverais pas non plus. Mais, grâce au travail menant à ce mémoire, et aussi grâce à ceux et celles qui m'ont accompagné dans la démarche, je sais aujourd'hui justifier mes choix de 2012 en lien avec le rôle du journalisme en démocratie : par ces choix j'ai sans doute mis en pratique l'idée théorique de défendre le « moment réflexif » permettant la ressaisie collective d'un peuple libre.

Merci André Mondoux de m'avoir amené tellement plus loin que prévu dans ce parcours ; merci Chantal Francœur pour ta capacité à toujours attendre patiemment — très patiemment — le moment idéal pour m'accompagner à l'étape suivante, balisant ainsi la route tout en gardant le cap avec rigueur ; et merci Françoise d'avoir accepté de partager avec moi le long confinement volontaire jusqu'à la destination.

Vous m'avez amené à comprendre que la théorie est bien un moment de la pratique.

— TABLE DES MATIÈRES —

AVANT-PROPOS	IV
RÉSUMÉ	XII
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 — PROBLÉMATIQUE	10
1.1 Le discours techniciste	10
1.1.1 Caractéristiques du discours techniciste, selon Evgeny Morozov	11
1.1.2 Un discours, selon Michel Foucault	13
1.2 Le « manifeste » de Facebook en tant qu'énoncé du discours techniciste	15
1.2.1 Présentation de l'objet d'étude	15
1.2.2 Survol de la composition du manifeste	18
1.2.3 Inscription du manifeste en tant qu'énoncé du discours techniciste	22
1.3 Ensembles de questionnements liés à l'ordre social promu par le discours techniciste	24
1.3.1 L'émergence d'un mode de reproduction sociale postmoderne	25
1.3.2 La dissolution de l'espace commun et la désymbolisation du rapport au monde	27
1.3.3 L'impossibilité de la pratique journalistique	33
1.4 Hypothèse de recherche	35

CHAPITRE 2 — CADRE THÉORIQUE	38
2.1 Fondements théoriques de la sociologie freitagienne	38
2.1.1 Une symbolique partagée	39
2.1.2 Une médiation symbolique qui permet l'intégration d'ensemble	41
2.1.3 Réflexivité et logiques de reproduction de l'ordre social	43
2.2 La société moderne	46
2.2.1 Transition des modes de reproduction sociale vers la modernité	46
2.2.2 Le journalisme et l'ambition de démocratie	50
2.2.3 Le journalisme, quatrième pouvoir de la modernité	51
2.2.4 La pratique journalistique, lieu-moment de réflexion critique en lien avec les institutions modernes	54
2.2.5 La sphère publique travestie	55
2.3 La société postmoderne	64
2.3.1 Le mode de reproduction « décisionnel-opérationnel »	64
2.3.2 Le moment de réflexion critique subsumé à la processualité systémique (désymbolisation)	67
2.4 Le journalisme hors modernité	69
CHAPITRE 3 — MÉTHODOLOGIE	72
3.1 Considérations méthodologiques	73
3.2 Cadres d'analyse	75
3.2.1 Cadre d'analyse du mode de reproduction formel de l'ensemble social	75
3.2.2 Cadre d'analyse de l'espace commun et de la symbolique partagée	77
3.2.3 Cadre d'analyse du rôle idéal et de la pratique journalistiques	79
3.3 Processus d'analyse	81

CHAPITRE 4 — RÉSULTATS ET ANALYSE	83
4.1 Reconstruction et analyse interprétative des contenus	83
4.2 Réponses aux questions de recherche	99
4.2.1 Analyse du mode de reproduction formel de l'ensemble social	100
4.2.2 Analyse de l'espace commun et de la symbolique partagée	111
4.2.3 Analyse du rôle idéal et de la pratique journalistiques	119
CONCLUSION	129
ANNEXE A	
<i>Building Global Community</i> (manifeste de Zuckerberg, annoté)	143
ANNEXE B	
Inscription du manifeste de Zuckerberg au sein du discours techniciste	159
Tableau présentant les réponses aux questions liées à cette inscription pour chacun des segments du manifeste de Zuckerberg	166
ANNEXE C	
Tableau présentant les réponses aux sous-questions de recherche pour chacun des segments du manifeste de Zuckerberg	168
ANNEXE D	
Tableau comparatif des principales caractéristiques des sociétés modernes et postmodernes (Freitag)	177
BIBLIOGRAPHIE	178

— RÉSUMÉ —

LE JOURNALISME ET LA REPRÉSENTATION DES RAPPORTS SOCIAUX NUMÉRIQUES

Le journalisme est un rouage du fonctionnement d'un type bien précis de société : la démocratie, dont le mode de reproduction est dit « politico-institutionnel » dans la théorie du sociologue Michel Freitag. Avec le journalisme, le peuple a accès à un *moment réflexif* qui lui permet de se représenter, de s'identifier et de prendre acte de ce qu'il est pour mieux se ressaisir et décider librement de sa destinée, ce qu'il fait par l'entremise des institutions dont il s'est doté. Sans journalisme, il y a ni réelle liberté d'expression populaire ni démocratie, et sans démocratie, nul besoin de journalisme. Or, pour Freitag, les sociétés occidentales se dirigent maintenant vers un contexte cybernétique technocapitaliste et se reproduisent de plus en plus de la manière « décisionnelle-opérationnelle » propre aux fonctionnements systémiques : c'est la sortie de la modernité ou « postmodernité ». Tant le fonctionnement « politico-institutionnel » que le journalisme, qui sont mutuellement la condition de leur existence, se retrouvent alors hors contexte, sans aucune prise puisque la représentation et la décision sont absorbées dans l'opération systémique. Nous démontrons dans ce mémoire que le *discours techniciste* — qui réclame et accorde toujours plus de pouvoir aux entreprises propriétaires de « réseaux sociaux » numériques afin qu'elles gèrent toujours davantage les rapports sociaux (gestion des propos haineux, de la polarisation, des influences politiques, des fausses informations, etc.) — conduit tout droit, si l'on se base sur la théorie de Freitag, à cette « postmodernité » où le journalisme, n'ayant plus de rôle social, aboutit dans une impasse qui pourrait lui être fatale. Cela nous mène à reconsidérer la revendication traditionnelle de la profession, la « liberté de presse », non pour s'en écarter, mais bien pour la recentrer sur son lien de dépendance avec la démocratie et éviter que l'information journalistique, fût-elle de qualité, ne soit plus qu'un moment d'une opération systémique technocapitaliste.

*Michel Freitag — postmodernité — médiation symbolique — représentation collective
journalisme — rapports sociaux numériques — médias socionumériques — Facebook*

— ABSTRACT —

JOURNALISM AND THE REPRESENTATION
OF DIGITAL SOCIAL CONNECTIONS

Journalism is a cog in the functioning of a very specific type of society: democracy, whose mode of reproduction is called “political-institutional” in the theory of sociologist Michel Freitag. With journalism, the people, as a group, has access to a *reflective moment* which allows it to represent itself, to identify itself and to take note of what it is in order to better recover and freely decide its destiny, which it does through the institutions it has set up. Without journalism there is neither real freedom of popular expression nor democracy, and without democracy there is no need for journalism. However, for Freitag, Western societies are now moving towards a technocapitalist cybernetic context and are reproducing themselves more and more in the “decisional-operational” logic specific to systemic operations: this is the exit from modernity or “postmodernity”. Both the “politico-institutional” functioning and journalism, which are mutually the condition of their existence, are then found out of context, without any hold since the representation and the decision are absorbed in the systemic operation. We demonstrate in this thesis that the *technicist discourse* — which demands and grants more and more power to companies that own digital “social networks” so that they manage social relations more and more (management of hate speech, polarization, political influences, fake news, etc.) — leads straight, if one bases oneself on Freitag’s theory, to this “postmodernity” where journalism, no longer having a social role, ends up in a dead end that could be fatal. This leads us to reconsider the traditional claim of the profession, “freedom of the press”, not to deviate from it, but to refocus it on its link with democracy and prevent journalistic information, even of quality, from becoming nothing more than a moment in a system’s technocapitalist operation.

*Michel Freitag — postmodernity — symbolic mediation — collective representation
journalism — digital social connections — digital social medias — Facebook*

— INTRODUCTION —

La représentation d'une crise qui secouerait le journalisme actuel en fait couvrant la victime des plateformes socionumériques qui siphonneraient largement les revenus des entreprises de presse (Winseck, 2018), fragmenteraient les auditoires et créeraient des chambres d'écho ou bulles de filtres (Pariser, 2011), engendreraient la radicalisation et répandraient aussi de fausses informations (Allcott et Gentzkow, 2017). Plus largement, la crédibilité de tout type d'information serait ainsi minée, fût-elle produite par de « vrais » journalistes (Fisher, 2018).

Si l'on observe que cette problématisation en forme d'affront fait à la presse a encouragé une réorganisation de la pratique journalistique, désormais réoutillée et adaptée aux « nouvelles réalités » numériques (Singer, 2009 ; Salaverría, 2019), un autre constat s'impose, qui a des ramifications bien plus profondes : la crise du journalisme a fait émerger tout un discours réclamant des grandes entreprises technologiques des aménagements permettant la mise en œuvre de solutions aux problèmes qu'elles auraient engendrés. Essentiellement, ce discours place sur ces entreprises, et ce, sans réel encadrement politique, la responsabilité d'améliorer leurs pratiques pour aider les autres à s'adapter et, dans la foulée, avalise l'idée qu'elles ont le pouvoir d'influencer certains comportements des utilisateurs de l'environnement qu'elles ont créé. On s'attend à ce que Facebook, par exemple, participe au financement du journalisme et à sa diffusion, à ce qu'il gère les propos haineux et la radicalisation de certains usagers et à ce qu'il fasse disparaître de son réseau les fausses nouvelles — un appel entendu de toutes parts.

Par ricochet, on demande donc à ces entreprises, dans l'espoir d'aider le journalisme, qu'elles différencient elles-mêmes ce qui est faux de ce qui serait un fait « vraiment vrai » et qu'elles choisissent ce qui mérite l'attention d'un public... Ne s'agit-il pas de pratiques jusque-là associées au journalisme ?

Ce discours devenu ubiquitaire (Morozov, 2013 ; Kail et Sobel, 2006) participe de l'émergence d'un nouveau paradigme au sein de l'espace public (conçu socialement et politique-

ment), centré sur un seul et même outil algorithmique fonctionnant en réseau. Un peu à la manière de celui qui n'a qu'un marteau et pour qui tous les problèmes ressemblent à un clou, les difficultés des rapports humains en viennent de plus en plus à se problématiser comme si nous vivions dans un contexte purement numérisé. Les solutions aux problèmes de l'ensemble social, tous les problèmes, sont dans l'appli mise en réseau ou, plus concrètement, dans les données massives ainsi récoltées auprès des individus... par ces mêmes entreprises technologiques¹. Et, d'ailleurs, pourquoi s'arrêter là, pourquoi ne pas demander à ces enfants chéris des places boursières d'utiliser leur savoir-faire cybernétique afin d'améliorer l'existence de chaque humain au nom de la démocratie ?

« *Technology is not about hardware and software anymore*, soutient ainsi Eric Schmidt, président exécutif de la maison mère de Google, Alphabet². *It's really about the mining and use of this enormous data to make the world a better place.* »³

Que ces entreprises technologiques capitalistes, devenues les plus puissantes de la planète, aient désormais les moyens de construire « dans la réalité » le monde « virtuel » dont elles rêvent ne devrait pas nous surprendre. Mais est-ce souhaitable ? Que savons-nous de ce milieu de vie fondamentalement médiatique et cybernétique, et du « vivre ensemble » qui en découle ? Quelle représentation sociale et journalistique en avons-nous, à travers ce discours et au-delà ? Sommes-nous aptes à débattre de ce fonctionnement social sans l'avoir défini ?

Nous croyons qu'il y a urgence pour la société en général et le journalisme en particulier de réfléchir aux caractéristiques du monde qui prend forme et qui se trouve essentiellement médiatisé par la technologie. Plus que jamais, il y a lieu de réfléchir aux implications de la mise en réseau technologique des rapports humains sur les fondements de la démocratie, à commencer par le pilier qu'est, dans l'idéal, le journalisme. C'est ce que nous tentons de faire ici.

1 Vient en tête, au moment de compléter ce mémoire, la promotion venant de toutes parts d'une application algorithmique de traçage de contacts individuels pour freiner un virus qui affecte « le peuple tout entier » (pandémie).

2 Le grand patron s'exprimait alors devant des étudiants du MIT, en 2011. Tiré de Morozov 2013, p.ix.

3 Dans le présent mémoire, les extraits d'énoncés du discours techniciste sont toujours transcrits et analysés dans leur langue d'origine, en l'occurrence l'anglais, et présentés *en italiques*. Les citations d'ouvrages de référence consultés en langue étrangère sont cependant traduites en français.

Dans ce mémoire, nous analyserons donc en détail un énoncé particulièrement marquant de ce discours favorisant des solutions techniques en toutes circonstances. Nous souhaitons relever les caractéristiques des rapports sociaux proposés ou possibles pour mettre au jour les modalités de leur régulation.

Notre objectif est de comparer la « logique de structuration et de fonctionnement » (Freitag, 2002, p.37) du monde, telle qu'elle est dessinée par ces entreprises technologiques, avec le mode de reproduction sociale postmoderne décrit par le sociologue Michel Freitag, mode qu'il qualifie de « décisionnel-opérationnel », car laissant bien peu de place aux fondements politiques et symboliques de la socialité humaine.

Muni de nos « lunettes freitagiennes », nous verrons que la menace actuelle qui touche le journalisme frappe plus précisément la capacité du peuple à se représenter symboliquement à lui-même, capacité requise pour qu'il puisse prendre en charge son devenir. Nous verrons que la menace est réelle, tant pour la démocratie que pour le journalisme, mais constatons qu'elle est trop souvent occultée par la crise (néanmoins importante) du financement des entreprises de presse.

Pertinence communicationnelle

Peu de travaux de recherche ont lié le journalisme à la théorie dialectique de Michel Freitag et il semble que la plupart de ceux-ci soient le fruit d'étudiants de maîtrise ou de doctorat, souvent à l'UQAM, ce qui est bien dommage si l'on considère la profondeur de la pensée de Freitag. Parmi ces travaux, nous notons le remarquable essai critique⁴ d'Éric Martin (2007) dont nous reprenons l'idée voulant que la crise actuelle du journalisme repose sur une autre, plus profonde, liée à la désymbolisation et au dépassement de la société politico-institutionnelle moderne, tels qu'ils ont été théorisés par Freitag.

Nous nous inscrivons clairement à la suite de la démarche de Martin. Ce dernier cherchait à faire émerger le moment d'égarement des critiques du journalisme qui les mène

⁴ Il s'agit d'un mémoire de maîtrise théorique, en sciences politiques, qualifié d'essai critique par l'auteur lui-même. Nous croyons que ce texte mérite d'être publié et plus largement diffusé.

vers une impasse: elles se montrent incapables de penser la *médiation* du rapport au monde, médiation dont la nature symbolique et politique se désagrège dans la postmodernité technocratique et technologique. Le constat nous semble toujours d'actualité et il nous apparaît possible de le transposer au regard dominant posé sur ce discours prônant des solutions technologiques aux problèmes que vit le journalisme. Pour cette raison, nous souhaitons mettre en lumière la société qui résulterait éventuellement de la concrétisation de ce discours, société postmoderne qui, comme le montre Martin en s'appuyant sur Freitag, alimente la crise actuelle du journalisme, défini ici comme un «moment *réflexif*» du processus démocratique (Martin, 2007).

C'est en tant que penseur du rôle du journalisme au sein de la société que nous analyserons le discours techniciste émanant de la Silicon Valley. Plus précisément, nous réfléchirons aux conditions d'existence du projet journalistique et à leur inclusion ou exclusion dans la société proposée par le grand patron de Facebook, Mark Zuckerberg, spécifiquement dans un manifeste rédigé en 2017. Notre approche est donc critique et profondément liée au journalisme conçu en tant qu'espace ou lieu-moment *réflexif* permettant le fonctionnement de la société politico-institutionnelle.

Nous n'étudierons pas le financement des entreprises de presse, les conditions de travail des journalistes ni même les changements occasionnés dans leurs valeurs et façons de faire par l'arrivée du numérique — plusieurs autres l'ont très bien fait (Meijer, 2012; Picone et al., 2015; Hermida, 2010; etc.). En fait, nous souhaitons nous éloigner grandement de cette approche surreprésentée, qui se focalise sur le journalisme en tant que pratique professionnelle balisée. Nous ne souhaitons pas non plus, de l'autre côté du spectre, nous concentrer spécifiquement sur les notions d'usage et de réception de l'information journalistique, que d'autres travaux de recherche ont bien analysées (Proulx et al., 2012; Jahng et Littau, 2016; etc.). Ce que nous souhaitons, c'est éclairer à la fois *la pratique* et *le sens* attribué collectivement au journalisme, ce qu'un très petit nombre d'études a fait (Eldridge et Steel, 2016).

Concrètement, nous préférons même abolir toute distinction entre le journalisme en tant que pratique professionnelle et le journalisme en tant que signification sociale, afin

de nous concentrer sur ce qui devient alors la *pratique signifiante* (Freitag, 2002) du journalisme. Nous pourrions ainsi observer ce qu'il advient de cette pratique signifiante, propre au fonctionnement des sociétés politiques modernes (propre à leur *praxis*), lorsqu'elle se trouve amalgamée aux modalités « décisionnelles-opérationnelles » de la post-modernité définie par Freitag.

Cette approche analytique fusionnant *la pratique et la signification sociale* du journalisme est par ailleurs bien défendue par le professeur John Hartley lorsqu'il examine les travaux de recherche sur le journalisme :

dans la société contemporaine (modernité mécanico-électronique), le journalisme en tant que pratique est séparé du journalisme en tant que sens. Il y a donc eu une division du travail intellectuel, où *l'étude du journalisme* est centrée sur le producteur et la pratique (entendue comme « affaires publiques ») et *les Cultural Studies* sur le consommateur et le sens (« vie privée »), et les deux ont tendance à ne pas s'attarder au fait que la « pratique » et le « sens » du journalisme doivent être compris comme un même objet d'étude (Hartley, 2007, p. 11, traduction libre, italiques ajoutés).

Évidemment, pratique et sens sont aussi intimement liés au sein de la théorie dialectique du réel de Freitag (2002) : le *sens*, c'est-à-dire la signification partagée des objets du réel, a une dimension fondamentalement sociale et c'est par la pratique, ou dans la pratique, que se révèlent concrètement ces objets, mais toujours par le détour d'une médiation chargée de ces symboles signifiants partagés socialement. Nous verrons que cette *médiation symbolique* du rapport au monde est l'élément fondamental de la socialité humaine, chez Freitag, et que c'est cet élément qui échappe à la critique du journalisme, selon Martin (2007), de même qu'à celle, embryonnaire, du discours techniciste.

Définition du journalisme

Tout au long de ce mémoire, en nous appuyant sur la théorie de Freitag et les travaux de Martin, nous considérerons donc la pratique des journalistes en tant que pratique signifiante au sein de la société, c'est-à-dire, plus précisément, que nous considérons que

l'action journalistique participe concrètement de la création du sens collectif à donner aux objets de la réalité. C'est en mettant sur la place publique des informations justifiées perçues comme étant une *représentation* des « faits » que le journalisme permet éventuellement une introspection collective lors de laquelle le peuple peut se *repenser* et reformuler le sens à donner ou redonner à ces « faits ». Ainsi, la pratique signifiante du journalisme consiste à représenter le réel au niveau collectif, mais inévitablement en tenant compte de la symbolique partagée déjà là pour l'interpréter (en tant que partie prenante à la rhétorique justificative déployée), et à fournir à la société la faculté de se regarder, de se réfléchir et de produire par elle-même la transformation des significations sociales et, donc, son propre devenir.

En somme, le journalisme est ici conçu, dans l'idée, en tant qu'indispensable lieu ou moment *réflexif*, dans les deux sens du mot puisque sa pratique fournit une représentation ou *réflexion* de la société à elle-même, qui peut dès lors *réfléchir* à son devenir.

Cette définition du rôle social du journalisme peut paraître très théorique, mais elle constitue surtout un retour à l'idée derrière une pratique développée à même les principes de fonctionnement de la société démocratique — à même sa *praxis*. S'il est possible de constater des écarts ponctuels ou même réguliers du journalisme par rapport à ce rôle idéal, il demeure en effet qu'il s'agit bien d'un rouage du fonctionnement de la société politique moderne puisque c'est avec lui que le peuple prend en charge sa destinée. Le rôle du journalisme se trouve compris en tant qu'instigateur de l'espace réflexif nécessaire à la reproduction et la transformation de la société démocratique.

Or, c'est cette société, moderne, qui se trouve dépassée dans plusieurs domaines, selon Freitag, par la postmodernité décisionnelle-opérationnelle que nous croyons promue par un discours dominant. Ce sont essentiellement les théories développées par Freitag qui alimentent notre réflexion sur l'urgence de repenser et de renouveler le journalisme *dans et par* sa pratique signifiante, c'est-à-dire, encore une fois, non seulement au sens de sa pratique professionnelle spécifique, mais également au sens de sa signification sociale, les deux vues de façon unitaire.

Présentation des parties du mémoire

Le présent mémoire est constitué de quatre parties. La première pose d'abord les contours de la problématique abordée. Nous nous intéresserons ici de manière large à ce discours fortement répandu qui conçoit l'évolution sociale en termes de progrès des technologies numériques, justifiant toujours davantage la récolte de données émanant de toutes les formes d'activités humaines afin de répertorier et de relever les défis qui leur sont posés. Nous montrerons d'ailleurs en quoi ce discours a bien les caractéristiques associées à la notion éponyme développée par le philosophe Michel Foucault, ainsi que celles plus spécifiques à la technicité formulées par le chercheur Evgeny Morozov.

Pour reconstruire ce discours, nous présenterons un manifeste publié en 2017 par le fondateur et grand patron de Facebook, Mark Zuckerberg, à partir duquel nous tenterons d'identifier l'ordre du savoir promu en tant que logique de structuration et de fonctionnement social. (Nous présentons à l'annexe B l'analyse nous ayant conduit à considérer ce texte en tant qu'*énoncé du discours* au sens entendu par Michel Foucault. Cette démonstration est produite en annexe car elle n'est pas au cœur de notre démarche.)

La problématique associée à ce discours sera alors déployée plus concrètement sous la forme de trois ensembles de questionnements relevant du mode de fonctionnement qui y est promu pour la socialité humaine et aux éventuelles conséquences sur la pratique journalistique. Le premier ensemble concerne la nature des rapports sociaux ainsi produits; le deuxième a trait à l'espace commun de représentation et de compréhension symbolique qui en résulterait; et le troisième concerne plus frontalement le rôle idéal et la pratique journalistiques dans un tel contexte. Ces trois ensembles, conçus à la lumière des théories du sociologue Michel Freitag, seront les bases sur lesquelles nous développerons plus tard nos cadres d'analyse.

L'objectif ultime est donc de voir à l'aune des théories freitagiennes si le journalisme peut, ou non, se reproduire dans le contexte promu par le discours techniciste, jetant ainsi sur ce discours un regard critique dont pourraient s'inspirer les journalistes eux-mêmes.

La seconde partie du mémoire est théorique et pose d'abord les bases de la sociologie de Michel Freitag, qui conçoit la société en tant que totalité n'existant qu'à travers la

médiation d'un tiers terme, symbolique, régulateur et structurant, qui permet aux individus d'entrer en interaction entre eux et avec leur environnement d'une manière socialement signifiante.

Freitag constate que les transformations des « logiques dominantes de régulation » des socialités humaines (Freitag, 2002, p. 37) les ont conduites à délaisser les médiations symboliques de nature purement transcendantale pour s'appuyer davantage sur un moment réflexif permettant à la société de se re-présenter et de réfléchir politiquement à son devenir, procès qui deviendra le mode formel de (re)production des normes sociales et de la symbolique signifiante. Dans cette société dite « moderne », dont le fonctionnement est politico-institutionnel, le moment réflexif est en partie incarné par le journalisme et c'est en ce sens qu'il est un rouage indispensable de la démocratie.

Nous décrirons donc avec précision le rôle du journalisme en tant que pratique signifiante comprise au sein de la symbolique de la société moderne, rôle reposant en outre sur les concepts kantien de sphère publique où la société se re-présente à elle-même et où a lieu le débat politique permettant la production des normes collectives, le tout s'inscrivant dans la façon dont la société démocratique moderne se (re)produit.

Nous regarderons ensuite le dépassement de ce type de société par la postmodernité (au sens de Freitag) — aussi appelée société de communication — que nous décrirons en nous attardant à montrer la façon dont elle produit les conséquences recensées dans la première partie du mémoire. Cela nous conduira à réfléchir théoriquement à la possibilité d'existence d'un journalisme « quatrième pouvoir » d'une forme de reproduction sociale dépassée, qui se retrouverait alors sans contexte concret d'action.

La troisième partie du travail est une présentation de la méthodologie développée en vue de l'identification et de l'analyse essentiellement freitagienne du fonctionnement social promu dans cet énoncé du discours techniciste fait par Mark Zuckerberg. Nous expliquerons notre démarche analytique reposant évidemment sur les trois ensembles de questionnements évoqués plus haut, devenus cadres d'analyse et déployés ici sous la forme d'une grille agencée à nos questions de recherche liées à la compréhension théorique des caractéristiques de la postmodernité chez Michel Freitag.

La quatrième partie sera consacrée aux résultats et à leur interprétation. L'analyse elle-même sera faite en deux temps. Le premier de ces temps sera une description du manifeste chapitre par chapitre, ce qui permettra d'observer dans différentes situations l'infrastructure et le fonctionnement social proposés par le fondateur de Facebook et d'en faire émerger le sens général. Le deuxième temps reposera plus concrètement sur la grille d'analyse développée et permettra d'ausculter l'ensemble du manifeste à la lumière de la théorie freitagienne. La synthèse analytique des résultats permettra, cadre par cadre, de répondre aux questions de recherche et d'exposer la tangente sociale inscrite dans la vision techniciste du fondateur de Facebook.

La conclusion prendra la forme d'une discussion, où les résultats de notre analyse seront interprétés en lien avec la possibilité d'existence du journalisme dans la société où mène le discours étudié. Nous explorerons l'idée de repenser la signification de la pratique journalistique, c'est-à-dire du sens qu'elle a, ou devrait avoir, au sein de la symbolique définie par Freitag, afin, justement, de protéger cette dernière au nom de notre humanité.

Au-delà des discussions sur le financement du journalisme, sur les répercussions liées aux fausses nouvelles et aux chambres d'écho, le temps est peut-être venu d'actualiser le *sens* de cette pratique, tant pour les professionnels que pour leur public, afin qu'elle puisse continuer à incarner l'idéal de liberté d'expression et de démocratie, même dans une éventuelle société où les liens sociaux reposeraient encore davantage sur la médiation technologique.

— CHAPITRE 1 —

PROBLÉMATIQUE

Si nous nous intéressons à ce *discours* rabattant le social sur la technique, discours que l'on qualifie de *techniciste*, c'est parce que nous l'avons souvent entendu dans la sphère professionnelle des journalistes, focalisés sur la recherche de solutions pécuniaires à la crise qui les affecte directement. Or, ces défenseurs de la profession journalistique ne semblent pas saisir que l'expression de leurs attentes envers les entreprises technologiques participe d'une problématique plus large qui affecte le fonctionnement de la société moderne, dans lequel le journalisme a son rôle. Au terme de ce mémoire, nous espérons mettre en lumière, voire replacer au centre de l'attention, cette problématique sociale et montrer que c'est elle qui pourrait être fatale au journalisme que nous défendons.

C'est pour cette raison qu'il est nécessaire de décrire avec précision le mode de fonctionnement social promu par ce discours, un fonctionnement axé sur la récolte et l'exploitation de données numériques en tant que représentation empirique du social à partir de laquelle sont prises les décisions s'y appliquant. C'est ce mode de fonctionnement qui pourrait faire abstraction du journalisme démocratique.

En ce sens, ce chapitre est d'abord consacré à définir ce discours techniciste et à présenter l'énoncé qui sera au cœur de notre analyse, rédigé par le dirigeant-fondateur d'une des plus grandes entreprises numériques et grand promoteur de la socialité technique. Nous préciserons ensuite les questionnements que suscite le fonctionnement social que propose ce discours, en lien avec le rôle du journalisme, de manière à bien exposer et délimiter notre problématique.

1.1 LE DISCOURS TECHNICISTE

Le ton est donné et rarement critiqué. Ce que nous appellerons désormais le *discours techniciste* est entonné machinalement par presque tous les acteurs sociaux, du monde

de la finance et du commerce, de la médecine, de l'éducation et de l'urbanisme jusqu'au monde politique. Même les journalistes n'arrivent généralement pas à développer l'ombre d'une pensée critique⁵. Le discours se répand partout, mais ne cache pas ses origines : la Silicon Valley, région californienne et haut lieu international des sièges sociaux des plus grandes entreprises capitalistes de technologie. À chaque énoncé, ce discours valorise l'approche technologique, peu importe le domaine, et normalise l'idée de connecter chacun des moments de l'existence à une grande « Toile » numérique qui carbure aux données — aux données massives parce qu'en elles se trouve un savoir ouvrant la porte aux solutions technologiques que peut apporter cette même Valley. En quelques décennies, le paradigme techniciste s'est installé et systématise la recherche et l'expérimentation des entreprises technologiques en tant que mode normal d'évolution, d'organisation et de régulation de la société (Morozov, 2013), voire, de plus en plus, en tant qu'ordre du savoir (Foucault, 1971) et mode de production et de reproduction des rapports sociaux (Freitag, 2002).

1.1.1 CARACTÉRISTIQUES DU DISCOURS TECHNICISTE, SELON EVGENY MOROZOV

Pour le « penseur sceptique des mutations numériques »⁶, Evgeny Morozov (2013), le discours techniciste est porté tant par les promoteurs que par les détracteurs des nouvelles technologies proposées par la Silicon Valley, qui « soutiennent, souvent à leur insu, l'idéologie néolibérale dans ce qu'elle a de pire » (Morozov, 2013, quatrième de

5 Lors du congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, à l'automne 2019, une journaliste venue faire une présentation sur les trolls et autres harceleurs qui utilisent les médias sociaux numériques pour s'attaquer aux reporters, souvent avec mépris et haine, a eu cette réponse lorsqu'on lui a demandé s'il ne fallait pas, dans ce contexte, développer un discours critique face aux plateformes sociales numériques elles-mêmes : « ça semble hors de portée, ce serait comme critiquer le capitalisme ». L'autre panéliste à côté d'elle a renchéri en soulignant que les entreprises offrant ces plateformes s'améliorent d'elles-mêmes et promettent de continuer à le faire... Aucun journaliste dans la salle n'a rechigné. Malgré le fait que le thème de ce congrès, « Journalistes, ennemis publics ? », portait essentiellement sur les rapports sociaux difficiles entre journalistes et citoyens à l'ère des nouvelles plateformes numériques, toute l'attention a été focalisée sur les humains dans ces contextes médiatiques, et jamais sur les médias eux-mêmes. À ce sujet, voir l'article récupéré de <https://www.sciencepresse.qc.ca/lutte-contre-desinformation/education-aux-medias-information/2019/11/20/congres-journalistes>

6 Morozov, détenteur d'un doctorat en histoire des sciences de Harvard, est à la fois journaliste et chercheur, spécialisé dans les implications politiques et sociales de la technologie, en particulier d'Internet. C'est France Culture qui le présente en tant que « penseur sceptique des mutations numériques ». Martel, Frédéric (2019). « 44 intellectuels pour penser le numérique », site Web de France Culture, 26 juin 2019. [en ligne] récupéré de <https://www.franceculture.fr/numerique/44-intellectuels-pour-penser-le-numerique>

couverture). On retrouve, d'un côté comme de l'autre, deux mécanismes dominants de construction du réel, qui sont en outre liés à la production de savoir et de nouvelles pratiques. Il leur a donné des noms :

- le « **solutionnisme** » **technologique**, qui affirme qu'avec des données adéquates et des algorithmes bien rodés on peut trouver des solutions à tous les problèmes que rencontrent nos sociétés et ainsi permettre une existence plus facile et « sans friction » ;
- l'**Internet-centrisme**, découlant du solutionnisme, qui ne conçoit et n'articule désormais les problèmes affectant l'humanité qu'à travers le prisme d'Internet et du numérique, d'où émergent les solutions possibles — propension d'ailleurs présente tant chez les optimistes que chez les pessimistes technologiques (ces derniers espérant souvent des correctifs).

Pour Morozov (2011, 2013), qui cherche à développer une « critique technologique émancipatrice », ces deux mécanismes participent de la création d'une « **cyberutopie** » romantique et révolutionnaire qui situe dans l'imaginaire notre époque à un moment inédit de l'histoire — il utilise le terme « epochalisme ». Selon ce discours, nous en serions à ce point de bascule sociétal où un réseau technologique, Internet, ouvrirait un monde nouveau permettant l'émancipation des peuples et surtout de tous les individus privés jusque-là d'un accès au savoir et/ou à l'espace d'expression publique, un monde qui incarnerait des valeurs fortes de « transparence » et d'« accessibilité » pour tous, valeurs qui ne pouvaient apparemment pas être mises en pratique dans la sphère politique antérieure.

On note avec lui, dans ce discours, un populisme au sens strict du terme : la technologie cybernétique est clairement présentée comme l'entité concrète qui permettra d'arracher le pouvoir aux élites afin de le redonner au peuple, et plus précisément aux individus qui le composent. La technologie numérique comme mode de transformation sociale.

Y aurait-il des problèmes nouveaux liés au fonctionnement même d'Internet, comme la prolifération des discours haineux et des fausses nouvelles, ou la surveillance constante,

le contrôle et la manipulation (Gilliom et Monahan, 2012; Mondoux, 2011; Zuboff, 2019; etc.)? Le discours techniciste, quand il n'occulte pas tout simplement ces problèmes, **les reformule en tant que défis posés à la technologie elle-même**, dont l'évolution mènera naturellement vers de nouvelles solutions — il n'y aurait plus qu'à attendre.

Au sein de ce discours, la plus grande efficacité promise par la communication et la cybernétique s'inscrit même dans les efforts de réforme politique (démocratie participative, etc.) grâce à la « transparence » (*open data, open gov*, etc.) — on touche alors au fonctionnement de la démocratie. Ainsi, selon Morozov, on reconnaît ce discours en particulier lorsqu'il s'immisce dans des contextes de pratique où il promet l'amélioration de l'efficacité et la recherche de perfection technologique tout en mettant l'accent sur la façon de faire plutôt que sur ce qui doit être fait.

Bref, on promet l'amélioration sociale, mais surtout celle des conditions individuelles d'existence telles que la santé et la sécurité, grâce au savoir universel que contiendrait le réseau technologique Internet et grâce à des environnements et à des solutions tout aussi technologiques conçus à partir des données « intelligentes » que le réseau permet de récolter. Encore une fois, tout, ici, est formulé en termes néolibéraux favorisant l'usage d'Internet et la recherche de solutions par les entreprises technologiques qui ont accès aux savoirs que contiennent les données.

1.1.2 UN DISCOURS, SELON MICHEL FOUCAULT

Pour situer l'expression de cette pensée techniciste, aux fins de notre recherche, nous avons recours à la notion de *discours* au sens que lui donne Michel Foucault (1969, 1971), non seulement parce l'on peut en effet regrouper un « ensemble d'événements discursifs » (1971, p. 59) dont les règles de production semblent communes, mais surtout parce qu'émerge clairement de cette « série » d'« événements », avec « régularité », la « possibilité » (1971, p. 56) d'un changement à l'ordre social établi pour le refonder sur un nouveau lieu (dans ce cas, le réseau) de production du savoir (numérique) et, dans la foulée, du pouvoir (mis entre les mains des entreprises technologiques).

Ce que nous appelons *discours techniciste* est bien un discours tel que le décrit Foucault puisqu'il se fait « l'écho linguistique de l'articulation entre savoir et pouvoir » (Revel, 2009, p. 38). Nous voyons, comme dans tout discours, que

pouvoir et savoir s'impliquent directement l'un l'autre; qu'il n'y a pas de relation de pouvoir sans constitution corrélative d'un champ de savoir, ni de savoir qui ne suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir (Foucault, 1975, p. 36).

Le *discours techniciste*, comme nous l'avons vu plus haut, s'inscrit en outre dans un moment historique

où sont mis en question des régimes établis de savoir/pouvoir (et leurs dispositifs et pratiques sociales, par ex. de la surveillance, du diagnostic médical, etc.) parce qu'ils rencontrent des problèmes de fonctionnement pratique. [Foucault] souligne les phénomènes de problématisation qui aboutissent à une transformation même des régimes en question, transformation qui n'est jamais le résultat d'un plan majeur des acteurs sociaux, mais leur effet pervers, des activités hétérogènes et dispersées de ces acteurs, qui ne font que labourer leur propre petit champ d'action (Keller, 2007, p. 64).

Ainsi, l'« Internet-centrisme » dont parle Morozov se comprend comme l'un des principes de structuration et de contrôle à l'œuvre au sein du discours, c'est-à-dire en tant que « système d'exclusion » (Foucault, 1971, p. 23) de toute expression de progrès ne reposant pas sur la technologie, et plus précisément la technologie numérique.

Ainsi, dans ce qui se comprend comme « système de raréfaction des sujets parlants » (Foucault, 1971, p. 38-39), le « solutionnisme » rend possible, du moins dans l'imaginaire, la transformation de l'humanité grâce à la production d'un savoir numérique issu spécifiquement des pratiques en réseau (en mode cybernétique) d'acteurs technologiques, savoir qui justifie en même temps ces pratiques dans tous les domaines d'activité.

Et ainsi, dans ce qui se comprend finalement comme un système « de classification, d'ordonnancement, de distribution, comme s'il s'agissait cette fois de maîtriser une

autre dimension du discours : celle de l'événement et du hasard » (Foucault, 1971, p. 23), l'épistémè moderne, basée sur les faits et l'usage de la Raison, se transforme pour devenir purement numérique, issue de corrélations entre les données⁷. Au sein du discours, cette épistémè est produite, captée, structurée, gérée et utilisée par les entreprises de communication numérique « pour créer un monde meilleur » devenu impensable sans leur existence et, donc, sans leur capacité à en tirer profit. Un savoir-pouvoir clairement lié à la technologie numérique et au capitalisme, et dont le *discours* (techniciste) se fait promoteur.

1.2 LE « MANIFESTE » DE FACEBOOK EN TANT QU'ÉNONCÉ DU DISCOURS TECHNICISTE

Il y a donc un discours techniciste, et celui-ci est une porte ouverte sur le type de société promu concrètement par les ténors de la Silicon Valley lorsqu'ils proposent de fournir des solutions aux défis sociostructurels qui affectent la société ou à ceux plus spécifiques frappant le journalisme et l'information journalistique.

Notre attention se porte plus précisément sur un texte fort significatif intitulé candidement « *Building Global Community* » et publié le 16 février 2017 par Mark Zuckerberg⁸, le grand patron du géant sociotechnique Facebook.

1.2.1 PRÉSENTATION DE L'OBJET D'ÉTUDE

Mentionnons d'abord que ce texte, maintes fois qualifié de « manifeste » par des journalistes et commentateurs, a été rendu public sur la page Facebook de Mark Zuckerberg, ce qui en soi montre l'autosuffisance de la plateforme donnant ici accès sans autre médiation à une sphère publique plus large. Sa diffusion, en février 2017, a lieu à peine un

⁷ Le sociologue Sami Coll, extrapolant la pensée développée par Foucault dans *Les Mots et les Choses* (1966), a défendu cette idée d'une épistémè numérique lors d'une conférence au LabCMO de l'Université du Québec à Montréal, le 10 mars 2017.

⁸ Le manifeste « *Building Global Community* » est présenté en annexe A du présent mémoire.
Récupéré de <https://www.facebook.com/notes/mark-zuckerberg/building-global-community/10154544292806634>

mois après l'investiture de Donald Trump au titre de président des États-Unis, c'est-à-dire dans un contexte bien particulier pour Facebook, jusque-là élève presque sans reproches du Web 2.0. Fusent alors les dénonciations de favoritisme de la plateforme envers les idées libérales, les soupçons de son utilisation par des espions russes en faveur du candidat républicain victorieux et les hauts cris du nouveau locataire de la Maison-Blanche à l'encontre de fausses nouvelles⁹, dont la propagation serait amplifiée par le réseau socionumérique. Ce ne sera pourtant qu'un prélude à une longue série de tuiles tombant sur la tête de l'entreprise, qui culminera avec l'« affaire Cambridge Analytica », la convocation de Zuckerberg devant les élus américains et européens inquiets de voir les données de la vie privée des citoyens disséminées aussi facilement, et la chute, bien que temporaire, de la valeur boursière de l'entreprise liée à un premier recul du temps d'attention capté, ou produit, par la plateforme.

Le manifeste se présente sous la forme d'une longue réflexion de 5700 mots dans laquelle Zuckerberg explique ce que Facebook peut faire pour répondre aux critiques, mais surtout dans laquelle il explore des façons d'améliorer la société entière grâce au fonctionnement de sa plateforme numérique, dans un sens où cette dernière ouvrirait de nouvelles possibilités dont l'humanité aurait tort de se passer.

Ce texte, plus que tout autre, a retenu notre attention spécifiquement parce que Zuckerberg y propose de développer « *the social infrastructure for community* »¹⁰ — non simplement *une* infrastructure, mais *l'*infrastructure de l'ensemble social lui-même —, traçant à cette fin les contours de cinq grands chantiers qu'il souhaite mettre en branle et qu'il explorera d'ailleurs en cinq chapitres :

For the past decade, Facebook has focussed on connecting friends and families. With that foundation, our next focus will be developing the social infrastructure for community — for supporting us, for keeping us safe, for informing us, for civic engagement, and for inclusion of all (Zuckerberg, 2017).

9 L'idée même de fausses nouvelles, ou *fake news*, associée aux réseaux numériques a été socialement réifiée à peu près au même moment, en grande partie par le président Trump lui-même.

10 Nous verrons que le terme « *community* » est utilisé de manière polysémique par Mark Zuckerberg, indistinctement pour identifier soit l'ensemble des abonnés à Facebook, qui sont plus de deux milliards et ce qui en fait la plus grande « communauté » de l'histoire de l'humanité, soit la société en général, parfois au niveau communautaire, parfois au niveau national, parfois au niveau mondial.

Voilà un vaste programme. Voilà, surtout, un programme campé entièrement dans le domaine compris collectivement, jusqu'ici, comme étant celui de l'État et de ses constituants communautaires et institutionnels, y compris le journalisme, « quatrième pouvoir » de la démocratie chargé d'informer le peuple — tous invariablement présentés dans le texte comme étant dépassés ou en déclin. Zuckerberg souhaitait-il redorer le blason de son entreprise ou voulait-il montrer qu'il saurait mieux y faire que le nouveau locataire de la Maison-Blanche et que toutes les entités politiques, non pas en jouant dans leurs plates-bandes, mais en dirigeant l'ensemble de la société humaine non pas autrement, mais ailleurs, vers lui, dans un monde meilleur grâce à la technologie de communication ?

Pour Emily Bell, directrice et fondatrice du Tow Center¹¹, la réponse est claire : le texte de Zuckerberg « contourne les subtilités constitutionnelles de l'État-nation au profit de l'extension de la grande et bienveillante dictature bleue de Facebook » (Bell, 2017).

Adrienne LaFrance, éditrice exécutive du magazine *The Atlantic*, abonde en ce sens, précisant que Facebook veut en outre reprendre plusieurs fonctions sociales du journalisme, dont celle de créer un liant social tocquevillien : « l'inconfortable vérité pour les journalistes, cependant, c'est que Facebook est bien mieux placé pour le développement de communautés à l'ère numérique que les entreprises de presse » (LaFrance, 2017). Elle remarque d'ailleurs que Facebook parvient même à présenter un fil d'actualités personnalisé (le *News Feed*), sans aucun journaliste pour produire et éditer les contenus — les usagers exécutant eux-mêmes ces tâches, ce qui est beaucoup plus rentable pour Facebook... et menaçant pour les journalistes professionnels.

Mais c'est Maxime Ouellet, professeur à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal et chercheur au Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS), qui pousse la réflexion le plus loin en montrant que Zuckerberg prend le virage épistémique vers le tout-numérique et s'immisce dans la régulation de l'activité humaine et le fonctionnement des rapports sociaux. Dans le manifeste, dit-il, les fonctions de représentation et de prise de décision sur les normes (que

¹¹ Le Tow Center est un institut de recherche en journalisme numérique très réputé, rattaché à la Columbia University Graduate School of Journalism, à New York.

- « *people* » 62 occurrences
- « *world* » 36 occurrences (dont 13 fois « *around the world* »)
- « *social* » 31 occurrences (dont 15 fois « *social infrastructure* »)
- « *communities* » 27 occurrences
- « *help* » 26 occurrences
- « *global* » 25 occurrences (dont 17 fois « *global community* »).

Et il n'est pas surprenant, non plus, que ce palmarès des dix mots les plus fréquents soit complété ainsi :

- « *Facebook* » 24 occurrences
- « *infrastructure* » 24 occurrences (dont 15 fois « *social infrastructure* »).

« *Facebook* », c'est évidemment l'entreprise fondée en 2004 et toujours dirigée par l'auteur du texte — ou à tout le moins celui qui en revendique la paternité. Il s'agit d'une entreprise de technologie numérique sise dans la municipalité de Menlo Park au cœur de la Silicon Valley, le pôle géographique regroupant en Californie les plus grandes entreprises américaines du genre. Comme pour la plupart de ces entreprises, la technologie de Facebook repose sur le vaste réseau informatique Internet, dans ce cas pour permettre aux utilisateurs d'échanger au sein de leur *réseau social*, terme d'ailleurs repris pour qualifier la plateforme d'échanges elle-même (nous préférons dans ce dernier cas parler de réseau ou de média *socionumérique*). Facebook « *permet de rester en contact avec les personnes qui comptent dans votre vie* », si l'on se fie au slogan de l'entreprise¹³, ce qu'il fait en structurant la médiation entre « *amis* » sous forme de messages, ou « *posts* », qui peuvent ensuite être commentés individuellement ou partagés à travers d'autres relations. L'entreprise possède également d'autres plateformes semblables, comme Instagram et WhatsApp, dont les possibilités de médiation sont distinctes.

Il importe d'apporter aussi des précisions au mot « *infrastructure* » utilisé par Zuckerberg dans le manifeste puisqu'il représente l'entité à développer dont tout le

¹³ Ce slogan est visible sur la page d'accueil du site facebook.com avant de se connecter au réseau en tant qu'utilisateur. Récupéré de <https://fr-ca.facebook.com>

texte est porteur et promoteur, entité présentée en tant que condition technologique à la « *global community* » envisagée.

Soulignons qu'en anglais, le terme « *infrastructure* » renvoie spécifiquement à l'ensemble des installations requises pour assurer *le fonctionnement de l'économie* d'une ville, d'une région, d'un pays — il n'a pas également le sens premier, français, de fondation d'un ouvrage d'ingénierie. Dans le *Webster Dictionary*, il est dit que « *the infrastructure is the "underlying structure" of a country and its economy, the fixed installations that it needs in order to function. These include roads, bridges, dams, the water and sewer systems, railways and subways, airports, and harbors. These are generally government-built and publicly owned* »¹⁴.

On peut donc extrapoler, déjà, en disant que le texte est bien un manifeste et qu'il définit les prérequis technologiques pour assurer le fonctionnement économique d'une « *global community* ». Sachant que l'économie est toujours d'abord fondée sur des rapports sociaux, on peut aussi dire que le texte conçoit une société dont l'économie serait essentiellement numérique et faite de rapports socionumériques.

Le concept et l'à-propos de la « *social infrastructure* » sous-jacente à l'éventuelle « *global community* » ne sont définis que très brièvement dans un paragraphe de l'introduction repris presque à l'identique en conclusion du manifeste. Dans les deux cas, Zuckerberg fait référence à une forme existante d'« infrastructure » en trois composantes et avec un objectif: « *social infrastructure like communities, media and governments* » qui « *empower us to achieve things we couldn't on our own* ».

On retrouve ici une conception tocquevillienne de ce qui meut une société démocratique puisqu'on y décèle les mêmes composantes que celles jadis répertoriées par Alexis de Tocqueville pour expliquer le fonctionnement de la jeune nation américaine — sachant que cette analyse est toujours au cœur des études sociales et politiques aux États-Unis¹⁵:

¹⁴ Récupéré de <https://www.merriam-webster.com/dictionary/infrastructure>

¹⁵ Entre autres selon la page *Democracy in America* de Wikipedia en anglais.
Récupéré de https://en.wikipedia.org/wiki/Democracy_in_America

- ici, les « associations » de Tocqueville, formant la société civile, deviennent des « *communities* » (toujours au pluriel dans le texte de Zuckerberg et toujours clairement distinct de « *community* » ou « *global community* »);
- ici, les « journaux » dont Tocqueville vantait les mérites démocratiques sont devenus des « *media* »;
- et ici, les gouvernements, au centre de l'activité politique selon Tocqueville, sont désormais toujours à l'extérieur de la plateforme où ils cèdent leur place à une forme plus abstraite de gouvernance de la « *community* », assurée par l'opération du système.

Tant dans les constats américains de Tocqueville que dans les idéaux fixés par le manifeste de Zuckerberg, ces trois composantes sociales mènent ensemble vers une compréhension et une action commune et sont donc garantes de la cohésion sociale.

Cette vision tripartite des conditions du fonctionnement de la société libérale sert en fait d'ossature à l'ensemble du manifeste, en trois thèmes, donc, mais présentés en cinq chapitres proposant chacun une propriété-valeur que devrait avoir la « *global community* ».

Le contenu de ces cinq chapitres traite plus spécifiquement de la contribution de l'entreprise Facebook au développement d'une « *social infrastructure* » (que l'on peine à distinguer de la plateforme Facebook) favorisant des rapports sociaux pouvant mener à la « *global community that works for all of us* ». Chacun des chapitres commence par une présentation d'objectifs sociaux suivie d'une discussion sur les limites des modes de fonctionnement actuels, pour finalement montrer tout le potentiel de la « *social infrastructure* » envisagée en discutant le cas échéant des difficultés transitoires à surmonter.

Ainsi, les deux premiers chapitres, « *Supportive communities* » et « *Safe community* », s'attardent à montrer l'importance du tissu social (« *social fabric* ») que produisent les associations et organisations qui « *bring us together and reinforce our values* » et qui « *take care of our needs* ». Le premier chapitre montre que la « *social infrastructure* » proposée peut revigorer les « *communities* » en déclin et même en créer de nouvelles purement numériques, et le deuxième traite plus spécifiquement du besoin de sécuri-

té à l'échelle mondiale, où la structure mise en place par Facebook s'impose puisque les « *current systems are insufficient* ».

Le chapitre suivant du manifeste s'intéresse aux médias (« *Informed community* »), mais surtout aux médias socionumériques qui ont l'avantage de permettre à tous de s'exprimer librement et d'assurer ainsi une diversité de points de vue, bien davantage que les médias traditionnels.

Finalement, les deux derniers chapitres font référence aux instances civiques de gouvernance et au fonctionnement politique, mais traitent plus précisément du manque d'engagement envers ces instances aux niveaux local et national (« *Civically-engaged community* ») et de leur inadéquation à l'échelle mondiale où il importe d'inclure le plus d'humains possible (« *Inclusive community* ») dans les prises de décision. Ici encore, la « *social infrastructure* » proposée permettrait de résoudre ces problèmes et autoriserait de nouvelles façons de faire appropriées à la nouvelle globalité humaine.

Loin d'être une simple défense de la plateforme Facebook existante, le manifeste la projette dans un avenir rapproché en tant que « *social infrastructure* », c'est-à-dire en tant que modalité de structuration et de fonctionnement des pratiques et rapports *socionumériques*, ouvrant de nouvelles possibilités pour l'humanité tout entière, ici nommée « *global community* », et à son économie essentiellement numérique.

1.2.3 INSCRIPTION DU MANIFESTE EN TANT QU'ÉNONCÉ DU DISCOURS TECHNICISTE

En lien avec la notion de discours (Foucault, 1969, 1971 ; Keller, 2013) et de discours techniciste (Morozov, 2011, 2013), nous constatons que le texte mis en ligne le 16 février 2017 par Mark Zuckerberg met constamment en avant les pratiques de Facebook, actuelles ou envisagées, et qu'il les présente de manière à leur donner le *sens* d'une logique de régulation des pratiques et rapports sociaux (Freitag, 1986a, 2002) permettant le fonctionnement de la socialité humaine dans le respect de certaines valeurs prédéfinies et faisant apparemment consensus, *sens* qu'elles acquièrent par l'idée

de résolution des problèmes répertoriés (Keller, 2013, p. 131) et d'évolution vers un monde nouveau imminent (Morozov, 2011, 2013).

Avec Morozov, nous notons que le fonctionnement de la « *social infrastructure* » repose sur la quantité de données numériques concernant les comportements individuels que génère la plateforme Facebook, ainsi que sur la capacité qui en découle à « *unders-tand more quickly and accurately what is happening across our community* » — comme l'explique Zuckerberg dans le chapitre « *safe community* » (par. 38). S'établit ici la notion d'un savoir épistémique issu des connexions numériques au sein d'un vaste réseau, connexions qui témoigneraient à leur manière des comportements des usagers et à partir desquelles des opérations algorithmiques permettent de déployer des réactions-solutions en mode cybernétique. Le *savoir* qu'acquiert Facebook au sujet des comportements individuels se prolonge donc dans un même geste en *pouvoir* d'influence sur les connexions futures de l'individu, pouvoir favorisant la résolution des problèmes soulevés, à la condition d'avoir accès aux données comportementales. Nous constatons d'ailleurs que ces problèmes sont méthodiquement présentés dans le manifeste de manière à être résolus par les capacités d'un système-réseau fonctionnant en mode cybernétique et que toute éventuelle contrainte n'est qu'un défi posé à la technique elle-même.

Avec Foucault, nous pouvons donc affirmer que le manifeste de Mark Zuckerberg est bien un *énoncé de discours* et plus précisément qu'il s'agit d'un énoncé du *discours techniciste*. Cet énoncé cherche en effet à stabiliser le sens et l'interprétation à accorder aux pratiques sociales de Facebook, et au passage des autres entreprises des réseaux numériques, et il est clair que l'ensemble de ces pratiques constituent une structuration d'un *nouvel ordre du savoir-pouvoir*.

(Nous présentons, à l'annexe B, une discussion plus détaillée de la démarche scientifique rigoureuse nous ayant permis d'affirmer ici que le manifeste en question est bien un énoncé du discours techniciste, en lien avec les écrits de Morozov et de Foucault¹⁶.)

16 Les paragraphes de cette section 1.2.3 sont d'ailleurs en partie repris et développés en annexe B.

1.3 ENSEMBLES DE QUESTIONNEMENTS LIÉS À L'ORDRE SOCIAL PROMU PAR LE DISCOURS TECHNICISTE

Le manifeste du grand patron de Facebook, et plus largement le discours techniciste dont il est donc un énoncé, participe à normaliser progressivement l'idée d'un monde hyperconnecté à Internet, dont l'économie est essentiellement numérique et essentiellement structurée par des entreprises technologiques, au-delà de tout ce que nous connaissons. Déjà, dans notre monde, le palmarès des plus grandes entreprises cotées en Bourse n'est plus dominé comme jadis par les pétrolières et les fabricants de voitures à moteur thermique ayant façonné, à leur façon, l'espace commun des villes et des banlieues au cours du siècle dernier. Au sommet du palmarès capitalistique trônent aujourd'hui celles que l'on surnomme les GAFAM, géants d'une tout autre conception structurelle de la société, dite « de l'information » ou « de communication », et dont les technologies numériques façonnent à leur tour et toujours davantage presque tous les domaines de l'activité humaine et de l'économie : Apple, Microsoft, Amazon, Alphabet (Google) et, non loin, mais en forte croissance, l'entreprise de réseaux socionumériques Facebook¹⁷. Leurs activités, qui requièrent les connexions Internet comme leurs ancêtres avaient besoin de routes et autoroutes, participent de l'émergence d'un nouveau paradigme technoéconomique du fonctionnement des rapports sociaux, qui deviennent de plus en plus médiatisés par la technologie de ces entreprises et d'autres autour d'elles, et qui deviennent donc de plus en plus intégrés à un vaste réseau. Littéralement, les rapports sociaux sont dès lors tributaires de leur mise en réseau par ces entreprises et, par là même, c'est l'essence même de la société qui s'avère percutée.

En prenant appui sur la pensée de Michel Freitag, que nous expliquerons plus en profondeur au prochain chapitre (cadre théorique), nous nous questionnons alors sur le sort des médiations constitutives de la société, et de tous les rapports en son sein, qui pourraient voir leur nature profondément transformée au-delà de toute autre transformation historique par la logique de régulation mise en avant dans le discours techniciste.

¹⁷ Les plus grandes capitalisations boursières du monde sont ici présentés dans l'ordre, au deuxième trimestre de 2020, selon le classement Financial Times Global 500 (compilation trouvée sur Wikipédia, récupéré le 12 juillet 2020 : https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_entreprises_par_capitalisation_boursière).

Nous regroupons ces questionnements en trois ensembles :

- le premier concerne d’abord le fonctionnement d’une socialité structurée par la processualité d’un système technique plutôt que par un processus politique démocratique, ce que Freitag relie à la notion de postmodernité ;
- le deuxième concerne la possibilité d’un espace commun de représentation et de compréhension symbolique des rapports sociaux, qu’une mise en réseau d’individualités ne cherche ni ne parvient à générer ;
- et le troisième concerne plus spécifiquement le journalisme dans sa pratique forcément reliée à la représentation du social au niveau collectif puis au débat politique qui peut en découler, de même que dans sa capacité à faire rendre des comptes à une gouvernance assurée de manière purement opérationnelle.

Nous allons maintenant (sections 1.3.1, 1.3.2, et 1.3.3) sonder chacun de ces trois ensembles de questionnements liés à la logique structurelle promue par le discours techniciste décrit plus haut — liés, donc, à l’ordre du savoir qu’il tente d’instaurer. Ces trois ensembles deviendront, lorsque nous aborderons les aspects méthodologiques (chapitre 3), la fondation de trois cadres d’analyse distincts, mais imbriqués, qui incluront chacun des questions de recherche précises.

1.3.1 L’ÉMERGENCE D’UN MODE DE REPRODUCTION SOCIALE POSTMODERNE

La pratique entendue des nouveaux géants technologiques peut être comprise dans le prolongement des activités de leurs prédécesseurs au sommet des places boursières, ceux ayant structuré au cours du XX^e siècle l’automobilité à grande échelle. Dans les deux cas, il est question d’agencer et d’activer des liens socioéconomiques entre individus et entre eux et les entreprises commerciales en facilitant les contacts avec une quantité jusqu’alors inimaginable de lieux, de produits, de services, de ressources et de points de vue différents, ouvrant les horizons individuels bien au-delà des frontières antérieures, en fonction de préférences, de choix et de besoins personnels, mais aussi, et surtout, en fonction de stratégies d’influence souvent marchandes.

L'avantage des GAFAM et consorts repose sur leur capacité à faire jaillir eux-mêmes des rapports socionumériques qu'ils favorisent des données comportementales individuelles devenues source d'énergie et de profits — un peu à la manière du pétrole de l'autre époque. Cette capacité fait en outre émerger une nouvelle forme de savoir (comportemental) favorisant à son tour le fonctionnement de l'ensemble de l'économie devenant numérique par l'accroissement de l'efficacité des stratégies d'influence sur cesdits comportements.

On voit clairement que la pratique des entreprises numériques se situe spécifiquement dans le champ des rapports constitutifs de la socialité humaine et de sa reproduction. Elles y déploient une heuristique, ici systémique, conçue essentiellement dans une logique commerciale, de manière à faire émerger les éléments requis de l'épistémè numérique qu'elles participent à produire et à exploiter.

Les liens sociaux activés dans ce contexte technocapitaliste, dont l'ontologie est tout aussi nouvelle que l'épistémè qui en émerge, justifient en outre l'infrastructure technologique qui les crée. C'est ainsi, croyons-nous, qu'ils ont un impact profond sur la société, dès lors que celle-ci n'arriverait plus à se reproduire autrement que par les algorithmes qui la font se mouvoir — comment, par exemple, serait-il possible aujourd'hui de retourner à un monde sans géolocalisation ?

En nous appuyant sur la conception dialectique de la société issue de la théorie de Michel Freitag, nous supputons que le discours techniciste prône un dépassement du mode de régulation des pratiques et des rapports sociaux issu de la société dite « moderne », c'est-à-dire un mode reposant sur la capacité des citoyens à débattre collectivement de leurs actions et à s'en remettre à des institutions politiques représentatives pour les réguler formellement. Concrètement, nous souhaitons interroger ce discours pour voir s'il prône **le dépassement de la modernité** et si ce dépassement s'effectue justement par et en raison d'un **nouveau mode de reproduction formel des rapports sociaux, que Freitag qualifie de « décisionnel-opérationnel »** et qu'il associe à la **postmodernité**.

Nous envisageons la possibilité que le journalisme, tel que nous le définissons, ne soit indissociable de la modernité et que la postmodernité ne fasse que l'entraîner dans une impasse.

1.3.2 LA DISSOLUTION DE L'ESPACE COMMUN ET LA DÉSYMBOLISATION DU RAPPORT AU MONDE

Parmi les principales conséquences de la postmodernité, si l'on se fie à Freitag, il s'en trouve deux qui risquent de mener le politique à sa perte — percutant à son tour le journalisme : l'effondrement de l'espace commun et la désymbolisation des rapports sociaux. Ensemble, elles appellent un deuxième groupe de questionnements liés au fonctionnement social promu par le discours techniciste.

La dissolution de l'espace commun

Le premier de ces questionnements a donc trait à la dissolution d'un espace commun que permettaient encore de maintenir en partie les médias traditionnels comme la radio et la télévision. Dans les réseaux numériques, on constate que chaque utilisateur devient l'agrégateur des contenus qu'il a choisis et qui sont présents dans son « espace personnel d'information » (Deuze 2007). Il y a autant de constellations médiatiques qu'il y a d'utilisateurs, et les usages eux-mêmes sont fragmentés et personnalisés, chaque individu exigeant des contenus constamment renouvelés et sur mesure (Picone et al. 2015).

Ces pratiques sont cohérentes avec la tangente prise par les sociétés occidentales *individualistes*, voire *hyperindividualistes* (Mondoux, 2011), où tous les points de vue ont voix au chapitre : la tolérance, le respect et la représentativité de toutes les individualités sont devenus des valeurs centrales. Cette tangente prône par conséquent *l'égalité* de chaque personne (femmes, hommes, Autochtones, Noirs, handicapés, gays, transgenres, juifs, musulmans, etc.), en particulier dans son droit à exprimer sa réalité, et valorise, voire nécessite dans son essence, une diversité des points de vue sur une même réalité.

Chacun revendiquant alors le droit de se représenter *au* monde comme il le souhaite, ce qui est justement possible au sein des réseaux socionumériques qui carburent à l'expression individuelle, on assiste à une décentralisation des lieux de production du discours social (Sedel, 2011), ce qui rend possible un affranchissement de la représentation homogénéisante proposée par l'élite médiatico-politique.

Parallèlement, chacun revendiquant également le droit de se représenter *le* monde comme il le souhaite, maintenant que ces mêmes outils technologiques le permettent (on choisit ses amis, ses préférences et ses paramètres de la réalité présentée), on assiste à une fragmentation de la représentation de la société.

Dans ce contexte où la multiplication des points de vue devient fragmentation et recombinaison au niveau individuel (Hermida, 2010), la *réalité observable* dans les médias sociaux numériques n'est donc plus la même pour tous (en extrapolant à partir de la pensée de Lisboa, 2015). Ce qui veut dire que la crédibilité de toute synthèse de la réalité sociale variera selon les individus. Dans ce contexte, le journalisme rassembleur ne réussit plus autant à convaincre, et l'usage de la Raison si cher à Kant n'est plus en lien avec la recherche d'une norme.

En fait, ce qui est « vrai » semble désormais être ce qui obtient le plus grand nombre de clics (Morozov, 2011), du moins dans la partie du réseau visible du point de vue de l'individu, d'autant plus qu'il y retrouve des informations présentées par des pairs crédibles à ses yeux (Turcotte et *al.*, 2015; Youjung Jun, Rachel Meng et Gita Venkataramani Johar, 2017).

Autrement dit :

À l'époque médiévale, Dieu était la source du sens, l'auteur ou autorité ultime.
À l'ère moderne, le sens provenait de l'objet ou du document empirique, de la preuve observable. Mais maintenant, le sens provient des lectorats ou des auditoires et est déterminé par le plébiscite (Hartley, 2007, p. 18).

Notons ici, dans ce passage de Hartley, l'utilisation plurielle des « lectorats » et « auditoires », qui se créent en fonction des marchés qu'ils représentent et qui se referment sur eux-mêmes. Ici, le *sens* est fragmenté sans que cela ne soit apparent de l'intérieur.

Ainsi, pour Morozov (2011), les fausses nouvelles et autres représentations issues de « faits alternatifs » sont à l'économie numérique ce que les gaz à effet de serre sont à l'économie fossile : une externalité issue du fonctionnement même du « système », qui émerge lorsque certaines représentations du monde s'opposent ou s'antagonisent.

Petit à petit, les médias socionumériques, en nous exposant à une réalité toujours davantage liée à des champs d'intérêts et d'actions prédéterminés, toujours davantage semblable à ce que nous sommes déjà, toujours davantage issus d'une sélection de contenus personnalisée selon des critères obscurs sur un « fil » dont le déroulement ne sera vu par personne d'autre, nous enferment peut-être dans des bulles de filtres ou des chambres d'écho (Pariser 2011), mais surtout nous présentent une réalité qui se referme sur elle-même et d'où il devient difficile d'accéder à une compréhension du monde qui soit commune. Toute représentation commune devient même suspecte puisqu'elle serait hégémonique, dominante et idéologique, contraire à liberté individuelle.

En fin de compte, nous souhaitons interroger le discours techniciste pour voir s'il conduit à **la dissolution de l'espace commun de représentation, ce qui rendrait difficiles l'adhésion et la cohésion sociale**. Si c'était le cas, les relations entre les individus reposeraient alors d'autant plus sur ces liens sociotechniques entretenus par des entreprises capitalistes.

La désymbolisation du rapport au monde

Le deuxième questionnement de cet ensemble plonge dans la sociologie et a trait à la dimension symbolique de notre rapport au monde, qui pourrait faire place à une médiation technocapitaliste numérique.

Dans un monde numérique, perçu par chacun à travers son écran individuel, la réalité n'a plus à être objective et devient facilement adaptable en fonction des préférences personnelles et des comportements antérieurs de chaque individu. Dans un tel monde émerge une réalité individuelle sur mesure (Mondoux, 2011) qui pourra être « augmentée » pour nous permettre de mieux décoder l'environnement « réel » ou devenir « virtuelle » pour le remplacer, toujours afin de l'anticiper pour s'y adapter. On parle, bien sûr, de directives personnalisées d'orientation par GPS, de voitures autonomes, d'intelligence artificielle, de tourisme virtuel, etc., des technologies numériques qui se veulent toutes plus efficaces que le « simple » décodage humain.

« Mais qu'est-ce qu'il y a d'« augmenté », concrètement, à propos d'une telle réalité ? », se demande Morozov, réfléchissant aux conséquences sociales de telles technologies :

Cela peut sembler augmenté technologiquement, mais cela semble aussi diminué intellectuellement [...]. Assujettir entièrement une activité à la logique de l'efficacité équivaut à priver l'humain de la possibilité de maîtriser l'activité, de rendre l'épanouissement humain impossible et d'appauvrir nos vies (Morozov, 2013, p. 12, traduction libre).

Pour prendre un exemple simple, la créativité d'un apprenti cuisinier peut difficilement se trouver « augmentée » si tous les ingrédients des recettes sont prédéterminés et mesurés mécaniquement, rassemblés par petits paquets dans une logique d'efficacité, sans que l'humain puisse apprendre de ses erreurs ou ait même la possibilité d'en faire, et, pire, sans qu'il en vienne à comprendre les raisons sous-jacentes aux choix de ces ingrédients ou à leurs quantités — ce qui lui permettrait entre autres de les critiquer pour faire évoluer la recette... et lui-même en tant que cuisinier.

Cette réflexion est valable lorsqu'elle est transposée dans tous les aspects de notre rapport au monde. Lorsque l'individu humain prend conscience de la réalité qui l'entoure, c'est qu'il est déjà capable de la décoder par lui-même à partir de ce qu'il est, psychologiquement, et de l'ensemble de références culturelles partagées par sa société — ce qui ouvre d'ailleurs la possibilité d'une transformation de ces références et de l'individu.

Pour les sociologues, ces références collectives sont fondamentales à la socialité humaine, car ce sont elles qui rendent possible la relation aux autres et au monde. Michel Freitag (2002) y voit une « médiation symbolique » s'interposant continuellement dans un rapport dialectique entre l'humain et sa réalité : c'est par le biais de cette symbolique que tous peuvent s'entendre sur le sens commun à donner aux objets et aux comportements individuels — tout en la transformant par leurs pratiques.

Bref, « augmenter » la réalité de chaque individu, ou l'amener toujours davantage à se dévoiler à travers une technologie qui vient la décoder pour chaque humain, individuellement, au nom de l'efficacité, entre de plein fouet dans le champ de la « médiation symbolique » requise par l'individu social et par la société elle-même. En suivant la pensée de

Freitag, on peut se demander si la médiation technologique, en favorisant des rapports fondés sur des algorithmes, ne mènerait pas à un décodage sans valeur culturelle et politique de la réalité. Ces rapports au monde individualisés permettent parfois d'entrevoir les liens sociaux, mais jamais le collectif porteur de sens, ce qui court-circuiterait l'espace de coconstruction du social (Freitag, 2002; Mondoux, 2011). Qui plus est, « à mesure que la technologie gagne en intelligence, l'espace laissé libre à l'interprétation [...] commence à se réduire, voire à totalement disparaître » (Morozov, 2013). C'est ainsi que la technologie pourrait « désymboliser » le monde (Freitag, 2002), petit à petit, et occulter le social.

Les enjeux entourant les bulles de filtres et la plupart des prétendues fausses nouvelles au sein des réseaux socionumériques, que l'on voudrait régler par des moyens techniques, ne seraient donc pas nécessairement liés à une vérité ou à son absence, ou à la capacité de la justifier, mais bien davantage à l'impossibilité d'avoir accès à un sens entendu collectivement, en tant que référence que l'on pourrait mettre à jour socialement, par nos actions, par un débat collectif. Si l'on suit la pensée de Freitag, et de Morozov, c'est alors la capacité individuelle à « décoder » une réalité objective, c'est-à-dire entendue socialement, qui s'atrophie — et, dès lors, les aides technologiques pour l'« augmenter » peuvent et doivent d'autant plus prendre le relais, entraînant en spirale un nouvel affaiblissement de la médiation symbolique...

On pourrait dire que cette diminution intellectuelle, dénoncée par Morozov, entraîne une « pathologie du croire » (Muhlmann, 2017, p. xxiv) caractérisée par une quête de repères personnels dans un monde où règne le doute. Mais, justement, pour que les choses aient un sens, les repères doivent être communs : c'est pourquoi nous suggérons qu'il s'agit plutôt d'une pathologie de la « médiation symbolique » — une pathologie agissant au niveau social (Freitag, 2002) et non simplement psychique. Il s'agit surtout d'une menace à la capacité des individus de s'accorder collectivement sur le sens à donner aux objets de la vie, voire à leur capacité de définir collectivement les enjeux importants (Cardenal, Galais et Majó-Vázquez, 2018).

Si les robots qui mesurent et assemblent les aliments sont une menace cognitive aux cuisiniers, c'est d'abord parce que les humains ne (re)produisent alors plus le sens des

choses. Fondamentalement, il s'agit d'une menace à notre « mode d'être » ensemble, socialement et politiquement, et à notre capacité de prendre en charge notre devenir.

Toutes les formes actuelles du discours techniciste valorisent une normalisation de liens sociaux créés et entretenus par la technologie. Dans un tel réseau numérique fait de liens entretenus par des algorithmes, nous anticipons la possibilité que ce qui reste de société devienne un grand espace de communication postmoderne (Lipovetsky, 1983; Freitag, 2002)¹⁸ voué à l'efficacité, à la gestion du risque et de la probabilité, ainsi qu'au marketing hyperciblé et aux « impératifs du marché » — sans que puisse émerger une symbolique partagée à renégocier constamment. Nous souhaitons donc savoir si le discours techniciste entraîne **une « dynamique qui tend à substituer la technique au symbolique »** (Mondoux, 2011, p. 199) au nom d'une idéologie centrée sur l'individu et non le collectif.

Au cœur de cette toile de communication numérisée, désymbolisante, un algorithme perfectionné oblitérerait tout discours haineux avant même qu'il ne soit entendu et séparerait les fausses nouvelles de la vérité, entre autres tâches, permettant par-dessus tout au système technique de continuer à fonctionner.

* * *

Aujourd'hui, si le journalisme est affecté par les technologies numériques de diffusion en réseau, nous suggérons que ce n'est pas essentiellement dans sa capacité à produire une information vraie et justifiée, malgré les pertes de revenus et autres difficultés qui l'affligent. C'est plutôt dans le fait que cette information, *lorsqu'elle est consommée sur les plateformes socionumériques*, ne repose plus sur un espace commun de représentation, cette sphère publique où l'on devait aussi « faire usage de la Raison » (Kant, 1784), et n'est plus en soi une participation à la construction symbolique du rapport au monde requise pour qu'il y ait cohésion sociale. Tout cela a été remplacé par une mise en réseau algorithmique de toutes les entités individuelles, qui prétend faire empiriquement une synthèse du social pour présenter des « données objectives » comme étant le réel (Freitag, 2002; Mondoux, 2011).

¹⁸ La société postmoderne, ou de communication, est entendue ici dans le sens que lui donne Michel Freitag (2002).

Parce que le discours techniciste prône essentiellement une numérisation à grande échelle des rapports sociaux, nous souhaitons l’interroger sur une possible sortie de piste de la compréhension partagée et des dimensions politiques et symboliques de la socialité humaine, c’est-à-dire sur **une dissolution de l’espace commun** et sur **une désymbolisation du rapport au monde**. Michel Freitag parle de « postmodernité », mais il y voit surtout, carrément, l’oubli de la société¹⁹.

1.3.3 L’IMPOSSIBILITÉ DE LA PRATIQUE JOURNALISTIQUE

C’est au cœur de la réflexion sur le fonctionnement « politico-institutionnel » de nos sociétés modernes, et surtout sur son éventuel remplacement par un processus « décisionnel-opérationnel »²⁰ menant potentiellement à l’effondrement de l’espace commun et à la désymbolisation des rapports sociaux, qu’il faut situer l’analyse de la crise qui affecte aujourd’hui le journalisme. Cela constitue le troisième ensemble de questionnements lié au discours techniciste.

La pratique journalistique, de même que le fonctionnement de la société politique moderne où elle a pris racine, a d’abord besoin pour exister d’établir un espace commun voué à la représentation collective, autant dans l’idée que dans les faits. Ce fonctionnement requiert un journalisme apte à établir une sphère publique (Habermas, 1992) où prendra forme un « rassemblement conflictuel » (Muhlmann, 2017) promoteur du dialogue politique (Medina, 2014) portant sur les normes sociales. Plus précisément, et en lien avec la pensée de Michel Freitag, le journalisme « idéal » se conçoit ici comme un « espace de représentation, seul capable de nourrir une distance critique au réel » (Pichette, 2007) et il devient alors une condition essentielle à l’existence et au fonctionnement d’une société prenant politiquement en charge sa destinée — ce que l’on appelle la démocratie.

Autrement dit, la crise qui affecte aujourd’hui le journalisme est une crise beaucoup plus large touchant la *praxis* de la société politique moderne, fragilisant au passage les

¹⁹ L’ouvrage de Michel Freitag *L’Oubli de la société* repose sur des écrits antérieurs et est paru en 2002, soit deux ans avant la création de Facebook et quatre ans avant que le réseau ne s’étende au-delà des cercles universitaires. La pertinence de la réflexion en est d’autant plus impressionnante.

²⁰ Nous définirons davantage ces modes formels de reproduction sociale au chapitre suivant.

institutions politiques formelles qui lui sont propres, c'est-à-dire, en particulier, les pouvoirs exécutif, législatif et juridique distincts — et le journalisme en tant que « quatrième pouvoir ».

En outre, la pratique journalistique serait doublement affectée par la désymbolisation des rapports sociaux puisque, pour remplir sa mission, elle doit elle-même être comprise socialement comme une pratique reconnue visant à produire une synthèse collective. Concrètement: c'est au sein d'une symbolique partagée que la pratique journalistique trouve l'assentiment et la crédibilité nécessaires pour accomplir l'acte de présenter la société à elle-même. C'est d'ailleurs parce que les journalistes exercent véritablement ce rôle, par la présentation de « faits » justifiés, que cette approbation est accordée collectivement (Lisboa et Benetti, 2015). S'il y a affaiblissement de la symbolique partagée, il y a forcément affaiblissement de la compréhension commune du rôle des journalistes en société et donc de leur capacité à jouer concrètement ce rôle. L'autonomie d'action des journalistes se trouvera limitée par l'effacement de la possibilité même de reconnaissance collective et de compréhension de leur rôle social — de la même manière que toutes les institutions de la modernité voient leur légitimité ébranlée.

En somme, la dissolution du collectif et la désymbolisation du monde qu'entraîne la « technologisation » des liens dits sociaux (Freitag, 2002) affecte l'ensemble du mode de reproduction de la société démocratique moderne, entre autres parce qu'elle se voit privée de son « moment réflexif » (Martin, 2007) incarné par le journalisme.

Nous avançons que c'est donc la fonction sociale du journalisme qui pourrait se trouver court-circuitée au sein du réseau social technonumérique promu par le discours techniciste. Pour cette raison, nous souhaitons voir si la logique dont il est porteur permet de **fournir à la société une représentation d'elle-même autorisant à la fois le peuple à se regarder et à se repenser** — une capacité réflexive dans les deux sens du mot.

Mais l'action des journalistes pourrait aussi être affectée de manière plus tangible, et à un niveau peut-être moins fondamental mais plus pragmatique, par la dureté technologique de la mise en réseau des rapports sociaux. Ainsi, alors qu'il est possible en démocratie de questionner les élus et les institutions car ils doivent rendre des comptes au

peuple, il faut désormais se demander si, de l'intérieur, l'on pourra divulguer et remettre en question les raisonnements, les décisions, les choix et les agirs d'un réseau technologique s'étendant à l'échelle planétaire et dont la logique de fonctionnement est purement et simplement systémique. Plusieurs questions s'imposent. Ainsi, la « gestion » des comportements humains dans un univers purement machinique sera-t-elle faite de manière « transparente » ? Le fonctionnement de l'infrastructure (éthique, politique, algorithmique, etc.) sera-t-il accessible et compréhensible par ceux dont les rapports sociaux en dépendent ? La « structure systémique » répondra-t-elle aux questions qu'on lui posera en ce sens, de l'intérieur, et sera-t-elle responsable devant ceux dont elle organise les rapports sociaux, et, si oui, devant qui d'autre que les actionnaires des entreprises technocapitalistes qui en sont propriétaires ?

Pour que les journalistes — et en particulier ceux qui revendiquent la fonction politique de leur pratique — puissent assurer au nom du peuple la transparence et la responsabilisation des entreprises qui structurent la socialité technique, on peut imaginer qu'il leur faudra des conditions d'exercice semblables à celles qu'ils connaissent auprès des institutions démocratiques. Tout recul serait un coup porté à la fois à la démocratie et au journalisme.

Nous voulons donc aussi savoir si le fonctionnement systémique des réseaux socio-numériques, tel qu'il est promu par le discours techniciste, permet, ou non, aux journalistes d'assurer et de défendre **le lien démocratique entre les pratiques du peuple et celles des entités assurant la gouvernance d'ensemble des rapports sociaux**. C'est ici la fonction sociale du journalisme qui est en jeu.

1.4 HYPOTHÈSE DE RECHERCHE

Ces trois ensembles de questionnements sont liés à un type précis de société, que Freitag appelle la « postmodernité » et dont la logique de fonctionnement pourrait frapper le journalisme en menant à un dépassement du contexte où il a son rôle. Voilà pourquoi nous insistons pour dire que le discours techniciste dont nous traitons ici, exigeant des

solutions technologiques à des problèmes sociaux, et même ceux affectant le journalisme, pourrait reposer sur une erreur fondamentale.

La crise que traverse le « quatrième pouvoir » n'est pas *fondamentalement* une attaque frontale de son financement ou de sa crédibilité : elle s'ancre en fait à une autre crise plus large et plus profonde qui affecte toute la société dans ce qu'elle a de collectif et de politique et qu'il faut aujourd'hui inclure au sein d'une vaste réflexion sur la mise en réseaux numériques des liens sociaux.

La crise mène, entre autres, à la perte de sens collectif et à la dissolution des symboles utiles à une compréhension commune (Freitag, 2002; Lipovetsky, 1983); à l'individualisme et même à l'hyperindividualisme (Mondoux, 2011); à la valorisation des décisions fondées sur l'efficacité technologique, technocratique, économique et financière (Mondoux, 2011); et à la perte de confiance dans les institutions politiques (Freitag, 2002; Pichette, 2007).

Lorsqu'il est question de la crise du journalisme, les effets néfastes de l'application de solutions techniques à des problèmes sociaux semblent occultés au profit des effets plus directs sur les entreprises de presse, en termes d'audience et surtout de revenus publicitaires, que l'on cherche à rapatrier. Pourtant, dans sa logique même, le discours techniciste ne propose rien d'autre que de poursuivre la lancée technologique, sans en changer la mouture, et d'y enfoncer davantage la socialité humaine avec la ferme conviction d'y régler avec des moyens technologiques les distorsions sociales qu'elle crée avec ces mêmes moyens.

Nous posons donc l'hypothèse voulant que le discours techniciste, en favorisant l'emprise technologique et technocratique sur les rapports sociaux dans une logique d'efficacité et de marchandisation, valorise ce qui nous éloigne toujours plus de la possibilité d'un journalisme idéalisé en tant qu'espace commun de représentation et de compréhension nécessaire au débat social et politique que requiert la démocratie.

Pour éprouver épistémologiquement cette hypothèse, plutôt que de passer par une périlleuse analyse des tendances sociales émergeant du déploiement effectif des réseaux sociotechniques et de leurs obscurs algorithmes, nous avons donc décidé d'analyser l'in-

frastructure sociale proposée dans le manifeste publié par Mark Zuckerberg, le 16 février 2017, considéré en tant qu'énoncé particulièrement évocateur du discours techniciste, en jetant un regard freitagien sur le fonctionnement de la société qui en résulterait.

En d'autres mots, c'est dans ce texte que nous chercherons à répertorier la présence, ou l'absence, des conditions d'existence du journalisme conçu en tant que pilier du fonctionnement des sociétés démocratiques.

Avant d'expliquer la méthodologie découlant de ces questionnements qui deviendront des cadres d'analyse (ce que nous ferons au chapitre 3), il est indispensable d'explorer en profondeur, avec l'aide des théories de Freitag, le fonctionnement de la société politique moderne dont le journalisme est un rouage imbriqué. Cela nous permettra ensuite d'explorer le fonctionnement systémique de l'infrastructure sociale proposée par le discours techniciste et de le comparer à la postmodernité freitagienne, pour finalement voir si le journalisme se trouverait fatalement déraciné par l'avènement de cette société.

— CHAPITRE 2 —

CADRE THÉORIQUE

Pour saisir le dépassement et, à certains égards, le remplacement du contexte social et politique dans lequel le journalisme s'est constitué puis institué — et donc pour préciser ce qui menace sa pérennité —, nous nous intéresserons d'abord avec rigueur aux transformations sociales et politiques des sociétés modernes, c'est-à-dire sur une période allant depuis au moins la fin du Moyen Âge jusqu'à nos jours. Ce détour historique est nécessaire pour montrer que le journalisme et la société moderne ont été coconstitués, l'un ne pouvant fonctionner sans l'autre et inversement : toute atteinte aux fonctions sociétales du journalisme est un coup porté à la démocratie (ce que les journalistes eux-mêmes ne cessent de répéter, sans toujours en comprendre les fondements) et, inversement, tout coup porté au mode de reproduction sociale issu de la modernité menace le journalisme (ce que nous tenterons de démontrer). En nous appuyant sur la pensée de Michel Freitag, nous nous intéresserons d'abord aux fondements de la socialité et à ses transformations pour ensuite situer l'émergence du journalisme dans le contexte historique d'une revendication suivie d'une appropriation, par un nombre toujours plus grand d'individus, de la capacité à produire, à travers des institutions politiques représentatives, les orientations collectives et les normes formelles, tant symboliques que concrètes. Cela nous permettra d'installer le rôle idéal du journalisme au sein de la société qui en est résultée, la société moderne, pour finalement expliquer en quoi le déploiement de logiques postmodernes de régulation des rapports sociaux porte atteinte à l'institution journalistique.

2.1 FONDEMENTS THÉORIQUES DE LA SOCIOLOGIE FREITAGIENNE

Revenons d'abord sur la question des rapports sociaux. Qu'est-ce qui crée le social, quel est ce lien qui permet à la société d'exister et de se maintenir, quel est ce « mode spécifique d'existence de la société (et de la socialité) » (Bischoff, 2008) qu'il nous faut regar-

der ontologiquement pour appréhender le fonctionnement social ? Il s'agit ici de la question centrale et fondamentale de la sociologie, à laquelle Freitag a apporté une réponse particulièrement pertinente dans le contexte des médias socionumériques.

2.1.1 UNE SYMBOLIQUE PARTAGÉE

À la base, Freitag adhère à la conception ontologique que se fait la sociologie au sujet de la société, à peu de choses près. Il explique qu'il faut y voir

non seulement l'ensemble par définition toujours mobile des rapports sociaux que les individus nouent entre eux à travers toutes leurs interactions, mais une instance *sui generis* ayant en propre la capacité de structurer *a priori* ces rapports, tout en dépendant elle-même de l'accomplissement de ceux-ci pour le maintien de sa forme et l'orientation donnée à son développement (Freitag, 2002, p. 61).

En d'autres mots, Freitag explique que les comportements des humains, même au niveau individuel, sont toujours régulés *a priori* (caractéristique importante à sa théorie) au sein d'un ordre social à la fois symbolique et partagé qui impose, en quelque sorte, une *façon de voir* les choses de la réalité — proche de ce que Durkheim appelait des « représentations collectives ». Cette structuration, dite *signifiante* (car elle donne le *sens*), régit de la même manière les comportements (*façon d'agir*) et, donc, les relations des individus qui composent la société — c'est ainsi qu'ils peuvent « être ensemble ».

De leur côté, et en même temps, les individus orientent leur pensée et leurs agissements par rapport à cette régulation symbolique, ce qui donne un *sens* (une signification) à ce qu'ils disent (capacité de s'exprimer), à ce qu'ils font (capacité d'entrer en relation) et à ce qu'ils sont individuellement et collectivement (identité), ouvrant la possibilité à tous de s'intégrer socialement et d'assurer leur « vivre ensemble ».

En somme, les pratiques individuelles (rapports intersubjectifs) sont une *réflexion* de la référence symbolique normative, qui la confirment ainsi dans son rôle d'orientation-régulation signifiante et lui permettent en même temps de se maintenir et se reproduire

au niveau collectif (relations structurées) — niveau où la norme ainsi produite agit à son tour sur les pratiques individuelles.

Si on la regarde de façon plus concrète, cette régulation signifiante est composée, entre autres, mais de manière unifiée, de plusieurs éléments à valeur symbolique, dont le langage, la culture, les coutumes et les normes acceptées, voire les règles et les lois lorsque s'intègre à cet ordre social un rôle reconnu à des entités politico-institutionnelles concrètes.

Le langage est à la fois le fondement et l'illustration parfaite de cet ordre social symbolique : un langage commun permet aux locuteurs de partager en pratique (ou *par* la mise en pratique de leurs rapports) le sens associé aux mots, aux objets et aux concepts, en offrant un cadre forcément *normatif* qui ouvre par ce fait la possibilité d'*expression* concrète et réelle des individus tout en reflétant leur *identité*.

Sans langage commun, sans une certaine conception commune de la réalité, sans cette idéologie (au sens le plus large possible), il ne saurait y avoir de rapports sociaux.

Le langage permet ainsi à toute collectivité de se doter d'une culture constituée d'un ensemble de normes particulières qui régissent les pratiques sociales et qui expriment aux yeux de ses membres l'identité de leur « être ensemble » et de chacun de ses membres (Bischoff, 2008, p. 150).

Soulignons que les composantes de cet ordre social, à l'image du langage, ne sont pas des entités figées, inertes : elles se maintiennent en vie et se transforment par la pratique elle-même. De fait, elles ne peuvent se (re)produire et aller de l'avant qu'en étant réellement utilisées par les individus dans un ensemble social — on peut dire de ces normes qu'elles sont perpétuellement négociées par leur mise en pratique.

Cette symbolique partagée qui régule les comportements individuels se conçoit donc en tant que condition de la possibilité de pratiques vraiment sociales — d'un « être ensemble » au sein duquel chaque objet et chaque mise en relation a un sens —, tout en étant le produit de ces mêmes pratiques, que Freitag qualifie de « signifiantes » puisque ce sont elles qui produisent le sens.

2.1.2 UNE MÉDIATION SYMBOLIQUE QUI PERMET L'INTÉGRATION D'ENSEMBLE

Freitag note que si la symbolique normative permet à l'individu humain d'interpréter la réalité, de lui donner un sens et d'y inscrire son comportement, c'est parce qu'elle s'interpose toujours dans la dialectique entre le sujet et l'objet afin de les réconcilier dans et au moment de la mise en pratique de leur rapport : il s'agit d'une *médiation*, que Freitag, sans surprise, qualifie de *médiation symbolique*.

De cela découle que la symbolique est toujours antérieure à la pratique puisqu'elle se trouve déjà là dans la médiation — bien que la pratique vienne l'actualiser dans une sorte de coconstruction qui lui permet de se (re)produire.

De cela découle également que c'est par la pratique que l'individu peut entrer en contact avec la réalité, de manière dialectique et toujours par le détour de la symbolique normative. Il y a donc constamment, précise Freitag, une médiation *a priori* chargée de symboles qui fait lien entre l'individu et le monde, et c'est toujours par la pratique, mais à travers le détour de cette *médiation symbolique* que la réalité se dévoile, que l'individu entre en rapport avec son environnement, que le sujet et l'objet se constituent et se définissent. Il n'y a pas d'autre accès à la réalité, ou, plus précisément, il n'y a pour Freitag pas d'autre réalité que cette *réalité dialectique*.

Toute la compréhension du monde repose sur la mise en pratique dialectique des rapports du sujet à lui-même, aux autres (altérité) et au monde, au sein de médiations symboliques :

la pratique définie comme rapport d'objectivation n'est pas simplement l'activité du « sujet », entendu par exemple au sens cartésien, parce qu'elle comprend précisément le mode d'être du sujet et le mode d'être de l'objet en tant qu'ils sont spécifiés par le mode de leur rapport, c'est-à-dire par la médiation (Freitag 1986a, p. 23).

Précisons que les médiations symboliques traversent non seulement la relation sujet-objet, que l'on pourrait qualifier de rapport d'objectivation horizontal entre le pôle subjectif et le pôle objectif, mais également et en même temps la relation entre l'individu et la symbolique structurante, c'est-à-dire le rapport vertical d'objectivation entre le pôle individuel et le pôle collectif de la société.

Au niveau supérieur, c'est l'articulation dialectique entre les pratiques individuelles et la symbolique qui permet l'intégration d'ensemble (la synthèse) d'une société donnée, conçue comme totalité — et non en tant qu'« ensemble d'individualités » qu'il faudrait penser de manière soit holistique, soit individualiste (ce que Freitag reproche à la sociologie positiviste).

La société comme totalité est donc comprise, chez Freitag, non pas comme une somme d'activités sociales empiriques exercées directement sur le réel, mais à travers le caractère *a priori* des médiations langagières, culturelles et politico-institutionnelles, qui vient élever au niveau de la *signification* universelle ce qui ne serait autrement que des comportements singuliers (Martin, p. 65).

En outre, dans la société ainsi conçue, la médiation

désigne les rapports et moments de synthèse dialectique à travers lesquels les parties participent de la totalité sociétale, et par lesquels la totalité se manifeste en chacune des parties, si bien qu'il est impossible d'isoler un seul des éléments, puisqu'il n'existe qu'à travers la médiatisation d'un tiers terme (le symbolique, le langage, l'institution) (Martin, p. 2).

Au bout du compte, la société n'existe donc qu'à travers la médiation de ce qui s'avère être une « re-présentation contraignante, transcendante d'elle-même » (Martin, p. 66). Et cette *réflexivité* (re-présentation de la société à elle-même — « ça représente ce que nous sommes ») normative est précisément le « mode d'être » des rapports sociaux, le mode de constitution et de reproduction de cette société. C'est ce qui lui permet de se maintenir et de se transformer dans le temps.

Pour Freitag, le rapport au monde et la socialité humaine ont donc une spécificité ontologique : ils sont, dans les faits, traversés de ces représentations normatives symboliques assurant l'intégration de chaque société, ce qui les distingue du comportement animal (motivé par l'instinct) et des mouvements de la matière (où les rapports sont déterminés de manière purement formelle et opératoire, systémique et autorégulée) (Freitag, 2002).

La démarche freitagienne consiste dès lors à décrire la logique de production et de transformation de la symbolique permettant l'intégration des sociétés humaines, afin d'en éclairer les fondements.

2.1.3 RÉFLEXIVITÉ ET LOGIQUES DE REPRODUCTION DE L'ORDRE SOCIAL

Soulignons un élément qui n'est pas anodin et qui permet de comprendre à quel point l'approche freitagienne est pertinente pour l'étude du journalisme et des médias socio-numériques: toute médiation, tout milieu qui s'interpose entre le sujet et le réel, stipule un *média* — c'est-à-dire une médiation — qui ici médiatise le rapport d'objectivation à travers la symbolique normative représentant les pratiques sociales. C'est dans ce *média* que la réalité prend forme et se constitue socialement. Or, nous assistons de nos jours, de plus en plus, à la création de liens sociaux qui ont la particularité de reposer sur des médiations techniques des rapports sociaux, c'est-à-dire opérant en grande partie au même lieu-moment de rapport au monde que les médiations symboliques, sans pour autant s'inscrire dans une logique d'intégration sociale (nous expliquerons pourquoi).

Avant de voir comment nous en sommes arrivés là, nous devons décrire plus précisément en quoi la *réflexivité* est nécessaire au maintien et aux transformations de la symbolique partagée et, ce faisant, se trouve au cœur de la logique de reproduction des sociétés modernes — auxquelles nous associons le journalisme en tant que *pratique réflexive*.

Si une société humaine est une totalité synthétique qui intègre les *pratiques significantes* de tous ses acteurs, il est d'abord important de préciser que tous ne tiennent pas le même rôle au sein de la mécanique de fonctionnement de l'ensemble.

D'emblée, Freitag indique que le sujet « symbolique » ne peut pas seul produire la signification :

il peut seulement s'approprier un univers de significations partagées déjà donné, et l'actualiser et l'enrichir au travers de ses propres pratiques.

Les « comportements » des acteurs singuliers ne deviennent des pratiques significatives pour autrui qu'à travers leur intégration dans un ordre d'ensemble préexistant (Freitag 2002, p. 22).

Parmi toutes les pratiques *signifiantes*, certaines se démarquent par leur capacité *réflexive* supérieure, c'est-à-dire leur grande capacité à re-présenter l'ordre social au niveau collectif. Il peut s'agir de la pratique d'acteurs, de célébrités, d'artistes, d'entreprises ou d'organismes, de structures religieuses, etc., qui semblent incarner au moins en par-

tie les valeurs de la société et produisent « des récits à caractère autoréflexif qui explicitent et légitiment l'ordre identitaire et normatif d'ensemble » (Bischoff, 2008, p. 150).

Déjà, on peut songer, en première approche, à placer la pratique journalistique parmi ces pratiques hautement significatives. Plus concrètement, le « caractère autoréflexif » (pour la société) des « récits » produits par le journalisme s'explique de deux façons (Pichette, 2007 ; Martin, 2007) :

- **réflexif d'abord un peu à l'image d'un miroir**, parce que leurs pratiques parviennent à (re)présenter à l'ensemble une version incarnée de la symbolique partagée, sous une forme proche du récit, du *storytelling* (par exemple la Bible ou le Coran, ou plus simplement la littérature, l'art, la vie des organisations, etc.), forme distanciée qui rend la symbolique explicite et légitime, et qui, ce faisant, permet aux individus de l'intégrer, puis à l'ordre d'ensemble de se (re)produire ;
- **réflexif ensuite parce que les individus et la collectivité peuvent alors réfléchir**, c'est-à-dire débattre ensemble, à travers leurs pratiques discursives et comportementales, du sens à donner ou à continuer à donner à telle ou telle action, ou encore à retirer à telle ou telle autre pratique, ce qui permet ainsi à la symbolique partagée de se transformer.

Outre les journalistes, certains acteurs sociaux aux pratiques particulièrement significatives vont plus concrètement s'institutionnaliser dans ces fonctions réflexives et devenir des entités reconnues par leur capacité à incarner le normatif, c'est-à-dire l'idéologie (au sens large du terme) propre à leur société : Freitag dit de leurs pratiques qu'elles sont « politico-juridiques ». Ces institutions ont pris diverses formes et ont suivi différentes logiques au fil des âges (nous en traiterons au point suivant), mais expriment toujours une capacité *formelle* de représentation et de reproduction du collectif, par leurs pratiques — on pense évidemment à l'État et aux institutions qui l'incarnent ou qui sont à sa périphérie, de près ou de loin (écoles, municipalités, protection de la jeunesse, etc.).

À l'échelle de la collectivité, ces pratiques réflexives participent du maintien et des transformations de la symbolique partagée, qu'elles contribuent formellement à structurer : ensemble, elles permettent de rassembler la totalité sociale et de la (re)produire.

Ajoutons, avant d'aller plus loin, que le rôle de ces institutions doit lui-même être adoubi au sein de la symbolique partagée socialement, sans quoi il ne saurait aucunement être signifiant — les pratiques de ces institutions doivent nécessairement être reconnues comme étant légitimes et spécifiquement les leurs. En outre, et forcément, c'est parce que ces institutions exercent réellement leur rôle par la pratique (signifiante) que celui-ci peut être visible et se reproduire au sein de la symbolique partagée.

En ce sens, la pratique journalistique ne peut d'ailleurs être signifiante que si elle est déjà comprise en tant que *pratique réflexive* au sein de la symbolique partagée et que si elle est véritablement exercée de manière signifiante par ceux qui en font profession, afin d'habiliter le journalisme en tant qu'institution vouée à ce rôle.

En outre, s'il est clair que les pratiques de réflexivité de la norme et de l'action des acteurs permettent et structurent l'intégration sociale, surtout lorsqu'elles participent d'un processus de formalisation de la reproduction de la symbolique normative, il faut aussi voir qu'elles s'inscrivent elles-mêmes dans une logique *formelle* de structuration et de reproduction — et que, évidemment, chaque société a potentiellement sa propre logique.

Freitag postule en effet que l'intégration d'ensemble d'une société (à l'échelle de la collectivité, comme l'État-nation, et en dépit de certaines pratiques de différenciation interne, individuelles ou de sous-groupes) s'effectue « à travers la mise en œuvre d'une logique dominante de régulation des pratiques et rapports sociaux » (Freitag, 2002, p. 37²¹). Cette logique constitue même le « **mode formel de reproduction** » de cette société, constituée par toutes les pratiques signifiantes spécifiées par la médiation symbolique.

Parmi toutes les sociétés constituées historiquement, mais qu'il faut se garder de placer sur une ligne du temps universelle, Freitag distingue trois grands types de mode formel de régulation et de reproduction des rapports sociaux, chacun étant régi par une logique dominante : le mode « culturel-symbolique », le mode « politico-institutionnel » et le mode « opérationnel-décisionnel ». Chacun de ces « types-idéaux » a sa propre dy-

²¹ Mentionnons que les pages 11 à 49 de *L'Oubli de la société* (Freitag, 2002) constituent l'introduction du livre et ont été rédigées par le sociologue Yves Bonny, collaborateur de Freitag.

namique interne, c'est-à-dire ses propres « principes ou modalités opératoires spécifiques » (Freitag, 1986b, p. 19) définissant, au sein de la société donnée, la forme générale que prend la régulation des rapports sociaux et leur reproduction structurelle » (Freitag, 2002, p. 37).

2.2 LA SOCIÉTÉ MODERNE

Le fil des transformations de ces « formes sociétales historiques » (Freitag, 2002, p. 38) ne correspond pas, chez Freitag, à l'évolution économique ou technologique (quoique l'incidence de ces dernières sur la structure des rapports sociaux soit indéniable), mais plutôt à celle « de la maîtrise croissante acquise par les individus dans la production réfléchie des normes régissant leur "être ensemble" au sein des sociétés » (Bischoff, 2008, p. 151) — ce qui passe déjà par une prise de conscience collective du fait que ces normes n'ont toujours été, au fond, qu'une production humaine. Bref :

les divers degrés de réflexivité dans la production de l'ordre normatif d'ensemble reflètent les degrés de liberté qu'une société et ses membres acquièrent dans la production de ses normes et valeurs sociales (Bischoff, 2008, p. 150).

Freitag tire de ces considérations sa typologie comprenant trois modes formels de régulation-reproduction des rapports sociaux, chacun étant associé à au moins un type précis de société. Nous verrons que le journalisme est intimement lié à l'une de ces sociétés.

2.2.1 TRANSITION DES MODES DE REPRODUCTION SOCIALE VERS LA MODERNITÉ

Dans la typologie de Freitag (Freitag, 2002), le **mode « culturel-symbolique »** de reproduction des normes sociales est associé aux sociétés dites « primitives ». Dans ces sociétés sans État, et dont l'idéologie repose sur une vision mythique du monde, l'ordre et la norme sont perçus non pas en tant que réflexion des pratiques, mais en tant que productions surhumaines imposées en extériorité par des divinités. La médiation sym-

bolique du rapport au réel est peu remise en question par les acteurs eux-mêmes, qui n'imaginent guère d'autres significations puisque la possibilité de cette pratique n'existe pas. Cette société se maintient et se reproduit par une intériorisation complète de la culture par les individus (les mythes, les valeurs, les comportements, etc.): elle a besoin de consensus et de fidélité au passé. Sans surprise, la tradition est ici la valeur normative transcendante. Tout écart est perçu comme une déchirure de sens et une menace à l'unité, et est donc traité en tant que conflit conjoncturel.

Le mode de reproduction « politico-institutionnel » se développe historiquement à partir du moment où le consensus ne tient plus au sein de la société (entre autres pour des raisons démographiques) et lorsque les conflits touchent ses éléments de structuration plus formels. La régulation-reproduction purement à partir du sens, c'est-à-dire reposant sur une norme culturelle à la fois partagée et intériorisée, devient en partie inopérante, car elle n'est plus suffisante, même si elle demeure le « socle ontologique » de la société humaine.

Pour surmonter les conflits d'orientation significative et normative qui traversent désormais la société, la régulation politico-juridique s'effectue non plus par la médiation de la norme culturelle intériorisée, mais par celle de la règle clairement imposée et sanctionnée en extériorité par un pouvoir (Freitag, 2002, p. 40).

Ce pouvoir, s'il veut être un acteur structurant de la société, n'a d'autre choix que de se matérialiser : c'est, en particulier, la monarchie ou la papauté :

Le pouvoir apparaît concrètement pour la première fois à travers l'émergence de l'État, et c'est pour cette raison qu'il peut devenir l'enjeu de luttes sociales qui expriment la liberté nouvellement acquise de contester l'ordre normatif établi et de le transformer (Bischoff, 2008).

Freitag insiste sur le fait que ce n'est pas la position de surplomb qui réifie le pouvoir au sein de cette société, mais plutôt sa capacité insurmontée de production *réflexive* et verticale des règles de la vie collective (qui constitue la partie essentielle et fondamentale de sa praxis), assortie d'un discours de justification situant son action en tant que pratique sociale signifiante et légitimant la contestation également en tant qu'action signifiante, ouvrant la voie aux transformations sociales.

Ainsi, la collectivité obtient de fait un degré plus élevé de liberté dans la production de la norme sociale (celle-ci n'étant plus vue comme simplement imposée par des dieux, mais essentiellement issue de pratiques humaines), et ce gain est parfaitement corrélé à une plus grande réflexivité de la pratique de production de cette norme (ce sont des humains représentatifs de la collectivité qui rédigent les règles).

En Occident, les premières sociétés politico-institutionnelles, dites « traditionnelles » dans la typologie freitagienne, étaient encore ancrées dans les préceptes culturels et religieux, mais représentées par la royauté. Elles ont essentiellement repris les significations issues de la tradition mythique qu'elles ne cherchaient pas tant à remplacer qu'à énoncer sous forme de règles. Cette capacité à « dire le droit » nécessite déjà un « moment réflexif », c'est-à-dire un temps de réflexion critique sur les pratiques significatives existantes que l'on entend à la fois unifier, maintenir et réguler dans un processus continu. Ce faisant, cette capacité permet aux sociétés d'arbitrer les conflits, mais elle ouvre aussi la porte à la contestation et au débat permettant les transformations puisque la source de production réelle des normes est plus clairement identifiée.

Petit à petit, les sociétés se sont ainsi transformées, de l'intérieur, en intégrant de façon toujours plus apparente la production des normes sociales, jusqu'à en rejeter toute transcendance « extérieure » et en voyant de moins en moins la mythologie et la tradition comme porteuses de sens.

La véritable « institutionnalisation du pouvoir » (Freitag, 2002) survient lorsque même celui-ci est soumis à des règles explicites, fondées sur le peuple et sa propre volonté : c'est le grand saut vers la démocratie, nouveau gain dans la liberté de la collectivité à disposer d'elle-même. Le pouvoir réifié ne fait alors plus seulement « dire le droit » (une juridiction) ; il le définit, par la législation, mais en accord avec la volonté populaire, selon un ensemble de nouvelles règles enchâssées dans une Constitution (qui peut prendre différentes formes, selon les pays). Bienvenue dans la société dite « moderne », seconde mouture du mode de reproduction « politico-institutionnel ».

La nouvelle idéologie, la valeur normative transcendantale de cette société moderne, est la Raison universelle (qui a évidemment sa propre histoire...), fondée sur des principes

(liberté, égalité, fraternité, etc.) et la promesse d'un éventuel monde meilleur non plus au Paradis, mais bien sur Terre. La régulation des pratiques se fait donc indirectement à travers le droit, produit et créé politiquement par la collectivité, et à travers les institutions qui se sont développées historiquement et dont les pratiques sont elles-mêmes comprises en tant que pratiques signifiantes dominantes ayant pour rôle clair et apparent de représenter et d'assurer la reproduction des règles normatives de l'« être » et de l'« être ensemble », cimentant ainsi la société qui n'existe qu'à travers ces mêmes normes en tant que totalité synthétique.

La modernité est ainsi le premier ordre ou régime sociétal qui, en se concevant et en se produisant lui-même expressément, en vient à se représenter lui-même comme société, c'est-à-dire comme une réalité *sui generis* unifiée, et ceci dans la mesure où cette réalité y apparaît idéalement — et donc d'abord contrafactuellement — comme le projet et le produit virtuel de la libre volonté agissante des individus inspirés par une même raison universelle, à caractère transcendantal (Freitag, 1995, p. 173).

Il faut noter, encore une fois, que la caractéristique essentielle de la société moderne n'est pas en soi le pouvoir des institutions dont elle s'est elle-même dotée (c'était déjà le cas des monarchies), mais l'obtention d'une plus grande *capacité réflexive* de la société sur elle-même, c'est-à-dire une plus grande aptitude à se regarder comme en extériorité, créant une *distanciation* permettant la critique, et puis à disposer de son propre devenir. C'est cette capacité renforcée qui mène le peuple vers un plus grand degré de liberté dans la création des normes et des règles qui à la fois régissent les comportements des individus et leur donnent un sens. Et c'est seulement à travers la libre production collective des normes transcendantes que les individus peuvent acquérir une liberté expressive et identitaire, c'est-à-dire une autonomie qui ait un sens.

En somme, dans le fonctionnement de la société moderne, un *moment de réflexion critique* est essentiel à la libre mise en forme collective de la réalité d'où émergent *politiquement* les médiations symboliques formelles spécifiant et intégrant par le sens normatif les pratiques sociales tant de la collectivité que des individus qui souhaitent prendre en charge leur destin. Ce que l'on appelle la démocratie.

2.2.2 LE JOURNALISME ET L'AMBITION DE DÉMOCRATIE

La société moderne, au mode de reproduction politico-institutionnel, s'est donc constituée, se maintient et se transforme en s'appuyant sur une *pratique réflexive* collective de production de sens. C'est ici, évidemment, que le journalisme entre en jeu.

En effet, l'histoire de la presse est intimement liée à l'émergence des sociétés modernes démocratiques. En mettant au point le premier outil de diffusion mécanique du savoir, vers 1450, Gutenberg n'invente pas seulement le premier média « moderne » qui permet de répandre les versets de la Bible (le savoir) sans la médiation d'un prêtre (mais plutôt par la médiatisation imprimée). Il ouvre aussi, et ainsi, la voie à une pensée plus libre dans la représentation et l'interprétation de la réalité symbolique, qui mènera en quelques décennies au schisme protestant de l'Église chrétienne — et au déclin de la société médiévale.

Remise en contexte : le pouvoir royal, tout comme le pouvoir religieux, disait incarner la volonté de Dieu lui-même et se retranchait alors derrière des mystères (le mystère de la foi) que le « public » ne devait ni connaître ni discuter. De fait, avant la presse, il n'y avait ni « public » ni véritable discussion publique sur les affaires collectives, et ce n'est qu'avec la publication des premiers journaux qu'apparaissent les prémices de ce qui deviendra la sphère publique de débats. Ainsi, dans la France de 1631, lorsque Théophraste Renaudot lance la *Gazette* avec l'appui d'un cardinal Richelieu alors premier ministre de Louis XIII, tout le monde sait que cette feuille est étroitement liée au pouvoir — la Couronne lui assurant même le monopole de l'imprimé en pourfendant tout concurrent. Pour autant, ce premier journal en France propose quand même une « information » — que l'on qualifierait certes aujourd'hui de propagande — à un « public » que l'on cherche à convaincre.

Émergent alors, petit à petit, de nouvelles pratiques sociales : celle de représenter les affaires d'État à un public, d'un côté, mais aussi celle de discuter, voire d'émettre une opinion « publique » sur ce qui est déjà moins un mystère d'État — puisque l'« information » a été rendue publique (Feyel, 2004). Il y a ici, bel et bien, le germe, créé par ce balbutiement de journalisme, d'une distanciation entre le réel et sa représentation qui mène à

l'émergence d'une première forme de sphère publique (bourgeoise) autorisant l'usage de la Raison — ce dernier aspect se développant d'abord en lien avec les Conférences du Bureau d'adresse de Renaudot²².

En termes freitagiens, la production des normes et valeurs sociales apparaît de moins en moins surhumaine et pourrait même n'être plus l'apanage des rois et des royaumes : il ne s'agit plus de mystères insondables dont on ne peut discuter, bien au contraire. Ce lent déplacement du lieu de production des normes vers le peuple est contigu à l'émergence de la presse en tant que *lieu-moment de réflexion critique* de la société.

C'est ainsi qu'au fil des luttes, dans les siècles qui suivront, la presse dite « d'opinion » (Brin, Charron et De Bonville, 2004) deviendra lieu de débat politique public, un lieu défendu par ceux qui souhaitent soustraire au roi ses pouvoirs absolus sur la norme et l'agir des individus, afin de les mettre entre les mains d'un Parlement représentant le peuple — ou à tout le moins une partie de ce dernier, car il faudra encore longtemps avant que l'égalité de tous et toutes soit reconnue... La liberté de presse est ainsi associée à la liberté d'expression au nom d'un peuple qui souhaite prendre en charge son destin en définissant ses propres règles d'« être ensemble » au moyen d'institutions politiques qui le représentent et qu'il souhaite plus fortes. La presse, au sens de technologie d'imprimerie (média) ou de journalisme (médiateur), sera partie prenante de l'inexorable transformation des logiques de régulation sociale, parce que ses pratiques sont fondamentalement *réflexives* et reconnues comme telles : elles re-présentent et permettent ainsi le débat.

2.2.3 LE JOURNALISME, QUATRIÈME POUVOIR DE LA MODERNITÉ

La pratique journalistique s'inscrit désormais dans le champ de la représentation collective et du débat politique, et ce rôle s'institutionnalisera, d'abord aux États-Unis²³,

²² Les Conférences du Bureau d'adresse permettaient à ceux qui y prenaient part non pas de débattre ou de critiquer le pouvoir royal mais de discourir sur les options qui s'offrent à lui. Feyel (2004) y voit un « [p]remier essai de "sphère publique bourgeoise", alors que domine encore une "sphère publique structurée par la représentation", pour reprendre les expressions et les analyses de Jürgen Habermas ».

²³ Le premier amendement de la Constitution des États-Unis d'Amérique a été adopté en 1791, partie prenante de la Déclaration des Droits (Bill of Rights) : « Le Congrès n'adoptera aucune loi relative à l'établissement d'une religion, ou à l'interdiction de son libre exercice ; ou pour limiter la liberté d'expression, de la presse ou le droit des citoyens de se réunir pacifiquement ou d'adresser au Gouvernement des pétitions pour obtenir réparations des torts subis. »

et sera perçu en ce sens assez rapidement dans la symbolique commune de plusieurs sociétés occidentales. On peut expliquer cette institutionnalisation de la presse de plusieurs façons.

Lorsque Alexis de Tocqueville vient, en 1830, observer la société américaine fraîchement libérée de son lien à un pouvoir royal, il cerne d'abord ce qu'il qualifie de sous-produit néfaste de la démocratie : l'individualisme, lié à un désintérêt des individus libres pour les affaires de l'État. « L'égalité place les hommes à côté les uns des autres, sans lien commun qui les retienne. [...] Elle les dispose à ne point songer à leurs semblables et il leur fait une sorte de vertu publique de l'indifférence » (Tocqueville, 1840, p. 148).

Or, constate-t-il, la jeune démocratie contourne ce problème grâce à la capacité des Américains à se réunir autour de causes communes. Il est d'ailleurs surpris par nombre d'associations de toutes sortes — associations sociales, économiques, religieuses, etc. — et remarque que c'est par elles que les citoyens peuvent s'unir en vue d'un objectif commun et dès lors agir collectivement. Les associations, dit-il, parviennent « à fixer un but commun aux efforts d'un grand nombre d'hommes, et à les y faire marcher librement » (Tocqueville, 1840, p. 155). C'est ainsi « qu'on les intéresse au bien public et qu'on leur fait voir le besoin qu'ils ont sans cesse les uns des autres pour le produire ». En quelque sorte, il constate l'émergence d'une société civile concrète.

Il ajoute que les nombreux journaux américains, qui arrivent à survivre malgré la concurrence, participent de la même manière que les associations, et à leurs côtés, à l'émergence de la compréhension commune nécessaire à l'agir collectif : « Un journal ne peut subsister qu'à la condition de reproduire une doctrine ou un sentiment commun à un grand nombre d'hommes. Un journal représente donc toujours une association dont les lecteurs habituels sont les membres » (Tocqueville, 1840, p. 164).

Il précise : « Un journal n'a pas seulement pour effet de suggérer à un grand nombre d'hommes un même dessein ; il leur fournit les moyens d'exécuter en commun les desseins qu'ils auraient conçus d'eux-mêmes » (Tocqueville 1840, p. 162).

Le journalisme permet donc de médiatiser ce qui lie les Américains les uns aux autres, malgré l'individualisme, participant au ciment de la totalité sociale et ouvrant la possibili-

té d'une ressaisie collective. Tocqueville notait que ce sont les journaux qui font « circuler la vie politique dans toutes les portions de ce vaste territoire » (1835). Sans les journaux, « il n'y aurait presque pas d'action commune » ni réel fonctionnement démocratique.

On remarque que c'est donc en symbiose que le journalisme et les pratiques politico-juridiques s'inscrivent dans les nouvelles structures politiques de la démocratie. Rapidement, le journalisme :

est impliqué dans toutes les institutions, les luttes et les pratiques de la modernité; la politique est aujourd'hui impensable sans lui, tout comme la société de consommation contemporaine²⁴, à un point tel qu'il soit au final difficile de décider si le journalisme est un produit de la modernité ou la modernité un produit du journalisme (Hartley, 1996, p. 33).

En outre, et pour revenir à Freitag, la pratique journalistique s'est instaurée socialement et symboliquement *en tant que médiation* prenant la forme institutionnelle d'une *distançiation réflexive*.

Fondamentalement, la médiation journalistique ouvre pour le peuple l'espace de re-production des normes et des règles communes constitutives de la société politico-institutionnelle moderne en tant que totalité. Son émergence à titre d'institution s'est faite en concomitance avec l'institutionnalisation du pouvoir législatif (le Parlement), du pouvoir exécutif (le gouvernement) et du pouvoir judiciaire, qui exercent les principales pratiques politico-juridiques de reproduction et d'application de l'ordre normatif formel.

Le journalisme est ainsi devenu, *symboliquement*, le « quatrième pouvoir » de la société politico-institutionnelle moderne en tant que pratique institutionnalisée de la liberté d'expression du peuple lui-même, revendiquant aussi sa spécificité et son indépendance par rapport aux autres institutions.

Tocqueville avait vu juste lorsqu'il disait que « la souveraineté d'un peuple et la liberté de la presse sont deux choses entièrement corrélatives » (Tocqueville, 1835) : la modernité et le journalisme dépendent assurément l'un de l'autre. C'est spécifiquement *de et dans* la société moderne, dont la logique formelle de reproduction est politi-

²⁴ Nous aborderons cet aspect commercial un peu plus loin.

co-institutionnelle, que le journalisme incarne ce « quatrième pouvoir » lié à la volonté du peuple et conditionnel à la démocratie.

2.2.4 LA PRATIQUE JOURNALISTIQUE, LIEU-MOMENT DE RÉFLEXION CRITIQUE EN LIEN AVEC LES INSTITUTIONS MODERNES

Si la caractéristique principale de la société politico-institutionnelle moderne est sa capacité de réflexion critique sur elle-même, il est clair que, de façon corollaire, l'émergence et la reproduction de cette aptitude reposent en grande partie sur l'existence d'un journalisme défini en tant que lieu-moment privilégié de synthèse critique de la réalité collective (Freitag, 2002; Martin, 2007). Ce positionnement, sans doute idéaliste mais nécessaire pour comprendre le rôle idéal confié ou délégué à la pratique journalistique, implique que cette pratique doive bel et bien servir à la reproduction politique de sens, et également qu'il y ait un lien entre ce sens produit et les institutions politiques.

Concernant la pratique journalistique au sein de la modernité,

il ne s'agit plus de faire entendre une parole de vérité émanant d'« en haut », mais de favoriser un débat entre citoyens « éclairés », aptes à déterminer les formes d'un monde qui n'apparaît donc plus comme quelque chose de donné, mais plutôt à construire. Le journalisme est donc indissociable de la construction d'un espace politique dans lequel la société se dédouble, se distancie d'elle-même pour se représenter, se réfléchir — dans le double sens du terme : se donner une image d'elle-même, qui pourra lui apparaître comme un projet à réaliser, et se penser (Pichette, 2007).

Le journalisme est ainsi devenu « *le* système textuel de la modernité » (Hartley, 1996), sa « structure de communication publique » (Picone et al., 2015) qui a pour but « de préserver, stimuler et diffuser la pluralité des points de vue qui sont exprimés » (Picoche, 2011a). Il est la principale pratique par laquelle les sociétés modernes produisent le sens, lieu privilégié de négociation du discours sur la réalité (Revers, 2014) — à la fois porte d'accès et condition d'existence de la sphère publique où sont négociés les comportements individuels (au sein de ce que Kant appelait la sphère privée).

La pratique journalistique s'installe donc en tant que pratique signifiante institutionnalisée et se fait par conséquent reconnaître dans *l'a priori* de la symbolique commune en tant qu'entité structurante d'une conscience commune et collective où le conflit démocratique peut s'épanouir puis trouver son sens et son issue.

Mais si la pratique journalistique incarne « l'institution d'une distance vis-à-vis du réel, toujours médiatisée par les précompréhensions issues d'un sens historiquement constitué » (Martin, 2007, p.56), il faut préciser qu'elle favorise également les mutations de l'opinion publique, par le biais du débat politique, vers leur intégration dans les normes, les règles et les lois. En d'autres mots, elle a aussi pour fonction de mettre en lien les mœurs, l'opinion et le débat avec les institutions politiques qui produisent les règles et les lois et en assurent le respect. C'est ainsi que le journalisme est une condition de la prise en charge démocratique des destinées collectives (politiques) et individuelles.

En somme, si nous concevons le journalisme en tant que principal lieu et moment de ressaisie collective de la société moderne, c'est parce qu'il médiatise horizontalement cette société en lui présentant une image d'elle-même, favorisant ainsi le débat sur ce qui est acceptable socialement ou ne l'est pas, et que cela mène alors verticalement vers la production des règles et des lois par les institutions démocratiques de la modernité. Le tout et chacune de ses parties étant alors rassemblés de manière indissociable et formant la société, moderne, en tant que totalité synthétique.

2.2.5 LA SPHÈRE PUBLIQUE TRAVESTIE

On peut certes déplorer, tout comme Hartley (1996), que le journalisme, en s'institutionnalisant, se soit également industrialisé et professionnalisé, que sa pratique soit devenue corporatiste et se soit éloignée de la réalité vécue par ceux qu'il est censé représenter. Dès les débuts du XIX^e siècle, au moins deux grandes tendances interreliées viennent modifier la pratique journalistique signifiante — c'est-à-dire tant la profession que le sens collectif entendu — par le biais d'un travestissement de plus en plus profond de la sphère publique. La première tendance prend racine dans une volonté de dépasser les limites fonctionnelles de la démocratie; la seconde étant la marchandisation médiatique des liens sociaux.

La tendance technocrate

Figure de proue de la première tendance, Walter Lippmann, journaliste défroqué et penseur du politique, cherche à améliorer l'efficacité opérationnelle de l'État tout en conservant l'adéquation entre l'opinion publique et l'action des institutions de la société démocratique, qu'il juge nécessaire et incontournable. Lippmann considère les citoyens comme inaptes à se prononcer raisonnablement sur la plupart des enjeux affectant la société, d'abord parce qu'ils n'arrivent pas à s'extraire de leur environnement géographique et social immédiat, d'où il n'obtiennent pas une vue d'ensemble, mais aussi parce que les « images dans la tête » des gens, liées à cet environnement, créent des « préjugés » et des « stéréotypes » (Lippmann, 1922) qui s'interposent entre eux et les « faits objectifs » d'une réalité qui serait concrète. Puisque ces représentations diversifiées et porteuses de préjugés précéderaient l'usage de la Raison, la voie d'une négociation des règles communes par l'ensemble de la société n'est pas pour lui une avenue valable.

Lippmann propose donc, dans un élan technocrate (Veblen, Bellamy, etc.), que les décisions affectant la collectivité soient d'abord prises de manière rationnelle et scientifique par des ingénieurs, urbanistes, gestionnaires, biologistes, etc. — qui eux seraient aptes à l'usage de la Raison. Concrètement, il propose que ces décisions soient prises à partir d'une représentation scientifique de la réalité, constamment mis à jour de manière empirique par ces mêmes experts. Ces individus, élevés au rang de « porte-parole du réel » (Martin, p. 125), seraient « immunisés » contre les préjugés et symboles et auraient la vision d'ensemble nécessaire au bien commun. Le défi consiste ensuite à faire avaliser ces décisions « bien fondées » par le consentement populaire afin de leur donner une légitimité sociale. C'est la « manufacture du consentement » (Lippmann, 1922).

Dans cette logique, il s'agit non pas de manipuler les faits présentés aux citoyens, ceux-ci se devant toujours d'être justifiables et justifiés pour être crédibles, mais d'agir plutôt sur ces « images dans la tête » (Lippmann, 1922), sur cette représentation apparemment tronquée ou erronée que se font les gens de la réalité collective, pour les amener à voir les choses du point de vue rationnel des décideurs : il s'agit d'agir sur la représentation qui permet aux individus d'interpréter le monde et d'y inscrire leur comportement.

En quelque sorte, Lippmann propose de remplacer les médiations symboliques, politiques et journalistiques qui constituaient *l'a priori* du rapport au monde et de la cohésion sociale par le monopole des médiations expertes et technocratiques sur la base desquelles les décisions politiques pourront être prises. Cette approche discrédite la symbolique réflexive constitutive de la totalité sociale sous prétexte qu'elle ne serait qu'une médiation empêchant de voir le réel «vrai» et qui, en plus, prêterait flanc aux manipulateurs de toutes sortes.

La sphère publique ne se conçoit dès lors plus en tant que lieu de débats, mais plutôt de «rééducation» des citoyens afin d'«amener les opinions publiques en prise avec la réalité telle qu'elle-est» (Lippmann, 1922).

Ainsi, de médiation dont le rôle était de problématiser la réalité afin d'amener le Sujet moderne à participer à la définition des normes qui régissent le vivre-ensemble, le journalisme devient, chez Lippmann, simple courroie de transmission d'information tirée de l'empirie et préformatée par les experts afin que le citoyen puisse s'adapter, ultimement de manière immédiate, avec l'environnement réifié (Martin, 2007, p. 100).

Or, cette tangente technocratique, qui a d'abord situé la prise de décision non plus dans les mains des politiciens, mais de gestionnaires et ingénieurs capables d'analyser les données, donne aujourd'hui lieu à une nouvelle transformation que l'on pourrait qualifier d'«algocratique»²⁵, en laissant à la technique elle-même le soin de décider avec ses algorithmes et son intelligence artificielle, et d'appliquer ces décisions directement sur le réel, ce qu'elle fait à même son fonctionnement processuel. Ce faisant, elle court-circuite jusqu'à la nécessité d'une sphère publique vouée à l'adaptation, puisque même cette dernière est prise en charge par le système au niveau individuel.

Le philosophe John Dewey, réfléchissant au propos de Lippmann, voyait déjà le piège d'une société ne reposant plus sur des rapports symboliques. Cela ne l'a pas empêché d'anticiper positivement la suite algorithmique, en tant que façon de redonner vie à la démocratie dans le contexte de société de communication.

²⁵ C'est Yves Gingras, professeur au département d'histoire de l'UQAM, qui a proposé le terme «algocratie», dans son texte «Des technocrates aux algocrates» publié dans *Le Devoir*, 13 juin 2020.

Les symboles contrôlent le sentiment et la pensée, et le nouvel âge n'a aucun symbole en accord avec ses activités. Les outils intellectuels destinés à la formation d'un public organisé sont encore plus inadéquats que ses moyens manifestés. Les liens qui maintiennent les hommes ensemble dans l'action sont nombreux, solides et subtils. Mais ils sont invisibles et intangibles. Nous disposons d'outils physiques de communication comme jamais auparavant. Les pensées et les aspirations qui leur correspondent ne sont pas communiquées et ne sont donc pas communes. Sans une telle communication, le public restera indistinct et sans forme, se cherchant spasmodiquement, mais saisissant et agrippant son ombre plutôt que sa substance. Tant que la *Grande Société* ne sera pas convertie en une *Grande Communauté*, le Public restera éclipsé. Seule la communication peut créer une grande communauté. Notre Babel n'est pas de langues, mais de signes et de symboles; sans ceux-ci, une expérience partagée est impossible (Dewey, 1927, p. 142)²⁶.

Dewey commet sans doute l'erreur de considérer la technique comme étant neutre et de confondre la société, ou plutôt la totalité sociale, avec la mise en réseau informatique d'identités autonomes. C'est pourquoi ses constats sur les effets des outils de communication l'amènent quand même à croire à la possibilité d'un public et d'une démocratie qui ne seraient effectifs qu'après l'aboutissement du développement technologique. On ne peut donc s'empêcher de faire remarquer, déjà, la ressemblance entre l'avènement *a posteriori* d'une « Grande Communauté » et la promesse de la « *global community* » annoncée par Mark Zuckerberg.

La tendance marchande

La seconde grande tendance qui affecte la sphère publique, ou ce qu'il en reste, modifie la nature des liens sociaux s'y rapportant pour en extraire une valeur marchande. Il faut se rappeler, historiquement, que la liberté d'expression dans la sphère publique, et donc la liberté de presse, était au départ une revendication dirigée contre l'arbitraire d'un pouvoir (royal) absolu. Mais cette revendication contenait déjà, et contient toujours, un

²⁶ Nous avons d'abord repéré cette citation, en anglais, dans Martin, 2007, p. 103. La version présentée ici est la traduction de Joëlle Zask, dans *Hermès, La Revue*, 2001 (3) 31, p. 81. Les italiques sont nôtres.

appel à l'utilisation libre et autonome de *l'outil de diffusion* — la presse, dans ce cas — en tant que condition d'épanouissement de la société moderne démocratique.

Et justement : même si l'on voit le journalisme en tant que structure de représentation et de communication publique, on ne peut nier que la presse est d'abord et avant tout un outil technologique de diffusion qui permet à la fois l'expression et le financement du journalisme. C'est bien la presse qui produit l'objet journal permettant à l'information journalistique de se répandre et d'être financée (par abonnement ou achat en kiosque). Mais c'est cette même presse qui permet aux « entreprises de presse » de générer des profits, voire l'essentiel de leurs revenus, en utilisant *le pouvoir de diffuser librement*, pouvoir que l'on défend bec et ongles au nom de l'idéal démocratique et que l'on aura tôt fait de vendre à d'autres entreprises (des annonceurs) prêtes à payer cher pour rejoindre un large public au sein de la sphère publique. Le principe kantien de Publicité est ainsi envahi par la publicité commerciale et comportementale (Habermas, 1978), ce qui ouvre un nouveau front dans la « crise de la représentation » (Dominique Wolton, cité dans Lits, 2014).

La *liberté de presse*, rapidement devenue *liberté d'utilisation de tout outil technique de communication*, sert alors à justifier le libre marché de la création de liens médiatisés entre vendeurs et acheteurs potentiels. Car c'est précisément dans ce lien social que se trouve la valeur de toute marchandise lorsqu'elle passe d'un propriétaire à un autre, dégageant au passage un profit pour le premier. On note ici, dans l'utilisation faite de l'outil technique, un réel *fétichisme de la marchandise* (Marx, repris par Freitag, 2002; Stiegler, 2012a) puisque toute relation entre individus est dans ce contexte rabaisée au niveau d'un lien qu'il faut exploiter pour en dégager la valeur — ce que fait la presse.

Ainsi, depuis l'industrialisation et l'émergence de la presse « d'information », à la fin du XIX^e siècle (Brin, Charron et De Bonville, 2004), tous ceux qui sont prêts à payer pour l'utilisation industrielle de l'outil de diffusion libre à des fins commerciales — ou outil de création de liens marchands — ont été invités à financer l'entreprise journalistique. Voilà que ce que l'on appelait la sphère publique est maintenant constitué d'individus liés entre eux par une logique marchande (qui se prétend neutre parce que non poli-

tique) où toute activité semble vouée aux intérêts du marché (qui serait « naturel ») — et tout cela au nom de l'intouchable liberté d'expression démocratique !

Le journalisme, dont le mandat de réflexivité sociale est déjà bousculé par l'émergence d'une médiation experte technocratique, se voit désormais contraint d'utiliser sa « liberté de presse » pour dégager la valeur marchande des liens qu'il crée à cet effet entre les individus, et entre eux et la sphère publique, afin d'assurer sa viabilité financière au sein d'une structure sociale reposant de plus en plus sur la consommation. Une fois de plus, la médiation journalistique de la sphère publique se purge de ses caractéristiques symboliques et politiques, ce qui se fait ici au fur et à mesure que se structure la société de consommation.

Puis, avec l'arrivée des technologies électroniques, la sphère devenue médiatique (médiation technologique) et de moins en moins politique sera en outre graduellement restructurée par des pratiques visant à toujours mieux servir la logique de marketing. Selon cette logique, diffuser un (seul) message vers (tous) les individus devient insuffisant ; il faut aussi cibler efficacement les acheteurs potentiels et pour cela il faut connaître leurs habitudes, leurs goûts et leurs préférences afin d'adapter les messages et les produits pour les arrimer toujours davantage aux attentes individuelles — et inversement adapter les attentes aux produits.

Tout s'est alors déroulé très rapidement. Dans les quelques décennies après la Deuxième Guerre mondiale, les liens à sens unique vers les citoyens-consommateurs — comme le propose le journal imprimé — font donc graduellement place, grâce aux médias électroniques puis numériques, à des liens bi- ou multidirectionnels plus adaptés au marketing et à la captation de la plus-value, faisant circuler l'information produite tant par les consommateurs que par les entreprises au sein d'un grand réseau technique. Toute activité passe désormais par le réseau Internet, où l'idée qu'il est impossible de ne pas communiquer (Watzlawick) n'est plus inhérente à la vie humaine, mais devient un impératif du fonctionnement processuel du système économique (Freitag, 2002 ; Mondoux, 2011) basé sur la consommation.

* * *

Mises ensemble, les tendances technocrate et marchande ont participé d'une conception pragmatique, structuraliste et technique du rapport au monde, qui s'est matérialisée par une cybernétique nourrie aux idéaux capitalistes. Désormais, la production et la consommation sont en effet réunies dans un même écosystème autojustifié capable d'assurer sa propre stabilité (homéostasie) et de se constituer en « système-monde » (Mondoux, 2011) ou totalité empirique, mais jamais synthétique (Freitag, 2002). Ici et partout, les informations circulent dans une grande boucle processuelle de rétroaction sans fin et mondialisée, qui tient lieu de sphère publique.

La *liberté de presse*, qui était une liberté de diffusion/dissémination, est donc devenue la *liberté de créer des liens sociotechniques marchands sans égards à la sphère publique kantienne*. Cette vision est désormais soutenue systématiquement (dans tous les sens du mot) par les entreprises et entre autres les entreprises de presse au nom de la démocratie, dans une logique qui peut difficilement être remise en question socialement et politiquement. Qui plus est, comme pour achever la sphère publique, ces nouveaux liens sociaux doivent eux-mêmes y être soustraits au nom de la protection de la vie privée — dans une logique tout aussi incontestable. Cela ne veut pourtant pas dire que ces liens cybernétiques ne peuvent être exploités politiquement (pour des raisons de sécurité, d'efficacité, etc.); seulement qu'ils ne sont pas rendus publics, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas mis sur cette place publique amoindrie.

Le résultat, pour revenir radicalement à la critique freitagienne, c'est que les entreprises de presse à l'idéologie capitaliste produisent (au sens heideggerien de « mener vers l'avant ») une réalité pour la mettre en forme dans l'esprit des gens en utilisant une technique, la presse, qui devait garantir l'accès à la sphère publique — et son existence — mais qui a maintenant sa propre rationalité, économique et processuelle (Kraus, dans Martin, 2007), liée à la valeur marchande des liens qu'elle crée entre individus.

Dans ce « système totalisant » autoréférentiel (Mondoux, 2011), les relations publiques des technocrates et le marketing marchand fleurissent allègrement. Dans les deux cas, leur usage de la raison se fait en amont d'une sphère publique qui n'est plus réellement

réflexive, car elle n'est plus, du moins au départ, issue des pratiques sociales et n'ouvre plus la porte au débat politique — pas même en mode adaptatif. Cet usage de la Raison sans réelle sphère publique court-circuite les médiations symboliques et agit, en lieu et place, dans la « réalité immédiate » des individus, c'est-à-dire dans la relation entre eux et les objets de leur environnement — ce qui constitue une adaptation « locale » des comportements individuels et des valeurs. Ainsi, on remplace un *pouvoir* issu du politique et dont la gestation et l'action s'inscrivent dans l'*a priori* des comportements (en tant que rapports au monde) par un *contrôle* de ces comportements reposant sur une prise en charge d'un environnement devenu individuel.

Enfin débarrassé de la contraignante mise en forme collective du réel, l'individu serait alors libre d'advenir par lui-même, selon ses propres normes : c'est l'hyperindividualisme (Mondoux, 2011). À cet individu libéré, toute « réalité » présentée par la médiatisation technique et marchande, avec un ciblage toujours de plus en plus fin, tient déjà compte des comportements anticipés, des goûts et préférences puisque l'individu les médiatise lui-même dans le système technique dont ils ne sont qu'un moment processuel.

La chose est aujourd'hui banale et semble d'autant plus « naturelle » que la médiation entre l'individu branché et son environnement devient maintenant de plus en plus technologique et que la liberté d'utilisation de l'outil de médiation technologique, même débarrassé de la représentation et du politique, est conçue en tant que condition d'existence d'une démocratie réduite à la liberté d'expression, celle-ci étant elle-même réduite aux données numériques qui pourront créer de nouveaux liens dont il faudra tirer profit au sein du grand réseau communicationnel.

Lorsque les liens sociaux deviennent purement techniques (ils ne le seront sans doute jamais, mais on ne peut nier la tangente) au sein d'une logique structurelle reposant sur la consommation, notre mode symbolique de rapport au monde se trouve remplacé par un moment processuel au sein d'un grand réseau sociotechnique conçu comme une totalité cybernétique plutôt que sociale. Éric Martin fait remarquer, à juste titre, que dans ce contexte il n'est même plus question

de régulation de la puissance technique et économique par des finalités politiques communes et réfléchies les limitant *a priori*, mais uniquement d'une gestion *a posteriori* des conséquences de leur déploiement par une prise en charge empirique des connexions libres entre singularités autofondées, la communication devenant alors le lieu d'une construction représentative plus réglementaire que fondatrice (Martin, 2007, p. 105).

Nous en sommes là. Ce qui tient lieu de nouvelle sphère publique, accessible désormais par la technologie des entreprises de communication (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft, Netflix, Vidéotron, etc., sans oublier toutes les « *start-up* » qui rêvent de se faire acheter par les plus grandes), est assujetti à la logique propre de l'outil technologique marchand et capitaliste (Stiegler, 2012b), qui en outre dépasse même la technocratie rêvée par Lippmann et Veblen et remplace toujours davantage la représentation collective en tant que modalité de régulation des pratiques et rapports sociaux. Le journalisme est lui-même court-circuité parce que la logique structurant la société, c'est-à-dire son mode formel de reproduction, a changé — ce que nous analyserons avec la théorie de Freitag au point suivant. Même en continuant à produire des informations, sa pratique sociale s'éloigne de la médiation permettant le « vivre ensemble » politique.

Précisons au passage que Lippmann n'était pas opposé à la logique de la démocratie, mais constatait surtout (comme Stiegler, 2012b) qu'elle ne peut pas fonctionner à une échelle plus grande que le village, à la limite à la hauteur d'un petit État-nation. C'est l'accroissement de la taille de l'entité collective et le besoin qui en découle de recourir à la médiatisation des rapports sociaux qui rendent, pour lui, incontournable la rationalisation de la prise de décisions, c'est-à-dire son retrait d'un espace politique véritable — les seules dimensions à considérer étant dès lors rationnelles et marchandes. D'une certaine manière, on peut dire que l'aboutissement de la modernité, qui reposait sur la Raison pure et la liberté des individus, traçait déjà cette voie où la logique économique capitaliste l'a menée.

Les médias et en particulier les médias socionumériques sont aujourd'hui devenus les moyens privilégiés permettant une forme d'interaction et même de participation citoyenne au sein d'un ensemble qui pourrait pourtant (Stiegler, 2012b) ou devrait car-

rément (Mosco, 2017) être fondamentalement social et politique. Mais les logiques systémique et capitaliste de l'appareillage médiatique numérique produisent plutôt une vision de la réalité qui tend à se désymboliser et même à faire fi du collectif, favorisant les comportements individuels qui assurent la reproduction et l'homéostasie du système en fonction de ses propres critères rationnels d'efficacité liés à l'impératif de croissance économique. Cela réduit par le fait même les « rapports humains à leur dimension marchande médiatisée par le seul acte de la production de valeur », et empêche par conséquent le journalisme « d'être au service du vivre-ensemble collectif » (Martin, 2007, p. 1).

2.3 LA SOCIÉTÉ POSTMODERNE

Dans le contexte que nous venons de décrire, l'État moderne, jusqu'ici porteur du sens général de la collectivité, s'est graduellement transformé en gestionnaire de la mise en système des ressources et des débouchés, au nom de l'efficacité économique. Son rôle consiste de plus en plus à arbitrer des intérêts divergents, conflictuels et individuels afin d'assurer la croissance économique au sein d'un ensemble systémique de communication médiatisée, totalisant et profondément capitaliste (Bischoff, 2008; Freitag, 2002; Mondoux, 2011). Le dépérissement de la fonction politique (mais moins des fonctions législative et juridique) est réel, ce qui, évidemment, frappe de plein fouet la capacité de reproduction politico-institutionnelle des normes sociales propre à la modernité.

2.3.1 LE MODE DE REPRODUCTION « DÉCISIONNEL-OPÉRATIONNEL »

Freitag ne conçoit pas le capitalisme uniquement en tant qu'outil de « production et d'accumulation », à la manière de Marx. Il le conçoit aussi, et d'abord, comme un système inédit de régulation sociétale, fondé sur une logique de « contrôle » (à opposer ici à l'idée d'un pouvoir agissant *a priori* sur les comportements individuels).

Cette régulation, développée d'abord au sein de l'entreprise capitaliste, va chercher à étendre sa logique organisationnelle et opérationnelle à

l'ensemble de la société. Il en résulte un processus de dissolution des frontières du politique et de l'économique qui plonge ses racines dans la modernité elle-même : dans son projet de reconstituer un ordre sociétal fondé entièrement sur l'« individu »²⁷, et dans sa défense d'une conception totalement abstraite de la « liberté » réduite à l'idée de « libre arbitre » (Bischoff, 2008, p. 152).

Sont désormais valorisées les identités individuelles ou celles fondées sur les affinités ou sur une différence à affirmer au point que toute forme d'identité collective — négociée socialement — est perçue comme une extériorité qui tente de s'imposer en parfaite opposition aux objectifs d'émancipation et de liberté individuelles. La modernité est ici dépassée.

[O]n assiste dans la transition vers la postmodernité à une dissolution progressive de l'identité politique comme identité collective dominante au profit d'une hiérarchie lâche, quoique de plus en plus médiatiquement intégrée, d'identités culturelles, elles-mêmes entendues désormais en termes de « modes de vie » et de « niveaux de vie », et faisant grand cas, idéologiquement-motivationnellement, des principes d'« affirmation de la différence », de « libre choix des affinités » et de l'irréductibilité des formes de l'expérience existentielle. Ainsi, l'identité collective tend elle aussi à fusionner avec la structure diversifiée des identités individuelles mobiles ou mobilisées, qu'elle intègre directement en elle de manière dynamique (on pourrait dire : cybernétique) (Freitag 2002, p. 209).

Dans la typologie de Freitag, apparaît alors une nouvelle logique structurante, qu'il nous reste à aborder, assurant la régulation et la reproduction d'ensemble des rapports sociaux : **le mode de reproduction « décisionnel-opérationnel »**, un mode centré « sur l'efficacité, l'efficacité », les opérations « utilitaires ou stratégiques » et un contrôle de l'environnement qui laisse peu de place à la contingence, « sans aucune préoccupation pour [les] retombées lointaines ou collectives » (Freitag, 2002, p. 43). Ce mode est propre à la société post-moderne, telle qu'elle est définie par Freitag, et se conçoit à l'image des mouvements de la matière sur une logique formelle et opératoire, systémique et autorégulée (Freitag, 2002) — loin du rapport au monde proprement humain reposant sur la médiation symbolique.

27 L'aboutissement rêvé de l'individualisme constaté par Tocqueville en lien avec la société américaine.

Ne pouvant exister qu'en se déployant en système, ce mode ne réalise pas l'unité sociale *a priori*, comme a pu le faire la symbolique commune; il n'est pas producteur d'identité collective, n'est pas porteur de sens, ni directement ni indirectement. Il procède plutôt de manière technocratique et technologique à « la transformation, en théorie et en pratique, des médiations culturelles et institutionnelles en information cybernétique, neutre, quantifiable et efficiente » (Fillion, 2006). L'information qui ne circule plus, désormais, qu'entre tous les éléments d'une totalité qui ne se conçoit plus qu'à travers la « toile » ainsi tissée.

Le propre de ce mode de reproduction est en effet de produire de l'information au sens cybernétique du terme, de manipuler les orientations significatives dont sont porteurs les acteurs, mais d'épuiser les réserves de tradition et de court-circuiter les discours de justification et d'orientation collective. L'idéologie correspondante passe bien plus par la mobilisation immédiate que par l'argumentation et la justification (Freitag, 2002, p. 43).

Ainsi, les comportements humains tendent à être régulés dans une logique cybernétique, c'est-à-dire toujours en agissant sur l'environnement du sujet en fonction des comportements qu'il communique, afin de l'amener à se conformer à une règle jamais exprimée, qui n'émane pas d'un pouvoir identifiable. C'est en ce sens qu'il s'agit d'une logique de *contrôle*, car elle ne repose pas sur la médiation d'une symbolique normative créée socialement et intégrée *a priori* par l'individu dans son rapport au monde, mais sur un champ des possibles que l'on cherche constamment à restreindre (Mondoux, 2011).

Pour Freitag, et pour résumer, ce sont les fondements ontologiques, anthropologiques et écologiques de l'« être ensemble » qui sont menacés, pour au moins deux raisons (Freitag, 2002; Bischoff, 2008):

- le système impose sa logique opérationnelle-décisionnelle, technocratique et technologique à la réalité dialectique — c'est la désymbolisation du monde;
- cette réalité dialectique éclate sous les effets désocialisants d'un ordre social fondé uniquement sur l'individu — la socialité devient empirique plutôt qu'identitaire.

Freitag précise que ces caractéristiques sont celles d'un type-idéal qui ne saurait expliquer tout le fonctionnement des sociétés actuelles, bien réelles. Pour lui, la postmodernité est donc la trajectoire prise par ces sociétés plutôt qu'un mode de fonctionnement concret d'une société typifiée qui ne serait plus — qui se serait oubliée. Ce qu'il constate cependant, c'est la convergence actuelle des pratiques technocratiques et technologiques dans une logique économique processuelle qui s'étend toujours à plus d'activités humaines.

Toutes les institutions mises en place pour la société moderne seront affectées puisque, rappelons-le, son fonctionnement repose précisément sur la mise en forme collective d'une réalité dialectique et sur la capacité de cette collectivité ainsi formée de se distancier d'elle-même de manière réflexive afin d'assurer la reproduction de ses normes sociales, ce que formalisent les institutions représentatives du peuple. Pour l'institution de la modernité nommée journalisme, le coup est dur.

2.3.2 LE MOMENT DE RÉFLEXION CRITIQUE SUBSUMÉ À LA PROCESSUALITÉ SYSTÉMIQUE (DÉSYMBOLISATION)

Cette société postmoderne ne reposant pas *a priori* sur une norme collective d'intégration, l'individu n'y a donc plus accès pour s'orienter réflexivement et symboliquement — précisément ce qui ouvre la voie au contrôle, c'est-à-dire à une orientation externe à l'individu qui se croit « libre ».

Le résultat est aussi consternant pour le journalisme : tout discours d'orientation collective devient *de facto* inutile et se trouve même, comme nous l'avons dit, dévalorisé au prétexte qu'il s'imposerait alors en affront aux libertés individuelles.

La logique devient graduellement la suivante, dans un pur contexte d'hyperindividualisme (Mondoux, 2011) : n'ayant plus recours à une norme collective qu'il croit hégémonique, chaque individu peut choisir et définir lui-même sa consommation culturelle, sa religion, son appartenance identitaire. Pourquoi, alors, ne pourrait-il pas définir sa représentation de la réalité ? Pourquoi se ferait-il imposer une représentation synthétique contraignante et non empiriquement représentative de la diversité des identités individuelles ?

C'est ainsi que tout rapport au monde peut désormais être spécifié par algorithmes en extériorité à l'individu, mais en fonction de préférences individuelles, et c'est précisément ce que proposent les réseaux socionumériques comme Facebook. Même les informations journalistiques conçues en tant que médiation sont désormais utilisées pour produire de l'attention de manière industrielle²⁸ (Stiegler, 2014) au sein de la structure médiatique, qui propose toujours une expérience objective rabattue sur une réalité directement issue de l'« opérativité systémique » (Freitag, 2005).

Par là, je veux désigner la sollicitation médiatique, communicationnelle et informatique continue de la subjectivité, à travers laquelle l'activité humaine pratico-théorique est immédiatement absorbée dans l'opérationnalité systémique pour n'en former plus qu'un moment processuel interne. La subjectivité finit alors, comme dans les jeux vidéo, par se projeter elle-même complètement dans cette participation systémique en devenant simple capacité opérationnelle, en même temps que, pour elle, ce sont ces fonctionnements opérationnels qui deviennent le réel le plus concret, la source la plus immédiate de son expérience, une réalité « virtuelle » qui fait écran à la présence des autres et du monde tels qu'ils sont en eux-mêmes et pour eux-mêmes (Freitag, 2005, p. 160-161).

On peut mettre cette réflexion en lien avec les « fausses nouvelles » et les « faits alternatifs », mais elle sert surtout à regarder la dynamique d'où ces derniers émergent et à remarquer que cette dynamique est, dans les faits, pleinement revendiquée au sein du discours techniciste — que nous étudions. Dans cette dynamique, tout enjeu social devient un simple moment processuel à inscrire dans le processus d'amélioration technologique constant, processus qui finit par faire office de mode de reproduction sociale.

Dans l'idée de Freitag, il s'agit d'une vaste entreprise de désymbolisation du monde, dans laquelle le concept de normes collectives, jadis élaborées principalement dans l'espace de ressaisie créé par le journalisme et éventuellement incarnées par des institu-

²⁸ Sean Parker, premier président de Facebook et mentor de Zuckerberg explique que « le processus de réflexion qui a mené à la création de Facebook était : 'Comment pouvons-nous consommer la plus grande quantité possible de votre attention?' ». Selon lui, Facebook est une immense « boucle de rétroaction, de validation sociale [par la technique] qui exploite les vulnérabilités de la psychologie humaine ». Sean Parker s'exprimait lors d'une entrevue sur le site Axios, Récupéré de <https://www.axios.com/sean-parker-unloads-onfacebook-god-only-knows-what-its-doing-to-our-childrens-brains-1513306792-f855e7b4-4e99-4d60-8d51-2775559c2671.html>

tions, est remplacé par des dispositifs opérationnels et des processus d'optimisation. Les rapports sujet-objets sont dans ce contexte régulés de manière opérationnelle et logique, nous éloignant toujours de ce qui fait la spécificité de la socialité humaine.

N'oublions pas que cette désymbolisation est aussi liée à l'idéologie capitaliste, qui se présente pourtant comme une sorte d'« anti-idéologie »²⁹ (Freitag, 2002 ; Mondoux, 2011). Le capitalisme a en effet structuré ce vaste réseau de communication afin de (re)produire la « société de consommation », qui carbure au marketing hyperciblé, et pour favoriser l'économie de marché, de plus en plus tournée vers la production d'attention (Stiegler, 2012b). L'ensemble s'impose aujourd'hui comme seul élément de référence commune — tout en faisant l'impasse sur une véritable synthèse collective.

Dès lors que les créateurs de liens sociaux techniques postmodernes, comme Facebook, se proposent d'utiliser leurs algorithmes pour régler des problèmes sociaux qu'ils peuvent eux-mêmes déterminer — ce qui est déjà différent d'une utilisation d'algorithmes dans une démarche fondée politiquement —, on comprend tout le pouvoir que confère l'actuelle structure technologique. Il est permis d'imaginer que sur ces algorithmes s'institutionnalise — ou plutôt se « systémise » — maintenant un nouveau pouvoir postmoderne.

2.4 LE JOURNALISME HORS MODERNITÉ

En adoptant le regard de Freitag, nous assistons donc à un dépassement très clair du cadre politique de la société moderne à laquelle appartient le journalisme, tel qu'il se conçoit encore aujourd'hui. Soyons précis : nous voyons avec Freitag que la désymbolisation et la logique technocratique et technologique (Freitag, 2002) ne frappent pas directement les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, mais plutôt le moment de réflexion critique de la société sur elle-même nécessaire à une mise en forme politique du rapport symbolique à la réalité, rapport traversé de normes qui permettent l'expression, l'identité et l'orientation autonome des individus.

²⁹ Par exemple, le rédacteur en chef du site d'information *Nouvelles de France* revendique clairement cette vision : « [!]a droite, c'est selon nous l'absence d'idéologie et la défense des valeurs de (vraie) liberté et de responsabilité. Les faits sont de droite ». Récupéré de <https://www.ndf.fr/poing-de-vue/17-03-2011/eric-martin> (À noter : bien qu'il ait le même nom, l'auteur de ce billet n'est pas le Éric Martin ayant rédigé le mémoire de maîtrise cité ailleurs dans ce travail.)

Elle est là, la crise qui affecte le journalisme, à la fois agent de la représentation collective et « gardien » d'une adéquation entre cette représentation et l'agir des institutions de la modernité démocratique. Dans la postmodernité, ce « chien de garde » risque de se retrouver sans emploi : la processualité systémique dissout la fonction « synthétique-critique » du journalisme (Martin, 2007) et absorbe le « moment subjectif » (Freitag 2002).

En lieu et place d'un cadre politique assurant une cohésion sociale, duquel participait l'information journalistique, émerge une « prise en charge immédiate de l'environnement empirique par des systèmes de gestion et de contrôle technocratiques » (Martin, 2007, p. 135). Cette réalité personnalisée, issue de « la processualité mécanique et irréflechie » du réseau cybernétique et de l'automatisme marchand, anticipe constamment les comportements de l'humain en le mettant en contact avec l'information dont il a besoin *in situ* : calcul de l'itinéraire le plus rapide, notifications personnalisées sur l'actualité du jour, réponse publicitaire à des besoins anticipés, mise en relation avec des ressources appropriées à une situation dangereuse... et bientôt voitures autonomes, achats préventifs automatisés en fonction de l'état des stocks dans le réfrigérateur, etc.

Au sein des réseaux socionumériques, les rapports humains — qui sont pourtant les fondements de la société et de l'économie et précisément ce que médiatisent les journalistes au niveau social — sont eux-mêmes médiatisés entre eux, en mode cybernétique, c'est-à-dire, au final, dans une logique de gestion des probabilités. Il n'y a pas là de société synthétique cohésive à rassembler par la représentation puisque les algorithmes gèrent les rapports efficacement en en créant toujours de nouveaux dans cette logique — et en dégageant au passage les profits des plus grandes entreprises du monde, ces « métamédias » (Bruns, 2008) ne produisant rien d'autre que des liens dans le but d'y produire une valeur marchande.

Pire, les opérations possibles sur le monde (l'agir politique et social) requises pour le reproduire et le transformer deviennent hors d'atteinte (Rouvroy et Berns, 2013). Les problèmes sociaux deviennent des problèmes de mises en lien au sein d'une « communauté » qui a ses « normes par défaut », normes issues des conditions d'utilisation établies par les entreprises ainsi que des préférences individuelles des utilisateurs (Morozov,

2013). Si l'on suit cette logique, on voit que ce mode de fonctionnement occulte tout dénouement politique qui serait issu, entre autres, de l'action du journalisme sur la société.

Dans ce contexte, si les journalistes ne parviennent pas à constater la tangente menant à cette société qui pourrait se passer d'eux, jamais ils n'offriront au peuple, ou à eux-mêmes, la possibilité de se ressaisir. On peut ainsi déplorer, par exemple, la fréquente représentation journalistique de la technologie en tant que gadget, outil ou, au mieux, structure technologique sans prétention politique intrinsèque, c'est-à-dire dont le sens n'a pas à être négocié collectivement³⁰.

En outre, dès lors que le journalisme lui-même, conçu en tant qu'accès à la sphère de débats politiques, opère dans ce contexte sociotechnique voué à la marchandisation capitaliste — ce qu'il fait de plus en plus, bien qu'il ne le contrôle pas —, c'est tout le moment de réflexion critique de la société sur elle-même qui se trouve assujetti à la postmodernité, c'est-à-dire à la seule finalité de la technique, autoréférentielle. La postmodernité trouve à la fois son aboutissement et son mode d'institutionnalisation; l'information journalistique ne devenant elle-même qu'un moment processuel de ce système plutôt qu'un « quatrième pouvoir » politique.

La tâche de surveiller les institutions démocratiques de la modernité perdant son sens dans la postmodernité, le journalisme pourra de moins en moins remplir son rôle auto-proclamé de « chien de garde » de la démocratie — comment pourrait-il, d'ailleurs, questionner et responsabiliser un pouvoir qui ne se manifeste jamais et dont les décisions sont absorbées dans l'opération du système? Petit à petit, la dissolution de l'espace commun et la désymbolisation du rapport au monde pourraient permettre à ce « gouvernement invisible » producteur de consentement collectif, dont parlait Bernays (1928), de se transformer en producteur de comportements individuels sur mesure au sein d'un réseau cybernétique que d'aucuns qualifient déjà de réseau social.

30 À l'instar de plusieurs autres médias, le quotidien montréalais *La Presse* a confié au printemps 2018 l'essentiel de sa couverture de l'« affaire Cambridge Analytica », concernant l'utilisation d'informations personnelles provenant du réseau Facebook en vue d'influencer les résultats d'élections et référendums, à un journaliste issu de sa section « Techno » consacrée aux nouveaux produits de consommation technologiques, plutôt qu'à ses collègues spécialisés dans les affaires politiques et sociales, ces derniers ne s'occupant que des débats entre politiciens sur le sujet.

— CHAPITRE 3 —

MÉTHODOLOGIE

Sous l'éclairage des théories freitagiennes, nous souhaitons donc observer le mode de régulation des rapports sociaux promu par le discours techniciste afin de comparer ses caractéristiques avec celles propres à la postmodernité. Nous cherchons à déterminer si le journalisme en tant que moment réflexif peut, ou non, s'y reproduire, jetant ainsi sur ce discours un regard critique dont pourraient s'inspirer les journalistes eux-mêmes.

Comme cela a été annoncé et expliqué au chapitre premier, nos observations seront faites à partir d'un seul texte, intitulé « *Building Global Community* » mis en ligne sur la page personnelle du fondateur et président-directeur général de Facebook, Mark Zuckerberg, le 16 février 2017³¹. Nous avons considéré ce texte de 5700 mots en tant qu'énoncé éminemment représentatif du discours techniciste puisqu'il appelle clairement à remplacer l'ordre établi par un nouvel *ordre du savoir* (Foucault) reposant sur une infrastructure technologique apte à résoudre des problèmes sociaux définis en fonction d'Internet et du numérique (Morozov)³². Ce texte, que plusieurs qualifient de « manifeste » de Zuckerberg, est remarquablement pertinent, au point d'être suffisant, ici, puisque sa proposition principale porte clairement sur le développement d'une nouvelle société à l'échelle mondiale, la « *global community* », en se servant essentiellement de Facebook en tant que « *global infrastructure* » — alors que Facebook crée d'ores et déjà les liens techniques de ce qui est déjà, incontestablement, la plus grande « communauté » de l'histoire de l'humanité avec plus de deux milliards d'« amis ». Loin d'un simple plan d'affaires « visionnaire » pour l'entreprise, ce manifeste présente la vision d'un monde se voulant être, pour nous les humains, « *our next step* » (par. 4).

Le présent chapitre est donc consacré à l'explication de la méthodologie élaborée pour re-

31 Pour rappel, le manifeste « *Building Global Community* » est présenté, avec annotations, à l'annexe A du présent mémoire. Il est toujours accessible sur la page Facebook personnelle de Mark Zuckerberg : <https://www.facebook.com/notes/mark-zuckerberg/building-global-community/10154544292806634>

32 Pour rappel, la démarche rigoureuse ayant mené à définir le texte de Zuckerberg en tant qu'énoncé du discours techniciste est présentée à l'annexe B.

censer d'éventuels points de correspondance entre la logique opérationnelle de la «*social infrastructure*» proposée dans le manifeste et le mode de régulation décisionnel-opérationnel de la postmodernité décrite par Freitag. Nous avons cherché à développer les moyens requis pour interroger la nature de ces rapports sociaux devenant techniques (en lien avec la notion de commun, l'espace public et le choc des idées), de même que la nature de la compréhension commune qui en résulterait et à laquelle fait référence Zuckerberg (en lien avec la symbolique qui s'atrophie dans la postmodernité). Finalement, nous avons tenté de voir comment regarder de face la possibilité de la pratique journalistique, conçue idéellement en tant que lieu-moment réflexif au sein du procès démocratique.

3.1 CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Le manifeste appelle à valider socialement, c'est-à-dire à placer au sein de la symbolique partagée, l'idée qu'une «*social infrastructure*» technologique, qui se confond avec la plateforme Facebook, puisse être le meilleur sinon l'unique mode de fonctionnement social permettant désormais l'évolution de l'humanité.

Pour observer cette démarche, nous croyons qu'il faut aller bien au-delà de la rhétorique discursive employée par Mark Zuckerberg dans le manifeste et considérer que l'infrastructure technonumérique proposée peut être, *en soi*, la principale participation à l'inscription dans ce que Michel Foucault appelle l'*ordre du savoir*, puisque Facebook «rassemble» déjà plus de deux milliards d'humains et applique ses modalités opérationnelles à un nombre et une variété toujours grandissants de pratiques et rapports sociaux.

Notre approche méthodologique situe donc non seulement l'ensemble du discours techniciste dans une tentative d'«objectivation et [d]institutionnalisation collectives de la circulation des savoirs et des connaissances» (Keller, 2007, p. 62) — ce qui est attendu d'un énoncé de discours —, mais y situe surtout l'action même de la structure technologique qui est proposée à l'intérieur dudit discours. Foucault dirait sans doute qu'autant le discours que tient Zuckerberg que l'infrastructure dont il fait la promotion,

puisqu'elle existe déjà, constituent des « dispositifs » liés au savoir-pouvoir : le premier étant discursif, le second étant pratique (Foucault, 1971, 1975).

Nous pensons que Facebook fera avancer sa vision du monde non pas par des manifestes ou des exposés sur la place publique, où tous pourront débattre, mais bien davantage en agissant dans le champ des pratiques individuelles par des modifications à son dispositif et à ses algorithmes. Or, ni ces algorithmes ni leurs modifications ne sont dévoilés publiquement, et même s'ils l'étaient, ils seraient difficilement traduisibles en langage courant utile à un débat social et politique. Le manifeste du 16 février 2017 est donc vu comme une très rare participation concrète — et visionnaire — à un débat collectif critique — et embryonnaire — sur la pratique de Facebook en société — et de toutes les entreprises de communication numérique —, l'une des rares occasions de ramener au centre de la sphère sociale et politique l'idée derrière la pratique (signifiante) de Facebook, pour pouvoir en discuter.

En d'autres mots, nous avons pressenti que l'objectivation et l'institutionnalisation « de la circulation des savoirs et des connaissances » (Keller, 2007, p.62) ne se feraient pas, au bout du compte, de manière essentiellement discursive, mais plutôt à même la processualité systémique — l'idée d'un fonctionnement décisionnel-opérationnel *asymbolique* faisant partie de notre hypothèse. Cependant, méthodologiquement, c'est à travers ce discours que nous avons accès à la logique de ce fonctionnement systémique.

Nous prenons évidemment acte d'une socialité humaine qui, dans les faits, ne se limite pas aux interactions médiatisées numériquement, mais faisons quand même le choix de circonscrire le questionnement central et l'analyse à une « *community* » (esquissée par Zuckerberg) qui ne pourrait avoir de rapports qu'à travers le dispositif Facebook. Ce qui est externe à l'infrastructure proposée n'a donc pas été retenu dans l'analyse du fonctionnement social — il s'agit d'une limite de cette analyse. Nous espérons ainsi mettre en lumière l'apport spécifique et particulier de la plateforme elle-même à la transformation des rapports sociaux, d'autant que l'usage et l'influence des médias socionumériques ne cessent de se répandre dans tous les champs de l'activité humaine, débordant de leurs frontières techniques.

Nous avons donc voulu nous intéresser, au cœur du manifeste, à tout ce qui est exprimé sur les fondements ontologiques et anthropologiques du « mode d'être » et du « mode d'être ensemble » des humains, c'est-à-dire à tout ce qui touche la médiation symbolique par laquelle se crée la relation dialectique entre les individus et leur environnement, liant cela au principe opératoire de la « *social infrastructure* ».

3.2 CADRES D'ANALYSE

En lien avec ce qui précède, et tel que cela a été mentionné au chapitre premier, nous avons répertorié trois grands ensembles de questionnements liés à l'ordre social promu par le discours techniciste. Le premier de ces ensembles concerne le mode formel de régulation des pratiques et des rapports sociaux de la société proposée ; le deuxième a trait à l'espace commun et à la symbolique partagée ; et le dernier touche au rôle idéal du journalisme et à sa pratique. En nous appuyant plus à fond sur les théories sociales de Freitag, désormais mieux définies, nous pouvons transformer ces ensembles de questionnements en cadres d'analyse, qui incluront chacun deux questions de recherche principales. Le tout est ici développé en tant que grille d'analyse.

3.2.1 CADRE D'ANALYSE DU MODE DE REPRODUCTION FORMEL DE L'ENSEMBLE SOCIAL

Le premier cadre de notre analyse concerne donc, concrètement, les caractéristiques et le rôle des liens sociaux qui ne pourraient exister autrement que sur un support technologique fourni par une entreprise cotée en Bourse. Les liens intersubjectifs étant fondamentalement des médiations, il est impératif d'avoir un regard critique face à toute forme de médiatisation afin d'en comprendre l'effet. Cela devient encore plus urgent lorsque ces liens, absorbés par une infrastructure technologique, auraient pour vocation de construire la « *global community* » définie par ces mêmes entreprises. Plus concrètement, ce cadre d'analyse porte donc sur la logique de structuration et de fonctionnement des médiations constitutives de la totalité sociale.

Par une analyse freitagienne du **mode de reproduction formel de l'ensemble social** proposé dans le manifeste de Mark Zuckerberg, nous tenterons donc de répondre à ces deux questions de recherche :

Q1 - Mode politico-institutionnel moderne. La « *global community* » décrite par Zuckerberg représente-t-elle **un dépassement de la société moderne politico-institutionnelle reposant en partie sur des institutions politiques** dont fait partie le journalisme à titre de « quatrième pouvoir » ?

Pour répondre à cette question, il faut porter attention aux éléments suivants³³ :

- Les normes sociales, autant culturelles que formelles, sont-elles « la résultante du jeu des rapports entre les acteurs et entre les acteurs et leurs institutions » (Mondoux, 2011, p. 199) ?
- Les pratiques des institutions, y compris leur fonctionnement politique et les règles légales qu'elles produisent, sont-elles appuyées par, ou sont-elles mises en application par, ou font-elles place à, des pratiques d'entreprises et un droit conventionnel d'origine commerciale (conditions d'utilisation, modes d'emploi et procédures opérationnelles) élaborés et mis en application techniquement ?
- La division État / société civile (incluant les entreprises) / sphère privée s'estompe-t-elle ?
- La production de la représentation médiatisée de l'ensemble des pratiques sociales relève-t-elle d'une institution autonome ?

Q2 - Mode décisionnel-opérationnel postmoderne. La « *social infrastructure* » décrite par Zuckerberg mène-t-elle au remplacement de la société moderne politico-institutionnelle par une société postmoderne qui s'« institutionnalise » ou à tout le moins se soli-

³³ Une partie du vocabulaire employé pour préciser les éléments auxquels il faut porter attention, à la suite de chacune des six questions de recherche, provient du tableau comparatif entre la modernité et la postmodernité présenté en page 108 du livre *L'Oubli de la société* de Michel Freitag (2002), souvent mot à mot ou en paraphrase. Nous avons choisi, exceptionnellement, de ne pas mettre ces mots et bouts de phrase entre guillemets afin de ne pas alourdir la lecture. Pour référence, le tableau complet est reproduit à l'annexe D.

difie et s'enracine par le **déploiement de structures sociales numériques au sein desquelles la logique des rapports devient purement décisionnelle-opérationnelle?**

Pour répondre à cette question, il faut porter attention aux éléments suivants :

- Les logiques structurelles que l'on souhaite mettre en place visent-elles l'autonomie et l'adaptabilité d'organisations (*problem solving*) (plutôt que l'hétéronomie — règles, lois subies, imposées par des institutions)?
- Le mode de reproduction des normes et de régulation des rapports sociaux est-il lié à l'opération processuelle efficace, technocratique et algorithmique du système et à son homéostasie (plutôt qu'à un débat politique)?
- Les prises de décision sont-elles inductives en fonction des conditions et conséquences anticipées sur un principe de gestion du risque (plutôt que déduites à partir de « principes généraux » et d'une norme collective préexistante)?
- Les structures déployées forment-elles un système excentré de contrôle et de régulation (un réseau d'influences parallèles sans finalité commune apparente) visant la résolution immédiate de problèmes individuels (ce qui éloigne les acteurs de la possibilité d'un débat normatif qui pourrait mettre en jeu des rapports de pouvoir)?
- Du point de vue de l'utilisateur, le pouvoir est-il remplacé par le contrôle?

3.2.2 CADRE D'ANALYSE DE L'ESPACE COMMUN ET DE LA SYMBOLIQUE PARTAGÉE

Le second cadre est en lien avec les notions d'espace commun et de médiation symbolique. Il concerne plus spécifiquement le type, la nature et la fonction des rapports sociaux au sein d'une communauté qui ne partage pas un espace commun, reliée uniquement par la médiation technologique en tant que moment du fonctionnement systémique. Puisque, chez Freitag, la médiation est le lieu même de la symbolique requise à la compréhension du monde par les individus, il est nécessaire d'analyser de

manière critique l'avènement d'une processualité technologique sur les rapports humains et de considérer qu'elle puisse mener directement à une dissolution du commun et du symbolique.

Concernant la possibilité et la nature de **l'espace commun et de la symbolique partagée** au sein de la structure sociale proposée dans le manifeste de Mark Zuckerberg, nous tenterons donc de répondre à ces deux questions de recherche :

Q3 - Espace commun et sphère publique. La « *social infrastructure* » décrite par Zuckerberg mène-t-elle au **remplacement d'un collectif conçu politiquement par une accumulation d'individualités** qui seraient ainsi « libérées » de contraintes collectives ou de toute forme d'altérité ?

Pour répondre à cette question, il faut porter attention aux éléments suivants :

- Le collectif est-il empirique (plutôt que synthétique et dialectique) ?
- La sphère publique, en tant qu'espace commun, fait-elle place à un espace personnalisé en fonction des préférences et des comportements antérieurs de l'utilisateur ou du nombre de clics dans la partie du réseau qui lui est accessible, ou encore « ciblé » selon des stratégies d'influence ?
- Y a-t-il décentralisation ou non-centralisation de la production de la représentation des pratiques sociales visible par l'utilisateur ?
- Y a-t-il « consommation » du réel sur demande, sans passer par l'altérité ?
- Toute forme de transcendance est-elle présentée en opposition aux libertés, aux droits ou à l'identité individuels, ou à la diversité ?

Q4 - Rapport au réel. La « *social infrastructure* » décrite par Zuckerberg mène-t-elle à une **désymbolisation des médiations entre l'individu et son environnement** ?

Pour répondre à cette question, il faut porter attention aux éléments suivants :

- « Le concept de norme, à valeur toujours synthétique, est[-il] remplacé par ceux de procédé efficace, de capacité experte, de

dispositif opérationnel » (Freitag, 2002, p. 120) qui ont entre autres la capacité d'« assurer le consensus » (Freitag, 2002, p. 113) ?

- La logique de production des liens sociaux est-elle systémique, selon des critères d'efficacité (plutôt que symbolique) ?
- La « *community* » trouve-t-elle son unité de manière systémique *a posteriori* (plutôt que par la transcendance *a priori*) ? (Autrement dit, est-ce la présence d'utilisateurs actifs qui crée une « *community* » intégrée plutôt qu'une façon déjà commune de voir les choses qui motive l'action des utilisateurs ?)
- Y a-t-il une norme commune permettant *a priori* aux sujets de s'orienter, de donner un sens aux objets, de s'exprimer et de se doter d'une identité ?
- L'orientation individuelle est-elle davantage liée à l'environnement immédiat (plutôt que davantage liée à une attente intériorisée) ? (Par exemple, la réalité est-elle décodée ou « augmentée » en fonction de l'individu au nom de l'efficacité, en remplacement de repères collectifs ?)
- Le savoir épistémologique est-il produit à partir des données numériques mises en corrélations au sein du système (plutôt qu'à partir de l'observation des faits et de l'usage de la Raison) ?

3.2.3 CADRE D'ANALYSE DU RÔLE IDÉEL ET DE LA PRATIQUE JOURNALISTIQUES

Le troisième cadre concerne la capacité réflexive, c'est-à-dire la possibilité pour la société de se re-présenter culturellement et donc de se réfléchir politiquement, sachant qu'une impasse bloque ici l'idée même de journalisme rassembleur favorisant le débat social et pourrait lui être fatale.

La question n'est pas tant de savoir si les entreprises technologiques, par leur discours, cherchent à remplacer directement le « quatrième pouvoir » que d'établir si les liens sociotechniques qu'elles créent autorisent un lieu-moment de ressaisie collective pour

faire face aux problèmes sociaux. Le questionnement porte également sur la possibilité pour le journalisme de rendre responsable la gouvernance sociale d'un réseau appartenant à une entreprise capitalistique.

Concernant le **rôle idéal et la pratique journalistiques** au sein de la structure sociale proposée dans le manifeste de Mark Zuckerberg, nous tenterons donc de répondre à ces deux questions de recherche :

Q5 - Lieu-moment réflexif de la société sur elle-même. La « *social infrastructure* » décrite par Zuckerberg mène-t-elle à **l'impossibilité pour la société de se re-présenter culturellement et se réfléchir politiquement**, court-circuitant par la technique le lieu-moment de ressaisie collective constitutif de la démocratie et incarné idéellement par la pratique journalistique ?

Pour répondre à cette question, il faut porter attention aux éléments suivants :

- Y a-t-il une représentation synthétique-critique des pratiques sociales visible par les membres de la « *global community* » ?
- Y a-t-il un débat politique entre les membres de la « *global community* » au sujet des normes culturelles et formelles ?
- Y a-t-il un lien entre la représentation, le débat politique et la reproduction formelle des normes ?

Q6 - Pratique journalistique. Au sein de la « *social infrastructure* » décrite par Zuckerberg, **le journalisme perd-il sa capacité à assurer et à défendre le lien démocratique entre les pratiques sociales et la production des normes formelles**, dilapidant en conséquence sa fonction médiatrice et son statut d'institution ou quatrième pouvoir ?

Pour répondre à cette question, il faut porter attention aux éléments suivants :

- L'information journalistique est-elle un moment de l'opération processuelle du système (plutôt qu'une médiation de la « *global community* ») ?
- Y a-t-il un lien entre l'information journalistique et la reproduction du droit au sein de la « *global community* » par l'infrastructure Facebook ?

- Facebook, en tant que producteur et/ou applicateur du droit au sein de la « *global community* », est-il transparent : le fonctionnement, les décisions et changements aux règles algorithmiques de prise de décision sont-ils annoncés et expliqués par Facebook, y compris en réponse aux questions de journalistes ?
- Facebook, en tant que producteur et/ou applicateur du droit au sein de la « *global community* », est-il responsable : y a-t-il possibilité de constater et de vérifier les dires de Facebook, d'avoir accès aux informations, de le rendre responsable devant les « membres » de la « *community* » ?

3.3 PROCESSUS D'ANALYSE

Chaque segment du texte de Zuckerberg (les chapitres « *Supportive communities* », « *Safe community* », « *Informed community* », « *Civically-engaged community* », « *Inclusive community* », ainsi que l'introduction et la conclusion) a d'abord fait séparément l'objet de nombreuses lectures minutieuses de manière à référencer la grille d'analyse détaillée en répondant à chacune des sous-questions de recherche, pour chacun des segments. Cela constitue la partie « collecte de résultats ». Le manifeste, en annexe A, est présenté avec des annotations et indique clairement les passages retenus dans le contexte de chacune des six grandes questions de recherche. La grille référencée, découpée en fonction des trois cadres et des questions qui en découlent, figure quant à elle à l'annexe C, sous forme de tableau.

À partir des réponses brutes aux sous-questions, nous avons décidé de procéder en deux étapes, qui sont en fait deux approches distinctes. La première prend la forme d'une reconstruction interprétative des contenus de chacun des segments du manifeste, de manière à cerner « la constellation du problème » (Keller, 2013, p. 114). Ces segments expriment tous un problème fonctionnel de l'ordre social établi qui trouverait sa solution dans la « *social infrastructure* » grâce à des rapports socionumériques entre certains acteurs. Pour chacun de ces segments, nous décrirons donc la problématique déterminée par Zuckerberg, la solution qu'il propose et ses acteurs, et ferons suivre cette description de premières remarques analytiques faites à la lumière de l'ensemble des cadres d'analyse.

Cette première approche centrée sur ce qui émerge de l'énoncé, segment par segment, est ensuite suivie d'une seconde reposant plus concrètement sur les cadres d'analyse freitagiens, un par un. Ici, l'analyse plus poussée qui sera tirée des réponses brutes s'appliquera à l'ensemble du texte, mais mènera à des réponses claires et justifiées aux six questions de recherche principales. Nous observerons spécifiquement la logique de structuration et de régulation des pratiques et rapports sociaux propre au fonctionnement de la « *social infrastructure* ».

Ce regard croisé, segment par segment puis cadre par cadre, bien que chronophage, nous sera précieux non seulement pour répondre adéquatement aux questions de recherche, mais également pour la modélisation du fonctionnement de la « *social infrastructure* » sous-jacente à la « *global community* ». Nous serons en mesure de mieux observer le fonctionnement de l'infrastructure, sous plusieurs angles et en plusieurs dimensions, pour faire émerger ses caractéristiques concrètes et les situer dans la typologie de Michel Freitag.

Nous croyons que la lecture de ce mémoire peut se poursuivre à partir de l'une ou l'autre des approches, ou en passant par les deux pour une version plus complète, sachant quand même qu'il s'agit de deux étapes interreliées et que les réponses aux questions de recherche sont uniquement dans la seconde. Suivra dans tous les cas, en conclusion, la « discussion » analytique en lien avec le rôle réflexif du journalisme — ce qui était précisément notre objectif.

— CHAPITRE 4 —

RÉSULTATS ET ANALYSE

4.1 RECONSTRUCTION ET ANALYSE INTERPRÉTATIVE DES CONTENUS

Sur la base de nos lectures attentives du manifeste de Mark Zuckerberg et à la lumière des premières observations consignées dans notre tableau de résultats (annexe C), nous allons maintenant procéder à une reconstruction interprétative des contenus de chacun des segments du texte. Cette première approche analytique consiste à décrire de manière ordonnée les problématiques telles qu’elles sont présentées, à exposer les solutions proposées et à identifier les acteurs sociaux interpellés. Elle permet de voir ce qui émerge concrètement de la composition du manifeste et d’observer dans chacun des segments, et donc dans différents contextes, la logique de fonctionnement des rapports sociométriques au sein de la « *social infrastructure* ».

Rappelons qu’en plus de l’introduction et de la conclusion, le manifeste est composé de cinq chapitres traitant chacun de la contribution de la « *social infrastructure* » à l’émergence d’une « *global community that works for all of us* » et qui, surtout, aurait les cinq qualités annoncées dans le titre des chapitres.

Introduction du manifeste

Paragraphe 1 à 15 — 663 mots

Problématique : historiquement, les humains ont appris à se rassembler tout en étant toujours plus nombreux en produisant une « *social infrastructure* » appropriée à la taille du regroupement (« *tribes to cities to nations* ») (par. 3). « *At each step, we built social infrastructure like communities, media and governments to empower us to achieve things we couldn’t on our own. Today, we are close to taking our next step.* » Tandis que le monde « *got more connected* » dans un mouvement de « *globalization* », nous devons réfléchir à l’aboutissement de ces processus, c’est-à-dire à la « *global connection* » et la

« *global community* », puisque de nos jours « *our greatest challenges also need global responses* ». L'idée est de trouver comment avoir « *the greatest positive impact while mitigating areas where technology and social media can contribute to divisiveness and isolation* » (par. 15).

Solution : il faut bâtir la « *social infrastructure to bring humanity together* » afin de « *give people the power to build a global community that works for all of us* » (par. 6). Il s'agit d'un « *project bigger than any one organization or company, but Facebook can help* » (par. 8). L'infrastructure doit mener à une « *global community* » qui ait les cinq caractéristiques suivantes (qui seront développées dans les chapitres du manifeste) : « *supportive* », « *safe* », « *informed* », « *civically-engaged* » et « *inclusive* ».

Acteurs sociaux :

- les humains connectés à l'échelle mondiale, qui doivent être rassemblés dans une « *global community* » ;
- la « *social infrastructure* » requise pour y parvenir (infrastructure présentée en tant que technologie régulatrice reposant sur la « *global connection* ») ;
- les organisations et entreprises qui participent à la construction de la « *social infrastructure* » ;
- Facebook, surtout, qui se dit en constant développement (« *a work in progress* ») et qui veut jouer un rôle (« [...] *I want to talk about how we plan to do our part to build this global community* » (par. 15)).

Éléments d'analyse : lors du développement des villes et des nations, l'infrastructure requise pour mettre en œuvre les rapports sociaux a été développée et financée politiquement par des citoyens déjà rassemblés et non par les entreprises privées, dont le rôle, le cas échéant, était, et est toujours, sous la gouverne de l'État ou de l'administration municipale. Or, dès l'introduction, Facebook annonce que son « *next focus will be developing the social infrastructure for community* » (par. 7), tout en précisant qu'il s'agit là d'un projet « *bigger than any one organization or company* » (par. 8). Ce n'est donc pas le peuple en tant qu'entité politique existante qui développera la « *social infrastructure* »,

mais Facebook, une entreprise commerciale cotée en Bourse, avec l'aide éventuelle d'«organisations» (organismes? entreprises?) et d'autres «compagnies» (entreprises). La participation populaire se fera *a posteriori*, forcément, puisque le rassemblement des individus ne sera pas un préalable, mais une production de l'infrastructure («*the long term social infrastructure to bring humanity together*» (par. 14, mais cette idée sera reprise 15 autres fois dans le manifeste)).

C'est donc sur la base de rapports sociaux numériques assujettis à une logique structurante établie, à vocation économique³⁴, que l'humanité pourra, selon les dires de Zuckerberg, bâtir la «*global community that works for all of us*» (par. 6). On peut déjà se demander comment une population évoluant dans une architecture sociale (numérique) qu'elle n'a pas définie pourra ensuite construire une société à son image...

La même réflexion émerge de la distinction faite (au par. 5) entre la «*global connection*» (sorte de territoire numérique à développer), la «*social infrastructure*» (qui permet les rapports sociaux, en particulier économiques) qu'incarne et veut développer Facebook en y intégrant cinq objectifs qu'il a choisis lui-même, et finalement la «*global community*» qui serait le résultat d'ensemble et que l'on souhaite réflexif («*the world we all want*»). Ici aussi, la volonté du peuple est placée dans le champ du résultat d'ensemble, et non comme *a priori*.

«*Supportive communities*»

Paragraphe 16 à 30 — 934 mots

Problématique: le tissu social («*social fabric*») d'une «*community*» rassembleuse est composé d'une multitude de «*communities and intimate social structures we turn to for our personal, emotional and spiritual needs*» (par. 16): ce sont les groupes et les organismes existants de la société civile, organisés ou spontanés («*churches, [amateur] sports teams, unions or other local groups*»). Or, l'adhésion et la participation à ces

³⁴ Rappelons qu'en anglais, le mot «infrastructure» renvoie spécifiquement à l'ensemble des installations et systèmes requis pour assurer le fonctionnement de l'économie d'une ville, d'une région, d'un pays — et donc ici de la «*global community*». Récupéré de <https://www.merriam-webster.com/dictionary/infrastructure>

groupes sont en déclin, ce qui est mis en lien avec le désespoir d'une partie de la population (par. 20) et évoque des défis « *at least as much social as they are economic — related to a lack of community and connection to something greater than ourselves.* »

Solution: la « *social infrastructure for community* », essentiellement l'infrastructure de Facebook, peut et doit aider, appuyer, renforcer les « *existing physical communities* » par le biais d'un pendant « *online* » qui prend la forme de « *Facebook groups* ». L'entreprise pourra ponctuellement suggérer ces groupes à certains individus pour en augmenter la fréquentation et en faire des groupes « *meaningful* », « *as well as enable completely new ones to form* » (par. 21).

Acteurs sociaux :

- les « *communities* » (toujours au pluriel, à distinguer pleinement de « *community* » / « *global community* »), c'est-à-dire les groupes « *for our personal, emotional and spiritual needs* » (par. 16) ;
- les individus qu'il faut encourager à avoir davantage d'interactions en ligne avec ces « *communities* » ;
- Facebook en tant que « *social infrastructure* » qui permet les connexions/interactions en ligne entre individus et « *communities* » au sein de « *groups* », et qui permet d'en augmenter le nombre. « *Our goal is to strengthen existing communities by helping us come together online as well as offline, as well as enabling us to form completely new communities, transcending physical location* » (par. 29).

Éléments d'analyse: la « *social infrastructure* » s'intéresse ici aux associations de la société civile (« *communities* ») en tant que liant social toquevillien. La logique énoncée vise à stimuler la création de nouveaux liens sociotechniques autour de groupes dont il faudra augmenter le nombre et le taux d'adhésion. L'opération repose sur des stratégies d'influence utilisant les outils proposés par l'entreprise aux « *leaders* » de ces groupes et, surtout, sur la capacité systémique (cybernétique) d'influence. On note une quantification de la notion de soutien (« *supportive* »).

En outre, nous notons qu'il est dit en introduction que ces « *supportive communities [...] strengthen traditional institutions* » (par. 9), ce qui est tout à fait en lien avec la conception de Tocqueville, qui voyait en ces associations une façon pour les citoyens de saisir la nécessité du politique et de l'agir collectif, renforçant par là les institutions politiques démocratiques. Si le paragraphe de l'introduction poursuit en ce sens, en parlant d'un « *world where membership in these institutions is declining* », ce sont plutôt les « *communities* » elles-mêmes qui sont en déclin et doivent être solidifiées, dans ce chapitre, sans autre mention des institutions. D'ailleurs, le mot « *institutions* » ne se retrouve ni dans le reste du chapitre ni jusqu'à la fin du texte, et les références à toute forme d'État ou de gouvernement sont rares et, surtout, les placent en extériorité de l'infrastructure proposée.

Nous notons aussi que les nombreux exemples de « *communities* » présentés dans le texte de Zuckerberg renvoient tous à des groupes d'entraide *ad hoc* ou de prise en charge des individus (entraide entre personnes vivant des situations semblables) — plutôt que d'être tournés vers l'action commune au niveau sociétal.

« *Safe community* »

Paragraphe 31 à 43 — 994 mots

Problématique : la « *global community* » sera « *safe* » si elle repose sur une logique systémique permettant des réactions coordonnées aux menaces (catastrophes, attentats, pollution, changements climatiques, migrations massives, enlèvements, suicides, harcèlement, etc.). Ces menaces « *are increasingly global, but the infrastructure to protect us is not. [...] No nation can solve them alone* » (par. 32). En outre, « *Many dedicated people join global non-profit organizations to help, but the market often fails to fund or incentivize building the necessary infrastructure* » et il faut intéresser « *more organizations and startups to build health and safety tools using technology* » (par. 33).

Solution : l'infrastructure de Facebook peut déjà et doit :

- « *prevent disasters* » (par. 35) grâce à la quantité d'informations mises en réseau (« *amount of communication across our network* » (par. 34)) et à l'utilisation de

l'IA afin de cerner le risque (« *identify problems before they happen* » (par. 35)), ce qui est « *one of our greatest opportunities to keep people safe* » (par. 38) ;

- « *help during a crisis* » (par. 36) grâce aux outils de partage d'information ayant une portée « globale » sur le réseau ;
- « *rebuild afterwards* » (par. 37) grâce au partage de contenus à caractère conatif, qui entraînent des actions individuelles que le réseau permet d'agrèger en « *collective action* ».

En outre, les problèmes répertoriés « *need coordinated responses form a worldwide vantage point* » (par. 32). Il y a une « *real opportunity to build global safety infrastructure* » et il faut reconnaître que Facebook est « *uniquely positioned* » (par. 43) en ce sens.

Acteurs sociaux :

- Facebook, en tant que « *social infrastructure* »,
 - en raison de sa capacité à cerner le risque par la mise en relation de la quantité d'information/communication au sein de son réseau (« *prevent disasters* ») ;
 - en raison de sa portée globale (« *help during crisis* ») ;
 - en raison de sa capacité d'agrégation d'actions individuelles (« *rebuild afterwards* ») ;
- l'intelligence artificielle au sein du réseau Facebook, qui permet d'accélérer et de faire fonctionner à l'échelle globale le processus de détermination des risques, si possible avant que des problèmes ne surviennent — et cela « *can help provide a better approach* » ;
- les individus qui interagissent sur la plateforme Facebook ;
- les « *public safety organizations around the world* ».

Il y a aussi le « *market* » qui doit financer l'infrastructure et des « *organizations and startups* » qui pourraient construire « *health and safety tools using technology* » (par. 33).

Le chapitre se conclut ainsi : « *The path forward is to recognize that a global community needs social infrastructure to keep us safe from threats around the world, and that our*

community is uniquely positioned to prevent disasters, help during crises, and rebuild afterwards» (par. 43).

Éléments d'analyse: la *sécurité* des citoyens et des installations communes relève du rôle actif de l'État dans les sociétés contemporaines, à travers l'armée, les corps de police et de plus en plus en collaboration avec des entreprises privées. L'État assure aussi différentes formes de redistribution de la richesse qui permet à l'ensemble des individus de vivre avec un certain niveau de *sûreté*. Or, ici, le mot «*security*» (par. 42, occurrence unique) ne s'applique plus qu'à la protection des données numériques personnelles et la «*safety*» («*sûreté*») relève de la «*social infrastructure*» qui autorise la mise en réseau efficace des informations et des ressources et coordonne les réactions individuelles ainsi que celles d'«*organisations*» et entreprises. Il n'y a pas de référence à l'État, sauf dans le rôle mineur de celui qui veut s'assurer qu'un outil de Facebook est activé («*Safety Check*», par. 36).

En outre, l'infrastructure — qui est ici clairement assimilée au réseau Facebook — permet de savoir «*what is happening across our community*» (par. 38) : il est ici fait référence à une représentation empirique de la réalité sociale-numérique du réseau. Cette vue d'ensemble du social n'est accessible que par Facebook, avec ses algorithmes et son intelligence artificielle, et ces outils technologiques de veille servent dans un même temps à influencer les comportements, autant que possible de façon préventive, afin de gérer le niveau de risque. La représentation et la prise de décisions font partie du fonctionnement processuel de l'infrastructure technique dans une logique purement cybernétique.

«*Informed community*»

Paragraphes 44 à 59 — 1059 mots

Problématique: une «*informed community*» permet en principe de réunir les individus «*to do things we couldn't do on our own*». Pour cela, deux choses sont requises: «*share new ideas and share enough common understanding*» (par. 44). Concrètement, il faut surtout faciliter les partages de l'«*experience*» de chacun, parce que cela «*increases the*

diversity of ideas shared», et atténuer l'effet négatif corollaire qui «*fragment our shared sense of reality*» (par. 45). En ce sens, Zuckerberg dit se préoccuper des «*filter bubbles*» et des «*fake news*» sur sa plateforme, mais davantage du «*sensationalism in media*» et de la «*polarization*» qui en émerge et qui existe «*in all area of discourse, not just social media*» (par. 52).

Solution: L'infrastructure de Facebook et les médias socionumériques permettent déjà une «diversité» de points de vue plus grande que les médias traditionnels et Zuckerberg réitère, en conclusion du chapitre, que «*our commitment is to continue improving our tools to give you the power to share your experience*» (par. 59). Concernant la perte de compréhension commune et la polarisation que cela peut engendrer, Facebook propose, selon les usagers, de rendre plus visibles des points de vue additionnels («*surfacing additional perspectives and information*» (par. 49)) et de limiter les contenus sensationnalistes («*taking this into account*» (par. 54)).

Sont aussi mentionnés en tant que pistes complémentaires de solution : favoriser les connexions basées sur ce que les gens «*have in common*» (par. 55), «*support the news industry*» (par. 56) et «*connecting everyone to the internet*» (par. 57).

Acteurs sociaux :

- Facebook et les «*social media*» en tant que «*social infrastructure*» qui permettent à tous de «*share your experience*» et d'avoir accès à une diversité de points de vue.
- les individus qui partagent leur «*experience*» et ont des «*conversations*» sur Facebook.

Il est fait mention de la «*news industry*», dont le rôle complémentaire à celui de Facebook est de «*uncovering new information and analysing it*».

Éléments d'analyse: l'information («*news*») ne relève essentiellement pas des journalistes dans ce chapitre où l'on prône une «société informée», car elle est surtout créée et/ou partagée par les individus eux-mêmes puis éditée (choix éditoriaux) par et/ou pour ces mêmes individus sur la plateforme.

Dans le même ordre d'idées, la dénonciation des « *fake news* » (par. 48 et 49) repose sur la capacité technique à les identifier en tant que contenus non désirés, sans tenir compte du professionnalisme reconnu de son producteur, par exemple lié à une entreprise de presse. Facebook ne propose pas de retirer ce qu'il considère comme faux, mais utilise une stratégie qui consiste à exposer les usagers qui y seraient trop souvent exposés à des « *additional perspectives and information* » (par. 49).

En outre, cette « *informed community* » n'est pas définie par l'accès des individus à une représentation synthétique au niveau communautaire, fût-elle issue de la pratique journalistique : elle se décrit plutôt en fonction du nombre d'« expériences » « partagées » (« *shared* »), conçues en tant que participations au débat public parce qu'elles génèrent un grand nombre de points de vue, ce qui est « *very positive force for public discourse* » (par. 45).

L'accroissement de la quantité de « partages » est ainsi associé à une plus grande liberté d'expression des individus, et l'accroissement de la quantité de points de vue à l'idée d'être informé. Il est dit que les médias socionumériques — qualifiés au chapitre suivant de « *primary medium for civic communication [...] in the 21st century* » (par. 66) — permettent davantage et plus efficacement que les médias traditionnels cette expression individuelle (par le « partage » de contenus) et ils exposent les individus à une plus grande « diversité » — sous l'influence des stratégies d'entreprises. Des fonctions sociales historiques des journalistes ne reste plus que la production de contenus nouveaux et d'analyses (par. 56) qui pourront à leur tour être partagés.

Bref, ce que les individus partagent, ce sont des « expériences » d'une réalité déjà représentée, qui ira alimenter la diversité des « expériences » personnalisées d'autres individus — la roue tourne, et le réel se replie sur sa représentation.

Dans ce contexte, l'infrastructure ne produit pas de compréhension commune, contrairement au journalisme traditionnel, même s'il faut la « *strengthen* » puisqu'il s'agit toujours, vaguement, d'un prérequis à l'action concertée (par. 44, en introduction du chapitre). En fait, dans tout ce chapitre, ce que la « *common understanding* » semble produire, puisqu'elle est forcément unifiante, est plutôt une opposition à la

« diversité » des points de vue « partagés », et donc à la liberté d'expression socio-numérique. Le manifeste prend acte du fait que la quantité des expressions individuelles « *may fragment our shared sense of reality* » (par. 45), mais on n'y trouve aucun mécanisme fonctionnel pour faire migrer cette diversité empirique le long de l'axe menant à la compréhension commune. Une telle chose serait évidemment contraire à la promesse de Facebook de continuer à accroître la diversité (conclusion du chapitre, par. 59), sans compter que cela nuirait au fonctionnement systémique de l'infrastructure — et donc au modèle d'affaires de Facebook — constamment alimenté par la quantité de « partages » exprimés. C'est pourquoi, de l'aveu de Zuckerberg, l'infrastructure peut (seulement) maintenir ou « *strengthen* » la compréhension commune, à la marge, par des stratégies d'influence (encore une fois) qui, elles, reposent sur le fonctionnement cybernétique carburant à la diversité effective des points de vue communiqués.

Nous suggérons l'idée que la limite n'est pas ici uniquement processuelle — ni même purement économique : elle est aussi représentative d'une conception idéologique opposant la liberté individuelle à toute forme commune perçue comme étant hégémonique.

Soulignons aussi que cette fameuse action commune, dont le prérequis serait la compréhension commune, est présentée, entre autres au chapitre « *safe community* », en tant qu'agrégation des actions individuelles, et en particulier d'actions découlant des stratégies d'influence de Facebook. Il n'y a, en fait, aucune autre possibilité d'action concertée au sein de l'infrastructure.

C'est donc ainsi que l'on passe directement d'une quantité de points de vue exprimés, sans compréhension symbolique commune, à la possibilité d'une action « collective » reposant sur l'agrégation des rapports soumis à la rétroaction cybernétique, en lieu et place des fondements de la société démocratique — celle de Tocqueville tout comme celle de Freitag.

« *Civically-engaged community* »

Paragraphe 60 à 69 — 686 mots

Problématique : les citoyens doivent s'impliquer « *in the civic process and participate in self-governance* » pour que la société reflète « *our collective values* » (par. 60). Il faut donc encourager l'« *engagement in existing political processes: voting, engaging with issues and representatives, speaking out, and sometimes organizing* » (par. 61). Cela est particulièrement important puisque le taux de participation aux élections est faible dans plusieurs pays et que « *most of us do not even know who our local representatives are* ».

Solution : les médias socionumériques deviennent au XXI^e siècle le « *primary medium for civic communication* » et la « *social infrastructure* » s'impose ainsi en tant que médiation entre les citoyens et leurs élus : « *We can help establish direct dialogue and accountability between people and our elected leaders* » (par. 66). L'infrastructure peut et doit :

- encourager le vote en offrant des outils « *to help more people register and vote* » (par. 64);
- encourager les « *connections between people and our representatives* », y compris les « *comments and messages* » (par. 67);
- permettre aux gens de « *speak out and demonstrate [...] using our infrastructure for events and groups* » (par. 68).

« *Giving people a voice is a principle our community has been committed to since we began. [...] Empowering us to use our voices will only become more important* » (par. 69).

Acteurs sociaux :

- les individus-citoyens qu'il faut encourager à participer, en extériorité à l'infrastructure, à l'élection de représentants par les « *existing political processes* » et à « *establish direct dialogue and accountability* » avec ces représentants, et qui parfois « *must speak out and demonstrate* »;
- Facebook en tant que « *social infrastructure* » qui permet et facilite les « *connections* » entre individus et avec les élus.

Éléments d'analyse: il est essentiellement proposé de renforcer les processus politico-institutionnels en déclin par l'application massive de stratégies d'influence individualisées et contrôlées par Facebook (« *among the largest voter turnout efforts in [United States'] history, larger than those of both major parties combined* » (par. 64)). En outre, la mécanique déployée peut favoriser la formation de groupes (sociotechniques) à l'image et sur le principe des « *communities* » de la société civile (premier chapitre du manifeste), mais avec des visées plus politiques (Tocqueville faisait également des liens entre le fonctionnement des associations civiles et l'émergence d'associations politiques). Ces groupes (sur Facebook ou WhatsApp) aident à « *establish direct dialogue and accountability* » entre citoyens et entre eux et leurs représentants élus, ou facilitent l'organisation de manifestations publiques, ce qui a aussi valeur de participation. L'infrastructure occupe donc un autre des rôles traditionnels du journalisme et de la sphère publique, c'est-à-dire la médiation des pratiques de la société civile, en montrant que cette médiation est plus directe.

Cependant, nous constatons que les institutions politiques elles-mêmes (plutôt que les individus qui y sont élus et les processus d'élection) ne sont mentionnées qu'une seule fois dans ce chapitre et en extériorité à la plateforme, et que le journalisme en tant que médiation entre la parole citoyenne et les institutions ne l'est jamais. Ces groupes à caractère politique reposent sur des liens sociotechniques au sein de l'infrastructure, et, tout comme pour les « *communities* », il faudra en augmenter le nombre et le taux d'adhésion par des stratégies d'influence reposant sur la rétroaction cybernétique. Ici aussi il y a quantification, cette fois de l'engagement civique.

Mentionnons aussi que, dans tout le chapitre, toutes les pratiques signifiantes de production politique de la norme formelle sont extérieures à la plateforme (élections, pratique des élus, rencontres ministérielles, manifestations politiques, etc.). Le dernier paragraphe réitère l'engagement de Facebook dans une phrase où abondent les polysémies concernant le collectif: « *Giving people a voice is a principle our community has been committed to since we began* » (par. 69). Il y a promesse d'une expression individuelle libre, certes, mais sur une plateforme où le politique est tenu à distance et n'est jamais médiatisé — ce qui n'est pas surprenant si l'on songe que le fonctionnement de ladite plateforme ne peut produire du commun.

« *Inclusive community* »

Paragraphe 70 à 84 — 1109 mots

Problématique: pour que la « *global community* » soit « *inclusive* », il faut établir « *a new process for citizens worldwide to participate in community governance* » (par. 70), c'est-à-dire développer un processus de « *collective decision-making* » qui puisse fonctionner à une telle échelle tout en incluant la participation de chaque individu. En principe (« *our guiding philosophy* » (par. 73)), ce processus doit mener à la création de « *Community Standards that reflect our collective values for what should and should not be allowed* » (par. 71) — il s'agit de discriminer parmi les contenus qui doivent être acceptés ou retirés de la plateforme en fonction des valeurs de la « *community* ». La « *governance* » elle-même, c'est-à-dire l'expression de ces « *Community Standards* » par leur mise en application (accepter ou retirer les contenus), est revendiquée et assurée exclusivement par Facebook.

Dans les faits, cette gestion est minée par la complexité et les erreurs (contenus qui devraient être retirés, mais ne le sont pas; contenus retirés qui ne devraient pas l'être) qui seraient le résultat d'« *operational scaling issues* » (par. 73). Les raisons de ces problèmes d'échelle: « *cultural norms are shifting, cultures are different around the world, and people are sensitive to different things* » (par. 74). En outre, « *we're operating at such a large scale that even a small percent of errors causes a large number of bad experiences* » (par. 78).

Solution: pour que l'opération de gouvernance faite par Facebook reflète les valeurs « collectives », Zuckerberg propose successivement de :

- « *update our standards to meet evolving expectations from our community* » (par. 75);
- « *evolve toward a system of more local governance* » (par. 76);
- « *evolve toward a system of personal control over our experience* » (par. 78).

En fin de compte, le « *guiding principle* » (par. 80) lié aux valeurs de la « *community* » se limitera plutôt aux préférences individuelles concernant les contenus présentés dans le fil personnel: « *The idea is to give everyone in the community options for how they would*

like to set the content policy for themselves » (par. 81). Ces options renvoient au réglage des paramètres individuels, en tant que « *participation* » (par. 81) au processus décisionnel, et l'agrégation de ces réglages est qualifiée de « *referendum* » (par. 81) et de « *democratic referenda* » (par. 82) — malgré le fait que le résultat n'aura pas préséance sur les préférences individuelles exprimées par les paramètres. Il est dit que cette façon de faire doit « *minimize restrictions on what we can share* » (par. 82) sans exposer quiconque à des contenus jugés inappropriés selon des critères individuels, et que cela doit être fait en tenant compte des limites de la technologie à une telle échelle (« *almost two billion people* » (par. 64)).

Le chapitre se termine sur le souhait de voir ce modèle de « *governance* » fournir des « *examples of how collective decision-making may work in other aspects of the global community* » (par. 84).

Acteurs sociaux :

- Facebook, qui a cette fois le rôle de « *governing the community* » (par. 72) au sein de la « *social infrastructure* », c'est-à-dire d'assurer un processus permettant idéalement à chaque individu de partager ses « *experiences* » sans restriction tout en n'étant pas exposé à des contenus auxquels il s'opposerait. Facebook fait face à des difficultés dans ce rôle et dit, au bout du compte, que cette « *governance of our community* » doit être faite en tenant compte de la complexité du processus et des attentes individuelles;
- les individus qui interagissent sur la plateforme Facebook et leurs attentes envers cette gouvernance.

Éléments d'analyse : le chapitre démarre avec la proposition d'un processus de « *collective decision-making* » menant à l'établissement d'une norme collective (« *Community Standards* ») reflétant les valeurs collectives — l'ensemble étant subtilement présenté comme une nouvelle forme démocratique (au par. 82). Or, tout ce long chapitre semble consacré à la réduction graduelle de la portée de la proposition initiale. Finalement, la « *participation* » individuelle au processus décisionnel ne consiste plus qu'à paramétrer le fil d'actualités personnel et les contenus auxquels on a accès en fonction de ce que l'on

souhaite voir, ou ne pas voir (« *What you decide will be your personal settings* » (par. 81)) parmi les expériences « partagées » par d'autres usagers (dans le sens de « *shared* », et non de « communes »).

La « norme » n'en est donc pas une, elle n'est « collective » que par une agrégation empirique accessible uniquement par Facebook et elle n'est jamais exprimée autrement que dans son application individuelle et immédiate, encore par Facebook (qui assure la « *governance* »), sans que l'utilisateur puisse en saisir les effets. Cette « norme » s'applique immédiatement non pas au réel, mais à la représentation *individualisée* de réalités « partagées ». Ainsi filtrées de manière personnalisée, ces réalités peuvent dès lors être (re) partagées en tant qu'« *experiences* » personnelles d'un réel qui se retrouvera à son tour (re)filtré individuellement pour les éventuels récepteurs.

Le réel est continuellement rabattu sur sa représentation produite en fonction d'une norme personnalisée qui lui correspond immédiatement (puisqu'elle lui est appliquée d'emblée) et qui n'est donc jamais exprimée. On note ici qu'il n'y a pas de représentation commune pouvant faire émerger une sphère publique, ce qui nécessiterait déjà une distance entre la réalité et sa représentation, puis, pour que cette sphère soit politique, une distance entre cette représentation et la production de la norme. Rien de tout cela n'existe.

Le « collectif », fût-il représenté, ne peut donc jamais être autre chose qu'une agrégation empirique hors de portée pour les individus, tangible *a minima* par le nombre de « partages » ou de « vues » d'un *post*.

On remarque aussi que la représentation du réel (des réels ?) découle des choix (éditoriaux) des usagers ainsi que de l'entreprise à l'origine de l'infrastructure médiatique (nous avons vu que Facebook use continuellement de stratégies d'influence), et non pas d'un journalisme réflexif au niveau social. Nous insistons pour dire que cette représentation n'est pas commune, c'est-à-dire qu'elle n'est pas la même pour tous, et qu'elle ne peut donc aucunement servir d'assise à une compréhension symbolique commune et à un débat normatif (pourtant annoncé en début de chapitre). La représentation commune, le politique et même le juridique (puisque la norme s'exprime par sa mise en ap-

plication) sont donc dissous dans l'opération du système, où toutes les décisions découlent de la reconduction des rapports processuels.

Finalement, on constate que ce chapitre est le seul ne faisant pas mention de stratégies d'influence cybernétiques. Il est plutôt question, ici, des limites d'un tel système technique autoréférentiel à favoriser son propre fonctionnement (l'expression individuelle d'« *experiences* » étant son carburant) sans lui nuire (l'affichage de contenus jugés inappropriés selon des critères individuels) à une échelle aussi grande. Ce processus est dit « *inclusive* », car la « *social infrastructure* » permet à chaque individu de s'exprimer librement, soit en partageant sans entraves ses « *experiences* », soit en prenant part aux décisions qui le concernent (individuellement), c'est-à-dire en définissant les paramètres des contenus auxquels il est lui-même exposé. C'est ainsi que la forme de l'expression individuelle servant de carburant au fonctionnement de l'infrastructure est associée à la valeur-titre du chapitre (« *inclusive community* ») de même qu'à des idéaux démocratiques — alors que les individus n'ont pourtant aucun commun auquel s'intégrer.

Conclusion du manifeste

Paragraphe 85 à 89 — 252 mots

Problématique : la conclusion revient sur les thèmes présentés en introduction. L'histoire a eu plusieurs moments comme aujourd'hui. « *As we've made our leaps from tribes to cities to nations, we have always had to build social infrastructure like communities, media and governments for us to thrive and reach the next level* » (par. 86).

Solution : cette fois, Zuckerberg est catégorique : « *We have done it before and we will do it again* » (par. 86), l'important est de se mettre à l'œuvre avec des idées nouvelles. Il cite le président américain Abraham Lincoln au sortir de la guerre de Sécession : « “[...] *The dogmas of the quiet past, are inadequate to the stormy present. The occasion is piled high with difficulty, and we must rise with the occasion. As our case is new, so we must think anew, act anew.*” » (par. 87). Pour Zuckerberg, la « *new social infrastructure* » permettra à l'humanité de « *reach the next level* » et de créer un monde « *more open and connected* » (par. 89).

Acteurs sociaux :

- Les humains à l'échelle mondiale
- la « *social infrastructure* » requise pour y parvenir et que nous sommes déjà en train de bâtir, présentée en tant que façon de penser nouvelle pour un contexte nouveau.

Éléments d'analyse : la conclusion reprend l'essentiel de ce qui est dit en introduction, d'une manière plus affirmée et impérative : il faut maintenant tourner la page. Nous notons en outre une différence à la fois subtile et fondamentale entre deux paragraphes qui sont presque identiques. Alors que l'introduction (par. 3) indique que les humains ont appris à se rassembler en nombre toujours plus important au cours de l'histoire et qu'à chaque étape ils ont développé l'infrastructure appropriée permettant le fonctionnement sociétal, la conclusion (par. 86) montre plutôt que nous avons d'abord dû bâtir cette infrastructure afin d'accéder à l'étape suivante, apprenant alors à nous rassembler. Si au départ le rassemblement des humains mène à la construction d'infrastructure, cette construction devient tout au long du manifeste, et jusqu'à sa conclusion, une condition au rassemblement. Cette subtilité fondamentale, qui ne nous apparaît pas fortuite, place la « *social infrastructure* » non pas dans le champ d'une réalisation, mais dans le lieu des médiations symboliques constitutives de la société dont parle Freitag.

4.2 RÉPONSES AUX QUESTIONS DE RECHERCHE

Nous allons maintenant observer plus finement la « *social infrastructure* » et la « *global community* » à la lumière des théories freitagiennes afin de faire émerger les significations liées, cette fois, de façon directe à nos trois cadres d'analyse et questions de recherche, auxquelles nous répondrons très concrètement. Cette deuxième approche analytique vise à situer précisément la « *social infrastructure* », son principe de fonctionnement et ses caractéristiques dans la typologie de Michel Freitag concernant les modes formels de reproduction sociale. Nous allons donc énumérer, comparer, additionner ou soustraire au besoin les significations extraites du manifeste dans son en-

semble sur la base des considérations auxquelles nous avons porté attention lors de nos lectures attentives du texte (considérations développées précédemment à la section 3.2). Rappelons que la grille de résultats bruts est présentée à l'annexe C et que le tableau comparatif modernité-postmodernité se trouve à l'annexe D. Rappelons également que nous limitons notre analyse des rapports subjectifs et objectifs à ceux qui ont cours au sein de la « *social infrastructure* », bien que nous puissions parfois poser le regard au-delà de ce périmètre de manière à mieux en cerner les contours.

4.2.1 ANALYSE DU MODE DE REPRODUCTION FORMEL DE L'ENSEMBLE SOCIAL

Le premier cadre d'analyse porte spécifiquement sur la logique formelle de structuration et de fonctionnement des médiations constitutives de la totalité sociale. Y sont abordés, à travers les deux premières questions de recherche, le devenir du **fonctionnement social politico-institutionnel moderne** ainsi que l'émergence du **fonctionnement social décisionnel-opérationnel**.

Q1 - Mode politico-institutionnel moderne

La première question issue de ce cadre d'analyse porte très précisément sur les aspects politico-institutionnels du fonctionnement social décrit dans le manifeste de Mark Zuckerberg.

On constate d'emblée que les processus politiques formels ainsi que les organismes et associations de la société civile, qui forment les infrastructures de la modernité, sont constamment présentées dans leur déclin : les individus y participent et y adhèrent de moins en moins, et la « *democracy is receding in many countries* » (par. 63). L'auteur montre alors un attachement clair, mais en théorie, à la réflexivité des normes et des valeurs collectives ainsi qu'au fait qu'un rassemblement des humains et une « *common understanding* » sont nécessaires pour l'accomplissement d'objectifs communs. Dans ce contexte, la « *social infrastructure* » proposée aurait cette vocation de rassembler les in-

dividus pour favoriser l'action commune. En ce sens, elle doit ainsi renforcer les « *existing communities* », c'est-à-dire les organisations de la société civile chères à Tocqueville, en utilisant la capacité du système à produire des liens ou connexions supplémentaires. Elle doit aussi encourager l'« *engagement in existing political processes* » (par. 61), en particulier par l'entremise de groupes centrés sur des représentants élus ou des causes — davantage que sur les institutions politiques elles-mêmes, dont il est peu fait mention.

Mais on constate rapidement que, si l'infrastructure proposée encourage cette nouvelle forme de participation civique, elle n'est pas en soi le projet d'un peuple déjà uni et rassemblé sous la gouverne d'institutions politiques — l'unité transcendantale *a priori* correspondant à la modernité chez Freitag. Il s'agit au contraire d'un projet « *bigger than any one organization or company* », mais en particulier le projet sociotechnique déjà là et à poursuivre de l'entreprise Facebook. En outre, il est dit à plusieurs reprises que c'est ce projet d'entreprises qui mènera seulement ensuite au rassemblement du peuple — une totalisation systémique *a posteriori*, typiquement postmoderne.

Sans surprise, nous constatons alors qu'il n'y a que trois références claires, parmi les 5700 mots du texte, à des normes produites politiquement par des institutions modernes : « *governments that set the rules* » (par. 18), « *policies* » (par. 65) et « *standards and local laws* » (par. 82). Au paragraphe 67, il est aussi vaguement question de « *take community issues to parliament* ». Nous constatons en outre que ces quelques références à des productions normatives politiques en font des processus entièrement extérieurs et étrangers à ceux ayant cours au sein de la plateforme.

Au sein de l'infrastructure, c'est-à-dire dans le périmètre de notre analyse, la production politique de normes collectives, tant culturelles que formelles et institutionnelles, est inexistante — et comment pourrait-il en être autrement si le peuple n'est pas déjà rassemblé pour ainsi produire du normatif ?

Ainsi, concernant la production des normes sociales, l'analyse du manifeste nous permet de constater que :

- l'appréciation personnelle et les préférences individuelles à propos de ce qui est bien ou acceptable, ou ne l'est pas (dans la représentation), s'expriment

par des réglages individuels invisibles à toute altérité et ne menant donc pas à la production de normes synthétiques, ni culturelles ni formelles;

- le moyen de « *participation* » au processus de « *collective decision-making* » ou « *democratic referenda* » sur ce qui peut être montré ou pas repose sur une interaction avec la plateforme elle-même afin de définir des « *personal controls* » — il est toujours possible pour tous de choisir « *how they would like to set the content policy for themselves* » (par. 81);
- ce processus de « *collective decision-making* » ne repose donc ni sur l'interaction entre acteurs (mais plutôt entre le sujet et son environnement sans passer par l'altérité) ni entre eux et les institutions (ou alors Facebook se pose en institution);
- le résultat de ce processus de « *collective decision-making* » (les « *Community Standards* », censés refléter les valeurs de la « *global community* » à venir) n'est jamais exprimé autrement que par le processus algorithmique de sa mise en application;
- ce processus algorithmique, développé, géré et administré par Facebook, est présenté clairement en tant que « *processes for governing the community* » (par. 72);
- ce qui est collectif, telles les « *collective actions* » (par. 37) et « *collective decision-making* » (par. 84), résulte de l'agrégation par le système (et non un résultat politique);

Nous avons également constaté un éloignement des formes juridiques issues du débat politique et de la pratique des institutions politiques:

- l'infrastructure elle-même est présentée comme un projet relevant d'« *organizations* » et d'entreprises, et surtout Facebook (par. 8);
- il n'y a débat politique ni au sein de l'infrastructure ni à l'extérieur concernant les objectifs prédéfinis — « *supportive* », « *safe* », « *informed* », « *civically-engaged* » et « *inclusive community* »;

- il a un glissement clair vers une gestion privée faite de manière algorithmique de ce qui est permis ou interdit, et ce au sein d'un espace privé où s'applique un droit d'entreprise ;
- les lois (« *local laws* » (par. 82)), les conditions d'utilisation et règles de l'entreprise, et les paramètres personnels sont mis en application d'un même geste algorithmique par Facebook ;
- les principes de gouvernance (« *Community Standards that reflect our collective values* » (par. 71)) sont en outre élaborés et mis en application techniquement à partir de l'opération du système.

On remarque également que l'infrastructure, puisqu'elle sert de lieu de toutes les actions, crée une sorte de continuum liant la vie privée, la société civile et la gouvernance de l'ensemble, alors que la modernité en définissait plus concrètement les frontières :

- l'infrastructure permet sur une même plateforme de relier « *friends and families* » (par. 7) et de connecter ces individus à des « *communities* », groupes ou organismes de la société civile ou même publics, de les mettre en contact avec une diversité de points de vue et d'informations, de les connecter aux processus politiques et aux élus et de participer à ce qui est présenté comme un processus de prise de décision collective ;
- l'infrastructure est donc indistinctement le lieu de l'action individuelle, de l'information individuelle sur la « *community* », de la prise de décision pour la « *community* » et de l'action « collective » de la « *community* » ;
- toutes ces actions sont assimilées au fonctionnement du système — les actions individuelles étant la source des informations individuelles et toute forme « collective » étant une agrégation des actes individuels à partir d'un même jeu de données numériques ;
- toutes ces actions correspondent à une activation effective des liens sociotechniques par les individus, liens gérés par des algorithmes et l'intelligence artificielle.

S'agissant de la représentation des pratiques sociales, si l'énoncé mentionne rapidement que la « *news industry* » a une « *vital social function* » (par. 56), il est aussi dit que les médias traditionnels sont peu adaptés aux attentes actuelles. Ainsi, les médias socio-numériques sont devenus le « *primary medium for civic communication* » du XXI^e siècle surtout parce qu'ils permettent l'expression individuelle de chacun (contrairement aux médias traditionnels) et qu'ils peuvent relier cette expression à celle d'autres individus pour former des groupes (court-circuitant la médiation journalistique traditionnelle).

Toutes les formes de représentation des pratiques sociales au sein de l'infrastructure émergent donc de son fonctionnement processuel alimenté par les « partages » individuels, présentés en tant que participations, et ne sont aucunement le résultat d'une pratique institutionnelle autonome attendue dans la modernité de Freitag. Nous constatons que :

- les usagers produisent l'essentiel de la représentation par le partage de leur « *experience* » — la production est décentralisée et correspond au fonctionnement de l'infrastructure ;
- la production sera agrégée empiriquement sur les fils d'actualité individuels en fonction des stratégies d'influence de Facebook ainsi que des paramètres individuels — l'édition (choix éditoriaux) est hyperdécentralisée et correspond au fonctionnement de l'infrastructure et non à une sphère publique ;
- l'infrastructure permet et valorise donc une représentation subjective de ce que voit l'utilisateur (les stratégies d'influence étant individualisées) ;
- l'infrastructure peut entre autres permettre la mise en relation/connexion directe des individus avec des acteurs sociaux et politiques — ainsi, cette relation ne repose pas sur une représentation médiatique synthétique issue d'une institution distincte ;
- finalement, seul Facebook a accès à une représentation empirique de l'ensemble de la « *community* » (« *understand more quickly and accurately what is happening across our community* » (par. 38)), qu'il utilise à des fins précises (comme la sécurité) — cette représentation repose sur

les données numériques assemblées de manière algorithmique, et les individus ne peuvent jamais y avoir accès dans son ensemble.

En somme, la « *global community* » décrite par Zuckerberg n'est pas en soi une opposition nette à la modernité, mais une forme de court-circuit de ses institutions normatives politiques, toujours vaguement présentes en extériorité. À l'intérieur, dans un espace défini et structuré techniquement par l'entreprise propriétaire qui en assure la gouvernance — Facebook —, les fonctions de représentation, d'expression et de régulation formelle sont assurées de manière processuelle par la seule et même « *social infrastructure* » technologique, à même son fonctionnement systémique qu'elle cherche perpétuellement à reconduire. Toute forme politique de production des normes est ainsi systématiquement (dans le sens premier du mot) exclue. Et, plus formellement, toute entité institutionnelle qui aurait pu inscrire de telles normes dans le droit commun, et veiller à les faire respecter, se retrouve en extériorité des modalités de structuration de cette société, et n'y pas aucune prise (l'unique exception étant l'application de « *local laws* » (par. 82), mais celles-ci ne s'appliquent pas à l'ensemble de la « *global community* », par définition).

Et puisque cette infrastructure mise sur une personnalisation de l'« *expérience* » vécue et partagée individuellement plutôt que sur un rapport objectif au réel, l'ensemble des pratiques individuelles ne mène pas à une représentation symbolique normative pour la bonne raison qu'elles n'accèdent jamais à un niveau réellement collectif — elles sont toujours filtrées en fonction de préférences individuelles ou de stratégies d'influence de Facebook. En conséquence, les rapports sociaux ne peuvent avoir de réelle dimension politique et ne mènent pas à la définition d'un normatif culturel ou formel que pourrait exprimer une institution représentative du peuple — les rapports sont plutôt assimilés à l'opération du système.

Donc :

Q1 - La « *global community* » décrite par Zuckerberg représente-t-elle un dépassement de la société moderne politico-institutionnelle reposant en partie sur des institutions politiques dont fait partie le journalisme à titre de « quatrième pouvoir » ?

R1 - Le mode de reproduction sociale politico-institutionnel, tel qu'il a été défini par Freitag, ne se trouve pas dépassé, mais, en quelque sorte, aboli au sein de l'infrastructure. Le journalisme, en tant que pilier démocratique produisant une représentation collective au sein d'une sphère publique, n'a aucune prise.

Q2 - Mode décisionnel-opérationnel postmoderne

La deuxième question de recherche nous amène à regarder de face les logiques de structuration sociale numériques de la « *global community* ». Nous tentons ici de voir avec précision si les rapports sociaux qui y ont cours sont produits et reproduits par et dans l'opération systémique, mais surtout s'ils le sont de manière décisionnelle-opérationnelle et donc dans la logique de la postmodernité freitagienne.

Nous constatons d'abord que la « *social infrastructure* » écarte systématiquement, c'est-à-dire par l'opération du système, l'idée d'une norme ou d'une règle commune imposée aux individus. Le fonctionnement systémique assure l'autonomie des individus (plutôt que l'hétéronomie) et leur adaptabilité (plutôt que la hiérarchie des normes). Ces deux caractéristiques postmodernes, clairement revendiquées dans le manifeste, prennent forme par les stratégies d'influence de Facebook et les préférences individuelles : « *The idea is to give everyone in the community options for how they would like to set the content policy for themselves* » (par. 81).

Même lorsqu'il s'agirait de normes à caractère moins formel, par exemple sur la définition culturelle de bien et de mal, le principe d'autonomisation des individus est déjà le même : l'infrastructure « *let people see where their views are on a spectrum and come to a conclusion on what they think is right* » (par. 48).

La gouvernance d'ensemble de la « *community* » n'est pas prodiguée par un pouvoir (fût-il institutionnel) qui se manifesterait *a priori* en définissant un cadre normatif (fût-il issu d'un débat politique), mais par une processualité algorithmique qui vise à « *minimize restrictions on what we can share* » (par. 82), c'est-à-dire qui vise avant tout à assurer sa propre reproduction — puisque ce sont les partages individuels (en tant que rapports socio-

numériques producteurs de données) qui en assurent le fonctionnement, ou plutôt qui *sont* le fonctionnement. Pour autant, la responsabilité de cette gouvernance est clairement revendiquée par Facebook (par. 72 et 79), qui le fait d'ailleurs au nom d'un « *we* » brouillant la frontière entre l'autoréférence et le collectif: « *Sitting here in California, we're not best positioned to identify the cultural norms around the world. Instead, we need a system where we can all contribute to setting the standards* » (par. 79). Facebook se drape ici dans une des caractéristiques propres aux institutions que nous connaissons: la capacité de représentation collective au niveau institutionnel — une capacité ici exclusive à Facebook.

La résolution de problèmes, telle qu'elle est illustrée sous différents angles dans les chapitres du manifeste, se fait toujours en mode cybernétique, c'est-à-dire par rétroaction en agissant dans le champ des possibilités de l'individu de manière à l'amener vers le comportement souhaité. Tout comportement déviant ne sera pas sanctionné par un pouvoir, mais plutôt géré à même le fonctionnement systémique, technocratique et cybernétique. Par exemple, en matière de sécurité (chapitre « *safe community* »), la résolution des problèmes détectés par les algorithmes et l'intelligence artificielle (par. 38) se fera en intervenant rétroactivement, et si possible de manière préventive, sur l'environnement social individuel, c'est-à-dire sur ce que voit l'individu, pour l'amener hors de danger (« *prevent harm* ») ou encore l'inciter à « participer » à l'effort d'entraide (« *help during crises* ») ou de reconstruction (« *rebuild afterwards* »). L'idée est de prévenir ou de tendre vers des améliorations par le contrôle, qui s'effectue toujours par la même boucle cybernétique au sein du système.

Ces constats montrent déjà que le déploiement proposé de structures sociales numériques mène à une logique favorisant toujours le maintien de l'opération processuelle du système et (re)produisant les rapports sociaux de manière décisionnelle-opérationnelle — sans lien avec le débat et les institutions politiques. Plus précisément, on note les caractéristiques suivantes :

- la résolution de problèmes (plutôt que l'application d'une norme) est au cœur de la logique du système, qui favorise l'autonomie et l'adaptabilité des individus et des organisations ;

- la résolution de problèmes s'effectue systématiquement (dans tous les sens du mot) à partir de ce qui est « partagé » et, par la suite, vu, c'est-à-dire par la création de nouvelles connexions (médiations) qui non seulement permettent spécifiquement, mais *sont* l'opération processuelle du système ;
- cette résolution de problèmes repose sur l'infrastructure en réseau, qui permet la multiplication des mises en relation de manière à faire émerger celles qui mènent à, ou vers la solution (réduire le risque, favoriser le partage d'informations pertinentes, éviter les situations conflictuelles, etc.) ;
- la création de ces nouveaux liens (médiations) est faite de manière technocratique et algorithmique favorisant l'efficacité et l'homéostasie du système ;
- l'opération du système favorise la création de nouvelles connexions (« *our commitment is to continue improving our tools to give you the power to share your experience* », par. 59) ;
- L'opération mène à une résolution de tout problème qui pourrait déprécier l'expérience personnelle de la plateforme (contenus non conformes aux attentes individuelles, restrictions d'utilisation) et qui s'inscrirait donc en tant que nuisance à l'opération du système.

Concrètement, les décisions sont prises non pas en fonction de principes généraux émergeant du politique, mais par l'infrastructure de Facebook en fonction des conséquences anticipées aux niveaux individuel et systémique (« *terrorist propaganda* », « *polarization* », « *objectionable content* », etc.) par les algorithmes de gestion du risque probabiliste (en matière de sécurité, d'exposition à une diversité de points de vue, de participation civique, d'appétence pour un groupe, un lien, etc.). Dans ce contexte qui a ici les traits de la postmodernité, la régulation numérique des rapports sociaux ne vise aucune direction commune des pratiques, préférant des directions attribuées par la structure algorithmique au niveau des individus, de manière à assurer l'homéostasie systémique. Ainsi :

- la logique de création des mises en relation (connexions) visant la résolution de problèmes procède d'un encadrement de la contingence

à chacun des moments individuels de connexion, c'est-à-dire de ce qui peut être vu et donc ensuite « partagé » en tant qu'« *expérience* » personnelle — « *We can design these experiences* » (par. 28) ;

- ce « *design* » d'expériences et les autres stratégies d'influence individuelle (les propositions de groupes, la diversité des contenus, etc.) créent des réseaux parallèles sans finalité commune ;
- Facebook veut améliorer les outils donnant aux usagers le pouvoir de partager leur expérience (par. 59) le plus souvent possible et sans entrave (par. 82), expérience qui peut être conçue (« *design* ») par Facebook (par. 28). En outre, Facebook s'occupe de montrer à chacun un éventail de points de vue, de manière personnalisée, ce qui fera partie de cette expérience et qui pourra être (re)partagé sans entrave. En somme, le système assure la reconduction de sa propre opération.

Nous constatons que cette logique normative n'est pas seulement appliquée *par*, mais aussi à l'opération du système, ce qui en soi participe de l'éloignement de la norme collective préexistante (et négociée politiquement) qui, elle, s'appliquait aux individus. Il n'y a pas de pouvoir qui s'exerce sur les individus, mais bien un contrôle des contenus que verra l'individu ou qu'il pourra partager. Bref :

- la logique vise clairement une résolution reposant sur l'infrastructure (intelligence artificielle et équipe d'employés de Facebook) qui doit s'adapter en contrôlant ce qui est vu et partagé, et non sur une norme issue d'un pouvoir et imposée aux humains ;
- en outre, le contrôle (fait par Facebook) est en partie lié aux paramètres individuels (l'individu en contrôle).

En somme, la « *social infrastructure* » a bien les caractéristiques de la postmodernité. Elle vise clairement à instaurer un régime d'autonomisation et de contrôle reposant sur le (ou correspondant au) fonctionnement cybernétique de l'infrastructure-réseau, en tant que totalité, loin de toute forme de pouvoir transcendant s'appuyant sur

des principes généraux. L'autonomisation des individus est en outre valorisée en élevant chaque interaction avec l'infrastructure (connexion, partage, paramétrage) en tant que participation à la « *community* » — une « *community* » excentrée qui éloigne subjectivement et objectivement les individus les uns des autres, occultant toute relation sociopolitique. Au cœur de ce mode de fonctionnement, la logique décisionnelle est purement inductive, en fonction de conséquences anticipées et de gestion probabiliste du risque, et elle vise d'abord et avant tout la reconduction de l'opération du système. Toute forme de « *governance* » est ainsi imbriquée dans le fonctionnement systémique, et ce rôle jadis institutionnel, devenu processus constitutif des modalités opératoires socionumérique, est clairement revendiqué par Facebook — qui positionne d'ailleurs sa « *social infrastructure* » dans le prolongement de toutes les infrastructures sociales ayant jusqu'ici permis l'évolution de l'humanité (en introduction et en conclusion).

Donc :

Q2 - La « *social infrastructure* » décrite par Zuckerberg mène-t-elle au remplacement de la société moderne politico-institutionnelle par une société postmoderne qui s'« institutionnalise » ou à tout le moins se solidifie et s'enracine par le **déploiement de structures sociales numériques au sein desquelles la logique des rapports devient purement décisionnelle-opérationnelle ?**

R2 - La « *social infrastructure* » a toutes les caractéristiques du système cybernétique sur lequel elle repose techniquement. La logique de régulation des pratiques et rapports sociaux est décisionnelle-opérationnelle et vise à reconduire l'homéostasie du système. En outre, les modalités opératoires de cette régulation, qualifiées de « *processes for governing the community* » (par.72), sont constamment présentées en tant qu'évolution, voire de remplacement du mode de reproduction sociale politico-institutionnel, puisqu'elles seraient plus appropriées à l'étape que s'apprête à franchir l'humanité « connectée ».

4.2.2 ANALYSE DE L'ESPACE COMMUN ET DE LA SYMBOLIQUE PARTAGÉE

Le deuxième cadre d'analyse concerne la possibilité et la nature de **l'espace commun et la sphère publique**, ainsi que de **la symbolique partagée** au sein de la structure sociale proposée dans le manifeste de Mark Zuckerberg.

Q3 - Espace commun et sphère publique

La première question de ce cadre force un regard analytique sur le devenir de toute forme de transcendance ou de commun au sein de l'ensemble social, ainsi que sur celui de la sphère publique de représentation. Ces deux éléments-clés du fonctionnement des sociétés démocratiques modernes se trouveraient, selon les théories de Michel Freitag, absorbés dans la processualité postmoderne.

On constate d'abord que l'énoncé prend acte, en principe, de l'existence et de la nécessité d'une forme commune synthétique et même de rapports sociaux dialectiques en tant que préalables à une action commune. Il est clairement dit, à plus d'une reprise, qu'une « *common understanding* » est requise « *to achieve things we couldn't do on our own* ». L'infrastructure proposée doit ainsi servir à renforcer (« *strengthen* ») les liens sociaux en favorisant la croissance de groupes en ligne, en son sein, ce qui permettra aux individus de la « *global community* » de « *come together* » et de « *actually work together* ».

Cependant, lorsque l'on pose le regard sur l'espace sociotechnique lui-même (plutôt que sur ce qui lui est extérieur et qui devrait être « *strengthen* » en principe), certains constats s'imposent.

D'abord, on constate qu'au sein de l'infrastructure le « *common* » devient « *collective* » et prend la forme d'une agrégation des individualités — tant subjectives qu'objectives. Ainsi :

- le monde est présenté, dès l'introduction, en tant que multitude qui doit être connectée par la technologie, l'unité du monde étant le résultat empirique de la « *global connection* » ;

- les rapports sociaux sont ainsi issus de la médiation technologique, dans leur essence même (et non de la médiation symbolique);
- l'infrastructure que l'on propose de construire, à partir de la « *global connection* », est elle aussi qualifiée de « *network* » (entre autres très clairement au par. 34) et ne montre aucune forme de centralisation — il s'agit d'un réseau voué au « partage »;
- le paragraphe 34 parle de « *communication across our network* », de capacité à « *reach people worldwide* » et de ce qui peut être « *aggregated across our community* » pour expliquer le mode de résolution des problèmes;
- la forme de « *collective action* » et de « *collective decision-making* » est l'agrégation de pratiques individuelles.

Nous constatons aussi que la « *common understanding* » dont parle Zuckerberg, toujours présentée comme un souhait ou comme préexistante et en extériorité à l'infrastructure, ne peut pas être produite en son sein puisque les liens sociaux y sont à la base techniques et non symboliques — c'est-à-dire que les liens sociaux n'ont pas à relever *déjà* d'une interprétation partagée des objets de la réalité — au contraire, il s'agit bien de « *building the long term social infrastructure to bring humanity together* », un « *together* » qui viendra dans un deuxième temps (par. 14).

Plus concrètement, nous constatons que la représentation des objets de la réalité n'a pas non plus à être commune au sein de l'infrastructure, et de fait ne l'est pas. Cela aussi empêche toute reproduction de la « *common understanding* ».

Certes, il peut y avoir des points de contacts entre différentes représentations individuelles, mais cela ne se traduit jamais par un espace commun dont l'étendue spatio-temporelle serait perceptible, ne serait-ce que vaguement. La réalité objective, si tant est qu'elle le soit, se construit essentiellement à partir de stratégies d'influence ainsi que de préférences et de contrôles individuels de la plateforme, sans grands égards aux formes communes ou individuelles de l'altérité. De façon plus concrète, nous constatons clairement que :

- la représentation du réel repose d'abord et avant tout la notion de liberté individuelle *d'expression* (« *share your experience* ») qui favorise et valorise la multiplicité/diversité des points de vue accessibles. Cette diversité se présente comme un éventail de choix permettant la personnalisation de l'espace de représentation en fonction des préférences individuelles (« *personal control over our experience* ») (par. 77), ce qui introduit en quelque sorte une notion de liberté individuelle *de représentation* ;
- cette « *experience* » qui se fonde donc à la représentation est aussi le résultat de stratégies d'influence de Facebook — « *We can design these experiences* » (par. 28) ;
- les stratégies d'influence de Facebook (pour proposer des groupes pertinents, réduire le niveau de risque, favoriser un éventail de perspectives, etc.) participent donc de la même manière à une représentation individualisée et n'ont aucune finalité commune ;
- ainsi, l'idée de constamment montrer à chacun une diversité de points de vue mène à un processus sans finalité autre que celle d'assurer le fonctionnement processuel ;
- l'expression de l'altérité est donc toujours subordonnée à critères subjectifs de contrôle de l'expérience (critères individuels ou intégrés au fonctionnement de la plateforme) ;

S'il n'y a pas *production de commun* par la représentation et la compréhension des objets de la réalité, nous pouvons donc dire que :

- le statut de l'altérité peut alors difficilement se concevoir de manière objective ;
- s'il n'y a pas de représentation collective, il n'y a pas davantage d'accès à un espace de débat qui soit véritablement collectif ;
- le processus permet concrètement d'éviter tout conflit entre la liberté d'expression des uns et les préférences des autres concernant les contenus visibles ;

- l'idée d'une sphère publique kantienne est dissoute — même si l'énoncé fait quelques fois référence à un « *public discourse* » qu'il faut dès lors comprendre en extériorité à la plateforme.

En outre, l'énoncé présente toute forme de transcendance en opposition aux individualités, ce qui est typiquement postmoderne :

- la norme commune est placée en opposition aux choix individuels, en particulier dans le chapitre « *inclusive community* » qui célèbre au bout du compte les « *personal settings* » (par. 81) (la seule référence à une norme commune, les « *Community Standards* », mène dans les faits à des choix personnalisés et personnalisables) ;
- la « *common understanding* » est placée sur un axe en opposition à la liberté d'expression individuelle, en particulier dans le chapitre « *informed community* » qui, même s'il est fait mention de modifications requise dans l'idée de « *strengthening our common understanding* », se termine par un engagement à fournir aux individus les outils « *to give you the power to share your experience* » (par. 59) ;
- en soi, le fonctionnement systémique de l'infrastructure favorise le partage des « *experiences* » des usagers, ce qui est présenté en tant qu'impact positif sur le « *public discourse* », mais qui assure surtout l'homéostasie du système.

Nous notons finalement que l'énoncé prend aussi acte de la perte de « *common understanding* » associée à l'utilisation des médias socionumériques, qui « *exposes people to different ideas* », mais « *contribute to divisiveness and isolation* » (par. 15) et même nous poussent « *towards extremes* » (par. 51). Cette fois, la « *common understanding* » est placée sur un autre axe, en opposition à la polarisation et à l'extrémisme (par. 52 et 53). C'est sur cet axe qu'est proposée une stratégie de diversification individuelle des perspectives accessibles — c'est-à-dire des « *experiences* » elles-mêmes partagées antérieurement par d'autres individus qui s'expriment. Cette stratégie vise clairement à amener les individus dans un contexte de « *balanced nuanced opinions* » — une recherche du consensus concrétisée par des propositions faites par Facebook à même

la représentation personnalisée produite. C'est très précisément ce que nous appelons les stratégies d'influence.

En somme, de l'aveu même de Zuckerberg, l'infrastructure proposée ne produit aucunement « *a shared understanding* » : au mieux, elle tente de la « *strengthen* » en s'immisçant dans la relation entre les acteurs et leur « *experience* » personnalisée de la réalité. Elle ne peut donc mener les individus à « *work together* » autrement que par l'addition empirique d'actions individuelles autonomes, mais influencées par les stratégies de Facebook en contexte cybernétique.

Bref, *le lieu* de la compréhension et de la normalisation, c'est-à-dire la médiation symbolique de Freitag, qui devait à la fois produire les rapports sociaux et en être le résultat, se retrouve occupé par le champ d'action cybernétique de l'infrastructure. L'idée de *médiation sociale* à travers des *médias sociaux* prend ici tout son sens : une médiation technologique reliant individuellement différents moments de l'opération d'un système.

Donc :

Q3 - La « *social infrastructure* » décrite par Zuckerberg mène-t-elle au **remplacement d'un collectif conçu politiquement par une accumulation d'individualités** qui seraient ainsi « libérées » de contraintes collectives ou de toute forme d'altérité ?

R3 - La société fondée sur les rapports sociaux techniques créés par la « *social infrastructure* » ne se conçoit qu'en termes de réseau systémique où le commun devient collectif et est confondu avec l'agrégation. Les médiations symboliques, normalement issues des pratiques sociales et politiques et qui permettent la régulation sociale, ne peuvent s'y reproduire en l'absence de toute forme de représentation commune et de transcendance. Le fonctionnement social devient processuel et cybernétique, et valorise une expression individuelle (de données) qui assure l'homéostasie systémique. L'individu socio-technique est donc autonome et libéré d'un monde objectif contraignant puisque ce dernier ne se réifie jamais.

Q4 - Rapport au réel

La médiation et l'espace commun sont essentiellement *les lieux* du rapport à la réalité sociale. Cette seconde question de recherche de notre deuxième cadre d'analyse pose un regard plus précis sur la spécificité de ce rapport chez les humains, c'est-à-dire sur *sa nature* symbolique et donc, forcément, autoproduite par la société à travers les rapports antérieurs.

Nous avons mentionné plus haut que l'infrastructure proposée n'est pas en soi le projet commun d'un peuple déjà rassemblé, mais celui d'une entreprise qui dit vouloir rassembler les individus par la « *technology and social media* » (par. 15) autour de cinq valeurs qu'elle a elle-même définies. Puisque, dans ce projet, il n'y a pas d'unité *a priori*, la question du mode de création d'une éventuelle représentation normative des comportements sociaux, ou celle de l'idée même d'une norme symbolique, apparaît cruciale. Or, cela ne se concrétise pas :

- l'infrastructure se montre incapable de produire une synthèse représentative et mise sur l'empirie qui favorise les choix individuels — « *The idea is to give everyone in the community options for how they would like to set the content policy for themselves* » (par. 81) ;
- L'idée de normatif (incarnée par des « *Community Standards* ») ne s'exprime jamais autrement que par l'opération du système qui, essentiellement, laisse en place ce que souhaite voir l'individu et retire ce qu'il ne souhaite pas voir, et suscite de nouvelles connexions en fonction de stratégies d'influence non exprimées ;
- ce faisant, il n'y a ni façon commune, normative et préexistante de voir les choses ni besoin d'en avoir une — puisque la norme exprimée est remplacée par l'autonomie des sujets « systémiques ».

La « *common understanding* » n'est donc pas reproduite par l'interaction des individus, mais, est-il dit clairement, entretenue à la marge par des stratégies d'influence reposant sur la création de nouvelles connexions individualisées (« *additional perspec-*

tives » visant aussi l'opération efficace du système). En outre, l'objectif stratégique de « *strengthening our common understanding* » n'a rien de politique : il vise au contraire à éviter les rapports de force pour les transformer en consensus — éloigner les gens des « *polarized extremes* » pour qu'ils adoptent des « *balanced nuanced opinions* » (par. 52).

Nous notons au passage que la technologie atteint clairement sa limite de fonctionnement dans le symbolique, ce dernier relevant du fonctionnement moderne freitagien. Ainsi, l'intelligence artificielle qui sert à comprendre « *what is happening across our community* » permet surtout de repérer des contenus (« *flag content* », par. 40), mais ceux-ci doivent ensuite être revus par des humains (« *the team that reviews content for our community* ») capables de faire la distinction « *between hoaxes, satire and opinion* » (par. 49).

Il est cependant annoncé que l'évolution de l'intelligence artificielle (IA) lui permettra de « *read and understand news* » (par. 41) d'ici quelques années. Ainsi, lorsque le respect intégral des choix individuels rencontre des problèmes technologiques liés au développement de l'IA (par. 83), cela est présenté comme une situation temporaire liée au développement technique — c'est donc la promesse d'une évolution technologique éloignant toujours davantage les usagers d'une réalité objective (et donc symbolique).

L'absence de pouvoir transcendant s'appuyant sur des principes généraux permet ou vise, comme nous l'avons dit plus haut, l'autonomisation et le contrôle systémique des sujets — des caractéristiques qui sont l'essence même du fonctionnement cybernétique de l'infrastructure-réseau. Nous constatons aussi qu'avec les « *personal controls* », le sujet choisit son propre environnement sans jamais vraiment passer par l'altérité. La réalité n'a alors plus à apparaître par le détour d'une symbolique partagée et ne peut jamais s'imposer avec ses contraintes, ni dans le temps ni dans l'espace. Les objets de la réalité ne sont donc pas représentés autrement que par la subjectivité et, de même, les sujets eux-mêmes ne sont jamais représentés objectivement puisqu'ils n'existent que dans des environnements subjectifs — on se demande alors, avec Freitag (2002, p. 117), comment sujets et objets peuvent se reconnaître objectivement.

Dans ce contexte :

- c'est l'infrastructure qui a la fonction de décoder le monde empirique (« *artificial intelligence to understand more quickly and accurately what is happening across our community* »);
- ce monde empirique est d'ailleurs entièrement refermé sur lui-même et n'a aucune capacité externe;
- la reproduction des liens sociaux repose sur la constante recherche algorithmique de corrélations entre des profils/comportements individuels (« *what is happening* ») et des contenus choisis en fonction de ceux-ci, dans une logique d'influence des sujets (pour inciter à une action, pour favoriser l'adhésion à un groupe ou la participation à une action « collective », pour exposer l'individu à une diversité de points de vue, pour améliorer l'« *experience* », etc.);
- il est dit clairement que les interactions au sein de l'infrastructure sont des « *experiences* » que Facebook peut concevoir et ordonnancer — « *We can design these experiences* » (par. 28);
- l'orientation des individus ne peut reposer sur une norme qui, comme nous l'avons dit, soit n'existe pas, soit ne s'exprime pas, car elle est absorbée par l'opération du système (même lorsqu'il est question de faire respecter l'unique jeu de règles politiques mentionné, les « *local laws* » (par. 82), ce qui est fait par Facebook en retirant les contenus prohibés pour les rendre inexistants);
- chaque individu peut donc avoir sa propre « *conclusion on what they think is right* » (par. 48) — tout le contraire d'une norme commune.

Finalement, concernant l'épistémè, mentionnons que les individus ne sont pas placés dans une position où ils auraient à chercher une « vérité » issue d'une Raison transcendante (moderne) puisqu'ils peuvent « *come to a conclusion on what they think is right* » et qu'ils peuvent paramétrer la plateforme pour ne montrer que ce qu'ils souhaitent (très en lien avec l'approche postmoderne). La représentation objective de la réalité est en quelque sorte abolie et remplacée par une autre, systémique et clairement décodée

par l'infrastructure et l'IA à partir des données numériques — le chapitre sur la sécurité est éloquent en ce sens. Le seul savoir requis par (et pour) le fonctionnement systémique est issu des données numériques elles-mêmes issues de ce fonctionnement.

En somme, il n'y a pas et ne peut pas y avoir de reproduction d'une *norme symbolique commune*, chacun de ces trois mots étant étranger à la logique de l'infrastructure et incompatible avec sa nature. La « *social infrastructure* » fonctionne en dirigeant — en contrôlant ou en régulant — les interactions subjectives de manière à assurer ce fonctionnement systémique. Toute intégration dans une « *global community* » n'est que le résultat de ce fonctionnement et, en même temps, un repli du monde vécu sur le système lui-même — un monde qui ne peut plus prouver son existence que par les données numériques qu'il produit. Y aurait-il *oubli de la société* ?

Donc :

Q4 - La « *social infrastructure* » décrite par Zuckerberg mène-t-elle à une désymbolisation des médiations entre l'individu et son environnement ?

R4 - La représentation normative symbolique agissant en amont de la pratique sociale ne se retrouve ni dans l'intention ni dans le mode de fonctionnement de la « *social infrastructure* » — cette dernière a plutôt comme objectif de mener *a posteriori* à un rassemblement de la « *global community* ». Il s'agit d'un système cybernétique toujours et constamment à la recherche de sa propre homéostasie. Le rapport au monde n'a rien de symbolique, car il est conçu (« *designed* », par. 28) et mis en pratique dans et par l'opération du système — de manière décisionnelle-opérationnelle.

4.2.3 ANALYSE DU RÔLE IDÉEL ET DE LA PRATIQUE JOURNALISTIQUES

Le troisième et dernier cadre concerne la possibilité pour la société de se re-présenter culturellement et se réfléchir politiquement, ce qu'il faut mettre en lien avec **le rôle idéal du journalisme**, et **la pratique journalistique** au sein de la structure sociale proposée dans le manifeste de Mark Zuckerberg.

Q5 - Lieu-moment réflexif de la société sur elle-même

Nous abordons ici la présence du journalisme idéal au sein de la « *social infrastructure* », c'est-à-dire cette capacité de la « *global community* » annoncée à se forger un espace-temps pour se distancier d'elle-même afin de se représenter et se reconnaître de manière critique et se repenser pour la suite.

Nous avons vu plus haut que la fonction de représentation sociale est absorbée dans le processus systémique et qu'aucune entité distincte de l'infrastructure ne peut l'incarner. Pour autant, les humains symboliques ont besoin d'appartenir à une communauté représentative de ce qu'ils sont et qui puisse réguler leurs rapports sociaux ; d'où, sans doute, l'idée de discourir dans le manifeste sur les (cinq) valeurs rassembleuses et consensuelles qu'incarnerait symboliquement l'infrastructure si elle en était capable, par exemple grâce à une intelligence artificielle aux capacités décuplées. Mais en y regardant de plus près, on constate, en additionnant plusieurs éléments, que cela n'arrivera pas puisque le fonctionnement décisionnel-opérationnel en éloigne à jamais la possibilité.

Rappelons d'abord que, si le manifeste fait référence à certaines formes de « *common understanding* » et de « *shared sense of reality* » — qui sont bien des formes collectives de représentation —, celles-ci sont toujours préexistantes et externes à l'infrastructure proposée. Surtout, nous ne trouvons à l'intérieur de cette infrastructure aucune forme de représentation qui puisse être commune, synthétique ou critique. Ainsi, comme nous l'avons déjà dit :

- la représentation des pratiques au sein de l'infrastructure est purement empirique et numérique ;
- la représentation est composée essentiellement de la diversité des « *experiences* » (rapports individuels à la réalité) qui sont « partagées » sur la plateforme (sachant que la liberté de partage et la diversité des points de vue qui en découle sont privilégiées et revendiquées en tant que valeurs non négociables et même en tant que raison d'être ou « *commitment* » de Facebook (par. 59, 65 et 82) — plus les gens s'expriment sur Facebook, plus il y a d'informations diversifiées et plus Facebook accomplit son engagement) ;

- la représentation réellement vue par chaque usager est consommée de manière individuelle dans un espace personnalisé en fonction des paramètres (« *personal settings* »), préférences, connexions antérieures et stratégies d'influence de Facebook.

Il découle des deux points précédents un fait nouveau : il n'y a pas nécessairement de lien entre l'espace d'expression et l'espace de diffusion/représentation, même si le premier alimente le second.

En outre, on ne retrouve pas de représentation qui soit visible par l'ensemble des membres de la « *global community* ». Ainsi :

- la seule représentation de l'ensemble des « *experiences* » partagées — ou simplement d'un ensemble de ces « *experiences* » — sert, dans le manifeste, à déterminer le risque de manière algorithmique avec l'utilisation de l'intelligence artificielle (et la création de profils), afin d'y réagir de manière préventive en favorisant de nouvelles connexions ciblées. Pourtant, cette façon de faire n'est pas limitée à la question sécuritaire puisqu'elle est propre au fonctionnement cybernétique du système — c'est le même type de représentation et de réaction algorithmique auquel fait référence Zuckerberg lorsqu'il mentionne la capacité du système à inciter des individus à se joindre à des groupes, ou à les mettre en relation avec une diversité de contenus ;
- cette représentation empirique d'ensemble, qui (redisons-le) n'est ni synthétique ni critique, n'est jamais accessible aux individus à l'intérieur de l'infrastructure.

Il y a donc absence évidente de lieu-moment de représentation sociale objective, qui correspond, sans surprise, à une impossibilité de toute forme politique au sein de l'infrastructure. D'ailleurs, dans tout le manifeste, les rares expressions du politique le sont en référence à des pratiques externes à la plateforme — comme le fait de voter ou de « *take community issues to parliament* » (par. 67).

Il reste donc la notion de « *public discourse* » et en particulier de la contribution des médias socionumériques pour l'enrichir. Mais dans le manifeste, cette discussion, qui

devrait être une recherche politique de compréhension commune, devient au sein de l'infrastructure un espace d'expression individuelle, c'est-à-dire cette même liberté de « partager » et de « repartager » des contenus qui sont visibles ou non par les autres en fonction de paramètres individuels ou des stratégies d'influence de Facebook.

En somme, « *Giving everyone a voice has historically been a very positive force for public discourse because it increases the diversity of ideas shared* » (par. 45), même si ce qui est partagé ne correspond pas nécessairement à ce qui est vu.

Ajoutons encore un autre élément : il est aussi dit que cette expression individuelle qui est « *very positive for public discourse* » « *may fragment our shared sense of reality* » (toujours au par. 45) — et qu'il faut alors trouver des solutions technologiques à ce problème exacerbé par la technologie. Ne devrait-on pas plutôt se demander comment un apport positif au « *public discourse* » peut dans les faits fragmenter la définition commune du « *sense of reality* » ?

On comprend que, dans les mots de Zuckerberg, la partie du « *public discourse* » qui s'étend sur les réseaux sociaux n'a simplement pas pour vocation de développer politiquement une compréhension commune issue de l'expression individuelle, mais vise directement à promouvoir l'expression individuelle... dans un contexte où le lien avec la représentation est disloqué. C'est pourquoi, dans le manifeste, la compréhension commune, résultat d'un débat politique, est toujours produite à l'extérieur de la plateforme et jamais à l'intérieur. Et c'est ce qui explique qu'à l'intérieur, ce qui était un fondement démocratique est confié à une technologie palliative (qui « *strengthen* »).

Finalement, la perte de la « *common understanding* » dont le manifeste prend acte ne serait pas à mettre en lien avec les « *filter bubbles* » (issus des paramètres individuels affectant la représentation) et les « *fake news* » (issues de l'expression individuelle libre) (par. 46, 48 et 49), même si, pourtant, ces derniers sont typiquement associés aux réseaux sociaux. Pour Zuckerberg, c'est plutôt le sensationnalisme qui menace la compréhension commune, une tare qui mène à la polarisation et qui « *exists in all areas of discourse, not just social media* » (par. 52). Zuckerberg ajoute que ce qui lui fait le plus peur, c'est le « *sensationalism in media* » (par. 53) — auquel il entend remédier par la technologie.

Bref, nous notons que le débat sur les normes est non seulement absent de la plateforme, mais aussi sciemment évité. Cela est vrai même et surtout dans le chapitre consacré à la prise de décision collective (« *Inclusive community* ») au sujet de « *Community Standards* », où l'on dit réfléchir à une nouvelle forme démocratique sur ce qui est acceptable ou pas au sein de la « *global community* ». Dans ce dernier chapitre du manifeste :

- la seule « *participation* » à la définition d'une norme (par. 81) consiste à exprimer ses préférences au sujet des contenus présentés (représentés) individuellement, dans les « *personal settings* » qui définissent l'opération du système ;
- si norme il y a, elle ne s'applique donc pas à une réalité objective, mais à une représentation individualisée, elle-même personnalisée par l'action engendrant l'élaboration de la norme ;
- si norme il y a, celle-ci n'est jamais exprimée autrement que par l'opération de « *governance* » faite par Facebook et s'appliquant à la personnalisation de la représentation (sans accès à ce qui est filtré ou rejeté) ;
- nous constatons qu'il ne peut y avoir de débat sur une norme — comment débattre de ce qui ne s'exprime pas ? ;
- le principe d'un « *referendum* » ou « *democratic referenda* » repose sur l'agrégation régionale des « *personal settings* » — aucune interaction entre les individus ;
- le résultat de ce « *referendum* » n'a pas préséance sur les « *settings* » individuels³⁵ (par. 82).

C'est ici que tous les éléments précédents s'additionnent : nous notons, dans ce dernier chapitre du manifeste, que si la représentation est à la fois individualisée et empirique (agrégation personnalisée de contenus partagés) et que la participation au processus de « *decision-making* » devant mener à une norme (« *Community Standards* ») consiste jus-

³⁵ Il y a une seule exception, si on lit attentivement le paragraphe 82 : Facebook pourrait décider de montrer un « *warning* » avant de permettre l'accès à un contenu non conforme aux « *personal settings* », mais qui serait accepté par ce « *referendum* ». Cependant, les critères d'application du « *warning* » (seule variable n'étant pas liée directement aux « *personal controls* ») ne sont pas expliqués et semblent relever exclusivement de Facebook. Bref, le seul élément pouvant théoriquement être imposé de manière objective à l'individu sera une mise en garde, émise à la discrétion de l'entreprise et qui en bout de ligne ne sera pas contraignante pour l'individu puisqu'il pourra encore choisir de voir ou non le contenu.

tement à personnaliser cette représentation produite par l'opération du système... alors la participation à l'élaboration d'une norme consiste donc à empêcher la production d'une représentation collective, fût-elle empirique, empêchant en conséquence l'élaboration *politique* d'une norme qui n'en est pas une.

En outre, cette non-norme, les « *Community Standards* », ne s'applique pas à une réalité objective et à des comportements ayant cours dans la société, ni même dans la « *global community* ». Elle ne s'applique plus qu'à une représentation — représentation personnalisable d'une réalité devenue subjective faisant fi du social. Il est où le réel ?

En somme :

- la « *social infrastructure* » carbure à l'expression individuelle d'« *experiences* » représentées et à la représentation personnalisée — les deux dans des espaces qui ne sont pas le même ;
- l'espace de représentation au sein de l'infrastructure n'est pas un reflet objectif de la société (représentation subjective sous influence) ;
- le processus de prise de décisions touchant cette société n'est pas politique, ne vise pas une compréhension commune et ne repose pas dessus ;
- le processus de prise de décisions vise dans les faits à empêcher de créer une norme ;
- cette norme qui n'en est pas une ne s'applique qu'à la représentation qui n'est pas un reflet objectif de la société.

Donc :

Q5 - La « *social infrastructure* » décrite par Zuckerberg mène-t-elle à **l'impossibilité pour la société de se re-présenter culturellement et de se réfléchir politiquement**, court-circuitant par la technique le lieu-moment de ressaisie collective constitutif de la démocratie et incarné idéellement par la pratique journalistique ?

R5 - La « *social infrastructure* » mène à une sortie de toute forme de (re)représentation objective, synthétique et commune et retire aux individus la capacité de débattre politi-

quement d'une norme — très conformément à la postmodernité freitagienne. Incapable de créer une distanciation critique de la société sur elle-même, le journalisme n'a aucune prise, une fois de plus.

Q6 - Pratique journalistique

La dernière question de recherche concerne plus concrètement l'information journalistique et son rôle au sein de l'infrastructure proposée, de même que la pratique des journalistes dans leur relation avec l'entité Facebook.

Nous avons constaté que l'information journalistique n'est pas présentée dans le manifeste en tant que médiation de la « *global community* », mais plutôt en tant que moment de l'opération de la « *social infrastructure* ». En effet :

- la lecture d'un journal n'est pas présentée en soi en tant qu'activité renforçant les « *social connections* », à moins que l'infrastructure ne « *design these experiences* » en ce sens (par. 28) ;
- Le journalisme n'est jamais présenté en tant que condition d'une possible action commune (contrairement à ce que remarquait Tocqueville) ;
- le développement d'une « *informed community* », qui, elle, favoriserait l'action commune, n'est pas mis en lien avec le journalisme, mais plutôt avec la capacité de la « *social infrastructure* » à exposer les individus à une diversité de points de vue (elle-même liée à la possibilité opérationnelle que chacun a de « *partager* » le sien), tout en atténuant l'effet corollaire négatif de fragmentation d'un « *shared sense of reality* » (par. 45) (en favorisant éventuellement l'exposition individuelle à une plus grande diversité de points de vue (par. 48 et 49)) ;
- il est dit que les « *same* » « *TV networks* » et « *newspapers* » « *with their consistent editorial views* » ne sont pas aussi performants que les « *social media* » en matière de « *diverse content* », ces contenus étant ceux partagés par d'autres individus ;

Surtout, dans le manifeste, le mot « *news* » n'est pas associé à la pratique journalistique professionnelle. Ainsi :

- l'identification de réelles « *news stories* » qui ne soient pas des « *fake news* » repose sur les capacités de compréhension de l'IA et ne fait pas appel à une simple liste de sources journalistiques professionnelles reconnues (par. 42, 48 et 49) ;
- le « *News Feed* » de Facebook (« *fil d'actualités* » en français, espace principal de la plateforme toujours présenté en premier à l'utilisateur) est peuplé par les contenus partagés par d'autres individus « amis ». Ces individus peuvent, par exemple, « *use Live to capture the news* » (par. 75) ;
- sur les 12 mentions du mot « *news* » dans le manifeste, seulement cinq relèvent clairement de la pratique professionnelle, dont quatre à l'unique paragraphe consacré à la « *news industry* » (deux fois) et aux « *news organizations* » (une fois) (par. 56).

Par ailleurs, toutes les formes de médiation au sein de la « *global community* » passent par la « *social infrastructure* » qui crée les connexions « horizontales » entre individualités : médiations entre les individus (« *friends and families* », par. 7), entre les individus et les « *communities* » de la société civile (« *supportive communities* » et « *safe community* »), entre eux et l'information sur leur « *community* » (à l'exemple du « *News Feed* » alimenté par les individus eux-mêmes), entre eux et leurs représentants, et entre eux et la notion d'une norme (« *Community Standards* »).

En outre :

- du point de vue de l'utilisateur, l'infrastructure a pour vocation principale de permettre aux individus de « *share your experience* » (par. 59) et de montrer une « diversité » de ces « *shared experience[s]* » — les rôles d'expression et de représentation ne sont aucunement associés au journalisme, même partiellement ;
- la seule représentation d'ensemble possible est une agrégation permettant à Facebook de saisir « *what is happening across our community* » (à des fins de gestion du risque probabiliste) — et ne relève pas du journalisme, même partiellement ;

- le principe de fonctionnement de l'infrastructure est de « *Giving people a voice* », ce qui, à partir d'outils, « *encourage thoughtful civic engagement* » — ce rôle ne relève pas du journalisme, même partiellement ;
- l'infrastructure permet de « *establish direct dialogue and accountability between people and our elected leaders* » (par. 66), elle permet aux élus de « *share their meetings and information on Facebook so they can hear direct feedback from citizens* » et permet de regrouper « *whole villages [...] in WhatsApp groups together, including their representatives* » — ces rôles ne relèvent pas du journalisme, même partiellement.

Finalement, la pratique des journalistes par rapport à Facebook en tant qu'entité de gouvernance n'est tout simplement pas possible de l'intérieur de la plateforme. En effet :

- le système gère lui-même, de manière opérationnelle, la production des « *Community Standards* » décrits en tant que norme, mais qui ne s'expriment jamais autrement que par l'opération elle-même — comment peut-on la représenter pour en débattre, pour poser des questions ? ;
- il n'y a donc aucun moyen de connaître le droit applicable ni de vérifier la conformité de son application.

En somme, la « *social infrastructure* » est un « *social media* » — où le mot « *media* » doit être entendu en tant que *milieu*, dans les sens philosophique, sociologique et médiatique. Ce milieu interfère *a priori* et en continu dans le réel représenté individuellement et retire du champ des possibles la transparence et la responsabilisation d'une gouvernance déjà appliquée à ce réel. Dans ce milieu, l'action du journalisme se dissout.

Q6 - Au sein de la « *social infrastructure* » décrite par Zuckerberg, le journalisme perd-il sa capacité à assurer et à défendre le lien démocratique entre les pratiques sociales et la production des normes formelles, dilapidant en conséquence sa fonction médiatrice et son statut d'institution ou quatrième pouvoir ?

R6 - Systématiquement.

* * *

Cette analyse croisée, reposant d'abord sur une reconstruction interprétative des contenus puis concrètement sur nos questions de recherche, démontre sans équivoque que la « *global community* » envisagée par Mark Zuckerberg dans son énoncé du 16 février 2017 possède et même revendique les caractéristiques de la postmodernité décrite par Michel Freitag — au sein de laquelle la pratique journalistique se retrouve dépassée.

Facebook se propose clairement d'être le pourvoyeur et le régulateur des liens sociaux à l'échelle d'une communauté mondiale connectée, qu'il faudra ensuite rassembler, et présente ce projet en tant que condition de l'inévitable évolution de l'humanité. La « *social infrastructure* » fonctionne de manière décisionnelle-opérationnelle, et n'offre d'autre choix à cette « *global community* » que d'être empirique et *a posteriori*.

Le sens commun issu de l'*a priori* de la médiation symbolique et la capacité réflexive liée à la sphère publique politique, qui assuraient la reproduction de la société démocratique moderne, n'y trouvent plus leur place.

Nous pouvons donc conclure ceci : **en valorisant l'emprise technologique et technocratique, et même « algocratique », plutôt que les rapports sociaux et politiques, dans une logique d'efficacité (et de marchandisation), le discours techniciste, tel qu'il est énoncé dans le manifeste analysé, nous éloigne toujours plus de la possibilité d'un journalisme idéalisé en tant que lieu-moment réflexif incontournable pour un peuple qui souhaite prendre en charge sa destinée.** Notre hypothèse est confirmée.

— CONCLUSION —

La « *social infrastructure* » au cœur du manifeste diffusé sur la page Facebook de Mark Zuckerberg le 16 février 2017 a donc révélé la logique profondément décisionnelle-opérationnelle du mode de reproduction sociale mis en l'avant par le discours techniciste.

Les « principes ou modalités opératoires spécifiques » (Freitag, 1986b, p. 19) promus par ce discours sont manifestement ceux d'un système postmoderne, c'est-à-dire un environnement où toute prise de décision en lien avec les pratiques et rapports sociaux est absorbée dans la processualité opérationnelle de manière à assurer la continuité de cette dernière. Ce surdéterminisme technique (Mondoux, 2011) est présenté dans le manifeste de Zuckerberg en tant qu'incontournable mode de reproduction des rapports sociaux à l'échelle d'une « *global community* » reposant sur une « *global connection* » mondiale.

Cette logique de régulation sociale ne génère aucune forme de représentation commune et de compréhension commune et substitue la technique au symbolique, désymbolisant, donc, le rapport au réel. La réalité est même continuellement rabattue sur une représentation personnalisée systématiquement produite dans un dessein d'influence visant l'atteinte d'objectifs, parfois présentés au sein du discours en tant que valeurs communes (ici, les thèmes de chapitre), mais, dans les faits, toujours fixés par une entreprise, celle qui est propriétaire du réseau.

Ce fonctionnement court-circuite ainsi le processus décisionnel démocratique, car ce dernier requiert une représentation critique relativement commune et qui soit distancée du réel, et qui s'insère dans ce processus comme un temps d'arrêt permettant une réflexion collective préalable à la formalisation institutionnelle des normes s'appliquant à ce réel. C'est donc tout le mode de reproduction sociale politico-démocratique qui se trouve sublimé par cette mécanique, laissant du coup le journalisme errer sans fondements, alimentant par sa production incessante un nouveau maître carburant sans distinction à toutes les expressions d'« expériences » d'un réel personnalisé.

L'infrastructure technologique au cœur du discours techniciste parvient par son fonctionnement à s'inscrire en tant qu'ordre du savoir-pouvoir et à se « systémiser », plutôt que de s'institutionnaliser (ce qui relèverait de la modernité). Elle ne laisse — surtout à l'échelle « globale » — que peu de place, sinon aucune, à d'autres types de rapports que ceux, spécifiquement analysés ici, conçus *in situ* et donc de manière technologique. Difficile pour les individus au sein de ce social numérique d'imaginer d'autres façons d'interagir, ou à tout le moins, d'autres façons d'y interagir.

On serait tenté d'ajouter qu'il s'agit de rapports sociaux technocapitalistes, étant donné la marchandisation évidente de ces rapports et l'importance de la valorisation boursière de Facebook et autres GAFAM, entre autres, mais l'énoncé occulte entièrement cet aspect pourtant fondamental et structurel, un peu comme s'il se fondait dans la neutralité présumée de la technologie ou, pire, comme si l'idée d'une infrastructure vouée à la production de valeur marchande à partir des liens sociaux — de tous les liens sociaux — était devenue si « naturelle » qu'elle ne faisait plus partie de l'ordre du discours.

Le discours techniciste mène le journalisme vers le néant

S'il y a dépassement du cadre politique de la société moderne, on constate au bout du compte que la logique « algocratique » et marchande véhiculée par le discours techniciste ne frappe pas spécifiquement les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire de la démocratie, mais mène surtout, comme les théories freitagiennes l'annonçaient, vers la disparition du commun, la désymbolisation des médiations sociales et le rabattement du réel sur une représentation précontrainte au nom de l'opérativité et de l'efficacité systémiques.

Ainsi, dans cette vision du monde, l'ensemble social perd sa capacité *réflexive*, c'est-à-dire la possibilité de se re-présenter dans son ensemble et de se re-penser pour prendre les décisions qui le concernent (*réfléchir*, dans les deux sens (Pichette, 2007)). Et comme nous l'avions craint, c'est carrément la fonction démocratique idéale du journalisme qui encaisse le coup, cette idée d'un lieu-moment « synthétique-critique » (Martin, 2007) ou « moment subjectif » (Freitag, 2002) devant être à la fois public et commun, et devant s'insérer dans un processus décisionnel politique aboutissant par la (re)produc-

tion des normes collectives, qui seront formalisées et mises en application par la pratique signifiante des institutions.

D'emblée, notre analyse valide le cadre théorique et démontre l'impossibilité, dans un contexte social numérique qui serait un aboutissement total et complet du discours techniciste, d'établir une représentation synthétique de l'ensemble social, qui n'est plus que réseau. Elle démontre également l'impossibilité de rendre accessible une telle représentation dans un espace commun. Impossible, donc, d'espérer que des journalistes puissent être affectés à de tels rôles chimériques. Même s'ils y parvenaient, le fruit du labour ne constituerait d'ailleurs qu'une synthèse d'« expériences » préfiltrées par les algorithmes et « partagée » de la même manière sans que l'on sache où elle se trouve réellement affichée, ne créant aucun liant social pour ce monde atomisé et désymbolisé.

Le journalisme perd ainsi sa capacité à « venir déposer au même moment dans mille esprits la même pensée » (Tocqueville, 1940, p. 161), une telle compréhension commune étant au demeurant, et littéralement dans le manifeste étudié, en opposition à la pluralité des expressions individuelles libres.

C'est d'ailleurs l'impossibilité, ou le refus³⁶ de former un commun, sous quelque forme, qui décrit au plus près le fonctionnement socionumérique et ses effets délétères sur le journalisme et la démocratie. L'équation est simple à faire pour les entreprises technocapitalistes : l'infrastructure technologique qu'elles déploient trouve son carburant dans la prolifération empirique des expressions individuelles, d'une part, et dans sa capacité à attirer l'attention sur un ensemble personnalisé d'unités de représentations (les « partages ») qui, éventuellement, participeront également à la prolifération empirique (« re-partages »). Le résultat est gage d'un fonctionnement sans friction et, surtout, de la possibilité de dégager la valeur marchande des liens « sociaux » ainsi créés — le cœur du modèle d'affaires de ces entreprises. Dès lors, tout ce qui peut entraver ce fonctionnement est retiré du champ

36 Au moment où ces lignes étaient rédigées, la victoire de Joe Biden aux élections américaines de 2020 venait tout juste d'être confirmée. Facebook, lourdement critiqué lors des précédentes élections, publie pour la première fois de son histoire un message apparaissant à l'identique sur les centaines de millions de comptes aux États-Unis, annonçant la même nouvelle à tous. Cela tend à montrer que l'entreprise conçoit bien que seule cette approche permet de faire émerger une compréhension commune... et qu'elle en a les moyens. <https://www.usatoday.com/story/tech/2020/11/05/facebook-who-won-election-next-president-joe-biden-donald-trump/6182619002>

des possibilités : *exit*, donc, toute forme de représentation commune, synthétique et objective — littéralement dévalorisée par le discours.

Cette sortie du commun faite au nom de la pluralité des expressions individuelles libres retire alors aux individus la capacité de débattre politiquement d'une norme.

Privé de la possibilité de générer un véritable espace de représentation sociale, le journalisme ne peut pas non plus parvenir à dégager la « distance critique au réel » (Pichette, 2007) qui permettait aux citoyens de prendre acte de la socialité à laquelle ils appartenaient encore. En effet, dans les modalités sociales proposées par le discours techniciste, le réel et sa représentation numérique ne font plus qu'un, inséparables. L'effet cathartique de la pratique journalistique n'existe donc plus et les citoyens se retrouvent incapables d'avoir un regard critique sur une socialité jamais synthétisée, jamais réifiée, puisqu'atomisée et toujours confondue avec le réel, sachant que l'absence de ce regard interdit la formation d'une opinion politique à exprimer éventuellement.

D'ailleurs, même si des citoyens numériques arrivaient à former une telle opinion, le lieu de son expression, même à travers la médiation journalistique, ne pourrait jamais concorder avec celui de la représentation à partir de laquelle on souhaite s'exprimer, les deux étant disloqués. Rappelons que cette dislocation n'est pas fortuite puisque la logique sociotechnique repose non seulement sur la promesse d'une liberté du partage d'« expériences », mais en même temps sur celle d'un plein contrôle individuel des « expériences » reçues en tant que réel — ce qui facilite la captation de l'attention des récepteurs et l'application de stratégies d'influence personnalisées.

Vole alors en éclat l'essentiel produit de la pratique journalistique, c'est-à-dire la sphère publique, ou ce qui en restait, retirant du coup toute capacité significative à toute forme d'expression et, dès lors, toute possibilité de débat politique.

Dans les modalités opératoires socationumériques, il n'y a tout simplement pas d'espace de discussion politique voué à la patiente élaboration de la compréhension et des normes communes (deux aboutissements rendus inaccessibles), et encore moins un tel espace qui soit commun et utilisable par tous. Le journalisme tourne à vide dans une mécanique où toute interaction se déploie en fonction d'un objectif opérationnel — et mercantile.

La *réflexion* de la société sur elle-même (Martin, 2007), qu’incarnait le journalisme en s’insérant dans le processus démocratique menant aux décisions politiques, n’a donc *ni lieu ni moment*. Il nous apparaît clairement qu’aucun journaliste ni aucune production journalistique ne peut en effet s’insérer dans la processualité algorithmique, processualité qui engouffre à la fois la prise de décision en fonction de conséquences anticipées et son application directe au réel-représentation personnalisé. Comment, alors, rendre compte «journalistiquement» d’un débat prédécisionnel qui n’existe pas, d’une norme qui ne s’énonce pas et d’une application personnalisée de cette norme en amont du dévoilement du réel ?

Et comment responsabiliser depuis l’intérieur de cette totalité systémique, de manière journalistique, l’entité qui rédige et met en application une telle norme ? Et devant qui cette entité serait-elle responsable, vers qui ou quoi le journaliste doit-il se tourner ?

Le mode de régulation sociale porté par le discours techniciste place bel et bien le journalisme devant le néant. Mais ce n’est pas tout.

Le discours techniciste mène la démocratie vers le néant

L’objectif perpétuel de toutes ces intangibles décisions algorithmiques est d’abord d’assurer la pérennité de l’opération du système — opération liée au modèle d’affaires des entreprises —, ce qui est fait en agissant directement et continuellement dans le champ du réel-représentation des individus, c’est-à-dire en agissant en mode cybernétique pour influencer les rapports entre les singularités présentes dans le social-réseau technique afin de les prendre en charge de manière préventive et directe.

Ce principe de fonctionnement est d’ailleurs bien illustré par la façon dont sont insufflées les «valeurs» que souhaite Zuckerberg à son réseau et qui forment les cinq chapitres du manifeste analysé («*Supportive*», «*Safe*», «*Informed*», «*Civically-engaged*», «*Inclusive*»). Toute activité algorithmique en faveur de l’une ou l’autre de ces «valeurs», et même toute réflexion préalable à une telle activité, est absorbée dans la processualité inductive du système et tout simplement inculquée aux rapports sociaux des indivi-

du, à leur insu. Rien ne permet aux usagers d'apprécier la manière dont ces « valeurs » sont mises en application ou incarnées par l'infrastructure technique, ni même de les remettre en question. En fait, c'est l'idée même d'autoriser les individus à décider des valeurs associées à leurs comportements qui semble retirée du champ des possibles — et cela, déjà dans le discours.

On comprend d'ailleurs qu'une valeur libérale, sous-jacente au fonctionnement systémique, émerge entre toutes et devient fondamentale pour que la vision techniciste devienne réalité: la liberté *individuelle* d'expression à laquelle carbure le système. Zuckerberg défend cette valeur dans tous les chapitres de l'énoncé, insistant sur l'importance de donner à chacun « *a voice* » (par. 69) au sein de la plateforme, et surtout « *the power to share your experience* » (par. 59) sur son propre fil ou sur la page d'un groupe. En somme, ce qui est promu, chapitre après chapitre, c'est la liberté *individuelle* de faire fonctionner Facebook.

Le discours techniciste transpose ainsi l'idée de liberté d'expression du peuple sur sa destinée, valeur fondamentale et inattaquable de la démocratie liée ouvertement à la pratique journalistique, vers une structure technocapitaliste fonctionnant en mode cybernétique néolibéral. La liberté d'expression du peuple, incarnée historiquement par la liberté d'utiliser la presse, devient alors libertés individuelles au sein d'un système technique de communication qui se conçoit en tant que totalisation, libre de fonctionner et de générer des revenus... au nom d'une démocratie que l'on épuise.

Dans le mode de fonctionnement social cybernétique peut désormais se mouvoir « le nouveau sujet numérique » (Mondoux, 2011, p. 199-200) soustrait à la présence hégémonique d'un collectif contraignant — ni représentation commune, ni compréhension commune, ni action commune — et se sentant enfin libre, au sens libertarien³⁷ du terme, c'est-à-dire libre de faire des choix consciemment individuels, même si son de-

³⁷ Mark Zuckerberg, qui n'a jamais affiché ses couleurs partisans en matière de politique, préférerait être décrit en tant que libertarien, selon plusieurs sources, y compris le *Wall Street Journal* (« Mr. Zuckerberg agreed that he was best described as a libertarian »). « Mark Zuckerberg believes strongly that the company must have rules in place to protect free expression, and that we continue to apply them impartially », précise une porte-parole de l'entreprise. SEETHARAMAN, Deepa, et GLAZER, Emily (2020). « How Mark Zuckerberg Learned Politics: Facebook's chief, once uninterested, has transformed himself into an active political operator in the Trump era », *The Wall Street Journal*, 16 octobre 2020. Récupéré de <https://www.wsj.com/articles/how-mark-zuckerberg-learned-politics-11602853200>

venir en tant qu'individu est continuellement soumis à une influence structurée, mais jamais dévoilée et qu'il « se trouve fondamentalement dépossédé d'une emprise directe (politique) sur son devenir collectif » (Mondoux, 2011, p. 200).

La liberté d'expression n'a donc plus aucun lien avec l'idéal ou même la pratique journalistique — qui relevaient de l'idée kantienne de faire un usage public de la Raison —, et devient une notion purement individuelle s'inscrivant dans le fonctionnement d'une mécanique sociale qui n'a rien de la démocratie moderne puisque ce ne sont plus les citoyens qui négocient entre eux les valeurs partagées et les significations associées à leur rapport au monde.

La sphère publique éviscérée ayant explosé en singularités refermées sur elles-mêmes, les individus n'ont dès lors plus les outils requis, au premier plan desquels se trouve le journalisme, pour prendre des décisions communes ou qui puissent s'appliquer de manière commune aux comportements individuels. C'est d'ailleurs une impossibilité que tente en vain de résoudre Zuckerberg dans le dernier chapitre, où il explore « *how collective decision-making might work* » (par. 70) dans un tel environnement, en échouant lamentablement à trouver la solution — et en concluant encore une fois, sans surprise, à la primauté des choix individuels.

Dans ce contexte, comme nous l'avions vu en théorie, toute action concertée devient *a priori* impensable et donc hors d'atteinte des individus eux-mêmes, qui se retrouvent face à un mur : les seules décisions « collectives » encore possibles sont celles de l'opération du système technique sur leurs comportements individuels et les seules actions « collectives » envisageables sont celles résultant de l'agrégation algorithmique de ces comportements. Le « nous » n'est plus qu'une collection *a posteriori* d'actes individuels compilés de manière algorithmique.

Ainsi l'ordre social se trouve-t-il établi non pas en tant que fruit de médiations politiques, c'est-à-dire comme la résultante du jeu des rapports entre les acteurs et entre les acteurs et leurs institutions, mais bien comme la résultante des *rappports processuels* de production, c'est-à-dire d'un *fonctionnement en soi* (ici le réseautage) (Mondoux, 2011, p. 199).

La « *social infrastructure* » de Facebook n'est donc pas simplement l'incarnation d'une « bienveillante dictature bleue » (Bell, 2017), mais bien l'avatar de cette « algocratie » technocapitaliste envisagée théoriquement, qui court-circuite la démocratie et même la technocratie de Lippmann. Le « gouvernement invisible », jusqu'ici composé de savants manipulant la technique au nom du bien commun, et dont les décisions devaient être adoucies par l'opinion publique, devient cybernétique et algorithmique, et fonctionne enfin de manière autonome, sans sphère publique et sans jamais passer par le peuple. Cette « gouvernementalité algorithmique » (Rouvroy et Berns, 2013) peut dès lors agir sans cesse pour accélérer les mises en relations tout en évitant efficacement le choc des points de vue désordonnés de la masse ignorante (Lippmann, 1922; Lasch, 1995).

En fait, le peuple existe toujours, sous la forme collective (collection) d'individus dont les rapports fournissent le carburant numérique nécessaire à l'opération du système ainsi qu'aux profits, justifiant parfaitement, dans une logique autoréférentielle, la « régulation marchande qui tend à contrôler l'ensemble des pratiques sociales » (Miège, 1995, p. 173).

Émerge alors une nouvelle forme de totalité sociétale, captive d'un mode fonctionnement décisionnel-opérationnel devenant ordre du savoir-pouvoir numérique et capitaliste, systématiquement contraignant.

Le mode de régulation sociale porté par le discours techniciste place bel et bien la démocratie devant le néant.

Le discours techniciste mène le sujet vers le néant

Voilà donc où nous mène la concrétisation déjà en marche du discours techniciste : un monde structuré dans une logique systémique de marchandisation, où le réel et sa représentation sont confondus, où la norme et son application sur cette représentation le sont également (Ouellet, 2017, mais nous corroborons), et où tout rapport au monde, c'est-à-dire tout rapport sujet-objet, tend à perdre son *sens*, du moins son sens symbolique négocié politiquement. Nous sommes :

dans un système opérationnel impersonnel où *ni l'identité subjective individuelle ni l'identité collective universaliste ne sont plus représentées subjectivement et ne peuvent donc plus se reconnaître elles-mêmes objectivement. L'objectivité même du monde naturel y perd toute consistance propre* à mesure que le système produit et secrète lui-même technologiquement l'environnement qui lui correspond. Ainsi, le sujet non seulement n'habite plus le monde (tant social que naturel), mais il n'en reconnaît plus non plus symboliquement l'existence objective et les contraintes (Freitag, 2002, p. 117).

Freitag ajoute :

Toute contrainte, toute limite, toute position et toute situation deviennent alors arbitraires, de simples problèmes techniques locaux, attendant des solutions techniques elles aussi locales. Cette nouvelle forme de l'aliénation et de la réification est virtuellement absolutisée puisqu'elle concerne désormais l'esprit objectif lui-même et non plus seulement la subjectivité individuelle (Freitag, 2002, pp. 117-118).

Ce qui disparaît ici, c'est l'idée même d'une pratique du rapport au monde prenant appui sur un cadre normatif défini par les sujets qui l'habitent, cadre symbolique toujours à reconstruire par la pratique elle-même : « *la postmodernité tend à dissoudre toutes les médiations significatives synthétiques* » (Freitag, 2002, p. 118). Ne reste plus aux humains pour interagir entre eux et avec cet environnement numérique que de s'en remettre aux modalités opératoires du système technique, « comme l'« intelligence collective », qui par définition se trouve au-delà de la portée explicite des acteurs sociaux » (Mondoux, 2011, p. 199) — ce qu'ils finissent par envisager en tant que nouveau mode d'être. Chaque individu n'est alors plus régi par l'*a priori* de l'attente comportementale intégrée, issue d'une symbolique normative partagée, mais est désormais orienté vers et par l'influence et le contrôle, qui prennent la forme d'un environnement personnalisé en fonction de conséquences anticipées par des algorithmes. En somme, comme le remarque Antoinette Rouvroy (2013), il s'agit d'une gouvernamentalité sans sujet.

Comment peut-on alors envisager, sur la base de cette technostructure numérique, que des humains puissent construire une « *global community* » qui leur ressemble et qui soit

rassembleuse, comme le promet Zuckerberg? Comment pourront-ils définir ce qui leur ressemble et les rassemble sans accès à une représentation de ce qu'ils sont, ni subjectivement ni objectivement? Comment pourront-ils réussir alors qu'ils ne détiennent pas la clé de l'action commune? Comment faire ce saut dans le vide?

Il semble n'y avoir qu'une voie : croire aveuglément à ce monde meilleur jadis extrapolé par John Dewey, la « *Grande Communauté* » (ou « *Great Community* ») désormais promise par Zuckerberg dans son manifeste où elle porte le nom de « *global community* ». C'est d'ailleurs ce que font, inconsciemment ou non, tous ceux et celles qui relaient le discours techniciste sans regard critique, en favorisant sans cesse davantage les solutions numériques et algorithmiques aux problèmes sociaux, sans d'abord s'assurer de développer une vision politique du monde de demain. La Terre promise, connectée et reposant sur l'utopie d'un public et d'une démocratie qui ne seraient effectifs qu'après l'émergence d'une totalité systémique, ne cesse alors de prendre forme.

* * *

En somme, lorsque le discours techniciste aura installé ses principes de régulation des pratiques et rapports sociaux en tant que logique dominante de la socialité humaine, le journalisme fera face au néant, et son rôle social se dissoudra. Impuissants devant la processualité systémique ayant fait voler en éclats la sphère publique, les journalistes seront inaptes à dégager un espace de distanciation entre le réel et sa représentation et ne pourront s'insérer, ni participer à insérer le peuple, dans le processus décisionnel de l'ensemble social, ni en amont où les décisions ne sont plus prises ni en aval où elles sont déjà intégrées au réel représenté. Ils ne pourront même pas, ni de l'intérieur ni de l'extérieur, questionner le fonctionnement systémique *asymbolique* et dépourvu de toute transparence, et ne pourront pas rendre ce système responsable, encore moins devant un public qui ne se rassemble jamais et qui a perdu le goût de toute synthèse.

L'information sera, dans ce monde, assimilée au résultat de l'expression individuelle d'une « expérience » d'un réel-représenté tout aussi individuel plutôt qu'à une synthèse d'un commun devenu inaccessible et de toute façon dévalorisé, car en opposition aux

libertés individuelles. Sans trace de sa pertinence sociale, ni concrète ni au sein d'une symbolique commune évanouie, le journalisme ne parviendra même plus à donner un sens à son rôle, encore vaguement lié à l'idée de synthétiser un commun que l'on percevra hégémonique. Il se transformera en simple producteur infatigable de nouvelles « expériences » à découvrir, pouvant être partagées et repartagées, et sera réduit à n'être plus qu'une concrète « courroie de transmission », sorte de ruban caoutchouteux numérique requis par la mécanique d'un système communicationnel totalisant motivé par des impératifs d'efficacité et de mercantilisme.

Redonner un sens à la pratique journalistique

Le journalisme tel qu'on le conçoit encore de nos jours, c'est-à-dire lié à l'idée d'un peuple libre de décider de son devenir, se trouvera dépourvu quand aura vécu le mode de reproduction sociale dont il est issu. S'il souhaite contrer le contournement envisageable de la démocratie et ainsi conserver sa fonction première, **le journalisme doit dès maintenant constater l'urgence de resituer sa pratique dans un véritable espace commun à vocation politique et, donc, doit défendre haut et fort l'existence et la pérennité d'un tel espace.** C'est un leurre de croire que la production d'unités d'informations journalistiques sous forme de « partages » devenant des « expériences » d'un réel sous influence puisse mener le peuple à débattre d'une norme s'appliquant à ce réel déjà-là et hors d'atteinte du politique. Et c'est pourtant là que mène le discours techniciste et la dynamique actuelle de mise en système numérique des rapports sociaux.

Tocqueville (1840) disait déjà que la liberté d'expression n'a de sens que dans un projet commun auquel participer et à construire. Dans un monde cybernétique, l'individu libre, fût-il journaliste, n'a plus de *sens* dès lors que son expression sert à alimenter la processualité systémique plutôt que l'idéal commun.

La recherche de moyens, financiers ou autres, requis pour produire des contenus journalistiques de grande qualité, selon tous les critères de la profession, doit donc désormais s'accompagner d'un effort au moins aussi significatif visant à redonner vigueur aux rôles *réflexifs* de cette production, tout en tenant compte des avancées technologiques.

Le chercheur Nikos Smyrnaiois propose de commencer par débattre démocratiquement, dès maintenant et à travers les institutions politiques, des « conditions d'utilisation » (contrats de licence des utilisateurs) et des principes de mise en relation (algorithmiques) des individus par toute plateforme servant de « réseau social ». Cela doit mener, par exemple, à décider *politiquement* de la façon dont seront gérées les fausses nouvelles et les propos haineux ou incendiaires par Google, Facebook et autres Twitter, qui ne seront plus alors que des exécutants, sous contrat du peuple. Nous avons besoin d'une « réelle régulation démocratique des choix importants » confiés à ces entreprises, fait valoir Smyrnaiois (2018), invitant par la bande les journalistes à fournir rapidement aux citoyens les outils donnant accès à une réelle compréhension critique de la logique structurante des rapports socionumériques, de manière à permettre le nécessaire débat éclairé.

Pour Bernard Stiegler (2012b), il faut utiliser la puissance des médias socionumériques, mais la débarrasser de la logique marchande qui est venue remplacer toute idéalité du monde et vider de sens les rapports sociaux — une idée que ne renierait pas Evgeny Morozov (2011, 2013). Ici encore, la pratique journalistique doit se renouveler pour s'assurer de rendre audible un contre-discours techniciste cherchant à redonner aux médias, à tous les médias y compris les médias socionumériques, la capacité de créer les conditions d'un débat politique à leur sujet, redirigeant ainsi l'évolution technologique — plutôt que de s'y opposer prétentieusement — pour favoriser l'émergence d'une place publique réellement commune et politique, nécessaire à la démocratie. Il va de soi, nous semble-t-il, que cet exercice de reconfiguration important des médias doit se faire à l'abri des pressions technocapitalistes et uniquement en lien avec les idéaux démocratiques — ce qui implique déjà, et en soi, une sérieuse remise en question du contexte concret de la pratique journalistique.

Cela signifie en outre, comme le soutient Emily Bell (2017), qu'« il est temps d'abandonner le fantasme voulant que la santé du journalisme soit liée à l'économie de libre marché » : la recherche de financement ne doit jamais faire oublier que le meilleur gage de sa pérennité est d'abord la force institutionnelle et qu'en ce sens, un peuple qui tient à la démocratie doit assurer l'existence d'une sphère publique en tant que service public — notion que défend aujourd'hui Habermas (2007).

Certains vont d'ailleurs très loin en ce sens, qui, comme Vincent Mosco (2017), s'insurgent contre la privatisation de l'espace civique³⁸ par les entreprises technologiques. Ils réclament carrément une « socialisation du social », c'est-à-dire une nationalisation par l'État du social numérique — oui, nationaliser le réseau Facebook et le remodeler —, une position que Mosco ne trouve nullement extrême, soulignant que c'est l'actuelle nature privée et commerciale du social qui un jour pourrait paraître surréaliste. L'idée d'interagir au sein d'une « *social infrastructure* » développée par une entreprise capitaliste, qui y applique ses conditions, apparaît ainsi semblable à celle de vivre dans un centre commercial.

En somme, il s'agit toujours pour le journalisme de surveiller les lieux de pouvoir au nom du peuple, une tâche clairement inscrite dans son ADN puisque, faut-il le rappeler, il est né au creuset d'une lutte visant à arracher aux rois d'une autre époque le droit exclusif de faire la loi. Tout comme il a fallu questionner les « mystères de l'État » monarchique (Feyel, 2004) avant de s'engager dans la construction démocratique, il faut aujourd'hui se mettre à questionner les « mystères » du fonctionnement algorithmique et du raisonnement interne des acteurs monopolistiques que sont les Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft et consorts, dès lors qu'ils tendent à réguler le « social ». L'objectif est toujours le même : assurer la primauté du pouvoir politique détenu par le peuple, c'est-à-dire la démocratie, devenue parallèlement gage de l'existence du journalisme.

* * *

Il y a donc urgence à réorienter — voire à refonder — le discours dominant au sujet de la crise actuelle que traverse le journalisme, trop centré sur la question du financement et des expressions malveillantes (fausses nouvelles, propos haineux, etc.), pour replacer ces déboires dans le contexte d'une crise plus large affectant le fonctionnement politico-institutionnel des sociétés modernes, car c'est le dépassement de ce mode de régulation des rapports sociaux qui pousse le journalisme dans un cul-de-sac.

38 Ainsi, l'ex-grand patron de l'entreprise BlackBerry, Jim Balsillie, avait dénoncé un projet de « quartier intelligent » développé à Toronto par Google. « Sidewalk Toronto n'est pas une ville intelligente. C'est une expérience colonisatrice du capitalisme de surveillance qui tente de résoudre des problèmes urbains, civils et politiques importants. » BALSILLIE, Jim (2018). « Sidewalk Toronto has only one beneficiary, and it is not Toronto », *The Globe and Mail*, 5 octobre 2018. Récupéré de <https://www.theglobeandmail.com/opinion/article-sidewalk-toronto-is-not-a-smart-city>

Le défi repose en partie sur le développement d'une critique articulée des solutions issues d'entreprises technologiques, fussent-elles « sociotechniques », mais consiste surtout à faire du journalisme un outil de maintien et d'enrichissement d'un réel espace de compréhension commune, qui soit structuré pour le peuple de manière à favoriser la négociation politique des normes et des valeurs sociales. Dans cette sphère, le journalisme publicisera, comme il sait déjà le faire, les informations et opinions nécessaires au débat démocratique. Il s'agit, en quelque sorte, de favoriser une réappropriation du social numérique, à refonder avec des ambitions démocratiques.

Autant les journalistes ont jadis participé à leur manière au renversement de la monarchie et à l'émergence de la société politico-institutionnelle moderne, en revendiquant la liberté d'expression au nom du peuple, autant il est essentiel aujourd'hui de se placer du côté d'une opposition à l'accaparement technocapitaliste des liens sociaux qui occulte la négociation collective du rapport au monde, en revendiquant un espace public de débat politique, au nom du peuple.

La *pratique signifiante* du journalisme, en tant que pratique professionnelle et en tant que signification socialement entendue, doit donc être actualisée pour y inclure désormais la défense de la liberté d'expression *dans un espace public*, c'est-à-dire pour que le journalisme puisse incarner à la fois la liberté de parole *et* la défense du commun, du symbolique et du transcendantal comme condition d'existence d'une réelle liberté d'expression.

En somme, la pratique journalistique doit défendre les conditions de sa survie, c'est-à-dire participer à (re)produire une société où son rôle permet d'« ouvrir des espaces de ressaisie réflexive de la société sur elle-même » (Martin, 2007, p. 129). Il s'agit de défendre vigoureusement le lieu-moment de *réflexion collective* nécessaire à la démocratie — réflexion dans les deux sens du mot (Pichette, 2007), c'est-à-dire en tant que présentation de la collectivité à elle-même, favorisant une compréhension commune de la réalité qui soit ancrée dans le social et le politique, et en tant que délibération permettant au peuple de prendre en charge sa destinée.

Aucun algorithme n'est en mesure d'accomplir cette tâche.



— ANNEXE A —

BUILDING GLOBAL COMMUNITY

Mark Zuckerberg

February 16, 2017

1. To our community,
2. On our journey to connect the world, we often discuss products we're building and updates on our business. Today I want to focus on the most important question of all: are we building the world we all want?
3. History is the story of how we've learned to come together in ever greater numbers — from tribes to cities to nations. At each step, we built social infrastructure like communities, media and governments to empower us to achieve things we couldn't on our own.
4. Today we are close to taking our next step. Our greatest opportunities are now global — like spreading prosperity and freedom, promoting peace and understanding, lifting people out of poverty, and accelerating science. Our greatest challenges also need global responses — like ending terrorism, fighting climate change, and preventing pandemics. Progress now requires humanity coming together not just as cities or nations, but also as a global community.
5. This is especially important right now. Facebook stands for bringing us closer together and building a global community. When we began, this idea was not controversial. Every year, the world got more connected and this was seen as a positive trend. Yet now, across the world there are people left behind by globalization, and movements for withdrawing from global connection. There are questions about whether we can make a global community that works for everyone, and whether the path ahead is to connect more or reverse course.
6. This is a time when many of us around the world are reflecting on how we can have the most positive impact. I am reminded of my favorite saying about technology: "We always overestimate what we can do in two years, and we underestimate what we can do in ten years." We may not have the power to create the world we want immediately, but we can all start working on the long term today. In times like these, the most important

ANNOTATIONS

2. Le monde conçu comme des éléments à relier et dont l'unité *a posteriori* tient à la réalisation de ce « *journey* », à la fois périple et quête. En outre, ce « *journey* » semble fait de « *products* » et de « *business* ».
- 3-4. « *Communities* » = associations de la société civile
Société civile + médias + gouvernements = les trois ingrédients requis pour le fonctionnement de la société moderne démocratique américaine, selon Tocqueville.
Nous allons bientôt franchir la prochaine étape.
4. Appel au dépassement de la « *social infrastructure* » actuelle. Il ne s'agit pas tant de s'unir pour progresser, c'est le « *progress* » (la progression) qui requiert ce passage à la « *global community* » et donc il faut s'unir.
5. Si une « *social infrastructure* » est ce qui permet de nous regrouper et que Facebook « *stands for bringing us together* », Fb est donc une « *infrastructure* ». En outre, c'est une infrastructure unifiée, plutôt que les trois éléments de Tocqueville. La division État/société civile/vie privée s'estompe.
5. « *the world [getting] more connected* » = « *globalization* » (un processus en cours).
« *global connection* » = « *global community* » (l'aboutissement du processus).
6. Il n'y a pas de lien grammatical avec ce qui précède, mais on comprend à la lecture de cette phrase que la « *global connection* » (para 5) est technologique et que l'infrastructure à construire l'est aussi.
6. Appel à la construction d'un nouveau monde.

thing we at Facebook can do is develop the social infrastructure to give people the power to build a global community that works for all of us.

7. For the past decade, Facebook has focused on connecting friends and families. With that foundation, our next focus will be developing the social infrastructure for community — for supporting us, for keeping us safe, for informing us, for civic engagement, and for inclusion of all.
8. Bringing us all together as a global community is a project bigger than any one organization or company, but Facebook can help contribute to answering these five important questions:
 - 9.
 - How do we help people build **supportive communities** that strengthen traditional institutions in a world where membership in these institutions is declining?
 - 10.
 - How do we help people build a **safe community** that prevents harm, helps during crises and rebuilds afterwards in a world where anyone across the world can affect us?
 - 11.
 - How do we help people build an **informed community** that exposes us to new ideas and builds common understanding in a world where every person has a voice?
 - 12.
 - How do we help people build a **civically-engaged community** in a world where participation in voting sometimes includes less than half our population?
 - 13.
 - How do we help people build an **inclusive community** that reflects our collective values and common humanity from local to global levels, spanning cultures, nations and regions in a world with few examples of global communities?
 - 14. My hope is that more of us will commit our energy to building the long term social infrastructure to bring humanity together. The answers to these questions won't all come from Facebook, but I believe we can play a role.
 - 15. Our job at Facebook is to help people make the greatest positive impact while mitigating areas where technology and social media can contribute to divisiveness and isolation. Facebook is a work in progress, and we are dedicated to learning and improving. We take our responsibility seriously, and today I want to talk about how we plan to do our part to build this global community.

6. « *In times like these* » : Facebook est une infrastructure qui cadre avec la « *global connection* » (para 5). L'infrastructure de Facebook doit permettre aux gens d'y bâtir la « *global community that works for all of us* ».
7. L'objectif de l'entreprise est de développer la « *social infrastructure for community* ». À noter, ici en particulier, le sens du mot « *community* » = le rassemblement, plutôt que son résultat, rassemblement qui s'effectue par les actions énumérées.
8. Des organisations et des entreprises ont le rôle est de rassembler les citoyens d'une « *global community* ». Aucune référence à l'État, au gouvernement ou aux citoyens.
8. La forme de l'aide provenant de Facebook est annoncée au para précédent = « *developing the social infrastructure for community* » et l'objectif est de « *Bringing us all together* ». Les cinq questions réfèrent au développement par Facebook de l'infrastructure de rassemblement qui créera la « *global community that works for all of us* ». Il s'agit des cinq thèmes abordés dans les chapitres du texte.
9. « *We* » = Facebook + organisations et entreprises.
« *help* » = « *help* » for « *developing the social infrastructure for community* ». Les institutions de la modernité ne rassemblent plus; il faut les aider.
11. Seule référence à la représentation, qui « *exposes us to new ideas* » et « *builds common understanding* ». L'idée d'être « *exposés* » est remplacée par celle de « *share new ideas* » dans le chapitre correspondant.
12. Les institutions de la modernité ne rassemblent plus; il faut les aider.
13. La « *community* » doit refléter les « *collective values* » et notre humanité commune. Ici, appui aux principes de la modernité. L'idée que ce reflet « *collectif* » doit *s'étendre* (« *spanning* ») évolue vers celle de *s'adapter* aux cultures, nations et régions, dans le chapitre correspondant.
15. Le « *job* » de Facebook est de construire la « *social infrastructure* » qui rassemble (= « *positive impact* »). On comprend par la négative que cette infrastructure est faite de « *technology and social media* ». « *Facebook* » = « *social infrastructure* » = « *technology and social media* » « *is a work in progress* » (expérimentation perpétuelle de la technologie).

SUPPORTIVE COMMUNITIES

16. Building a global community that works for everyone starts with the millions of smaller communities and intimate social structures we turn to for our personal, emotional and spiritual needs.
17. Whether they're churches, sports teams, unions or other local groups, they all share important roles as social infrastructure for our communities. They provide all of us with a sense of purpose and hope; moral validation that we are needed and part of something bigger than ourselves; comfort that we are not alone and a community is looking out for us; mentorship, guidance and personal development; a safety net; values, cultural norms and accountability; social gatherings, rituals and a way to meet new people; and a way to pass time.
18. In our society, we have personal relationships with friends and family, and then we have institutional relationships with the governments that set the rules. A healthy society also has many layers of communities between us and government that take care of our needs. When we refer to our "social fabric", we usually mean the many mediating groups that bring us together and reinforce our values.
19. However, there has been a striking decline in the important social infrastructure of local communities over the past few decades. Since the 1970s, membership in some local groups has declined by as much as one-quarter, cutting across all segments of the population.
20. The decline raises deeper questions alongside surveys showing large percentages of our population lack a sense of hope for the future. It is possible many of our challenges are at least as much social as they are economic — related to a lack of community and connection to something greater than ourselves. As one pastor told me: "People feel unsettled. A lot of what was settling in the past doesn't exist anymore."
21. Online communities are a bright spot, and we can strengthen existing physical communities by helping people come together online as well as offline. In the same way connecting with friends online strengthens real relationships, developing this infrastructure will strengthen these communities, as well as enable completely new ones to form.
16. « *structure* » et non « *infrastructure* » est utilisé deux fois dans tout le texte, chaque fois pour parler positivement de la forme existante.
- 16-17. Définition des « *communities* » au pluriel = société civile définie par Tocqueville.
17. Normes, valeurs, etc. liées aux « *communities* ».
17. Unique fois de tout le texte où le mot « *infrastructure* » est employé pour la forme existante sans parler de son déclin ou de dépassement dans la même phrase (il y a deux autres phrases positives mais utilisant le mot « *structure* »). Mais ce para et le suivant mettent la table pour le para 19: « *However, there has been a striking decline in the important social infrastructure [...]* ».
18. Rapports entre acteurs et entre les acteurs et leurs institutions.
18. Entre les deux il y a les « *communities* » = société civile (toujours conforme à Tocqueville). Contrairement à Tocqueville, il n'y a pas le journalisme en tant que médiation. Les « *communities* » sont des médiations entre les acteurs et entre les acteurs et leurs institutions. Le paragraphe commence par « *In our society* »: tout le reste semble en être une définition. La « *society* » est donc composée de « *personal relationship with friends and family* » (voir para 7, jusqu'ici le rôle de Fb était de créer des connexions entre amis et familles), d'un « *social fabric* » qui consiste en « *many layers of communities between us and government that take care of our needs* » (voir para 7, Facebook's « *next focus will be developing the social infrastructure for community* » et para 9 « *help people build supportive communities* »), et le gouvernement.
- 18-19. Ces deux paragraphes parlent des relations entre les acteurs et entre les acteurs et leurs institutions en utilisant les mots: « *relationships* », « *communities* », « *between* », « *social fabric* », « *mediating* », « *social infrastructure* », « *membership* », « *groups* » et « *population* ».
19. Déclin de la « *social infrastructure* » liée à la modernité de Tocqueville.
19. Donc les « *communities* » sont des « *groups* ».
21. « *We* » = « *Online communities* » en ne regardant que la syntaxe de la phrase, mais polysémie possible puisque Fb est l'entreprise qui construit l'infrastructure des « *communities* » et que « *online* » ne peut être qu'une infrastructure-médiatisation.
21. Amener les « *communities* » dans l'univers « *online* », droit corporatif.

22. A woman named Christina was diagnosed with a rare disorder called Epidermolysis Bullosa — and now she’s a member of a group that connects 2,400 people around the world so none of them have to suffer alone. A man named Matt was raising his two sons by himself and he started the Black Fathers group to help men share advice and encouragement as they raise their families. In San Diego, more than 4,000 military family members are part of a group that helps them make friends with other spouses. These communities don’t just interact online. They hold get-togethers, organize dinners, and support each other in their daily lives.
23. We recently found that more than 100 million people on Facebook are members of what we call “very meaningful” groups. These are groups that upon joining, quickly become the most important part of our social network experience and an important part of our physical support structure. For example, many new parents tell us that joining a parenting group after having a child fits this purpose.
24. There is a real opportunity to connect more of us with groups that will be meaningful social infrastructure in our lives. More than one billion people are active members of Facebook groups, but most don’t seek out groups on their own — friends send invites or Facebook suggests them. If we can improve our suggestions and help connect one billion people with meaningful communities, that can strengthen our social fabric.
25. Going forward, we will measure Facebook’s progress with groups based on meaningful groups, not groups overall. This will require not only helping people connect with existing meaningful groups, but also enabling community leaders to create more meaningful groups for people to connect with.
26. The most successful physical communities have engaged leaders, and we’ve seen the same with online groups as well. In Berlin, a man named Monis Bukhari runs a group where he personally helps refugees find homes and jobs. Today, Facebook’s tools for group admins are relatively simple. We plan to build more tools to empower community leaders like Monis to run and grow their groups the way they’d like, similar to what we’ve done with Pages.
27. Most communities are made of many sub-communities, and this is another clear area for developing new tools. A school, for example, is not a single community, but many smaller groups among its classes, dorms and student groups. Just as the social fabric of
22. Aucune de ces « communities » n’est placée en relation avec la société dans son ensemble (dans un mouvement d’agir commun), mais est plutôt tournée vers la prise en charge locale et *ad hoc* des individus.
23. « structure » et non « infrastructure » n’est utilisé que deux fois dans tout le texte, chaque fois pour parler positivement de la forme existante.
24. « Communities » (au pluriel) = « Facebook groups » = « social infrastructure in our lives » = société civile qui renforce le tissu social.
25. La solution proposée repose sur un constat à propos des « meaningful » « Facebook groups », auxquels il faut aider les gens à se connecter + aider les administrateurs de groupes Fb à en faire des « meaningful groups ».
25. La progression de Facebook mesurée dans sa capacité à aider les gens à se connecter (para 24) à des groupes qui « quickly become the most important part of our social network experience » sur Facebook (para 23).
26. Ici aussi, le lien entre « physical communities » et groupes Facebook est clair.
26. « empower community leaders » « to run and grow their [Facebook] groups ».

society is made up of many communities, each community is made of many groups of personal connections. We plan to expand groups to support sub-communities.

- 28. We can look at many activities through the lens of building community. Watching video of our favorite sports team or TV show, reading our favorite newspaper, or playing our favorite game are not just entertainment or information but a shared experience and opportunity to bring together people who care about the same things. We can design these experiences not for passive consumption but for strengthening social connections.
- 29. Our goal is to strengthen existing communities by helping us come together online as well as offline, as well as enabling us to form completely new communities, transcending physical location. When we do this, beyond connecting online, we reinforce our physical communities by bringing us together in person to support each other.
- 30. A healthy society needs these communities to support our personal, emotional and spiritual needs. In a world where this physical social infrastructure has been declining, we have a real opportunity to help strengthen these communities and the social fabric of our society.

SAFE COMMUNITY

- 31. As we build a global community, this is a moment of truth. Our success isn't just based on whether we can capture videos and share them with friends. It's about whether we're building a community that helps keep us safe — that prevents harm, helps during crises, and rebuilds afterwards.
- 32. Today's threats are increasingly global, but the infrastructure to protect us is not. Problems like terrorism, natural disasters, disease, refugee crises, and climate change need coordinated responses from a worldwide vantage point. No nation can solve them alone. A virus in one nation can quickly spread to others. A conflict in one country can create a refugee crisis across continents. Pollution in one place can affect the environment around the world. Humanity's current systems are insufficient to address these issues.
- 33. Many dedicated people join global non-profit organizations to help, but the market often fails to fund or incentivize building the necessary infrastructure. I have long expected

- 28. Les activités sont présentées comme des « *experiences* » (au sens de vivre-éprouver quelque chose dans la réalité) partagées que Fb peut concevoir/structurer (design) en fonction d'un objectif extérieur aux producteurs de ces contenus (« *TV shows* », « *newspapers* », « *games* ») et extérieur, aussi, aux individus qui les « consomment ». Ces « *experiences* » sont un rapport médiatisé à la réalité.
- 29. C'est au-delà de la connexion en ligne (et parce qu'elle est là) que nous renforçons les « *communities* ».
- 32. Dépassement des infrastructures nationales.
- 32. Dépassement de la nation.
- 32. Dépassement des infrastructures actuelles, présentées en tant que système.
- 33. La construction de la nouvelle infrastructure liée à des organisations.

more organizations and startups to build health and safety tools using technology, and I have been surprised by how little of what must be built has even been attempted. There is a real opportunity to build global safety infrastructure, and I have directed Facebook to invest more and more resources into serving this need.

34. For some of these problems, the Facebook community is in a unique position to help prevent harm, assist during a crisis, or come together to rebuild afterwards. This is because of the amount of communication across our network, our ability to quickly reach people worldwide in an emergency, and the vast scale of people's intrinsic goodness aggregated across our community.
35. To prevent harm, we can build social infrastructure to help our community identify problems before they happen. When someone is thinking of suicide or hurting themselves, we've built infrastructure to give their friends and community tools that could save their life. When a child goes missing, we've built infrastructure to show Amber Alerts — and multiple children have been rescued without harm. And we've built infrastructure to work with public safety organizations around the world when we become aware of these issues. Going forward, there are even more cases where our community should be able to identify risks related to mental health, disease or crime.
36. To help during a crisis, we've built infrastructure like Safety Check so we can all let our friends know we're safe and check on friends who might be affected by an attack or natural disaster. Safety Check has been activated almost 500 times in two years and has already notified people that their families and friends are safe more than a billion times. When there is a disaster, governments often call us to make sure Safety Check has been activated in their countries. But there is more to build. We recently added tools to find and offer shelter, food and other resources during emergencies. Over time, our community should be able to help during wars and ongoing issues that are not limited to a single event.
37. To rebuild after a crisis, we've built the world's largest social infrastructure for collective action. A few years ago, after an earthquake in Nepal, the Facebook community raised \$15 million to help people recover and rebuild — which was the largest crowdfunded relief effort in history. We saw a similar effort after the shooting at the Pulse nightclub in Orlando when people across the country organized blood donations to help victims they had never met. Similarly, we built tools so millions of people could commit to becoming

33. Indirectement : le développement d'outils technologiques est tributaire de la « *global safety infrastructure* » et pour cette raison la construction de cette infrastructure est un besoin (« *need* »).
33. Organisations et entreprises, ici aussi.
33. Solution technologique.
34. L'aide possible par la communication au sein du réseau, et par l'agrégation.
35. « *To prevent* », en lien avec « *the amount of communication across our network* ».
35. Identifier les problèmes = représenter ce qui se passe. C'est la communauté qui le fait avec l'infrastructure de Fb. Identifier les problèmes avant qu'ils n'arrivent = conséquences anticipées. Dans les exemples, l'identification et/ou la communication du risque est faite au sein de l'infrastructure mais la réaction requise passe par une action humaine, en utilisant la plateforme et les outils de Fb.
35. Facebook a aussi un rôle direct à jouer (en tant qu'infrastructure ?) de concert avec les organisations publiques. Qu'entend-on par « *public safety organizations* » ? Ne semble pas impliquer les gouvernement, mais sans doute les « *organizations* » de l'État, de concert avec les « *organizations* » de la société civile et l'entreprise Facebook.
35. Identifier les risques associés à des problèmes.
36. « *To help* », en lien avec la capacité de « *reach* » « *worldwide* ».
36. Les gouvernements ont besoin de l'infrastructure de Facebook pour la sécurité.
37. « *To rebuild* », en lien avec la capacité d'agrégation.
37. La « *collective action* », dans tous les exemples, prend la forme de gestes individuels agrégés.

organ donors to save others after accidents, and registries reported larger boosts in sign ups than ever before.

38. Looking ahead, one of our greatest opportunities to keep people safe is building artificial intelligence to understand more quickly and accurately what is happening across our community.
39. There are billions of posts, comments and messages across our services each day, and since it's impossible to review all of them, we review content once it is reported to us. There have been terribly tragic events — like suicides, some live streamed — that perhaps could have been prevented if someone had realized what was happening and reported them sooner. There are cases of bullying and harassment every day, that our team must be alerted to before we can help out. These stories show we must find a way to do more.
40. Artificial intelligence can help provide a better approach. We are researching systems that can look at photos and videos to flag content our team should review. This is still very early in development, but we have started to have it look at some content, and it already generates about one-third of all reports to the team that reviews content for our community.
41. It will take many years to fully develop these systems. Right now, we're starting to explore ways to use AI to tell the difference between news stories about terrorism and actual terrorist propaganda so we can quickly remove anyone trying to use our services to recruit for a terrorist organization. This is technically difficult as it requires building AI that can read and understand news, but we need to work on this to help fight terrorism worldwide.
42. As we discuss keeping our community safe, it is important to emphasize that part of keeping people safe is protecting individual security and liberty. We are strong advocates of encryption and have built it into the largest messaging platforms in the world — WhatsApp and Messenger. Keeping our community safe does not require compromising privacy. Since building end-to-end encryption into WhatsApp, we have reduced spam and malicious content by more than 75%.
43. The path forward is to recognize that a global community needs social infrastructure to keep us safe from threats around the world, and that our community is uniquely pos-

38. Représentation de ce qui se passe à travers la « *community* » faite par l'intelligence artificielle de Fb. Représentation (ici) = identification du risque.

40. L'IA participe à l'identification des menaces en raison du grand nombre de posts, commentaires et messages (para 39) mais c'est au final une équipe d'employés de Fb qui les passent en revue pour (au nom de) la « *community* ».

itioned to prevent disasters, help during crises, and rebuild afterwards. Keeping the global community safe is an important part of our mission — and an important part of how we'll measure our progress going forward.

INFORMED COMMUNITY

- 44. The purpose of any community is to bring people together to do things we couldn't do on our own. To do this, we need ways to share new ideas and share enough common understanding to actually work together.
- 45. Giving everyone a voice has historically been a very positive force for public discourse because it increases the diversity of ideas shared. But the past year has also shown it may fragment our shared sense of reality. It is our responsibility to amplify the good effects and mitigate the bad — to continue increasing diversity while strengthening our common understanding so our community can create the greatest positive impact on the world.
- 46. The two most discussed concerns this past year were about diversity of viewpoints we see (filter bubbles) and accuracy of information (fake news). I worry about these and we have studied them extensively, but I also worry there are even more powerful effects we must mitigate around sensationalism and polarization leading to a loss of common understanding.
- 47. Social media already provides more diverse viewpoints than traditional media ever has. Even if most of our friends are like us, we all know people with different interests, beliefs and backgrounds who expose us to different perspectives. Compared with getting our news from the same two or three TV networks or reading the same newspapers with their consistent editorial views, our networks on Facebook show us more diverse content.
- 48. But our goal must be to help people see a more complete picture, not just alternate perspectives. We must be careful how we do this. Research shows that some of the most obvious ideas, like showing people an article from the opposite perspective, actually deepen polarization by framing other perspectives as foreign. A more effective approach is to show a range of perspectives, let people see where their views are on a

- 44. La raison d'être d'une « *community* » est de rassembler les gens pour accomplir des choses qu'on ne peut faire seul (à noter, il n'est pas dit: faire des choses ensemble, en commun, de concert...).
- 44. Partager de nouvelles idées et une compréhension commune comme conditions de la possibilité de travailler ensemble. Cela fait référence à une norme (compréhension commune) constamment actualisée (par de nouvelles idées) permettant la pratique sociale (ici, spécifiquement l'action « *work together* ») des acteurs.
- 46. Le « *common understanding* » n'est pas discuté en lien avec les « *filter bubbles* » et les « *fake news* » (où la diversité des points de vue est discutée), mais seulement en lien avec le sensationnalisme et la polarisation.
- 47. Les médias traditionnels, toujours les mêmes (« *same* ») avec leurs contenus cohérents ou homogènes, ne présentent pas une diversité des points de vue aussi grande que les médias socionumériques. Les médias traditionnels ne réunissent donc pas autant que les msn une des conditions de la possibilité de travailler ensemble (voir para 44).
Parti-pris en faveur de la multiplicité-diversité des points de vue. Cette diversité permet à chacun de « *come to a conclusion on what they think is right* » (para suivant).
- 48. Opération processuelle faisant émerger une réponse posée au système, l'idée de montrer « *a range of perspectives* » comme une sorte de pompe pour amorcer le processus. En outre, c'est à chaque individu d'avoir sa propre « *conclusion on what they think is right* » et l'objectif systémique n'est pas de faire émerger une norme mais « *a complete range of perspectives* » qui favorisent ces conclusions individuelles.



spectrum and come to a conclusion on what they think is right. Over time, our community will identify which sources provide a complete range of perspectives so that content will naturally surface more.

49. Accuracy of information is very important. We know there is misinformation and even outright hoax content on Facebook, and we take this very seriously. We've made progress fighting hoaxes the way we fight spam, but we have more work to do. We are proceeding carefully because there is not always a clear line between hoaxes, satire and opinion. In a free society, it's important that people have the power to share their opinion, even if others think they're wrong. Our approach will focus less on banning misinformation, and more on surfacing additional perspectives and information, including that fact checkers dispute an item's accuracy.
50. While we have more work to do on information diversity and misinformation, I am even more focused on the impact of sensationalism and polarization, and the idea of building common understanding.
51. Social media is a short-form medium where resonant messages get amplified many times. This rewards simplicity and discourages nuance. At its best, this focuses messages and exposes people to different ideas. At its worst, it oversimplifies important topics and pushes us towards extremes.
52. Polarization exists in all areas of discourse, not just social media. It occurs in all groups and communities, including companies, classrooms and juries, and it's usually unrelated to politics. In the tech community, for example, discussion around AI has been oversimplified to existential fear-mongering. The harm is that sensationalism moves people away from balanced nuanced opinions towards polarized extremes.
53. If this continues and we lose common understanding, then even if we eliminated all misinformation, people would just emphasize different sets of facts to fit their polarized opinions. That's why I'm so worried about sensationalism in media.
54. Fortunately, there are clear steps we can take to correct these effects. For example, we noticed some people share stories based on sensational headlines without ever reading the story. In general, if you become less likely to share a story after reading it, that's a good sign the headline was sensational. If you're more likely to share a story after reading it, that's often a sign of good in-depth content. We recently started reducing sensation-

49. Rôle de Facebook dans la visibilité des points de vue et des informations.

À noter : le discours techniciste actuel demanderait plutôt la censure pure et simple de la désinformation plutôt que sa mise en perspective ou que des humains « *fact checkers* » la mettent en doute.

50. Lien entre le sensationnalisme, la polarisation de la compréhension commune.

52. Le sensationnalisme mène à la polarisation. La polarisation est ici placée en opposition aux opinions équilibrées et nuancées. Pour favoriser le « *common understanding* », il faut favoriser les « *balanced nuanced opinions* ».

alism in News Feed by taking this into account for pieces of content, and going forward signals like this will identify sensational publishers as well. There are many steps like this we have taken and will keep taking to reduce sensationalism and help build a more informed community.

55. Research suggests the best solutions for improving discourse may come from getting to know each other as whole people instead of just opinions — something Facebook may be uniquely suited to do. If we connect with people about what we have in common — sports teams, TV shows, interests — it is easier to have dialogue about what we disagree on. When we do this well, we give billions of people the ability to share new perspectives while mitigating the unwanted effects that come with any new medium.
56. A strong news industry is also critical to building an informed community. Giving people a voice is not enough without having people dedicated to uncovering new information and analyzing it. There is more we must do to support the news industry to make sure this vital social function is sustainable — from growing local news, to developing formats best suited to mobile devices, to improving the range of business models news organizations rely on.
57. Connecting everyone to the internet is also necessary for building an informed community. For the majority of people around the world, the debate is not about the quality of public discourse but whether they have access to basic information they need at all, often related to health, education and jobs.
58. Finally, I want to emphasize that the vast majority of conversations on Facebook are social, not ideological. They're friends sharing jokes and families staying in touch across cities. They're people finding groups, whether they're new parents raising kids or newly diagnosed patients suffering from a disease together. Sometimes it's for joy, coming together around religion or sports. And sometimes it's for survival, like refugees communicating to find shelter.
59. Whatever your situation when you enter our community, our commitment is to continue improving our tools to give you the power to share your experience. By increasing the diversity of our ideas and strengthening our common understanding, our community can have the greatest positive impact on the world.

56. La « *news industry* », en tant qu'entité autonome (mais on ne dit pas institution) a donc un rôle « critique » à jouer pour assurer une « *informed community* », concept lié à la diversité de points de vue et « *common understanding* ». Les explications sont plutôt liées à la production de contenus.
56. L'industrie de la nouvelle = fonction social vitale.
57. La santé, l'éducation et l'emploi relèvent généralement de l'État. Ici, l'accès à Internet leur semble lié là où il y a carence.
59. Conclusion du segment sur l'importance de l'information : l'objectif est de permettre à chacun de partager sa propre expérience (sous entendu « expérience de la réalité »). L'info est ici conçue en tant que médiatisation du rapport au monde de chacun. En outre, Fb s'engage à améliorer ses outils pour... utiliser Fb (= plateforme de partage).

CIVICALLY-ENGAGED COMMUNITY

60. Our society will reflect our collective values only if we engage in the civic process and participate in self-governance. There are two distinct types of social infrastructure that must be built:
61. The first encourages engagement in existing political processes: voting, engaging with issues and representatives, speaking out, and sometimes organizing. Only through dramatically greater engagement can we ensure these political processes reflect our values.
62. The second is establishing a new process for citizens worldwide to participate in collective decision-making. Our world is more connected than ever, and we face global problems that span national boundaries. As the largest global community, Facebook can explore examples of how community governance might work at scale.
63. The starting point for civic engagement in the existing political process is to support voting across the world. It is striking that only about half of Americans eligible to vote participate in elections. This is low compared to other countries, but democracy is receding in many countries and there is a large opportunity across the world to encourage civic participation.
64. In the United States election last year, we helped more than 2 million people register to vote and then go vote. This was among the largest voter turnout efforts in history, and larger than those of both major parties combined. In every election around the world, we keep improving our tools to help more people register and vote, and we hope to eventually enable hundreds of millions of more people to vote in elections than do today, in every democratic country around the world.
65. Local civic engagement is a big opportunity as well as national. Today, most of us do not even know who our local representatives are, but many policies impacting our lives are local, and this is where our participation has the greatest influence. Research suggests reading local news is directly correlated with local civic engagement. This shows how building an informed community, supportive local communities, and a civically-engaged community are all related.
66. Beyond voting, the greatest opportunity is helping people stay engaged with the issues that matter to them every day, not just every few years at the ballot box. We can help
60. Référence claire à la réflexivité des normes (valeurs) et des pratiques sociales en lien avec le « *civic process* » de production de cette « *self-governance* ».
- 60 Sur ce principe, la « *social infrastructure* » doit être construite ...
61. ... pour renforcer les « *process* » traditionnels ...
62. ... et en créer de nouveaux parce que le monde est maintenant une « *global community* ».
- 63-64. La démocratie, et son mode de fonctionnement (participation citoyenne au processus politique) est en recul: il y a donc une « *large opportunity* » pour Facebook de construire ou améliorer ses outils (« *tools* ») pour faciliter ou permettre (« *enable* ») le vote-participation civique de millions de personnes dans chaque pays à travers le monde.
65. La participation civique aux niveaux local et national a également besoin d'être soutenue, aidée, et est également une « *big opportunity* » pour Facebook qui peut (aider à) connecter les gens et leurs représentants-leaders élus (idée déployée dans les para 65-66-67).
65. Constat d'un lien entre une représentation commune et la participation civique, c'est-à-dire un agir ensemble.

establish direct dialogue and accountability between people and our elected leaders. In India, Prime Minister Modi has asked his ministers to share their meetings and information on Facebook so they can hear direct feedback from citizens. In Kenya, whole villages are in WhatsApp groups together, including their representatives. In recent campaigns around the world — from India and Indonesia across Europe to the United States — we've seen the candidate with the largest and most engaged following on Facebook usually wins. Just as TV became the primary medium for civic communication in the 1960s, social media is becoming this in the 21st century.

67. This creates an opportunity for us to connect with our representatives at all levels. In the last few months, we have already helped our community double the number of connections between people and our representatives by making it easier to connect with all our representatives in one click. When we connect, we can engage directly in comments and messages. For example, in Iceland, it's common to tag politicians in group discussions so they can take community issues to parliament.
68. Sometimes people must speak out and demonstrate for what they believe is right. From Tahrir Square to the Tea Party — our community organizes these demonstrations using our infrastructure for events and groups. On a daily basis, people use their voices to share their views in ways that can spread around the world and grow into movements. The Women's March is an example of this, where a grandmother with an internet connection wrote a post that led her friends to start a Facebook event that eventually turned into millions of people marching in cities around the world.
69. Giving people a voice is a principle our community has been committed to since we began. As we look ahead to building the social infrastructure for a global community, we will work on building new tools that encourage thoughtful civic engagement. Empowering us to use our voices will only become more important.

INCLUSIVE COMMUNITY

70. Building an inclusive global community requires establishing a new process for citizens worldwide to participate in community governance. I hope that we can explore examples of how collective decision-making might work at scale.

66. Représentation médiatique et responsabilité (« *accountability* ») des institutions sans l'apport de la pratique journalistique (directe dans les deux cas).

67. Le vocabulaire employé reflète l'objectif fonctionnel : « *opportunity for us to connect* », « *we [...] helped our community double the number of connections* », « *making it easier to connect* », « *When we connect* », « *comments* », « *messages* », « *group discussions* ». Et à la fin du paragraphe une action physique : « *so they can take community issues to parliament* ».

68. Pratique active (et signifiante) de participation à la production du normatif ...

68. ... utilisant l'infrastructure de Facebook. Ici, Facebook permet l'action commune (ce qui relevait de la société civile et du journalisme chez Tocqueville).

68. Activités + interactions dans Facebook. Ensuite actions physiques.

69. Au sein de la « *social infrastructure for a global community* », le local et le national politiques semblent importants : ce sont les lieux privilégiés explorés pour parler de participation civique des citoyens (la seule référence à un niveau mondial est l'exemple « *Women's March* », para 68 — on pourrait parler d'un niveau international dans le cas de la place Tahrir puisque le printemps arabe s'est étendu à plusieurs pays).

70. Lien entre le caractère « *inclusive* » de la « *global community* » et un processus permettant la participation, de la part de citoyens du monde entier, à la « *community governance* ».

70. « *process for citizens worldwide to participate in community governance* » = « *collective decision-making* ». À noter : c'est le processus décisionnel qui est collectif.

71. Facebook is not just technology or media, but a community of people. That means we need Community Standards that reflect our collective values for what should and should not be allowed.
72. In the last year, the complexity of the issues we've seen has outstripped our existing processes for governing the community. We saw this in errors taking down newsworthy videos related to Black Lives Matter and police violence, and in removing the historical Terror of War photo from Vietnam. We've seen this in misclassifying hate speech in political debates in both directions — taking down accounts and content that should be left up and leaving up content that was hateful and should be taken down. Both the number of issues and their cultural importance has increased recently.
73. This has been painful for me because I often agree with those criticizing us that we're making mistakes. These mistakes are almost never because we hold ideological positions at odds with the community, but instead are operational scaling issues. Our guiding philosophy for the Community Standards is to try to reflect the cultural norms of our community. When in doubt, we always favor giving people the power to share more.
74. There are a few reasons for the increase in issues we've seen: cultural norms are shifting, cultures are different around the world, and people are sensitive to different things.
75. First, our community is evolving from its origin connecting us with family and friends to now becoming a source of news and public discourse as well. With this cultural shift, our Community Standards must adapt to permit more newsworthy and historical content, even if some is objectionable. For example, an extremely violent video of someone dying would have been marked as disturbing and taken down. However, now that we use Live to capture the news and we post videos to protest violence, our standards must adapt. Similarly, a photo depicting any child nudity would have always been taken down — and for good reason — but we've now adapted our standards to allow historically important content like the Terror of War photo. These issues reflect a need to update our standards to meet evolving expectations from our community.
76. Second, our community spans many countries and cultures, and the norms are different in each region. It's not surprising that Europeans more frequently find fault with taking down images depicting nudity, since some European cultures are more accepting of nudity than, for example, many communities in the Middle East or Asia. With a community of almost

71. Une communauté a besoin de normes réflexives des valeurs « collectives ». Ces normes servent à définir ce qui est admissible ou pas.
72. La gouvernance de la communauté relève d'un processus appartenant à Facebook: elle est effectuée par Fb.
72. La gouvernance processuelle consiste à laisser en place ou retirer des contenus (partages ou commentaires), ce qui est effectué par Fb en lien avec les « *Community Standards* ». À noter que le champ d'action de la gouvernance processuelle est celui de la (re)présentation des pratiques sociales des autres (ce qu'ils partagent, commentent et regardent).
72. Lien entre l'application de la norme et la culture (caractère réflexif de la norme dans son application).
73. Il est possible (« *almost never* ») qu'il y ait un écart entre le processus de gouvernance appliqué par Facebook et les « *Community Standards* », si ceux-ci sont le reflet de la « *community* ».
73. La gouvernance de la communauté relève d'un processus « opérationnel » appartenant à Facebook. Ce processus fait face à des problèmes opérationnels d'échelles.
73. Ici, les « *Community Standards* » = l'application du processus opérationnel faite par Facebook de manière à tenter de « *reflect the cultural norms of our community* ». Dans le doute, Fb favorise non seulement la liberté d'expression mais « *giving people the power to share more* ».
74. Les problèmes opérationnels d'échelles du processus de mise en application des « *Community Standards* » s'expliquent ici. Les normes culturelles évoluent, elles ne sont pas les mêmes dans chaque région du monde, et chaque individu a ses sensibilités. Problème d'échelles pour l'opération du système.
75. L'évolution des normes culturelles (« *cultural shift* ») = évolution des usages, ou types de connexions, de la plateforme Facebook. On peut y voir un lien entre ce que permet l'espace de médiatisation (ou le lieu de médiation) de par sa nature et la norme culturelle en son sein. À partir d'ici, « *Community Standards* » prend clairement le sens de processus fait par Facebook consistant à laisser ou retirer des contenus. Facebook se décrit comme lieu de connexions entre amis et familles et source de nouvelles et de discussions-débats publics. Problème d'échelle pour l'opération du système.
75. « *we capture the news* » : Production de la représentation médiatique sans l'intermédiaire d'une institution autonome, mise en lien direct avec la production des normes.
75. Ici, les « *standards* » sont ceux de l'entité qui assure la gouvernance = Facebook.
75. La norme (réflexive) devient ici une attente (de la part de la « *community* ») de son application par Facebook. Ni l'attente, ni la norme qui en découlerait, ne sont exprimées autrement que par l'opération du système. Le problème opérationnel = s'assurer que l'application processuelle de la norme s'appliquant à la (re)présentation soit conforme aux attentes, c'est-à-dire à ce que veut ou ne veut pas voir la « *community* ».

two billion people, it is less feasible to have a single set of standards to govern the entire community so we need to evolve towards a system of more local governance.

77. Third, even within a given culture, we have different opinions on what we want to see and what is objectionable. I may be okay with more politically charged speech but not want to see anything sexually suggestive, while you may be okay with nudity but not want to see offensive speech. Similarly, you may want to share a violent video in a protest without worrying that you're going to bother friends who don't want to see it. And just as it's a bad experience to see objectionable content, it's also a terrible experience to be told we can't share something we feel is important. This suggests we need to evolve towards a system of personal control over our experience.
78. Fourth, we're operating at such a large scale that even a small percent of errors causes a large number of bad experiences. We review over one hundred million pieces of content every month, and even if our reviewers get 99% of the calls right, that's still millions of errors over time. Any system will always have some mistakes, but I believe we can do better than we are today.
79. I've spent a lot of time over the past year reflecting on how we can improve our community governance. Sitting here in California, we're not best positioned to identify the cultural norms around the world. Instead, we need a system where we can all contribute to setting the standards. Although this system is not fully developed, I want to share an idea of how this might work.
80. The guiding principles are that the Community Standards should reflect the cultural norms of our community, that each person should see as little objectionable content as possible, and each person should be able to share what they want while being told they cannot share something as little as possible. The approach is to combine creating a large-scale democratic process to determine standards with AI to help enforce them.
81. The idea is to give everyone in the community options for how they would like to set the content policy for themselves. Where is your line on nudity? On violence? On graphic content? On profanity? What you decide will be your personal settings. We will periodically ask you these questions to increase participation and so you don't need to dig around to find them. For those who don't make a decision, the default will be whatever

76. Solution aux problèmes opérationnels d'échelle.

77. Dislocation du lien entre les pratiques sociales des émetteurs et la (re)présentation de ces pratiques pour le récepteur. Il ne peut plus y avoir de réalité commune (ce que je partage ne sera pas vu par mon ami qui ne souhaite pas voir ce type de contenu, et pour lui, c'est comme si je ne l'ai pas partagé).

77. Solution aux problèmes opérationnels d'échelle. En outre, « *personal control over our experience* » = contrôle du rapport à l'objet-environnement = contrôle de la (re)présentation.

78. Réexplication probabiliste du problème technique opérationnel d'échelle. Les « *mistakes* » ou « *errors* » de Facebook causent des « *bad experiences* » = « *to see objectionable content* » ou « *to be told we can't share something* » (para précédent). Rappel: « *experience* » = rapport au monde.

79. Ballon d'essai?

80. Entre la « *guiding philosophy* » (para 73) et le « *guiding principle* », la définition a changé pour inclure les solutions aux problèmes opérationnels d'échelle qui concluent les para 75-76-77.

80. Le processus lié à l'infrastructure de Facebook qualifié de « *large scale democratic process* » permettant de déterminer les normes. Ces normes sont mises en application par l'« intelligence artificielle », en tant que technologie de Fb qui permettrait de résoudre le problème opérationnel technique identifié au para 78 en tant que quatrième problème opérationnel, plus spécifiquement technique.

81. Les pratiques des acteurs (en tant qu'elles incarnent les valeurs qui doivent servir à établir les « *Community Standards* ») sont ici remplacées par des procédures opérationnelles de la plateforme en lien avec les paramètres personnels. Les « *Community Standards* » = « *personal settings* » « *with AI to help enforce them* » (para 80).

81. Ce qui reste du « *guiding principle* » une fois intégrées toutes les solutions aux quatre problèmes opérationnels. L'idée d'une norme s'évapore puisque chacun aura des options pour la régler pour lui-même — plus précisément pour régler son application à son expérience sur Facebook.

81. « *participation* » = « *set[ting] the content policy for [yourself]* ».

the majority of people in your region selected, like a referendum. Of course you will always be free to update your personal settings anytime.

82. With a broader range of controls, content will only be taken down if it is more objectionable than the most permissive options allow. Within that range, content should simply not be shown to anyone whose personal controls suggest they would not want to see it, or at least they should see a warning first. Although we will still block content based on standards and local laws, our hope is that this system of personal controls and democratic referenda should minimize restrictions on what we can share.

83. It's worth noting that major advances in AI are required to understand text, photos and videos to judge whether they contain hate speech, graphic violence, sexually explicit content, and more. At our current pace of research, we hope to begin handling some of these cases in 2017, but others will not be possible for many years.

84. Overall, it is important that the governance of our community scales with the complexity and demands of its people. We are committed to always doing better, even if that involves building a worldwide voting system to give you more voice and control. Our hope is that this model provides examples of how collective decision-making may work in other aspects of the global community.

* * *

85. This is an important time in the development of our global community, and it's a time when many of us around the world are reflecting on how we can have the most positive impact.

86. History has had many moments like today. As we've made our great leaps from tribes to cities to nations, we have always had to build social infrastructure like communities, media and governments for us to thrive and reach the next level. At each step we learned how to come together to solve our challenges and accomplish greater things than we could alone. We have done it before and we will do it again.

87. I am reminded of President Lincoln's remarks during the American Civil War: "We can succeed only by concert. It is not 'can any of us imagine better?' but, 'can we all do better?' The dogmas of the quiet past, are inadequate to the stormy present. The occasion

81. « referendum » = « majority » « settings ».

81. « Of course », vous êtes libre de vous soustraire à la norme issue du « referendum » en tout temps.

82. La notion de norme remplacée par l'autonomie des individus. Avec le système décrit: je vois si je veux, je ne vois pas si je ne veux pas, et je vois d'abord un « warning » si je ne veux pas mais que ma région est plus permissive ET que Facebook décide de me montrer un « warning » plutôt que de simplement ne pas me montrer. La mécanique de la décision de Facebook concernant le « warning » (qui est la seule n'étant pas liée directement à mes « personal controls ») n'est pas expliquée.

82. Les « standards » (lesquels? car ce n'est pas une référence aux « Community Standards » — les conditions d'utilisation de Fb?), les lois et les règles corporatives mises en application d'un même geste par Fb. Donc, les lois + les paramètres et contrôles personnels + le résultat des procédures opérationnelles de Fb issues des paramètres et contrôles personnels = les « Community Standards » qui seront mis en application par Fb.

83. L'évolution des « Community Standards » liée à celle de l'IA.

84. Ici, l'action de permettre ou de retirer des contenus (= application des « Community Standards ») doit être adaptée à la complexité du processus (= problèmes opérationnels transitoires qui requièrent l'évolution de l'IA) et aux attentes individuelles des gens envers le processus (à noter: « its people » réfère aux gens de « our community » et ne peut ici avoir le sens collectif de peuple).

84. Sur le modèle du « democratic referenda » ?

86. Le dépassement des structures de Tocqueville n'est plus seulement une étape qui approche: « we will do it again ».

is piled high with difficulty, and we must rise with the occasion. As our case is new, so we must think anew, act anew.”

- 88. There are many of us who stand for bringing people together and connecting the world. I hope we have the focus to take the long view and build the new social infrastructure to create the world we want for generations to come.
89. It’s an honor to be on this journey with you. Thank you for being part of this community, and thanks for everything you do to make the world more open and connected.

Mark

88. Distinction entre « *bringing people together* » et « *connecting the world* ».

— ANNEXE B —

INSCRIPTION DU MANIFESTE DE ZUCKERBERG
AU SEIN DU DISCOURS TECHNICISTE

Avant d'aborder les cadres d'analyse relevant de la pensée de Michel Freitag, nous avons dû poser un double constat, clair, sur la nature du manifeste publié par Mark Zuckerberg: a-t-il bel et bien toutes les caractéristiques d'un énoncé de *discours* et, le cas échéant, est-il un énoncé du *discours techniciste* décrit dans ce mémoire ?

Pour vérifier si le manifeste peut être considéré comme un *énoncé* qui s'inscrit dans un *discours* tel que l'entend Foucault, nous avons eu la considération suivante :

- le manifeste remet-il en question des « régimes établis de rapports savoir-pouvoir et leurs dispositifs et pratiques sociales » en montrant qu'ils « rencontrent des problèmes de fonctionnement pratique » (Keller, 2013, p. 64) dans le but d'institutionnaliser un nouvel « ordre du savoir collectivement contraignant au sein d'un ensemble social » (Keller, 2013, p. 2) ?

Ensuite, pour établir les liens du manifeste avec la définition théorique du discours *techniciste*, tel que défini par Morozov, nous avons eu la considération suivante :

- cet « ordre du savoir » repose-t-il sur
 - le « **solutionnisme** » : la solution à tout problème est-elle technologique et est-elle en lien avec le numérique en réseau en tant que lieu de production du savoir ?
 - l'« **Internet-centrisme** » : les problèmes sont-ils conçus en fonction d'une solution technologique nécessitant la mise en réseau des données ?
 - l'**expérimentation perpétuelle de la technologie** : les problèmes inhérents à la technologie sont-ils inscrits dans un processus d'expérimentation améliorative de cette même technologie ?
 - une « **Cyberutopie** » : les temps actuels sont-ils présentés comme un point de bascule dans l'histoire de la société, en lien avec Internet et conditionnel à un monde qui y soit entièrement connecté ?

Nous avons procédé ici avec la même rigueur employée pour le cœur de notre recherche et essentiellement de la même manière (voir la description du processus d'analyse à la section 3.3), c'est-à-dire en procédant d'abord à de nombreuses lectures attentives du manifeste, chapitre par chapitre, afin de répondre aux considérations foucaaldiennes et « morozoviennes » énoncées ci-haut. Pour référence, les réponses brutes, par chapitre, sont présentées à la fin de la présente annexe.

À partir de ces réponses et à la suite de l'exercice de reconstruction interprétative des contenus (section 4.1), nous avons tiré l'analyse qui suit, permettant de statuer que le manifeste de Zuckerberg s'inscrit bien en tant qu'énoncé du discours techniciste.

L'énoncé s'inscrit dans un discours (selon Foucault)

Allons-y directement : de par sa description des modalités actuelles de régulation des pratiques et rapports sociaux, qu'il faudrait refonder sur de nouveaux principes liés au fonctionnement systémique plus performant et mieux adapté à l'échelle proposée, produisant du coup des rapports siconumériques, le manifeste de Mark Zuckerberg se présente d'emblée comme une remise en question des régimes établis de savoir-pouvoir. Déjà, il s'agit sans conteste d'un énoncé s'inscrivant dans un *discours*, au sens où l'entend Michel Foucault (1971 ; Keller, 2013). Si ce premier constat n'est pas en soi une surprise (l'énoncé avait été choisi en ce sens), l'intensité étonne. Dès l'introduction, le texte invoque l'évolution sociale des humains, « *from tribes, to cities to nations* », pour statuer que la prochaine étape doit être franchie maintenant et qu'à ce stade, qualifié de moment charnière, les « “[...] *dogmas of the quiet past, are inadequate* [...]” ». La nouvelle étape, Zuckerberg la nomme « *global community* », une socialité humaine posée à l'échelle planétaire, ou plutôt à l'échelle de la « *global connection* », socialité qui pose de nouveaux défis structurels que seule l'approche systémique et technologique d'une nouvelle « social infrastructure » correspondante pourra surmonter — les infrastructures actuelles étant en déclin ou insuffisantes.

Ainsi, le texte se concentre sur cinq thèmes rassembleurs en les posant d'abord comme autant de « problèmes de fonctionnement pratique » (Keller, 2013, p. 64) rencontrés par

l'ordre établi, dont les dispositifs et pratiques sociales sont en déclin ou tout simplement insuffisants voire inexistantes à l'échelle de la globalité connectée. Dans l'énoncé, les associations de la société civile, renommées « *communities* », ainsi que les institutions politiques subissent donc le désistement de populations qui ne s'impliquent plus assez socialement et politiquement; les nations ne sont pas habilitées à gérer les problèmes de sécurité qui aujourd'hui dépassent leurs frontières; les médias traditionnels ne favorisent ni l'expression individuelle des points de vue ni la diversité de ceux représentés — caractéristiques posées sans autre explication comme essentielles à la « *global community* » —; et aucun processus politique n'a été mis sur pied pour permettre aux citoyens du monde connecté de prendre part aux décisions qui les concernent.

La nouvelle « *social infrastructure* », puisqu'elle repose sur la connexion en réseau, est systématiquement présentée en tant qu'outil communicationnel de « partage » entre tous les humains, et c'est pourquoi elle s'impose pour les rassembler, sur tous les thèmes. La structure et ses dispositifs permettront non seulement de trouver des solutions aux problèmes soulevés, mais surtout permettront le développement d'un monde nouveau, la « *global community* ». La nouvelle infrastructure et ses dispositifs, qui cherchent à peine à se distinguer de la plateforme et des pratiques de Facebook, permettent de créer des connexions ciblées grâce à un suivi des comportements individuels. À ces connexions sont associées les cinq qualités, ou valeurs, comme autant de revers aux limites pratiques de l'ordre établi :

- « *supportive* » — l'infrastructure proposée favoriserait l'augmentation du nombre de connexions individuelles à des regroupements d'intérêts et de soutien, ce que n'arrivent plus à générer seules les « *communities* »;
- « *safe* » — capacité de détection et de réduction du risque par le suivi des comportements individuels puis par la mise en relation avec des réactions appropriées, ce qui est « *one of our greatest opportunities to keep people safe* »;
- « *informed* » — capacité à favoriser l'expression des individualités et, de façon corollaire, d'augmenter la diversité des points de vue représentés, ce que les médias traditionnels ne permettent que trop peu;
- « *civically-engaged* » — l'infrastructure favoriserait la participation aux devoirs politiques citoyens ainsi que l'émergence de groupes où

citoyens et représentants élus peuvent interagir, ce que n'arrivent plus suffisamment à générer les pratiques et canaux actuels ;

- et « *inclusive* » — capacité à permettre à chaque individu de s'exprimer librement sans craindre d'être exposé aux propos des autres auxquels il s'opposerait, une caractéristique propre à une infrastructure en réseau cybernétique et qui est présentée comme une nouvelle forme démocratique.

En utilisant le vocabulaire de Foucault, on peut dire que l'énoncé sert de « guide d'interprétation » ou « répertoire interprétatif » s'appliquant à l'infrastructure sociale proposée et plus particulièrement aux logiques de structuration et de fonctionnement qui en découlent, de même qu'aux pratiques sociales de l'entreprise Facebook. Nous n'irons pas plus loin pour exposer les éléments typiques et typifiés du répertoire utilisé par Zuckerberg, ce qui mériterait d'être fait, mais n'entre pas dans le cadre de ce mémoire, où l'on se concentre plutôt sur l'ordre social proposé lui-même. Les éléments convoqués de l'analyse foucauldienne nous permettent déjà de constater que les pratiques de Facebook sont constamment mises de l'avant et présentées de manière à leur donner le *sens* d'une structure sociale incarnant des valeurs faisant consensus et permettant donc le fonctionnement de la socialité, sens qu'elles acquièrent par l'idée de résolution des problèmes identifiés (Keller, 2013, p. 131) et d'évolution vers un monde nouveau.

Il faut aussi mentionner que le fonctionnement de la « social infrastructure » repose sur la quantité d'informations numériques concernant les comportements individuels que génère la plateforme Facebook et sur sa capacité à « *understand more quickly and accurately what is happening across our community* » — comme l'explique Zuckerberg dans le chapitre « *safe community* » (par. 38). S'établit ici la notion d'un savoir issu des connexions numériques qui témoigneraient à leur manière des comportements des usagers, connexions sur lesquelles des opérations algorithmiques sont possibles en tant que recherche épistémique rendant possibles des réactions-solutions systémiques. Zuckerberg montre en effet comment Facebook, en tant que lieu de production de ce savoir numérique, peut ensuite déployer des outils pour mettre en lien des groupes et des individus qui ont des intérêts communs, comment il peut anticiper pour y répondre certains comportements en lien avec les notions de risque ou de diversité des perspectives,

etc. Le *savoir* qu'acquiert Facebook au sujet des comportements individuels se prolonge donc dans un même geste en *pouvoir* d'influence sur les connexions futures de l'individu, pouvoir favorisant la résolution des problèmes soulevés et l'émergence des valeurs déterminées par l'entreprise pour définir la « global community » — tout cela en insistant quand même sur le rôle des sujets humains à développer cette « community ».

On peut dire que ce faisant, Zuckerberg tente par son énoncé de stabiliser le sens et l'interprétation à accorder aux pratiques sociales de Facebook, et au passage des autres entreprises des réseaux numériques, et que ces pratiques constituent un *nouvel ordre du savoir-pouvoir*. L'énoncé situe Facebook dans le prolongement des modalités du fonctionnement social, comme si les structures dont s'étaient jusqu'ici dotés les citoyens des villes et nations étaient seules responsables de leur socialité, qui viendrait dans un deuxième temps. Mais la logique systémique de régulation des pratiques sociales, présentée dans divers contextes à chacun des chapitres, s'avère clairement être un ordre du savoir structurant les rapports socionumériques. En outre, Zuckerberg articule un cadre d'interprétation des pratiques des individus, groupes, collectivités et même de l'État, en leur attribuant un rôle, un *sens*, au sein de la nouvelle « *social infrastructure* » pour la résolution des problèmes soulevés. En bout de piste, c'est l'ordre proposé lui-même qui obtient le sens qui lui est propre.

On peut donc dire que le manifeste est une tentative d'institutionnaliser un nouvel « ordre du savoir collectivement contraignant au sein [de l']ensemble social » (Keller, 2013, p. 2) dans lequel l'humanité a déjà posé pied, c'est-à-dire un monde de plus en plus connecté au réseau cybernétique. L'aspect performatif d'un tel discours nous semble évident — c'est d'ailleurs au sein du réseau Facebook que l'énoncé a été « partagé ».

L'énoncé s'inscrit dans le discours techniciste (selon Morozov)

La « *global community* » et sa « *social infrastructure* » sont présentées dans le manifeste en tant que conditions inévitables de l'évolution de l'humanité, arrivée à un point de bascule lié à l'expansion technologique et à l'intégration systémique des rapports sociaux à l'échelle planétaire : c'est le progrès lui-même qui le requiert (par. 4).

Cette évolution est directement liée à celle de la « *global connection* », c'est-à-dire de la connexion en réseau du plus grand nombre possible de « moments » de l'humanité, afin qu'ils soient intégrés à l'infrastructure. Cela permettra aux différents dispositifs de comprendre « *more quickly and accurately what is happening across our community* » (par. 38) et d'y répandre « *the most positive impact* » (par. 6) dans les domaines aussi variés que l'entraide en matière de santé, de divertissement ou de sécurité, ou que l'accès à l'information dans ces domaines et d'autres. On explore même des avenues de réforme des méthodes de prise de décision politique (« *collective decision-making* »). À la clé, l'amélioration de plusieurs sphères de l'existence humaine et, surtout, l'émancipation des individus à qui l'on promet à maintes reprises de donner une voix et même « *the power to share your experience* » sans entraves (par. 59).

Bref, cet énoncé reprend les traits du discours *techniciste* défini par Evgeny Morozov.

C'est la « cyberutopie », qui lie l'évolution des sociétés à la production d'un savoir numérique et cybernétique, à saisir maintenant, et qui place ici la pratique de Facebook au cœur de cette production pour la justifier et la légitimer du même coup, dans tous les domaines. Cette pratique, telle que décrite, requiert les données adéquates concernant les comportements individuels et les algorithmes, ou l'intelligence artificielle, capable d'en extraire le savoir requis pour préempter la réaction requise favorisant l'activation des nouveaux liens souhaités. C'est ainsi que Zuckerberg propose, par exemple, de « *strengthen existing communities* » et les « *existing political processes* », « *prevent disasters, help during crises, and rebuild afterwards* », « *increase the diversity of ideas shared* ».

La solution offerte repose toujours sur le réseau numérique en tant que lieu de production du savoir — c'est le « solutionnisme » de Morozov. Qui plus est, on remarque un « régime d'exclusion » de toute forme de progrès en dehors de l'infrastructure proposée — à tout le moins aucune n'est mentionnée ni même sous-entendue.

Les problèmes eux-mêmes sont d'ailleurs posés dans la lignée des solutions issues du réseau numérique — c'est l'Internet-centrisme ». Les « *communities* » qu'il faut aider, par exemple, deviennent au fil du texte des « *very meaningful groups* » puis des « *Facebook*

groups » (par. 24) qu'il faut suggérer aux individus pour qu'un milliard d'entre eux s'y connectent; la sécurité n'est pas liée aux conditions économiques et sociales du milieu de vie, mais à la capacité du réseau à « *identify risk* » (par. 35); et la participation à un processus de « *collective decision-making* » qu'il faut encourager ne repose plus que sur la facilité d'accès aux paramètres d'utilisation individuels de la plateforme (par. 81).

L'énoncé admet que « *technology and social media can contribute to divisiveness and isolation* », et ajoute aussitôt que « *Facebook is a work in progress* » (par. 15). Il admet également qu'il y a « *more work to do on information diversity and misinformation* » (par. 50) et met de l'avant des solutions techniques pour atténuer ces effets négatifs. Surtout, il essuie les critiques concernant les décisions de retirer certains propos controversés ou d'en admettre d'autres en parlant de « *operational scaling issues* » (par. 73) qui seront résolus grâce à de « *major advances in AI* » au cours des prochaines années. Dans tous les cas, les effets négatifs de la technologie sont des défis posés à la technique elle-même, et l'amélioration continue fait partie du progrès technologique, celui-là même qui permet la mise en œuvre des solutions.

Pour toutes ces raisons, nous constatons que le manifeste de Mark Zuckerberg est bien l'énoncé d'un discours, et plus précisément du discours techniciste que nous avons décrit. Il cherche à situer Facebook dans l'imaginaire en tant que principe et modalité de régulation des rapports sociaux, en utilisant le terme « *infrastructure* » pour énoncer un nouvel ordre du monde fondé sur une épistémè numérique exploitée de manière algorithmique par Facebook lui-même. C'est la logique de fonctionnement de cette « *social infrastructure* » que nous pouvons dès lors analyser sous l'éclairage des théories de Michel Freitag.

CONSIDÉRATION DU MANIFESTE DE ZUCKERBERG EN TANT QU'ÉNONCÉ DU DISCOURS TECHNICISTE

QUESTION LIÉE À FOUCAULT — Pour établir que l'énoncé s'inscrit dans un discours

	Intro	A Supportive Community	A Safe Community	An Informed Community	A Civically-engaged Community	An Inclusive Community	Conclusion
<p>Le manifeste remet-il en question des « régimes établis de rapports savoir-pouvoir et leurs dispositifs et pratiques sociales » en montrant qu'ils « rencontrent des problèmes de fonctionnement pratique » (Keller, 2013, p. 64) dans le but d'institutionnaliser un nouvel « ordre du savoir collectivement contraignant au sein d'un ensemble social » (Keller, 2013, p.2) ?</p>	<p>L'évolution de l'humanité s'est faite par étapes (« steps ») et chaque étape a requis le développement de « social infrastructures like communities, media and governments ». Aujourd'hui, à l'ère de la globalisation, nous sommes « close to taking our next step » : il nous faut construire une nouvelle « social infrastructure to bring humanity together », « a project bigger than any one organization or company, but Facebook can help ».</p> <p>Entre autres, cet objectif est nécessaire parce que la participation populaire aux infrastructures actuelles est en déclin et que les défis/danger sont maintenant globalisés.</p>	<p>Il y a eu « a striking decline in the important social infrastructure of local communities over the past few decades ».</p> <p>Les infrastructures actuelles ont besoin d'être renforcées et complétées par une nouvelle plus apte à créer des liens, ou plutôt doivent être refondées au sein de cette nouvelle infrastructure, lieu présenté comme point d'ancrage qui permet ensuite de renforcer les « communities » : « beyond connecting online, we reinforce our physical communities ».</p>	<p>Les problèmes sont posés en tant qu'ils sont globaux et que les « current systems are insufficient ».</p> <p>La voie à suivre « is to recognize that a global community needs social infrastructure to keep us safe from threats around the world » et que Facebook est « uniquely positioned » en ce sens, par sa capacité à suivre les comportements humains et à les corrélés au besoin.</p>	<p>La liberté d'expression de chacun est ici mise en lien avec la diversité des points de vue représentés.</p> <p>Les médias traditionnels « with their consistent editorial views » ne présentent pas des contenus et points de vue aussi diversifiés que les médias socionumériques.</p> <p>Ces derniers, dont Facebook, donnent une voix à chacun et peuvent assurer la diversité des points de vue que reçoit chacun.</p>	<p>Les infrastructures actuelles sont en déclin et « democracy is receding in many countries and there is a large opportunity across the world to encourage civic participation ».</p> <p>L'infrastructure proposée, parce qu'elle est plus apte à créer des liens, peut renforcer et compléter celle existante, voire la refonder en son sein, lieu présenté comme point d'ancrage qui permet ensuite de renforcer les infrastructures existantes : par exemple, c'est à partir de discussions sur Facebook que certains thèmes peuvent ensuite être discutés au parlement ou que les citoyens peuvent organiser des manifestations.</p>	<p>À l'ère de la globalisation, il faut explorer de nouveaux processus de « collective decision-making », puisqu'il n'en existe pas à cette échelle. « Building an inclusive global community requires establishing a new process for citizens worldwide to participate in community governance. »</p> <p>L'avantage de l'infrastructure proposée est de permettre à chacun de s'exprimer sans craindre d'être exposé à des contenus non désirés.</p>	<p>M.Z. cite Lincoln: « "[...] The dogmas of the quiet past, are inadequate to the stormy present. The occasion is piled high with difficulty, and we must rise with the occasion. As our case is new, so we must think anew, act anew." »</p> <p>Bref, il faut faire table rase du passé et refonder la société.</p>

QUESTIONS LIÉES À MOROZOV — Pour établir les liens de l'énoncé avec la définition théorique du discours techniciste

<p>Le « solutionnisme » : la solution à tout problème est-elle technologique ? En lien avec le numérique en réseau en tant que lieu de production du savoir ?</p>	<p>La technologie est au cœur de la « social infrastructure » qu'il faut construire, et il ne faut pas « underestimate what we can do in ten years » (par. 6).</p>	<p>La solution proposée est technologique, en ligne : connecter et faire interagir le plus de gens possible avec des groupes.</p>	<p>La solution proposée repose sur une infrastructure en réseau capable de « identify risk » et, avec l'IA, de « understand more quickly and accurately what is happening across our community. »</p> <p>En outre, l'avantage de Facebook est basé sur le réseau en tant que lieu de production du savoir, en raison du « amount of communication across our network », de sa capacité à « quickly reach people worldwide », et de sa capacité d'agrégation.</p>	<p>Les réseaux sociaux ont l'avantage important d'offrir une grande diversité de points de vue, mais génèrent des effets négatifs qui doivent être atténués. Les solutions proposées reposent sur des algorithmes.</p>	<p>La solution proposée est technologique, en ligne : connecter et faire interagir le plus de gens possible avec des groupes.</p>	<p>La proposition d'un processus de « collective decision-making » qui puisse fonctionner à l'échelle de la « global connection » semble centrée sur la complexité de l'opération du système que l'on ne souhaite pas entraver (« should minimize restrictions on what we can share ») et cette solution est en attente de « major advances in AI ».</p>	<p>Il faut construire « the new social infrastructure to create the world we want for generations to come », un « world more open and connected. »</p>
---	--	---	--	--	---	--	--

CONSIDÉRATION DU MANIFESTE DE ZUCKERBERG EN TANT QU'ÉNONCÉ DU DISCOURS TECHNICISTE (suite)							
QUESTIONS LIÉES À MOROZOV — Pour établir les liens de l'énoncé avec la définition théorique du discours techniciste (suite)							
	Intro	A Supportive Community	A Safe Community	An Informed Community	A Civically-engaged Community	An Inclusive Community	Conclusion
L'« Internet-centrisme » : les problèmes sont-ils conçus en fonction d'une solution technologique nécessitant la mise en réseau des données	C'est la « <i>globalisation</i> », directement associée à la « <i>global connection</i> » technologique, qui rend nécessaire l'idée d'une « <i>global community</i> » et de sa « <i>social infrastructure</i> », forcément technologique.	La solution proposée repose sur un constat à propos des « <i>meaningful</i> » « <i>Facebook groups</i> », qui deviennent « <i>the most important part of our social network experience</i> » et auxquels il faut aider les gens à se connecter. En outre, il faut aider les administrateurs d'autres groupes Facebook à en faire des « <i>meaningful groups</i> ».	Les problèmes sont posés en tant qu'ils sont globaux, que les « <i>current systems are insufficient</i> » et que l'infrastructure technologique n'est pas assez développée en ce moment, ce à quoi il faut remédier.	Les problèmes inhérents aux médias sociaux numériques ne leur sont pas exclusifs (par. 51-52) mais seules des solutions au sein des médias sociaux numériques sont explorées, solutions mises en place par l'opération du système (qui permettra de mieux identifier les sources homogènes et les titres sensationnalistes). L'idée de donner à chacun « <i>the power to share your experience</i> », que permettent les médias sociaux numériques, n'est pas remise en question.	La solution repose sur les outils de Facebook qui permettent de mettre les individus en lien avec les instances de participation (vote), les représentants élus et entre eux pour discuter dans des groupes.	Ici, le problème est lié à la complexité opérationnelle de la prise en compte des sensibilités culturelles régionales et individuelles au sein de la « <i>global community</i> », ici synonyme de l'ensemble des usagers Facebook.	C'est la « <i>social infrastructure</i> » qui permet aux humains de vivre ensemble, de saisir les occasions et de relever les défis.
L'expérimentation perpétuelle de la technologie : les problèmes inhérents à la technologie sont-ils inscrits dans un processus d'expérimentation améliorative de cette même technologie	« <i>Facebook</i> » = « <i>social infrastructure</i> » = « <i>technology and social media</i> » « <i>is a work in progress, and we are dedicated to learning and improving.</i> »	Peu à signaler, mais les activités à l'écran (par. 28) doivent être conçues non pour la « <i>passive consumption but for strengthening social connections.</i> »	Une des « <i>greatest opportunities to keep people safe is building artificial intelligence</i> », mais cela prendra « <i>many years to fully develop.</i> »	Facebook a « <i>more work to do</i> ». Les solutions aux effets négatifs des médias sociaux numériques se déploient de manière graduelle par l'opération du système.	R.À.S.	Tout le chapitre est une exploration des possibilités de la mise en réseau technologique en lien avec la complexité opérationnelle de la prise en compte des sensibilités culturelles régionales et individuelles au sein de la « <i>global community</i> ». « <i>We are committed to always doing better.</i> » + « <i>It's worth noting that major advances in AI are required [...]</i> ».	R.À.S.
Une « Cyberutopie » : les temps actuels sont-ils présentés comme un point de bascule dans l'histoire de la société, en lien avec Internet et conditionnel à un monde qui y soit entièrement connecté	L'évolution de l'humanité s'est faite par étapes (« <i>steps</i> ») et chaque étape a requis le développement de « <i>social infrastructures like communities, media and governments</i> ». Aujourd'hui, à l'ère de la globalisation, nous sommes « <i>close to taking our next step</i> » : « <i>Progress now requires humanity coming together not just as cities or nations, but also as a global community.</i> »	Les « <i>communities</i> » actuelles sont en déclin et la « <i>social infrastructure</i> » de la « <i>global community</i> » permettra de les renforcer et d'en créer de nouvelles.	Les problèmes sont maintenant globaux, et requièrent la « <i>social infrastructure</i> » de la « <i>global community</i> ». « <i>As we build a global community, this is a moment of truth.</i> » « <i>The path forward is to recognize that a global community needs social infrastructure to keep us safe from threats around the world.</i> »	La « <i>social infrastructure</i> » de la « <i>global community</i> » permet à chacun de s'exprimer et de partager son « <i>experience</i> », mieux que jamais auparavant. En outre, « <i>Connecting everyone to the internet is also necessary for building an informed community.</i> »	L'implication populaire dans la gouvernance est en déclin et la « <i>social infrastructure</i> » de la « <i>global community</i> » permettra de la renforcer.	Le chapitre explore l'évolution de la gouvernance et du processus de « <i>collective decision-making</i> » à l'échelle de la « <i>global connection</i> » = « <i>global community</i> ».	« <i>History has had many moments like today. [...] We have done it before and we will do it again.</i> » + « <i>Thank you for being part of this community, and thanks for everything you do to make the world more open and connected.</i> »

— ANNEXE C —

RÉPONSES AUX SOUS-QUESTIONS DE RECHERCHE
POUR CHACUN DES SEGMENTS DU MANIFESTE DE ZUCKERBERG

CADRE D'ANALYSE DU MODE DE REPRÉSENTATION FORMEL DE L'ENSEMBLE SOCIAL							
Q1 - Mode politico-institutionnel moderne							
	Intro	A Supportive Community	A Safe Community	An Informed Community	A Civically-engaged Community	An Inclusive Community	Conclusion
Les normes sociales, autant culturelles que formelles, sont-elles «la résultante du jeu des rapports entre les acteurs et entre les acteurs et leurs institutions» (Mondoux, 2011, p.199)?	Les humains réussissent à accomplir des choses et à évoluer en se rassemblant. Ce rassemblement repose sur une «social infrastructure» qui inclut les «communities» (société civile), les médias et le gouvernement (calqué sur Tocqueville).	Les «communities» sont une «social infrastructure», un «social fabric» (société civile) qui permet aux individus de s'orienter, s'identifier et s'exprimer. Il est dit clairement qu'il faut renforcer ces «communities» pour cette raison, et que ce renforcement passe par une plus grande adhésion et implication personnelle au sein des «communities». La «social infrastructure» souhaite renforcer les «existing communities» tout en favorisant la création de nouveaux groupes virtuels présentés comme équivalents. Aucune référence à l'idée que le normatif issu des «communities» soit le fruit des pratiques des acteurs mais le texte ne dit pas le contraire.	La «safe community» est présentée en tant que résultat de réactions coordonnées à des menaces. C'est la structure/services de Facebook permet la détection du risque, la coordination et l'agrégation des réponses, certaines étant «collectives». Aucune référence à une norme sociale <i>a priori</i> ni même à l'idée d'en produire une. L'action collective est le résultat de l'agrégation par le système.	On déduit que les normes culturelles résultent des pratiques individuelles (partages et intérêts) ou plus précisément de la médiatisation sur Facebook de ces pratiques. Facebook situe son action dans le champ des rapports socio-numériques et c'est ainsi qu'il explique agir sur le «common understanding» ouvrant aux acteurs la possibilité de travailler ensemble. Cependant, l'infrastructure remplace l'idée d'une norme synthétique par celle d'une plus grande diversité des points de vue qui permettra de «let people see where their views are on a spectrum and come to a conclusion on what they think is right» (par. 48).	Référence claire à la réflexivité des normes (valeurs) et des pratiques sociales en lien avec le «civic process» de production de cette «self-governance» démocratique. Les pratiques sociales aux niveaux local et national sont mises en lien avec la pratique des institutions (le niveau global n'est pas vraiment abordé dans cette section, même s'il est mentionné).	Une communauté a besoin de normes réflexives des valeurs «collective». Ces normes servent à définir ce qui est admissible ou pas. Cependant, le «system of personal controls and democratic referenda» proposé repose sur les paramètres personnels de l'application («personal controls») qui définissent les critères de ce qui sera montré à l'utilisateur. Il n'y a pas ici d'interaction entre acteurs, ni entre eux et leurs institutions (ou alors Facebook se pose en institution). De ces «personal controls» émerge par agrégation des «Community Standards» qui n'ont pas vocation à remplacer les «personal controls». **** Pour réflexion : L'évolution des normes culturelles («cultural shift») est liée à l'évolution des usages de la plateforme Facebook. On peut y voir un lien entre ce que permet l'espace de médiatisation (ou le lieu de médiation) de par sa nature et la norme culturelle en son sein. Freitag nous mène à penser de manière dialectique: la norme est le reflet des pratiques et elle agit <i>a priori</i> au sein de la médiation. (À explorer...)	Le dépassement des structures tocquevilliennes n'est plus seulement présenté comme une étape qui approche: «we will do it again».
Les pratiques des institutions [...] sont-elles appuyées par, ou mises en application par, ou font-elles place à, des pratiques d'entreprise et un droit conventionnel d'origine commerciale [...] élaborés et mis en application techniquement?	Appel à un renforcement, une aide aux infrastructures existantes grâce à la construction d'une nouvelle infrastructure par Facebook et d'autres organisations et compagnies.	On veut aider, appuyer, renforcer les «communities» (société civile) et le «social fabric» par une structure «online» développée par Facebook. Glissement clair vers un espace de droit corporatif.	Prise en charge de la sécurité («safety») par la structure/services de Facebook. Glissement clair vers une gestion algorithmique au sein d'un espace privé de droit corporatif.	La santé, l'éducation et l'emploi relèvent généralement de l'État. Ici, l'accès à Internet et l'action de Facebook y semblent liés là où il y a carence.	La «social infrastructure for a global community» construite ou à construire est liée aux niveaux politiques local et national en lien avec la pratique des institutions, puis global (niveau discuté au chapitre suivant). Cette infrastructure a pour but d'aider, faciliter, permettre, encourager la participation citoyenne (en déclin) grâce à la création de liens-connexions au sein de l'infrastructure. Glissement clair vers un espace de droit corporatif.	Bien que la production des normes soit mise en relation avec les valeurs «collectives» et la participation citoyenne à la gouvernance, la production concrète des normes est présentée en tant que processus lié à l'infrastructure de Facebook. Ce processus est qualifié de «large scale democratic process» permettant de déterminer les normes. En outre, la mise en acte de la gouvernance à partir des normes est présentée comme un «processus» appartenant à Facebook («our existing processes for governing the community») En somme, les normes culturelles doivent être réflexives mais sont le résultat d'un processus au sein de Facebook et sont appliquées par Facebook et son IA. Les pratiques des acteurs (en tant qu'elles incarnent les valeurs de la «community» qui doivent servir à établir la norme) sont ici remplacées par des procédures opérationnelles de la plateforme liées aux contrôles et paramètres personnels. Les lois et les règles corporatives mises en application d'un même geste par Facebook. Donc, les lois + les paramètres et contrôles personnels + le résultat des procédures opérationnelles de Facebook issues des paramètres et contrôles personnels = les «Community Standards» qui seront mis en application par Facebook.	

CADRE D'ANALYSE DU MODE DE REPRÉSENTATION FORMEL DE L'ENSEMBLE SOCIAL (suite)							
Q1 - Mode politico-institutionnel moderne (suite et fin)							
	Intro	A Supportive Community	A Safe Community	An Informed Community	A Civically-engaged Community	An Inclusive Community	Conclusion
La division État / société civile (incluant les entreprises) / sphère privée s'estompe-t-elle ?	Le progrès requiert que l'infrastructure tripartite (société civile, médias et gouvernement) liée à la nation (pays) soit désormais accompagnée d'une infrastructure « global » d'une « global community » à construire. Cette infrastructure est présentée comme étant « <i>a project bigger than any one organization or company</i> », mais essentiellement de la responsabilité de Facebook. En ce sens, la division tripartite s'estompe.	On veut aider, appuyer, renforcer les « communities » (société civile) et le « social fabric » par une structure « online » développée par Facebook, qui est présentée déjà comme étant une structure de rapports privés entre amis et famille. Le lieu (la médiation) de l'agir devient le même pour la société civile (agir collectif) et la sphère privée (agir individuel).	La « safe community » est présentée en tant que résultat de réactions coordonnées à des menaces, la coordination étant possible par l'infrastructure elle-même. Ce qui est coordonné est le travail d'« organizations », de « global non-profit organizations », de « public safety organizations » et de la « Facebook community ». En d'autres mots, les « organizations » de l'État travaillent de concert avec les « organizations » de la société civile et l'entreprise Facebook, qui construit l'infrastructure et qui est aussi présenté comme un service. L'unique référence aux gouvernements les montre dans une situation de dépendance envers l'infrastructure (« <i>governments often call us to make sure Safety Check has been activated in their countries</i> »).	La production d'information est essentiellement présentée comme un partage de l'expérience personnelle de la réalité plutôt que le résultat d'une pratique professionnelle par la « news industry ». Le rôle de l'infrastructure Facebook se situe dans la visibilité des points de vue et des informations. Ce que l'on fait (sphère privée) + ce que l'on partage + ce que partagent les entreprises (presse, médias, médias sociaux numériques) : distinction entre les rôles et le sens des pratiques s'estompe	La « social infrastructure », privée, aide, permet, encourage, les pratiques des citoyens dans leur rapport avec les « political process » et les « elected leaders », et leur permet de « speak out ».	Les règles légales, le droit corporatif et les « Community Standards » produits au sein de la structure sont appliqués indistinctement par l'entreprise.	
La production de la représentation médiatisée de l'ensemble des pratiques sociales relève-t-elle d'une institution autonome ?	La seule référence directe à la représentation (« informed community ») semble liée à la « social infrastructure » à construire (c'est tout).	Aucune référence à un représentation d'ensemble, mais référence à la pertinence de représentations spécifiques ad hoc (besoin d'informations lié à une condition personnelle).	Identifier les problèmes et comprendre ce qui se passe « across our community » = représenter ce qui se passe. C'est le rôle de l'infrastructure de Facebook. Dans une autre phrase, c'est l'IA de Facebook qui le fait.	La production d'information est présentée comme un partage de l'expérience personnelle de la réalité (essentiellement la réalité créée ou présentée à l'individu dans Facebook), au moins autant que le résultat d'une pratique professionnelle. Rôle de Facebook en tant que structure permettant à chacun de partager son expérience et de manière active dans la visibilité des points de vue et des informations.	Représentation médiatique et responsabilité (« accountability ») des institutions se font de manière directe dans les deux cas (sans l'apport de la pratique journalistique ou autre entité autonome).	Les Community Standards doivent être représentatifs des valeurs : cette représentation est produite par la processualité du système lui-même.	

CADRE D'ANALYSE DU MODE DE REPRÉSENTATION FORMEL DE L'ENSEMBLE SOCIAL (suite)							
Q2 - Mode décisionnel-opérationnel postmoderne							
	Intro	A Supportive Community	A Safe Community	An Informed Community	A Civically-engaged Community	An Inclusive Community	Conclusion
Les logiques structurelles que l'on souhaite mettre en place visent-elles l'autonomie et l'adaptabilité d'organisations (problem solving) (plutôt que l'hétéronomie — règles, lois subies, imposées par des institutions)?	R.À.S.	La structure proposée vise l'adaptabilité des « communities », aussi appelées, indistinctement, « groups » et « Facebook groups » (par. 24-25). Il est dit que la structure pourrait renforcer les « communities » existantes et favoriser l'augmentation de leur nombre pour solidifier le tissu social d'une « healthy society » (par. 30). Aucune mention du rôle d'institutions politiques.	La structure proposée repose sur « the amount of communication across our network » (par. 34), et vise à favoriser : <ul style="list-style-type: none"> ▪ un grand nombre de partages de l'info sur Facebook (multiplication des connexions), ce qui peut éventuellement mener à du « crowdfunding » ou des actions hors Facebook comme le don de sang ou la signature de la carte de don d'organes ; ▪ l'utilisation de l'IA « to help our community identify problems before they happen. » La seule référence à une forme de réponse déjà structurée parle de « public safety organizations » (ce qui inclut l'Amber Alert). La seule référence à une institution : « governments often call us to make sure Safety Check has been activated in their country ».	L'approche vise clairement une résolution reposant sur le système (IA + équipe d'employés de Facebook) qui doit s'adapter — et non sur une norme imposée aux humains.	La structure vise clairement l'autonomie et l'adaptabilité de regroupements, parfois autour de ou incluant des élus, mais pas les institutions, en favorisant les connexions dans Facebook. La mise en relation de ces connexions et les institutions se fait par des activités concrètes, hors Facebook (manifestations, votes, etc.).	La structure vise clairement l'autonomie des individus, qui peuvent paramétrer individuellement les contenus qui leurs sont présentés et partager à peu près tout ce qu'ils souhaitent, puisque ces contenus partagés ne seront pas vus par ceux dont les paramètres ne le permettraient pas. Les « Community Standards » dont il est question ne sont pas imposés. (À noter : la position de Facebook à ce sujet semble avoir évolué depuis l'affaire Cambridge Analytica et plus récemment avec des campagnes de boycott.)	
Le mode de reproduction des normes et de régulation des rapports sociaux est-il lié à l'opération processuelle efficace, technocratique et algorithmique du système et à son homéostasie (plutôt qu'à un débat politique)?	R.À.S.	Le « tissu social » est composé de plusieurs « communities » = groupes et en particulier « Facebook groups » qui rassemblent et renforcent nos valeurs. Facebook veut aider à la création de ces groupes sur Facebook et mettre à la disposition de leurs leaders des outils pour les diriger et les faire croître comme ils l'entendent. = créer de nouvelles connexions au sein de la structure numérique Facebook.	L'identification des risques est faite par Facebook (IA + équipe d'employés), qui propose, le cas échéant, des outils de réactions pour les usagers, qui favorisent l'augmentation du nombre de partages sur la plateforme.	Facebook veut améliorer les outils donnant aux usagers le pouvoir de partager leur expérience (par. 59) le plus souvent possible et sans entrave (par. 82), expérience qui peut être conçue (design) par Facebook (par. 28). En outre, Facebook s'occupe de montrer à chacun un éventail de points de vue à chacun, de manière personnalisée, ce qui fera partie de cette expérience, qui pourra être partagée sans entrave. En somme, c'est en s'immisçant dans les relations entre les acteurs que Facebook favorise un « common understanding » mais également (davantage ?) que l'on favorise l'opération du système et son homéostasie.	Le mode de reproduction politique des normes est appuyé, renforcé selon Mark Zuckerberg (M.Z.), par les connexions préalables dans Facebook, où il y a un effort clair d'augmenter le nombre de connexions et d'interactions au sein de la plateforme. Les normes elles-mêmes sont ici reproduites politiquement par les institutions.	Les « Community Standards » ne s'expriment que par la mise en œuvre opérationnelle des paramètres individuels ou, par défaut, d'une agrégation des paramètres régionaux. Les limites décrites sont purement opérationnelles.	

CADRE D'ANALYSE DU MODE DE REPRÉSENTATION FORMEL DE L'ENSEMBLE SOCIAL (suite et fin)							
Q2 - Mode décisionnel-opérationnel postmoderne (suite et fin)							
	Intro	A Supportive Community	A Safe Community	An Informed Community	A Civically-engaged Community	An Inclusive Community	Conclusion
Les prises de décision sont-elles inductives en fonction des conditions et conséquences anticipées sur un principe de gestion du risque (plutôt que déduites à partir de « principes généraux » et d'une norme collective préexistante) ?	R.À.S.	Dans ce chapitre, ce n'est pas tant la nouvelle infrastructure, mais la façon de présenter celle existante comme étant composée des organismes de la société civile qui forment le lien social à partir de leurs préoccupations spécifiques. En outre (par. 23) Facebook « découvre » que certains groupes sont déjà plus « significatifs » que d'autres et propose de rendre ces groupes plus visibles pour renforcer le liant social.	Il n'y a aucune explication des principes qui sous-tendent l'identification de menaces et problèmes, mais l'identification est faite à partir de ce qui est déjà présent sur la plateforme.	(Pas certain...) L'idée d'un « <i>common understanding</i> » va à l'encontre de ce qui favorise l'opération du système (ce qui choque attire un plus grand nombre de clics). Cependant, les décisions de montrer ou pas des contenus sont prises en fonction des conséquences anticipées (polarisation), de façon à renforcer une « compréhension commune » qui serait donc déjà là.	(Pas certain...) Les décisions sont au final politico-institutionnelles ; les thèmes semblent émerger des interactions et connexions sur Facebook.	Bien que le texte fasse référence à une norme qui se voudrait collective (« <i>Community Standards</i> »), sa seule manifestation est sa propre application par Facebook en fonction des paramètres personnels relatifs au « <i>objectionable content</i> », mais toujours justifiée par l'idée de « <i>minimize restrictions on what we can share</i> », ce qui est précisément l'opération du système.	R.À.S.
Les structures déployées forment-elles un système excentré de contrôle et de régulation (un réseau d'influences parallèles sans finalité commune apparente) visant la résolution immédiate de problèmes individuels (ce qui éloigne les acteurs de la possibilité d'un débat normatif qui pourrait mettre en jeu des rapports de pouvoir) ?	Remarque: Facebook propose de bâtir l'infrastructure et ne fait jamais référence à une direction de l'ensemble de la structure ou de la Community.	Dans ce chapitre, ce n'est pas tant la nouvelle infrastructure, mais la façon de présenter celle existante comme étant composée des organismes de la société civile qui forment le lien social à partir de leurs préoccupations spécifiques. En ce sens il s'agit d'un réseau excentré.	La zone d'ombre ici couvre la logique derrière le choix des problèmes ou menaces qui méritent une réponse. M.Z. n'en parle pas. Le choix est cependant clairement fait par Facebook dans la majorité des exemples (mais pas tous) ce qui éloigne les acteurs de la possibilité d'un débat sur le choix, ou que ce choix soit politique émanant d'une institution.	Facebook veut améliorer les outils donnant aux usagers le pouvoir de partager leur expérience (par. 59) le plus souvent possible et sans entrave (par. 82), expérience qui peut être conçue (design) par Facebook (par. 28). En outre, Facebook s'occupe de montrer à chacun un éventail de points de vue à chacun, de manière personnalisée, ce qui fera partie de cette expérience, qui pourra être partagée sans entrave. Le système contrôle en partie ce qui permet l'opération du système.	Les structures déployées, telles qu'expliquées, mènent au débat politique, essentiellement à l'extérieur de l'infrastructure.	Les structures déployées mènent à une résolution des problèmes qui pourraient déprécier l'expérience personnelle de la plateforme (contenus non conformes aux attentes individuelles, restrictions d'utilisation) et qui s'inscriraient donc en tant que nuisance à l'opération du système.	R.À.S.
Du point de vue de l'utilisateur, le pouvoir est-il remplacé par le contrôle ?	R.À.S.	Les activités individuelles et partagées sont présentées comme des « expériences » (au sens de vivre-éprouver quelque chose dans la réalité) que Facebook peut concevoir (« <i>design</i> ») en fonction d'un objectif (par. 28).	La contingence des réactions possibles liée aux outils de la plateforme, souvent déployés spécifiquement en fonction d'un problème précis. Forme de contrôle partiel.	L'approche vise clairement une résolution reposant sur le système (IA + équipe d'employés de Facebook) qui doit s'adapter en contrôlant ce qui est vu et partagé — et non sur une norme issue d'un pouvoir imposée aux humains.	La technologie est présentée en tant qu'outil au service de l'action politique.	Il n'y a pas de pouvoir qui s'exerce : il s'agit bien d'un contrôle des contenus que verra l'individu ou qu'il pourra partager. En outre, le contrôle (fait par Facebook) est en partie lié aux paramètres individuels (l'individu en contrôle).	R.À.S.

CADRE D'ANALYSE DE L'ESPACE COMMUN ET DE LA SYMBOLIQUE PARTAGÉE							
Q3 - Espace commun et sphère publique							
	Intro	A Supportive Community	A Safe Community	An Informed Community	A Civically-engaged Community	An Inclusive Community	Conclusion
Le collectif est-il empirique (plutôt que synthétique et dialectique)?	Le monde conçu comme des éléments-points à connecter par la technologie, et dont l'unité <i>a posteriori</i> tient à la réalisation de la « <i>global connection</i> ».	Le collectif existant, synthétique et dialectique, peut être renforcé par les connexions en ligne.	Les menaces sont présentées comme étant environnementales, dans le commun de l'humanité. Lorsqu'il s'agit d'y répondre, le collectif repose sur la communication au sein du réseau et de la possibilité d'agréger les actions individuelles.	La « <i>common understanding</i> » qui serait collective repose d'abord sur l'expression des réalités individuelles (« <i>share your experience</i> ») avec un ajustement éventuel pour favoriser un éventail de perspectives. Les échanges sur la plateforme sont des « conversations ».	Présentation d'un lien entre la participation civique et politique des individus et l'idée d'une société et/ou de ces processus politiques qui soient un reflet des valeurs communes. Le collectif existant, synthétique et dialectique, peut être renforcé par les connexions en ligne.	Dislocation du commun: ce qui est d'abord présenté en tant que « <i>community of people</i> » avec ses « <i>Community Standards that reflect our collective values for what should and should not be allowed</i> » se transforme graduellement en espace individuel contrôlé par l'utilisateur: « <i>The idea is to give everyone in the community options for how they would like to set the content policy for themselves.</i> »	R.À.S.
La sphère publique, en tant qu'espace commun, fait-elle place à un espace personnalisé en fonction des préférences et comportements antérieurs de l'utilisateur ou du nombre de clics dans la partie du réseau qui lui est accessible, ou encore « ciblé » selon des stratégies d'influence?	R.À.S.	Quelques références à des suggestions individualisées que pourrait faire la plateforme.	Quelques références à des suggestions individualisées que pourrait faire la plateforme.	Références claires à des suggestions individualisées que pourrait faire la plateforme pour favoriser un éventail de perspectives et tenir compte du sensationnalisme.	L'espace présenté comme lieu de « <i>dialogue and accountability between people and our elected leaders</i> » = sphère publique.	Facebook se décrit comme lieu de discussions/débats publics. Cependant, puisque « <i>The idea is to give everyone in the community options for how they would like to set the content policy for themselves</i> », chacun peut personnaliser son espace en fonction de ses préférences.	R.À.S.
Y a-t-il décentralisation ou non-centralisation de la production de la représentation des pratiques sociales visible par l'utilisateur?	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	Le texte place en opposition l'homogénéité (centralisation) des « <i>TV stations</i> » + « <i>newspapers</i> » et les « <i>diverse viewpoints</i> » (décentralisation) des usagers qui partagent leur « <i>experience</i> », pratique que Facebook s'engage à favoriser (« <i>to give you the power to share your experience</i> »). Ainsi, la représentation est composée de « <i>conversations</i> » entre usagers. L'ajustement éventuel à la représentation est fait par Facebook et semble individualisé.	Il y a certaines formes de centralisation de la représentation autour de représentants élus, individuels. + représentation empirique de la participation (les « <i>groups</i> » affichent le nombre de participants et de gens intéressés).	Il ne peut y avoir de centralisation de la représentation puisque chacun peut décider des contenus en fonction de ses préférences.	R.À.S.
Y a-t-il « consommation » du réel sur demande, sans passer par l'altérité?	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	Oui, clairement. L'idée est de partager à volonté et de ne pas être exposé à des contenus auxquels on s'oppose. « <i>you may want to share a violent video in a protest without worrying that you're going to bother friends who don't want to see it.</i> »	
Toute forme de transcendance est-elle présentée en opposition aux libertés, aux droits ou à l'identité individuels, ou à la diversité?	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	Opposition claire entre « <i>share new ideas and share enough common understanding</i> », où M.Z. souhaite favoriser l'expression individuelle en admettant que cela puisse mener à perdre le sens commun. Il souhaite « <i>amplify the good effects and mitigate the bad</i> ». Mitigate = atténuer. Les médias traditionnels sont critiqués: homogénéisants et n'offrant pas de points de vue diversifiés.	Les éléments de représentation collective, incluant la lecture des « <i>local news</i> » sont présentés en lien avec des valeurs communes <i>a priori</i> .	L'opposition entre la norme transcendantale et les libertés individuelles n'est pas affirmée. Cependant la norme est dissoute au profit des préférences individuelles.	R.À.S.

CADRE D'ANALYSE DE L'ESPACE COMMUN ET DE LA SYMBOLIQUE PARTAGÉE (suite)							
Q4 - Rapport au réel							
	Intro	A Supportive Community	A Safe Community	An Informed Community	A Civically-engaged Community	An Inclusive Community	Conclusion
« Le concept de norme, à valeur toujours synthétique, est[-il] remplacé par ceux de procédé efficace, de capacité experte, de dispositif opérationnel » (Freitag, 2002, p. 120) qui ont entre autres la capacité d'« assurer le consensus » (Freitag, 2002, p. 113) ?	La production du rassemblement et du « <i>common understanding</i> » repose sur une infrastructure de « <i>technology and social media</i> ». Cependant, pour permettre ce rassemblement, l'infrastructure doit chercher à valoriser des éléments symboliques définis par Facebook.	R.À.S.	R.À.S.	Renforcer le « <i>common understanding</i> » implique d'éviter la polarisation et de favoriser les « <i>balanced nuanced opinions</i> » consensuelles. Cela se fait par une identification technologique des contenus sensationnalistes et leurs producteurs, qui deviendront moins visibles.	La participation aux processus civiques/politiques peut être encouragée au niveau de l'individu par des dispositifs technologiques, dans une logique processuelle (augmenter le nombre de connexions, le nombre de personnes qui s'enregistrent et votent). La lecture d'informations locales, favorise aussi la participation.	La norme ne s'exprime jamais autrement que par l'opération du système qui laisse en place ce qui est permis et retire ce qui ne l'est pas. Cette opération évolue avec l'évolution des fonctions du système (Facebook Live, par. 75), des critères individuels et des limites techniques du système (IA, par. 83).	R.À.S.
La logique de production des liens sociaux est-elle systémique, selon des critères d'efficacité (plutôt que symbolique)	À la base, les liens sont tissés numériquement au sein de la « <i>global connection</i> ». Facebook propose de structurer ces liens par la « <i>technology and social media</i> », précisant qu'il s'agit d'un « <i>work in progress</i> ».	L'objectif affiché est d'augmenter le nombre de connexions entre individus et « <i>communities</i> », « <i>sub-communities</i> ». Individuellement, chaque connexion revêt une symbolique particulière. La progression de Facebook mesurée dans sa capacité à aider les gens à se connecter (par. 24) à des groupes qui « <i>quickly become the most important part of our social network experience</i> » sur Facebook (par. 23).	La logique de la « <i>safe community</i> » repose sur l'IA et les équipes d'employés de Facebook « <i>that reviews content for our community</i> ».	L'objectif systémique est de donner à chacun « <i>the power to share your experience</i> », ce qui favorise la diversité des points de vue, mais surtout le fonctionnement du système. La perte de « <i>common understanding</i> » est un effet à atténuer.	(pas clair...) La participation citoyenne repose sur « <i>our tools to help more people register and vote</i> ».	Il n'y a plus de norme collective ni de réalité collective : « <i>each person should see as little objectionable content as possible, and each person should be able to share what they want while being told they cannot share something as little as possible.</i> » Je peux partager ce que je veux et si un « ami » s'oppose à ce type de contenu il ne le verra pas.	Les deux grands objectifs sont : « <i>bringing people together and connecting the world</i> ».
La « <i>community</i> » trouve-t-elle son unité de manière systémique a posteriori (plutôt que par la transcendance a priori) ? (Autrement dit, est-ce la présence d'usagers actifs qui crée une « <i>community</i> » intégrée plutôt qu'une façon déjà commune de voir les choses qui motive l'action des usagers ?)	Le mot « <i>together</i> » est utilisé 18 fois dans le texte, dont 5 fois en intro. Seules les deux premières occurrences (en intro) font référence aux humains ensemble avec un projet commun. Toutes les autres fois, dans tout le texte, c'est l'infrastructure projetée qui « <i>bring humanity together</i> ».	L'unité repose sur une myriade de « <i>communities</i> ». Elle est antérieure à la « <i>social infrastructure</i> » proposée, dont le rôle est de « <i>strengthen these communities</i> », voire d'en créer de nouvelles.	La logique crée une « <i>safe community</i> » a posteriori qui souhaite « <i>identify risks</i> » associés à des problèmes et d'y réagir ou de favoriser la réaction des usagers.	L'unité de la « <i>community</i> » passe par un « <i>common understanding</i> » a priori, mais l'infrastructure semble y nuire, un effet négatif qui doit être atténué.	(pas clair...)	Il n'y a ni façon commune a priori de voir les choses, ni besoin d'en avoir une.	L'unité de la « <i>Global Community</i> » est à construire par la connexion et l'infrastructure. Il n'y a pas de référence à une « unité terrienne » déjà-là.

CADRE D'ANALYSE DE L'ESPACE COMMUN ET DE LA SYMBOLIQUE PARTAGÉE (suite et fin)							
Q4 - Rapport au réel (suite et fin)							
	Intro	A Supportive Community	A Safe Community	An Informed Community	A Civically-engaged Community	An Inclusive Community	Conclusion
Y a-t-il une norme commune permettant a priori aux sujets de s'orienter, de donner un sens aux objets, de s'exprimer et de se doter d'une identité ?	La « <i>common understanding</i> » semble « <i>a priori</i> » mais entièrement externe à l'infrastructure. Cependant, l'infrastructure a pour vocation de créer le rassemblement...	Le tissu social est composé de « <i>many mediating groups that bring us together and reinforce our values</i> ». Ainsi, les « <i>guidance</i> », « <i>values</i> », « <i>cultural norms</i> », etc. sont mises en lien avec les « <i>communities</i> » qui forment ce tissu social.	R.À.S.	Le « <i>common understanding</i> », aussi défini en tant que « <i>shared sense of reality</i> », semble <i>a priori</i> . La norme commune est placée en opposition à la diversité des points de vue. C'est à chaque individu d'avoir sa propre « <i>conclusion on what they think is right</i> » et l'objectif systémique n'est pas de faire émerger une norme, mais « <i>a complete range of perspectives</i> » qui favorisent ces conclusions individuelles.	Le caractère réflexif de la société + les processus civiques/politiques est mis en lien avec la participation citoyenne. Cette participation peut être encouragée par des dispositifs technologiques.	Les « <i>Community Standards</i> » doivent en principe « <i>reflect our collective values for what should and should not be allowed</i> ». Dans les faits ils sont d'abord le reflet individuel des « <i>personal settings</i> » mis en application par l'IA. Ce qui ne peut être permis est retiré ou bloqué <i>a posteriori</i> .	R.À.S.
L'orientation individuelle est-elle davantage liée à l'environnement immédiat (plutôt que davantage liée à une attente intériorisée) ? (Par exemple, la réalité est-elle décodée ou « augmentée » en fonction de l'individu au nom de l'efficacité, en remplacement de repères collectifs ?)	(pas certain... R.À.S. ?)	(pas évident...) Facebook propose de faire des suggestions de lien ou de « <i>design these experiences</i> » individuellement.	a réalité est clairement décodée par l'infrastructure : « <i>Looking ahead, one of our greatest opportunities to keep people safe is building artificial intelligence to understand more quickly and accurately what is happening across our community.</i> »	L'infrastructure agit dans le champ des contenus présentés à l'individu de manière à ouvrir le spectre des perspectives tout en laissant à chacun le soin de tirer ses conclusions.	L'orientation individuelle liée aux dispositifs de Facebook.	« <i>our hope is that this system [...] should minimize restrictions on what we can share</i> ». Petite concession au monde « <i>reel</i> » : « <i>we will still block content based on standards and local laws</i> ».	R.À.S.
Le savoir épistémique est-il produit à partir des données numériques mises en corrélations au sein du système (plutôt que sur l'observation des faits et l'usage de la Raison) ?	À tout le moins, infrastructure numérique de rassemblement des individus.	À tout le moins, infrastructure numérique de rassemblement des individus.	« <i>what is happening across our community</i> » est une représentation numérique que peut/pourra comprendre l'IA.	Y a-t-il épistémè ? C'est à chaque individu d'avoir sa propre « <i>conclusion on what they think is right</i> » et l'objectif systémique n'est pas de faire émerger une norme, mais « <i>a complete range of perspectives</i> » qui favorisent ces conclusions individuelles.	À tout le moins, infrastructure numérique de rassemblement des individus.	Y a-t-il épistémè ? À chacun sa norme.	R.À.S.

CADRE D'ANALYSE DU RÔLE IDÉEL ET DE LA PRATIQUE JOURNALISTIQUE							
Q5 - Lieu-moment réflexif de la société sur elle-même							
	Intro	A Supportive Community	A Safe Community	An Informed Community	A Civically-engaged Community	An Inclusive Community	Conclusion
Y a-t-il une représentation synthétique-critique des pratiques sociales visible par les membres de la « global community » ?	R.À.S.	R.À.S.	La communication sert à repérer des situations (« <i>identify risks</i> ») spécifiques de manière à les gérer individuellement. Utilisation de l'IA « <i>to understand more quickly and accurately what is happening across our community.</i> » Les exemples (par. 39) et le fonctionnement (par.40) parlent d'une représentation empirique de « <i>what is happening across our community</i> ».	Le « <i>common understanding</i> » est aussi défini en tant que « <i>shared sense of reality</i> » qui se fragmente sous l'effet de la multitude et de la diversité des « <i>experiences</i> » (rapports individuels à la réalité) qui sont partagées dans le réseau. M.Z. souhaite surtout de « <i>continue improving our tools to give you the power to share your experience</i> » tout en atténuant l'effet négatif identifié. La multiplicité/diversité des points de vue à partager (émission) s'accompagne d'une représentation (réception) faite de différents points de vue, favorisée par les partages et les pratiques de Facebook dont l'objectif est que chacun « <i>come to a conclusion on they think is right.</i> »	L'infrastructure vise à « <i>establish direct dialogue and accountability between people and our elected leaders</i> », permettre aux élus de « <i>share their meetings and information on Facebook so they can hear direct feedback from citizens</i> » et à regrouper « <i>whole villages [...] in WhatsApp groups together, including their representatives</i> ». À noter : à tout le moins, le journalisme n'incarne plus ce lieu/moment réflexif constitutif de la démocratie.	La représentation repose sur l'accumulation empirique des contenus partagés par les usagers (sachant que la diversité est privilégiée). En outre, il n'y a pas de représentation collective ou complète puisque le récepteur peut paramétrer ce qu'il voit sans affecter ce qui est partagé (par.77). Il n'y a pas d'accès à une représentation commune.	R.À.S.
Y a-t-il un débat politique entre les membres de la « global community » au sujet des normes culturelles et formelles ?	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	Il y a un « <i>public discourse</i> » (par.45) lié à « <i>our shared sense of reality</i> ».	Débat politique présenté en tant que participation aux élections et à des groupes de discussion entre citoyens (dont certaines mènent à des actions politiques physiques concrètes). Logique processuelle d'augmentation du nombre de connexions.	La norme n'est jamais exprimée autrement que par l'opération de « <i>gouvernance</i> » faite par Facebook (comment débattre de ce qui ne s'exprime pas?). La seule « <i>participation</i> » (par.81) consiste à définir ses préférences dans les « <i>personal settings</i> » qui définissent l'opération du système. L'agrégation régionale des « <i>personal settings</i> » étant comparée à un « <i>referendum</i> » dont le résultat n'a pas préséance sur les « <i>settings</i> » individuels, sauf dans un cas spécifique où la « <i>majority of people in your region</i> » est plus permissive ET que Facebook décide de montrer un « <i>warning</i> » plutôt que de simplement ne pas montrer (par.82, une fois décortiqué). La mécanique de la décision de Facebook concernant le « <i>warning</i> » (qui est la seule n'étant pas liée directement aux « <i>personnal controls</i> ») n'est pas expliquée.	R.À.S.
Y a-t-il un lien entre la représentation, le débat politique et la reproduction formelle des normes ?	R.À.S.	R.À.S.	La représentation empirique faite par l'IA et validée par l'équipe d'employés de Facebook doit mener à une réaction face au risque, idéalement de manière préemptive.	Il y a un « <i>public discourse</i> » (par.45) lié à « <i>our shared sense of reality</i> ».	Constat d'un lien entre une représentation commune (« <i>reading local news</i> », par. 65) et la participation civique, d'autant plus si l'on considère qu'il faut un « <i>common understanding</i> » ou « <i>shared sense of reality</i> » pour agir ensemble et que la participation civique est l'essence même de l'agir ensemble.	Il n'y a ni représentation synthétique et/ou collective, ni débat politique sur la norme qui ne s'exprime pas autrement que par l'opération du système sur la représentation individuelle telle que paramétrée par l'utilisateur. « <i>how collective decision-making might work at scale</i> ».	R.À.S.

CADRE D'ANALYSE DU RÔLE IDÉEL ET DE LA PRATIQUE JOURNALISTIQUE (suite et fin)							
Q6 - Pratique journalistique							
	Intro	A Supportive Community	A Safe Community	An Informed Community	A Civically-engaged Community	An Inclusive Community	Conclusion
L'information journalistique est-elle un moment de l'opération processuelle du système (plutôt qu'une médiation de la « global community »)?	L'idée de développer une « <i>informed community</i> » n'est pas mise en lien avec la pratique journalistique.	Le journalisme n'est pas mentionné, aux côtés des « <i>communities</i> » en tant que médiations entre les acteurs et le gouvernement, qui permettent l'action commune (contrairement à la pensée de Tocqueville). En outre, « <i>reading our favorite newspaper</i> » est « <i>a shared experience</i> » en soi (par. 28). Facebook veut « <i>design these experiences not for passive consumption but for strengthening social connections.</i> » On suppose que Facebook propose de mettre en contact ceux qui interagissent avec les mêmes contenus.	Les « <i>news stories</i> » qui traitent de menaces à la sécurité posent des problèmes opérationnels puisque l'IA ne sait pas faire la différence entre la menace et sa représentation journalistique.	Par. 47 : référence aux « <i>TV stations</i> » et « <i>newspapers</i> » en tant que « <i>traditional medias</i> » hors médias socionumériques, médias qui sont homogènes, avec leur « <i>consistent editorial views</i> ». L'infrastructure permet cependant de voir « <i>a more complete picture</i> » et « <i>a complete range of perspectives</i> ». S'agissant des « <i>fake news</i> », l'infrastructure peut « <i>surfacing additional perspectives and information</i> ». L'infrastructure peut aussi réduire le nombre de contenus sensationnalistes. Par. 56 : référence à la « <i>news industry</i> » en tant que producteur de « <i>new information</i> » et d'analyse de cette information.	Mention du lien entre la lecture des « <i>local news</i> » et l'implication civique des individus. Cependant, la structure proposée n'inclut pas le journalisme dans son fonctionnement, où l'on parle plutôt de « <i>direct dialogue and accountability between people and elected leaders</i> » et où ces derniers « <i>share their meetings and information on Facebook so they can hear direct feedback from citizens</i> ». À noter : s'il y a introduction d'information journalistique dans ce processus, elle devient immédiatement un moment de l'opération du système et non une médiation.	Rien ne laisse entendre que les « <i>news</i> » ou « <i>newsworthy videos</i> » sont issues de la pratique de journalistes. Ces « <i>news</i> » (journalistiques ou non) sont présentés en tant que moments où le système a commis des « <i>errors</i> » dans le processus normatif. De plus, « <i>we capture the news</i> » (par. 75) : production individuelle de la représentation médiatique sans l'intermédiaire d'une institution autonome (journalisme). Cette production, désormais permise par Facebook (Live), est mise en lien direct avec l'application de la norme (et non sa définition).	R.À.S.
Y a-t-il un lien entre l'information journalistique et la reproduction du droit au sein de la « global community » par l'infrastructure Facebook?	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	« <i>news industry</i> » décrite en tant que « <i>vital social function</i> ».	Mention du lien entre la lecture des « <i>local news</i> » et l'implication civique des individus. Par contre, les exemples qui mènent à la production du droit n'incluent pas le journalisme.	Toute la production des « <i>Community Standards</i> » est en lien avec les « <i>personal settings</i> » qui s'appliquent à la représentation individuelle (ce que voit l'utilisateur) et qui s'expriment uniquement à travers l'action processuelle de Facebook.	R.À.S.
Facebook, en tant que producteur et/ou applicateur du droit au sein de la « global community », est-il transparent : le fonctionnement, les décisions et changements aux règles algorithmiques de prise de décision sont-ils annoncés et expliqués par Facebook, y compris en réponse aux questions de journalistes?	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	Les « <i>Community Standards</i> » ne sont jamais exprimés autrement que dans la processualité du système, avec l'aide de l'IA, dont les règles de fonctionnement ne sont pas exprimées. En outre, au par. 82, après analyse, on remarque que le seul critère qui ne relève pas des « <i>personal settings</i> », le « <i>warning</i> », relève d'une décision de Facebook non justifiée dans le texte.	R.À.S.
Facebook, en tant que producteur et/ou applicateur du droit au sein de la « global community », est-il responsabilisé : y a-t-il possibilité de constater et de vérifier les dires de Facebook, d'avoir accès aux informations, de le rendre responsable devant les « membres » de la « community »?	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	R.À.S.	Il n'y a aucune possibilité de rendre Facebook responsable, la norme n'est pas exprimée et le processus n'est pas expliqué.	

— ANNEXE D —

COMPARAISON DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES
DES SOCIÉTÉS MODERNES ET POSTMODERNES

Modernité	Postmodernité
<p>Opposition à la tradition et projection idéaliste vers l'avenir</p> <p>Pouvoir</p> <p>Institutions</p> <p>Règles légales expresses à caractère universaliste</p> <p>Déduction des règles légales à partir de « principes généraux »</p> <p>Espace public universaliste de délibération</p> <p>« Le politique » comme débat sur les normes fondamentales</p> <p>Justification <i>a priori</i> Anticipation formelle-légale</p> <p>Question de droit</p> <p>Sanction conditionnelle <i>a posteriori</i></p> <p>Légalité et légitimité</p> <p>Hétéronomie administrative (principe de légalité)</p> <p>Hiérarchie des normes</p> <p>La « bureaucratie » selon Weber</p> <p>La « société » comme réfèrent synthétique universitaire et identitaire</p> <p>Unité transcendantale <i>a priori</i></p> <p>Rapports verticaux et stabilisés de domination</p> <p>« Droits de l'homme » universalistes, mis en œuvre dans la législation générale</p> <p>Séparation de la société civile et de l'État (du droit civil et du droit public)</p> <p>La Raison inhérente à tout être humain comme référence ultime de légitimation (rationalité subjective et nécessité objective)</p> <p>L'individu inner-directed selon Riesman (le gyroscope intérieur)</p> <p>« Le Peuple »</p> <p>L'alter ego universel (le « simple être humain », l'individu et le citoyen)</p> <p>Médiations objectives <i>a priori</i> des pratiques sociales et de leur intégration</p> <p>Expressivité collective et instrumentalité privée</p> <p>Les sciences sociales comme projet de connaissance critique et de justification-légitimation</p> <p>Polarisation de l'historicité vers l'« avenir » et les idéalités qui y sont projetées</p> <p>Etc.</p>	<p>Résolution adaptative de problèmes courants</p> <p>Contrôle</p> <p>Organisations</p> <p>Codes, modes d'emploi et procédures opérationnels, élaborés techniquement</p> <p>Prises de décision inductives en fonction des conditions et des conséquences</p> <p>Champs publicitaires et médiatiques particularisés ou « ciblés » selon des stratégies d'influence</p> <p>Les polices orientées vers la résolution de problèmes particuliers par des prises de décision régies de manière procédurale et visant à traduire des rapports de force en des consensus transitoires</p> <p>Évaluation pragmatique <i>a posteriori</i></p> <p>Prévision par évaluation objective des conséquences</p> <p>Question de fait</p> <p>Gestion et prise en charge directe <i>a priori</i></p> <p>Opérativité et efficacité</p> <p>Autonomie et adaptabilité organisationnelles (<i>problem solving</i>)</p> <p>Adaptation fonctionnelle</p> <p>La « technocratie » selon Burnham, Whyte, etc.</p> <p>Le « social » comme environnement objectif diffus et positif</p> <p>Unification systémique <i>a posteriori</i></p> <p>Rapports de force mouvants et horizontaux</p> <p>« Droits de la personne », protégeant les particularismes privés et sanctionnés par la voie de la <i>litigation</i> judiciaire</p> <p>Interpénétration et tendance à la confusion</p> <p>L'efficacité, l'opérativité et le fonctionnement, d'un côté, les « intérêts légitimes », de l'autre</p> <p>L'individu other-directed selon Riesman (navigue au radar)</p> <p>« Les gens »</p> <p>Libre formation des identités affinitaires et respect de la différence</p> <p>Moyens et médias utilisés librement ou stratégiquement de manière opérationnelle</p> <p>Expressivité privée et instrumentalisation du collectif</p> <p>Les sciences sociales comme modalités principales de la gestion directe ou « productive » de la réalité</p> <p>Historicité polarisée par le présent, et sur laquelle déferle un « futur » auquel il faut s'adapter</p> <p>Etc.</p>

— BIBLIOGRAPHIE —

- ALLCOTT, Hunt, et Gentzkow, Matthew (2017). « Social Media and Fake News in the 2016 Election. » *Journal of Economic Perspectives*, 31(2), printemps 2017, pp. 211-236.
- BARTLETT, Jamie (2014), « Populism, Social Media and Democratic Strain », dans *European Populism and Winning the Immigration Debate*, European Liberal Forum, Fores récupéré de <http://eprints.whiterose.ac.uk/104297/1/Korr%20igen.pdf#page=121>
- BELL, Emily (2017). « How Mark Zuckerberg could really fix journalism », *Columbia Journalism Review*. Récupéré de https://www.cjr.org/tow_center/mark-zuckerberg-facebook-fix-journalism.php
- BERGER, Peter, Luckmann, Thomas (1966). *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 2012, 340 p.
- BISCHOFF, Manfred (2008). « Une brève présentation de la sociologie dialectique de Michel Freitag », dans *Économie et solidarités*, 39(2), pp. 146-153.
- BRIN, Colette, CHARRON, Jean, et DE BONVILLE, Jean (dir.) (2004), *Nature et transformations du journalisme. Théories et recherches empiriques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- CARDENAL, Ana S, Galais, Carol, et Majó-Vázquez, Silvia (2018). « Is Facebook Eroding the Public Agenda? Evidence From Survey and Web-Tracking Data », *International Journal of Public Opinion Research*. Récupéré de <https://academic.oup.com/ijpor/article/31/4/589/5250416>
- COUTANT, Alexandre, STENGER, Thomas (2012). « Les médias sociaux : une histoire de participation », *Le temps des médias*, 1(18), pp. 76-86.
- DAHLGREN, Peter (2013), « Contingencies of Online Political 'Producers': Discourse Theory and the 'Occupy Wall Street' Movement », in Olsson, Tobias (Ed), *Producing the Internet: Critical Perspectives of Social Media*, Göteborg: Nordicom, pp. 203-220.
- DAVIES, William (2017) « How statistics lost their power: And why we should fear what comes next », dans *The Guardian*. Récupéré de <https://www.theguardian.com/politics/2017/jan/19/crisis-of-statistics-big-data-democracy>
- DEWEY, John, (1927). *Le Public et ses problèmes* (traduit de l'anglais par Joëlle Zask), Paris, Folio, coll. « Folio essais », 2010, 336 p.
- DUMAIS, Fabien (2017). « Une phénoménologie dialectique à la fois critique et compréhensive », dans *Approches inductives*, 4(2), pp. 133-159.
- ELDRIDGE, Scott II, et STEEL, John (2016), « Normative Expectations », in *Journalism Studies*, 17(7), 8 mars 2016, Routledge, pp. 817-826. Récupéré de <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/1461670X.2016.1154795>

- FEYEL, Gilles (2004). «Renaudot et les lecteurs de la Gazette, les "mystères de l'État" et la "voix publique", au cours des années 1630», dans *Le Temps des médias*, 2(1), pp. 163-175.
- FILLION, Jean-François (2006). *Sociologie Dialectique: Introduction à l'œuvre de Michel Freitag*, Collection Société, Éditions Nota bene, Québec, 2006, 334 p.
- FISHER, Caroline (2018). « What Is Meant By 'Trust' In News Media ? », dans Otto K., Köhler A. (eds) *Trust in Media and Journalism*. Springer VS, Wiesbaden, 9 janvier 2018, pp. 19-38.
- FOGEL, Jean-François et BRUNO Patino (2007). *Une presse sans Gutenberg: Pourquoi Internet a bouleversé le journalisme*, Éditions Points, 189 p.
- FOUCAULT, Michel (1969). *L'Archéologie du savoir*, Bibliothèque de philosophie, Gallimard, Paris, 275 p.
- FOUCAULT, Michel (1971). *L'ordre du discours, Leçon inaugurale au Collège de France* prononcée le 2 décembre 1970, NRF Gallimard, 88 p.
- FOUCAULT, Michel (1975). *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 318 p.
- FREITAG, Michel (1986a), *Dialectique et société, volume 1, Introduction à une théorie générale du symbolique*, Lausanne, L'Âge d'Homme et Montréal, Saint-Martin, 296 p., cité dans Freitag (2002).
- FREITAG, Michel (1986b), *Dialectique et société, volume 2, Culture, pouvoir, contrôle: les modes de reproduction formels de la société*, Lausanne, L'Âge d'Homme et Montréal, Saint-Martin, 443 p. cité dans Freitag (2002).
- FREITAG, Michel (2002), *L'Oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 433 p.
- FREITAG, Michel (2005). « Totalitarismes: de la terreur au meilleur des mondes », dans *Revue du MAUSS*, 25(1), pp. 143-184.
- GADEAU, Olivier (2015). « La (re) construction de l'autorité informationnelle dans les pratiques des journalistes québécois sur Twitter », *Communication*, 33(2). Récupéré de <https://journals.openedition.org/communication/6043>
- GEARING, Amanda (2014). « Investigative journalism in a socially networked world », dans *Pacific Journalism Review*, 20(1), pp. 61-75.
- GILLIOM, John, et Monahan, Torin (2012). *SuperVision; An Introduction To The Surveillance Society*, University of Chicago Press, 2012. 192 p.
- HABERMAS, Jürgen (1978). *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 324 p.
- HABERMAS, Jürgen (2007). « Il faut sauver la presse de qualité », dans *Le Monde*, 21 mai 2007. Récupéré de https://www.lemonde.fr/idees/article/2007/05/21/il-faut-sauver-la-presse-de-qualite-par-jurgen-habermas_912817_3232.html

- HALL, Stuart. (1997). « Introduction », in S. Hall (ed.) *Representation: Cultural Representations and Signifying Practices*. London, Sage, pp. 1-12.
- HARTLEY, John (1996), *Popular Reality: journalism, modernity and popular culture*, London, Arnold, cité dans DEUZE, Mark (2007), « Journalism in liquid modern times: an interview with Zygmunt Bauman », *Journalism Studies*, 8(4), Taylor & Francis online, p. 671-679, dans SZANTO, Andras, « Popular culture and media studies », *Journal of Communication*, 48(1), WILEY, hiver 1998, pp. 122-127, et dans DONOVAN, Stephen, « In the Papers: Hardy, Joyce, and the Modernist Moment », *Authority Matters: Rethinking the Theory and Practice of Authorship*, Rodopy, Amsterdam-New York, 2008, pp. 163-192.
- HARTLEY, John (2007), « Journalism as a Human Right: The Cultural Approach to Journalism », dans *Global Journalism Research Theories, Methods, Findings, Future*, New York, Peter Lang Publishers, pp. 39-51.
- HERMIDA, Alfred (2010). « Twittering the News », *Journalism Practice*, 4(3), pp. 297-308.
- HILLE, Sanne, BAKKER, Piet (2014). « Engaging the social news user », dans *Journalism Practice*, 8(5), pp. 563-572.
- JAHNG, Mi Rosie, LITTAU, Jeremy (2016). « Interacting is believing », dans *Journalism & Mass Communication Quarterly*, 93(1), pp. 38-58.
- JØRGENSEN, Marianne, et PHILLIPS, Louise (2002). *Discourse Analysis as Theory and Method*. London, Thousand Oaks, New Delhi, Sage Publications.
- KAIL, Michel, et SOBEL, Richard (2006). « Science et politique », dans *L'Homme & la Société*, 162(4), pp. 5-8.
Récupéré de <https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2006-4-page-5.htm#re2no2>
- KELLER, Reiner (2007). « L'analyse de discours comme sociologie de la connaissance: Présentation d'un programme de recherche », *Langage et société*, 2(120) pp. 55-76.
- KELLER, Reiner (2013). *Doing discourse research: an introduction for social scientists*, Londres, Sage, 162 p.
- LEE, Jayeon (2015). « The Double-Edged Sword: The Effects of Journalists' Social Media Activities on Audience Perceptions of Journalists and Their News Products », *Journal of Computer-Mediated Communication*, (20)3, pp. 312-329.
- LAFRANCE, Adrienne (2017). « The Mark Zuckerberg Manifesto Is a Blueprint for Destroying Journalism », *The Atlantic*. Récupéré de <https://www.theatlantic.com/technology/archive/2017/02/the-mark-zuckerberg-manifesto-is-a-blueprint-for-destroying-journalism/517113>
- LAMOUREUX, Samuel (2020). « Intelligence artificielle: un point de vue irresponsable de la part du directeur du programme de journalisme de l'UQAM », *L'Esprit libre*, 26 août 2020.
Récupéré de <https://revuelespritlibre.org/intelligence-artificielle-un-point-de-vue-irresponsable-de-la-part-du-directeur-du-programme-de>

- LASCH, Christopher (1995). *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, traduit de l'anglais par Christian Fournier, Paris, Flammarion, 2007, 269 p.
- LIPOVETSKY, Gilles (1983). *L'Ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Collection Les Essais (n° 225), Gallimard, 256 p.
- LISBOA, Silvia, BENETTI, Marcia (2015). « Journalism as Justified True Belief », *Brazilian Journalism Research*, 11(2), pp. 10-26. Récupéré de https://www.researchgate.net/publication/304214850_Journalism_as_Justified_True_Belief
- LITS, Marc (2014). *L'espace public: concept fondateur de la communication*, Hermès, La Revue, 70(3), pp. 77-81. Récupéré de <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2014-3-page-77.htm>
- MAINGUENEAU, Dominique (2004). « La situation d'énonciation entre langue et discours », version révisée d'un texte paru dans le volume collectif *Dix ans de S.D.U.*, Craiova, Editura Universitaria Craiova (Roumanie), 2004, pp. 197-210. Récupéré de <http://dominique.maignueneau.pagesperso-orange.fr/pdf/Scene-d-enonciation.pdf>
- MAINGUENEAU, Dominique (2005). « L'analyse du discours et ses frontières », dans *Marges linguistiques*, n° 9, 2005. Récupéré de <http://dominique.maignueneau.pagespersoorange.fr/pdf/L-analyse-du-discours-et-ses-frontieres.pdf>
- MARTIN, Éric (2007). « Le journalisme et la désymbolisation du monde; pour une critique dialectique de la crise contemporaine du journalisme », mémoire. Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, maîtrise en science politique, 139 p. Récupéré de <https://archipel.uqam.ca/810>
- McCLENAGHAN, Maeve (2017) « The 'dark ads' election: How are political parties targeting you on Facebook? » Récupéré de <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2017-05-15/the-dark-ads-election-how-are-political-parties-targeting-you-on-facebook>
- MEIJER, Irene Costera (2012). « Valuable journalism: A search for quality from the vantage point of the user », *Journalism*, 14(6), pp. 754-770.
- MIÈGE, Bernard (1995). « L'espace public: perpétué, élargi et fragmenté », dans Paillart, Isabelle (sous la direction de), *L'espace public et l'emprise de la communication*, éditions Ellug, Grenoble, pp. 163 à 175.
- MONDOUX, André (2011). *Histoire sociale des technologies numériques: de 1945 à nos jours*, Éditions Nota Bene, Montréal, 2011, 216 p.
- MOROZOV, Evgeny (2011), *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, PublicAffairs, New York, 410 p.
- MOROZOV, Evgeny (2013), *To Save Everything, Click Here*, PublicAffairs, New York, 416 p.
- MOSCO, Vincent (2017). *Becoming Digital: Toward a Post-Internet Society*, coll. Society Now, Emerald Publishing, 246 p.

- MUHLMANN, Géraldine (2004). *Une histoire politique du journalisme XIX^e - XX^e siècle*, éditions Points/Presses universitaires de France, 488 p.
- MUHLMANN, Géraldine (2017). *Du journalisme en démocratie*, coll. Critique de la politique, nouvelle édition revue, Paris, Klincksieck, 379 p.
- NEVEU, Érik (2004). *Sociologie du journalisme*, éditions La Découverte, 122 p.
- NORMAND, Ariane (2014). « Proposition pour l'induction en analyse du discours », dans *Approches inductives*, 1(1), automne 2014, pp. 11-37.
- OCKRENT, Christine (1997). *La liberté de presse*, Les essentiels Milan, Toulouse, Éditions Milan, 63 p.
- OUELLET, Maxime (2017). « L'empire de la communication », *Liberté*, N° 318, pp. 25-27.
- PARISER, Eli (2011). *The Filter Bubble: What the Internet Is Hiding from You*, New York, Penguin Press, 2011, 304 p.
- PARK, Robert E. (1941), « News and the Power of the Press », *American Journal of Sociology*, 47(1), juillet 1941, pp. 1-11, cité dans PARK, Robert E. (2008) *Le journaliste et le sociologue Robert E. Park : textes présentés et commentés par Géraldine Muhlmann et Edwy Plenel*, collection Médiathèque, Éditions du Seuil, 120 p.
- PEARSON, George D.H., et KOSICKI, Gerald (2016), « How Way-Finding is Challenging Gatekeeping in the Digital Age », *Journalism Studies* 18(9), pp. 1087-1105.
Récupéré de <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1461670X.2015.1123112>
- PÉLISSIER, Nicolas, CHAUDY, Serge (2009). « Le journalisme participatif et citoyen sur Internet : un populisme dans l'air du temps ? », *Quaderni*, 3(70), pp. 89-102.
Récupéré de <https://journals.openedition.org/quaderni/512#quotation>
- PICHETTE, Jean (2007), « Penser le journalisme dans un monde en crise », *À bâbord*, n° 18, février-mars 2007, p. 16-19.
Récupéré de <https://www.ababord.org/Penser-le-journalisme-dans-un>
- PICOCHÉ, Nolwenn (2011a). « La construction du lien social par la presse », dans *Implications philosophiques*, 6 mai 2011. Récupéré de <http://www.implications-philosophiques.org/%20ethique-et-politique/philosophie-politique/la-construction-du-lien-social-par-la-presse>
- PICOCHÉ, Nolwenn (2011b). « De la démocratie et de la presse », dans *Implications philosophiques*, 14 septembre 2011. Récupéré de <http://www.implications-philosophiques.org/ethique-et-politique/philosophie-politique/de-la-democratie-et-de-la-presse>
- PICONE, Ike, COURTOIS, Cédric, et PAULUSSEN, Steve (2015), « When News is Everywhere », dans *Journalism Practice*, 9(1), pp. 35-49.

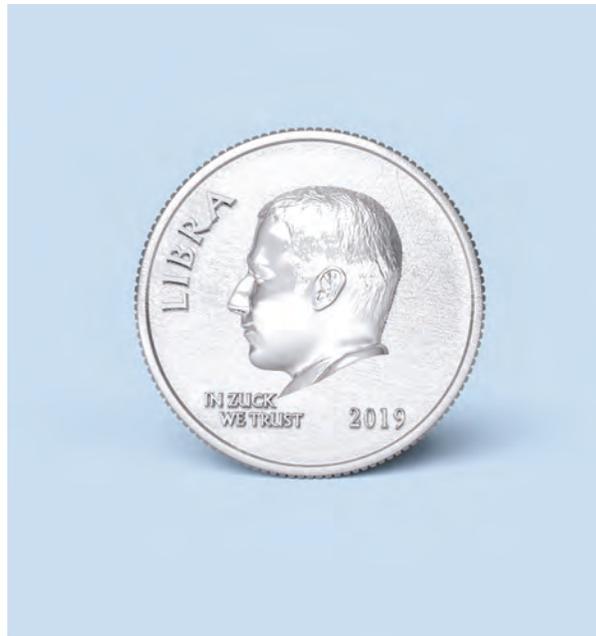
- POELL, Thomas, BORRA, Erik (2012). « Twitter, YouTube, and Flickr as platforms of alternative journalism : The social media account of the 2010 Toronto G20 protests », *Journalism*, 13(6), pp. 695-713.
- PROULX, Serge, MILLETTE, Mélanie, HEATON, Lorna (2012). « Introduction : L'irruption des médias sociaux », *Médias sociaux : Enjeux pour la communication*, Presses de l'Université du Québec, pp. 1-31.
- REVERS, Matthias (2010). « The Twitterization of News Making: Transparency and Journalistic Professionalism », *Journal of Communication*, 64, pp. 806-826.
- RIEDER, Bernhard, SMYRNAIOS, Nikos (2012). « Pluralisme et infomédiation sociale de l'actualité : le cas de Twitter », *Réseaux*, 176, pp. 105-139.
- ROUVROY, Antoinette, et BERNIS, Thomas (2013). « Gouvernamentalité algorithmique et perspectives d'émancipation : La disparate comme condition d'individuation par la relation ? », dans *Réseaux*, 2013, 1(177), La Découverte, Cairn.info.
Récupéré de <https://www.cairn.info/revue-reseaux-2013-1-page-163.htm>
- SALAVERRÍA, Ramón (2019). « Digital Journalism » dans *The International Encyclopedia of Journalism Studies*, pp. 1-11.
- SINGER, Jane B. (2006). « The Socially Responsible Existentialist », *Journalism Studies*, 7(1).
Récupéré de <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/14616700500450277>
- SINGER, Jane B. (2009). « Journalism in the Network », dans *The Routledge Companion to News and Journalism Studies*, New York, Routledge, pp. 277-286.
Récupéré de <https://openaccess.city.ac.uk/id/eprint/4019>
- SMYRNAIOS, Nikos (2018). *Les GAFAM contre Internet : économie politique du numérique*. Communication présentée au Centre de recherche interuniversitaire sur la communication, l'information et la société (CRICIS), 9 novembre 2018.
- STIEGLER, Bernard (2012a). *États de chocs. Bêtise et savoir au XXI^e siècle*, Mille et une nuits, Paris, 360 p.
- STIEGLER, Bernard (2012b). « Le marketing détruit tous les outils du savoir », dans *Basta*, 20 mars 2012. Récupéré de <https://www.bastamag.net/Bernard-Stiegler-Le-marketing>
- STIEGLER, Bernard (2014). L'attention, entre économie restreinte et individuation collective, dans CITTON, Yves (éd.), *L'économie de l'attention : Nouvel horizon du capitalisme ?*, Paris, La Découverte, pp. 121-135.
- TOCQUEVILLE, Alexis de (1835). *De la démocratie en Amérique, tome I*, Paris, GF Flammarion 1981, 631 p.
- TOCQUEVILLE, Alexis de (1840). *De la démocratie en Amérique, tome II*, Paris, GF Flammarion, 1981, 471 p.

TURCOTTE, Jason, et al. (2015). « News Recommendation from Social Media Opinion Leaders », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 20(5), pp. 520-535.

WINSECK, Dwayne (2018). « Media and Internet Concentration in Canada Report 1984-2017 », *Canadian Media Concentration Research Project (CMCRP)*. Récupéré de <http://www.cmcrp.org/media-and-internet-concentration-in-canada-1984-2017-updated>

ZUBOFF, Shoshana (2019). *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, Londres, Profile Books, 2019, 704 p.

ZUCKERBERG, Mark (2017), *Building Global Community*, 16 février 2017.
Récupéré de <https://www.facebook.com/notes/mark-zuckerberg/%20building-global-community/10154544292806634>



IN ZUCK WE TRUST

Illustration de Delcan & Co. pour The New York Times

<https://www.nytimes.com/2019/06/18/technology/facebook-cryptocurrency-libra.html>

